VILLE DE BRUXELLES - STAD BRUSSEL

RAPPORT – VERSLAG

BUDGET - BEGROTING

2024

Table des matières

1	Rapport sur le budget 2024	1 - 32
2	Résultat 2024 - états récapitulatifs - budgets ordinaires et extraordinaires	33 - 34
3	Evolution des fonds de réserves et des provisions pour risques et charges	35 - 40
4	*4.1.* Caractéristiques de la Ville *4.2.* Tableau du personnel communal *4.3.* Analyse du taux de réalisation budgétaire pour les comptes 2020 – 2021 – 2022 *4.4.* Tableau prévisionnel en matière de dépenses extraordinaires d'investissement – SEC 2010 *4.5.* Budget 2024 sous format SEC	41 - 47
5	Evolution de la dette par organisme financier	48 - 51
6	*6.1.* Objectifs annuels en matière d'évolution du statut pécuniaire, de statutarisation, d'octroi de primes, de formation, de mobilité interne, de diversité *6.2.* Note du CPAS « article 60 » *6.3.* Estimation des besoins de postes article 60§7 Loi organique – Annexe B6 CPAS *6.4. Rapport vise à l'article 26 Bis*§5 relatif aux économies d'échelle et aux suppressions des doubles emplois ou chevauchements d'activités du CPAS et la Ville de Bruxelles.	52 - 58
7	Circulaire budgétaire du Ministère de la Région de Bruxelles - Capitale relative au budget de 2024 et ses annexes.	59 - 79

1. RAPPORT SUR LE BUDGET

2024

BUDGET 2024

Le budget de la Ville: un acte fondamental de la gestion communale

1. Introduction

Le présent document constitue une synthèse du budget pour l'exercice 2024 au sens de l'article 96 de la Nouvelle Loi Communale.

Il a pour objectif principal de relever les particularités de l'exercice 2024, de décrire la situation financière de la Ville ainsi que ses perspectives d'avenir.

Le budget a essentiellement 3 vocations:

- **Il est d'abord un acte conférant une base légale à l'exécution des recettes et des dépenses;**
- **Il est ensuite un acte politique qui est la traduction financière de la politique du Collège des Bourgmestre et Echevins;**
- **Il est également un exercice prévisionnel et un outil de gestion financière. En ce sens, le budget constitue le « premier signal » et le « premier révélateur » de la situation financière.**

A la différence du budget d'un ménage ou d'une entreprise, le budget communal n'est pas qu'indicatif. Il définit le cadre dans lequel sont utilisés les deniers publics. Son usage est soumis à un ensemble de règles et de contraintes qui constituent les techniques comptables et budgétaires conditionnant également l'essentiel des actes de l'administration.

2. La présentation et le contenu du budget 2024

La circulaire régionale relative au budget a été jointe à ce rapport, ainsi que ses annexes.

Partant du fait que la classification par fonction est un outil fondamental d'information d'ordre politique, économique ou statistique, l'autorité de tutelle insiste sur le fait que les communes reviennent à une utilisation stricte et précise de tous les codes fonctionnels disponibles au plan comptable budgétaire afin d'éviter d'une part une multiplication des crédits et d'autre part une surestimation globale possible des dépenses. Afin d'éviter ce phénomène d'inflation et de permettre l'inscription correcte des crédits budgétaires, une limite des crédits beaucoup plus souple a été élaborée au budget ordinaire et ce depuis 2005.

Les axes fondamentaux de cette présentation consistent à inviter les Conseillers communaux à se prononcer sur le budget fonctionnel et sur le budget économique en ce qui concerne le service ordinaire et non pas sur le détail des articles du budget ordinaire.

Le budget 2024 se compose:

- **du budget détaillé par article**

  Il reprend le détail par article (codification FFFDD/EEEEE) avec en regard, lorsque nécessaire, les explications relatives aux crédits inscrits.

- **du budget fonctionnel**

  Les articles budgétaires sont limités à 6 chiffres (FFF/EEE – 3 premiers chiffres du code fonctionnel – 3 premiers chiffres du code économique). L'utilisation des crédits est étendue au groupe fonctionnel et au groupe économique.

  Dans cette « enveloppe », tous les glissements de crédits sont possibles, sans formalités spécifiques. Ce n'est qu'en cas de nécessité de dépassement de cette enveloppe que la procédure légale des modifications budgétaires doit être mise en oeuvre.

Cette souplesse réduit le nombre de modifications budgétaires tout en permettant l'imputation des dépenses aux articles adéquats.

- **du budget économique**

Les crédits budgétaires sont également présentés par groupes économiques, triés par codes économiques à 5 chiffres.

Cette présentation donne une vue transversale des recettes et dépenses de la Ville.

- **du tableau récapitulatif**

Ce document est joint au budget fonctionnel, au budget économique et est inséré dans le présent rapport (chapitre 2).

- **du tableau du personnel**

Le tableau du personnel est repris au chapitre 4 du présent rapport.
Le comptage des effectifs se fait en équivalent temps plein.

- **du plan pluriannuel d'investissements**

Ce plan reprend le descriptif du programme extraordinaire et ses modes de financement.

- **de l'annexe «Evolution de la dette communale d'investissement »**

L'annexe «Evolution de la dette communale d'investissement» reprend l'évolution de la dette communale d'investissement par organisme financier.

- **de l'annexe de l'évolution des fonds de réserves et des provisions pour risques et charges**

L'annexe de l'évolution des fonds de réserves et des provisions pour risques et charges reprend:

  - **L'évolution des constitutions et des utilisations des fonds de réserves ordinaire et extraordinaire;**
  - **L'évolution des constitutions et des utilisations ou reprises de provisions pour risques et charges.**

- **de la liste des transferts**

La liste des transferts reprend l'ensemble des dépenses de transferts qui seront octroyés par la Ville en 2024.

- **des annexes relatives à la transposition du budget 2024 sur base de la comptabilité SEC (système européen des comptes nationaux)**

3. Principales caractéristiques et tendances du budget ordinaire 2024

3.1. L'importance économique du secteur public local

Le secteur public local a un impact important sur l'activité économique tant en ce qui concerne les dépenses (personnel, investissements, etc.) que les recettes (taxes, etc.).

La Ville de Bruxelles est, avec 9.288 employés, en ce compris le personnel enseignant de la Ville (mais en dehors du personnel de police, du CPAS, des ASBL communales …), l'un des plus importants fournisseurs d'emploi en Région bruxelloise.

Avec un montant total de dépenses au budget ordinaire de 1.083.070.192,10 €, la Ville est donc, un acteur économique majeur au niveau local et régional.

3.2. Résultat du budget 2024

La réussite de toutes les missions et la réalisation de tous les projets envisagés par le Collège des Bourgmestre et Echevins de la Ville est financièrement concrétisée par l'établissement et l'exécution de son budget.

3.2.1. Résultat de l'exercice propre 2024

Le budget de 2024 est présenté avec un boni de 37.632,85 €.

	BUDGET 2024
RECETTES	1.083.107.824,95
DEPENSES	1.083.070.192,10
BONI	37.632,85

3.3. Résultats du budget par le passé

Le tableau et la présentation graphique ci-après présentent les résultats au budget lors de ces dernières années.

Les différentes crises que nous avons connues depuis 2020 (crise sanitaire, hausse de l'inflation, conflit géopolitique,…) ont eu pour conséquence que la Ville de Bruxelles a été contrainte de présenter des budgets déficitaires entre 2020 et 2022.

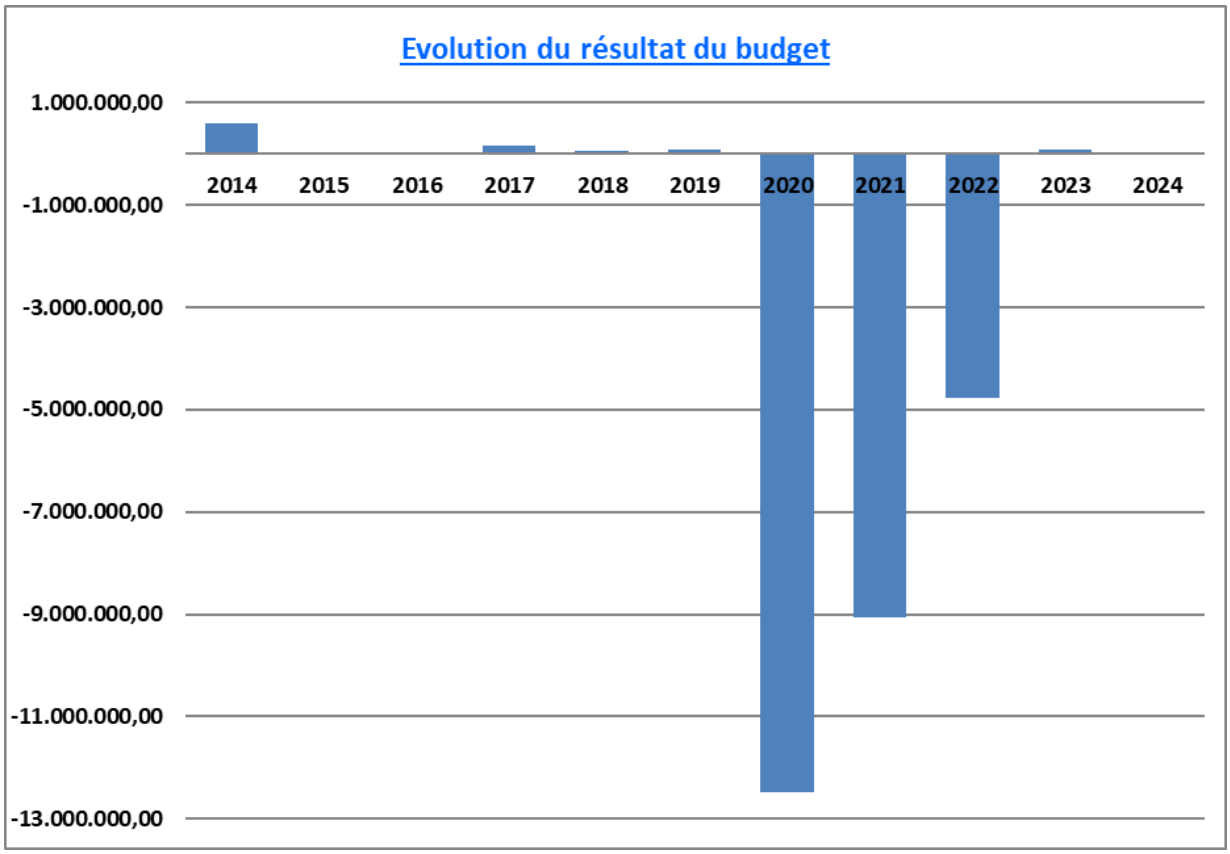
Même si les séquelles de ces différentes crises produisent encore leurs effets aujourd'hui ou perdurent, la Ville de Bruxelles est parvenue en 2023 à présenter un budget en équilibre.
En 2024, la Ville de Bruxelles présente à nouveau un résultat positif.

Les circonstances économiques et sociales restent difficiles et contraignantes, l'inflation perdure, les taux d'intérêt ont subi une hausse ces derniers mois mais, selon les prévisions, vont rester stables dans un prochain avenir, les coûts énergétiques et les coûts de prestation de tiers et des matériaux restent élevés.

Afin de conserver nos leviers d'action, la Ville de Bruxelles ainsi que ses entités satellites comme le CPAS, la Zone de Police ou nos différentes ASBL communales font des efforts et évaluent au plus juste les dépenses de fonctionnement et de transferts, tout en menant une politique en vue de préserver un personnel en quantité et qualité afin d'apporter un service de qualité au profit de nos citoyens et une capacité d'investissement à hauteur de nos ambitions.

L'objectif est, même dans ce cadre budgétaire difficile, de permettre d'assurer le fonctionnement des services et de conserver le personnel en vue de répondre aux défis au niveau administratif, des services de la politique d'enseignement, de la petite enfance, culturelle, sportive et de prévention et de sécurité de la Ville de Bruxelles.

	Résultats du BUDGET après MB
2014	590.405,07
2015	11.970,10
2016	42.678,08
2017	160.038,53
2018	50.311,15
2019	85.827,47
2020	-12.480.176,01
2021	-9.054.299,40
2022	-4.779.005,23
2023	84.728,62
2024	37.632,85



3.4. Analyse fonctionnelle et économique du service ordinaire

L'analyse des dépenses et des recettes peut se faire sous deux angles distincts: au niveau économique et au niveau fonctionnel.

La ventilation fonctionnelle des dépenses et des recettes vise les domaines dans lesquels s'exerce l'intervention de la Ville.

La ventilation économique, quant à elle, porte sur la destination des moyens pour les dépenses et sur l'origine des moyens pour les recettes.

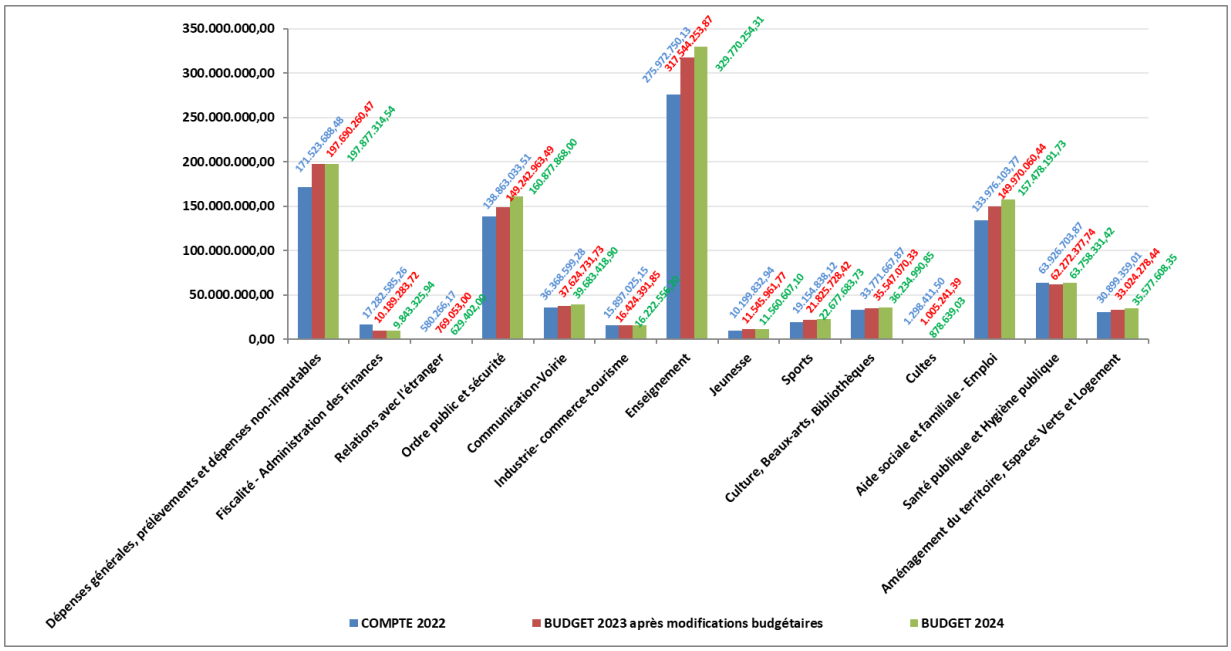
3.4.1. Analyse fonctionnelle des dépenses et des recettes

La fonction détermine le domaine dans lequel intervient la commune.

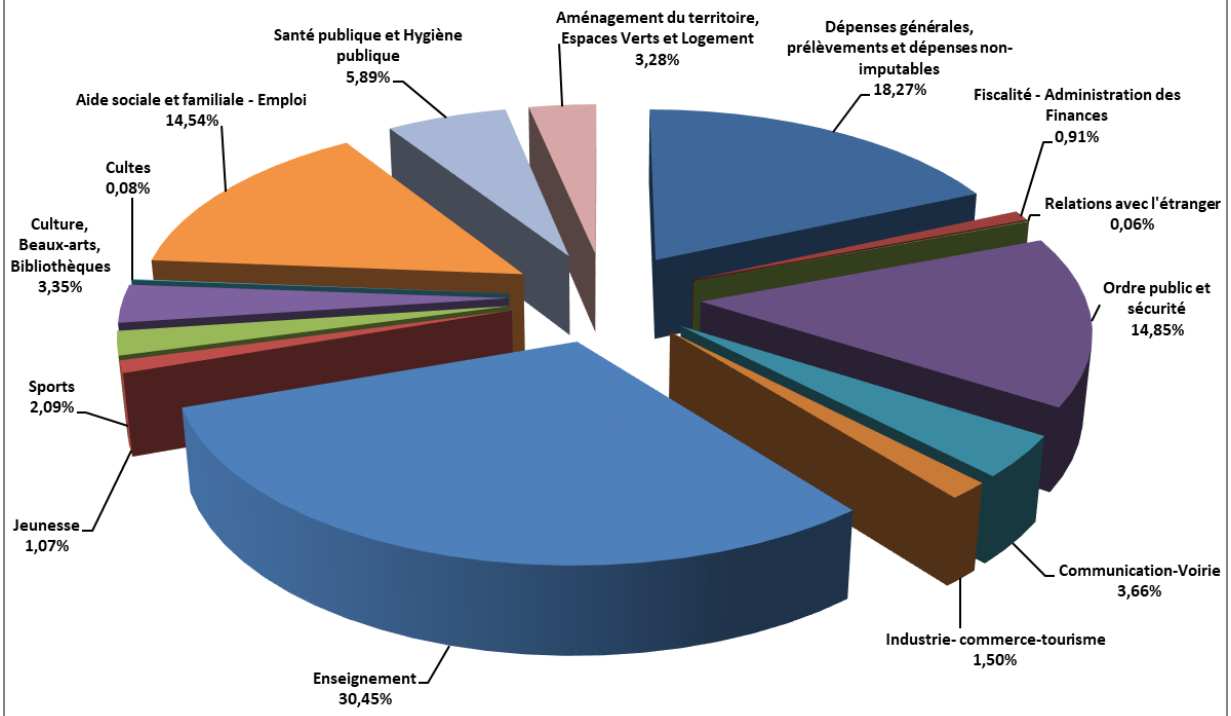
Le budget de la Ville reprend 26 groupes de fonctions qui sont regroupées ici en 14 fonctions pour simplifier l'analyse.

Les dépenses (= les domaines d'action)

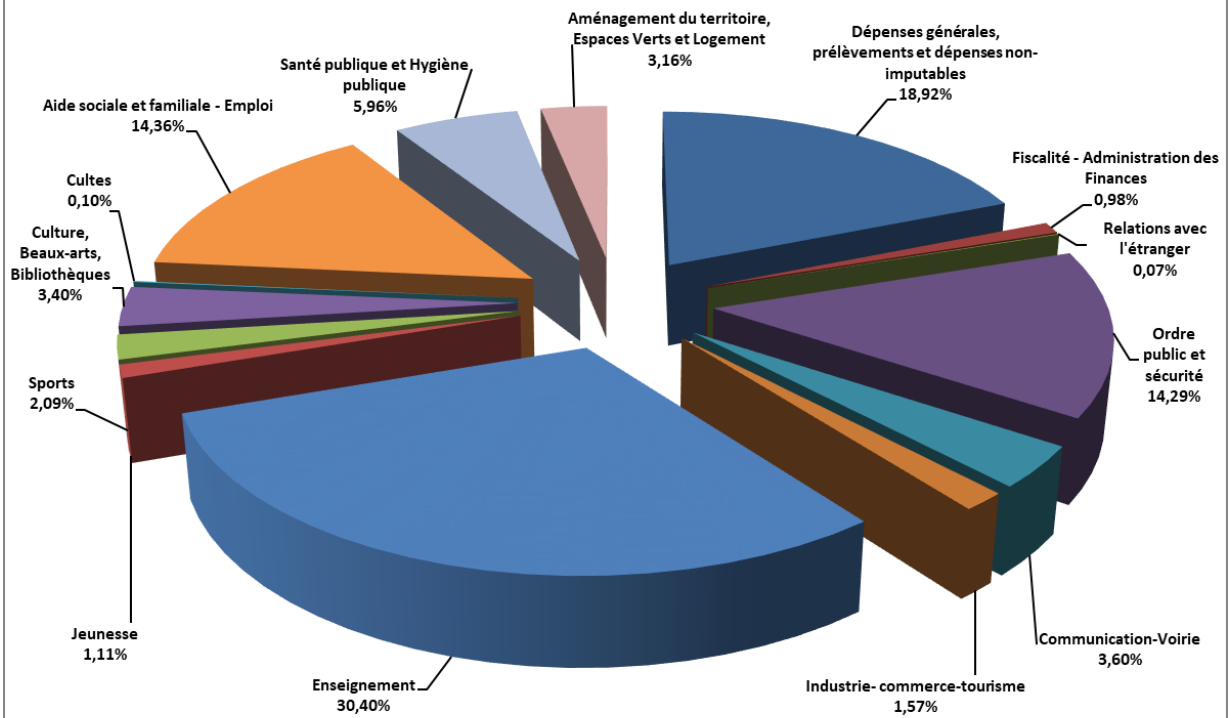
	FONCTIONS	COMPTE 2022	%	BUDGET 2023 après modifications budgétaires	%	BUDGET 2024	%
1	Dépenses générales, prélèvements et dépenses non-imputables	171.523.688,48	18,06%	197.690.260,47	18,92%	197.877.314,54	18,27%
2	Fiscalité - Administration des Finances	17.282.585,26	1,82%	10.189.283,72	0,98%	9.843.325,94	0,91%
3	Relations avec l'étranger	580.266,17	0,06%	769.053,00	0,07%	629.402,00	0,06%
4	Ordre public et sécurité	138.863.033,51	14,62%	149.242.963,49	14,29%	160.877.868,00	14,85%
5	Communication-Voirie	36.368.599,28	3,83%	37.624.731,73	3,60%	39.683.418,90	3,66%
6	Industrie- commerce-tourisme	15.897.025,15	1,67%	16.424.391,85	1,57%	16.222.556,20	1,50%
7	Enseignement	275.972.750,13	29,06%	317.544.253,87	30,40%	329.770.254,31	30,45%
8	Jeunesse	10.199.832,94	1,07%	11.545.961,77	1,11%	11.560.607,10	1,07%
9	Sports	19.154.838,12	2,02%	21.825.728,42	2,09%	22.677.683,73	2,09%
10	Culture, Beaux-arts, Bibliothèques	33.771.667,87	3,56%	35.547.070,33	3,40%	36.234.990,85	3,35%
11	Cultes	1.298.411,50	0,14%	1.005.241,39	0,10%	878.639,03	0,08%
12	Aide sociale et familiale - Emploi	133.976.103,77	14,11%	149.970.060,44	14,36%	157.478.191,73	14,54%
13	Santé publique et Hygiène publique	63.926.703,87	6,73%	62.272.377,74	5,96%	63.758.331,42	5,89%
14	Aménagement du territoire, Espaces Verts et Logement	30.899.359,01	3,25%	33.024.278,44	3,16%	35.577.608,35	3,28%
	Total	949.714.865,06	100%	1.044.675.656,66	100%	1.083.070.192,10	100%



Budget 2024: Analyse fonctionnelle des dépenses

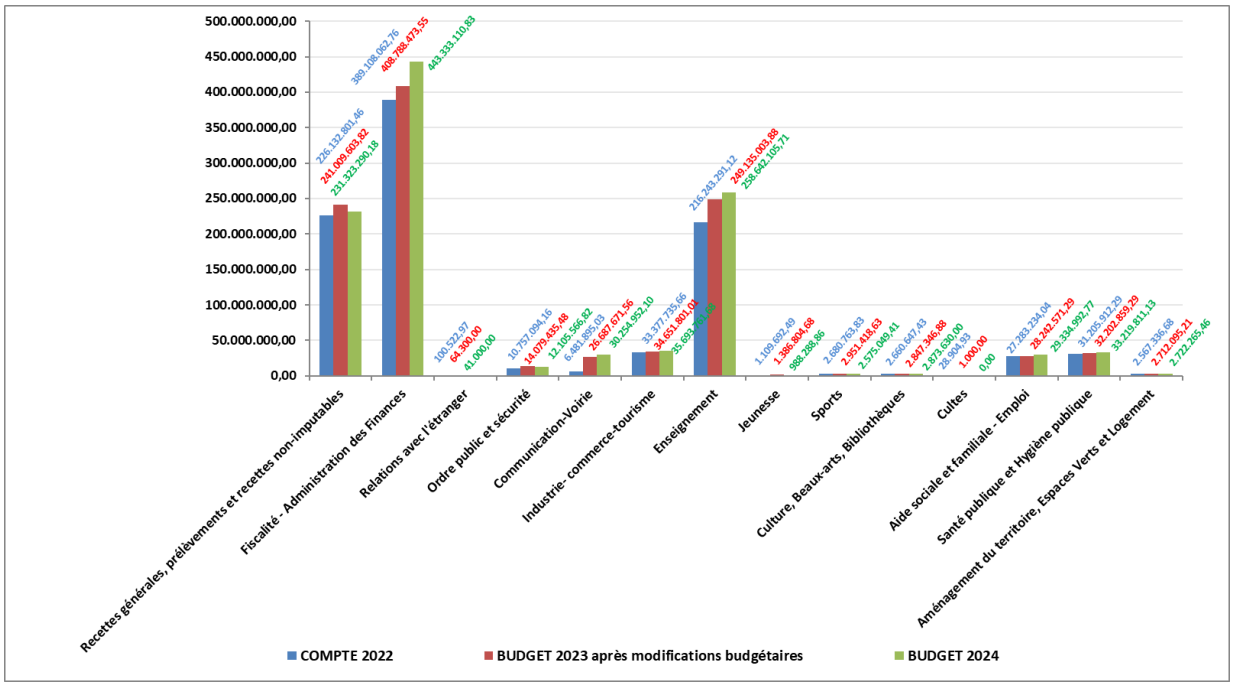


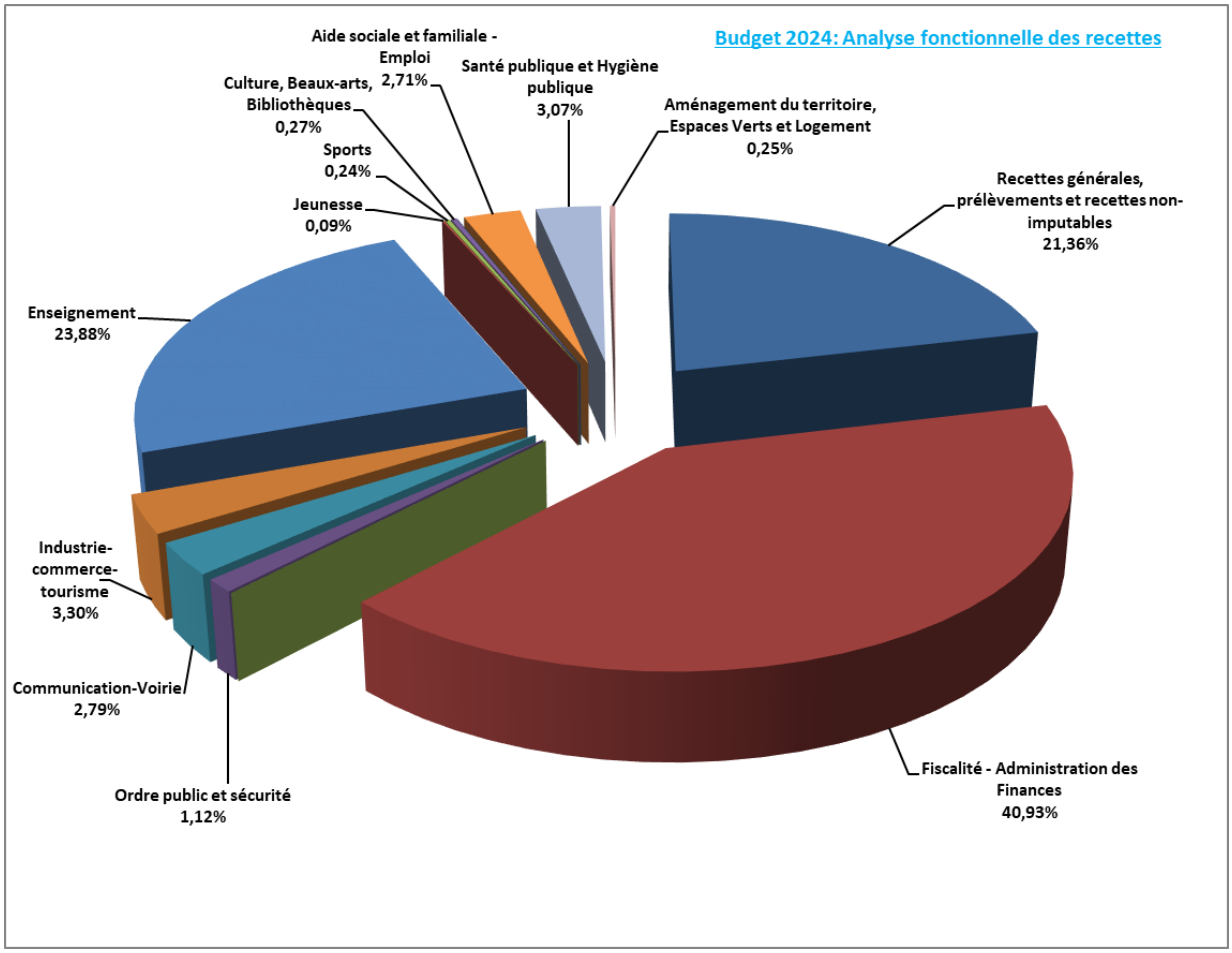
Budget 2023 après MB: Analyse fonctionnelle des dépenses

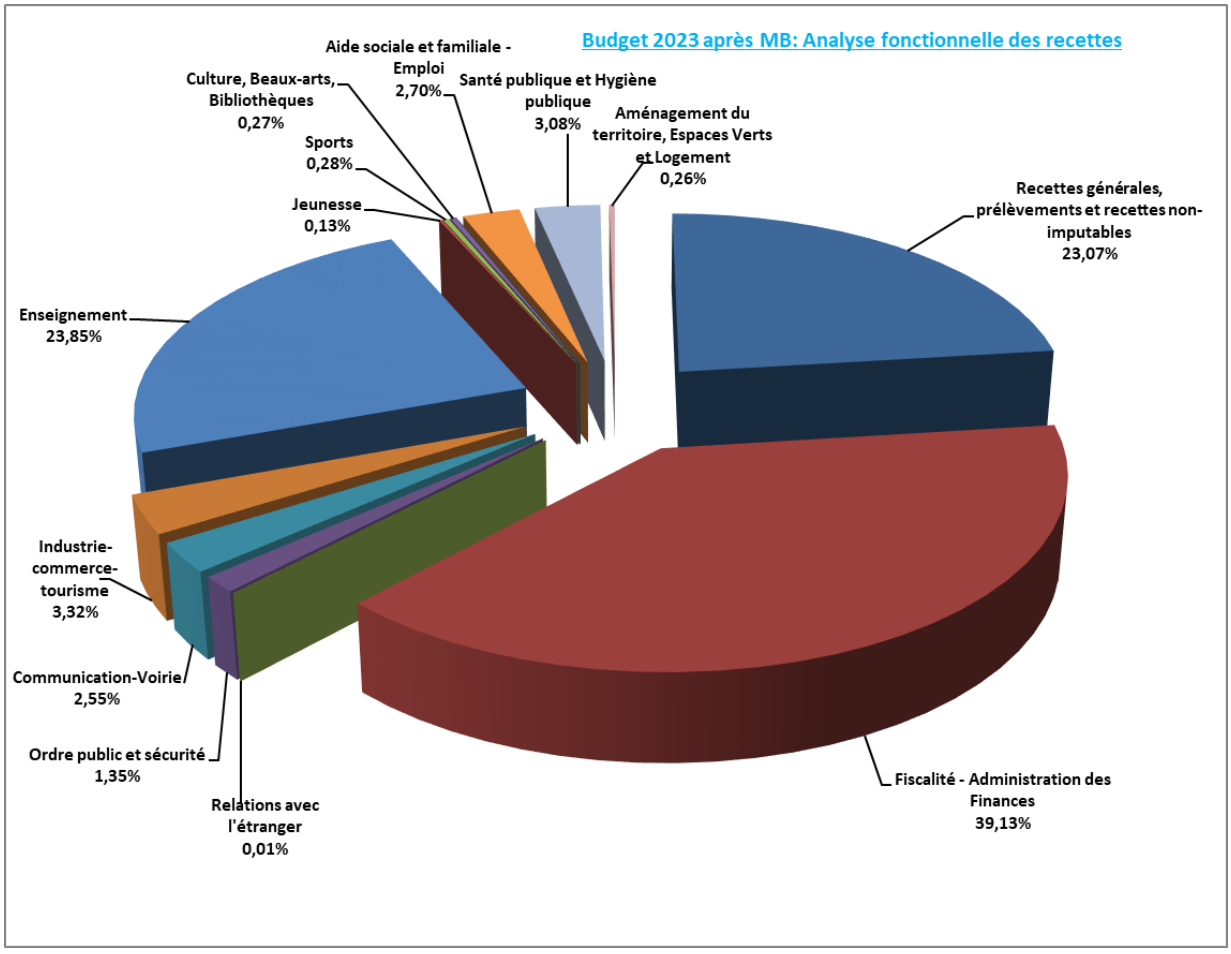


Les recettes (= l'origine des moyens)

	FONCTIONS	COMPTE 2022	%	BUDGET 2023 après modifications budgétaires	%	BUDGET 2024	%
1	Recettes générales, prélèvements et recettes non-imputables	226.132.801,46	23,81%	241.009.603,82	23,07%	231.323.290,18	21,36%
2	Fiscalité - Administration des Finances	389.108.062,76	40,97%	408.788.473,55	39,13%	443.333.110,83	40,93%
3	Relations avec l'étranger	100.522,97	0,01%	64.300,00	0,01%	41.000,00	0,00%
4	Ordre public et sécurité	10.757.094,16	1,13%	14.079.435,48	1,35%	12.105.566,82	1,12%
5	Communication-Voirie	6.481.895,03	0,68%	26.687.671,56	2,55%	30.254.952,10	2,79%
6	Industrie- commerce-tourisme	33.377.735,66	3,51%	34.651.801,01	3,32%	35.693.761,68	3,30%
7	Enseignement	216.243.291,12	22,77%	249.135.003,88	23,85%	258.642.105,71	23,88%
8	Jeunesse	1.109.692,49	0,12%	1.386.804,68	0,13%	988.288,86	0,09%
9	Sports	2.680.763,83	0,28%	2.951.418,63	0,28%	2.575.049,41	0,24%
10	Culture, Beaux-arts, Bibliothèques	2.660.647,43	0,28%	2.847.346,88	0,27%	2.873.630,00	0,27%
11	Cultes	28.904,93	0,00%	1.000,00	0,00%	0,00	0,00%
12	Aide sociale et familiale - Emploi	27.283.234,04	2,87%	28.242.571,29	2,70%	29.334.992,77	2,71%
13	Santé publique et Hygiène publique	31.205.912,29	3,29%	32.202.859,29	3,08%	33.219.811,13	3,07%
14	Aménagement du territoire, Espaces Verts et Logement	2.567.336,68	0,27%	2.712.095,21	0,26%	2.722.265,46	0,25%
	Total	949.737.894,85	100%	1.044.760.385,28	100%	1.083.107.824,95	100%




Budget 2024: Analyse fonctionnelle des recettes
Aide sociale et familiale - Emploi 2,71%
Santé publique et Hygiène publique 3,07%
Culture, Beaux-arts, Bibliothèques 0,27%
Aménagement du territoire, Espaces Verts et Logement 0,25%
Sports 0,24%
Recettes générales, prélèvements et recettes non-imputables 21,36%
Jeunesse 0,09%
Enseignement 23,88%
Industrie-commerce-tourisme 3,30%
Communication-Voirie 2,79%
Ordre public et sécurité 1,12%
Fiscalité - Administration des Finances 40,93%


Budget 2023 après MB: Analyse fonctionnelle des recettes
Aide sociale et familiale - Emploi 2,70%
Culture, Beaux-arts, Bibliothèques 0,27%
Santé publique et Hygiène publique 3,08%
Aménagement du territoire, Espaces Verts et Logement 0,26%
Sports 0,28%
Recettes générales, prélèvements et recettes non-imputables 23,07%
Jeunesse 0,13%
Enseignement 23,85%
Industrie-commerce-tourisme 3,32%
Communication-Voirie 2,55%
Ordre public et sécurité 1,35%
Relations avec l'étranger 0,01%
Fiscalité - Administration des Finances 39,13%

3.4.2. Analyse économique des recettes et des dépenses

Cette analyse porte sur la destination des moyens (pour les dépenses) et sur l'origine des moyens (pour les recettes).

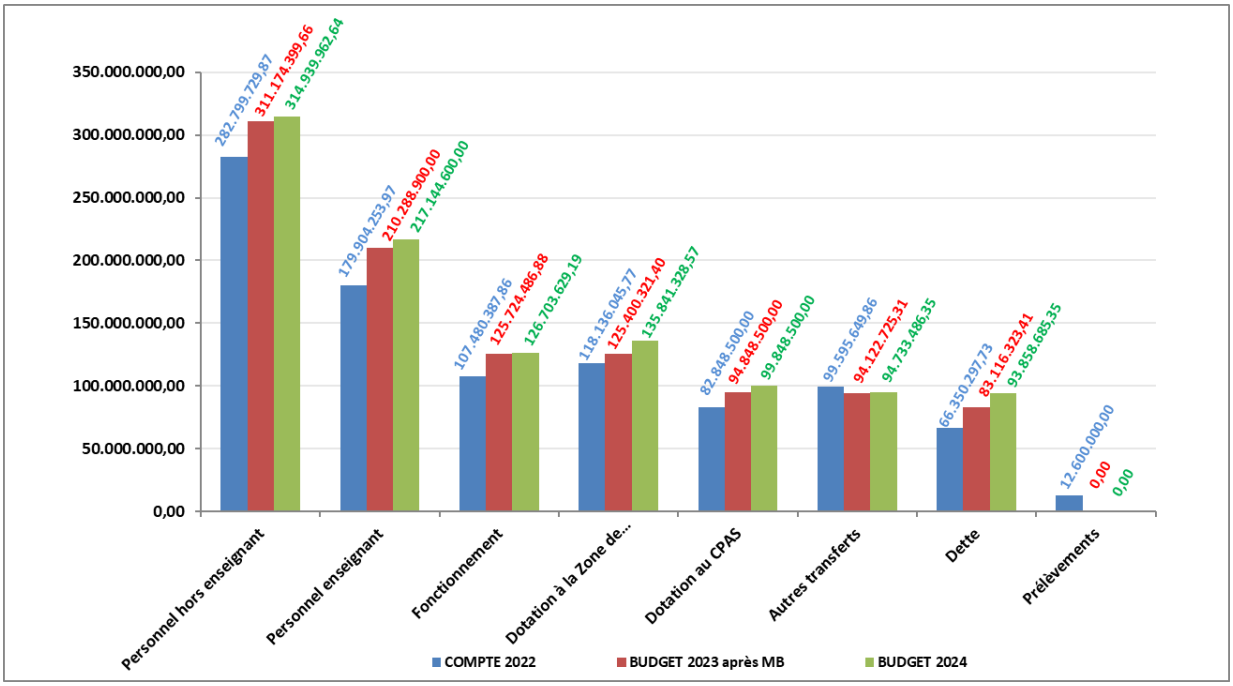
BUDGET 2024

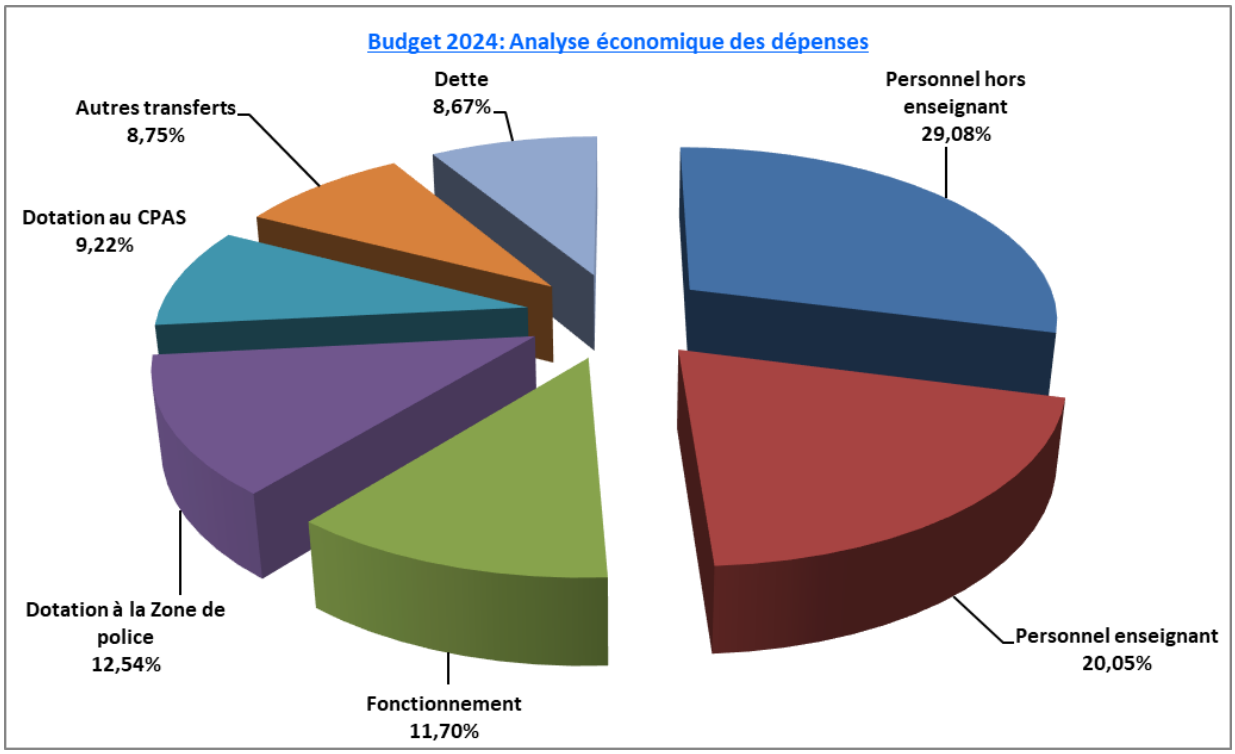
DEPENSES	Compte 2022	Budget 2023 après modif. budgt.	Budget 2024
PERSONNEL	462.703.983,84	521.463.299,66	532.084.562,64
Personnel enseignant	*179.904.253,97*	*210.288.900,00*	*217.144.600,00*
Personnel hors Personnel enseignant	*282.799.729,87*	*311.174.399,66*	*314.939.962,64*
FONCTIONNEMENT	107.480.387,86	125.724.486,88	126.703.629,19
TRANSFERTS	300.580.195,63	314.371.546,71	330.423.314,92
DETTE	66.350.297,73	83.116.323,41	93.858.685,35
PRELEVEMENTS	12.600.000,00	0,00	0,00
TOTAL	949.714.865,06	1.044.675.656,66	1.083.070.192,10

RECETTES	Compte 2022	Budget 2023 après modif. budgt.	Budget 2024
PRESTATIONS	56.379.298,92	64.678.515,50	71.057.381,82
TRANSFERTS	865.410.269,93	956.090.705,79	987.043.117,19
Transferts Personnel enseignant	*179.904.253,97*	*210.288.900,00*	*217.144.600,00*
Transferts hors Personnel enseignant	*685.506.015,96*	*745.801.805,79*	*769.898.517,19*
DETTE	15.370.729,86	16.263.063,99	16.267.375,94
PRELEVEMENTS	12.577.596,14	7.728.100,00	8.739.950,00
TOTAL	949.737.894,85	1.044.760.385,28	1.083.107.824,95
RESULTAT	23.029,79	84.728,62	37.632,85

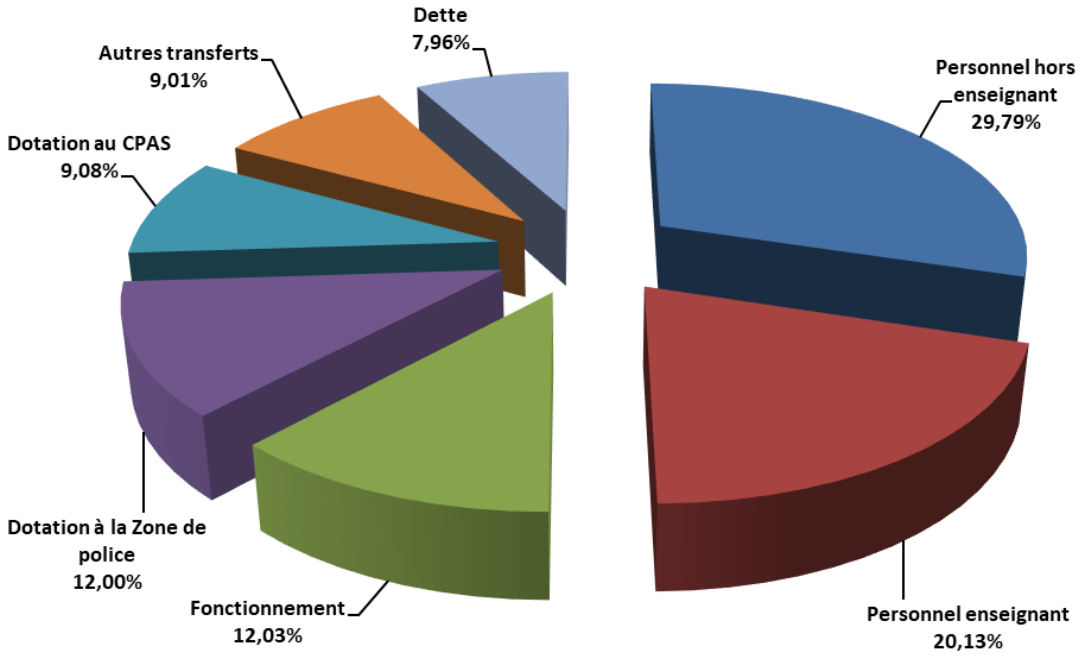
Les dépenses (= destination des moyens)

RUBRIQUE	COMPTE 2022	%	BUDGET 2023 après MB	%	BUDGET 2024	%
Personnel	462.703.983,84	48,72%	521.463.299,66	49,92%	532.084.562,64	49,13%
Personnel hors enseignant	*282.799.729,87*	*29,78%*	*311.174.399,66*	*29,79%*	*314.939.962,64*	*29,08%*
Personnel enseignant	*179.904.253,97*	*18,94%*	*210.288.900,00*	*20,13%*	*217.144.600,00*	*20,05%*
Fonctionnement	107.480.387,86	11,32%	125.724.486,88	12,03%	126.703.629,19	11,70%
Transferts	300.580.195,63	31,65%	314.371.546,71	30,09%	330.423.314,92	30,51%
Dotation à la Zone de police	*118.136.045,77*	*12,44%*	*125.400.321,40*	*12,00%*	*135.841.328,57*	*12,54%*
Dotation au CPAS	*82.848.500,00*	*8,72%*	*94.848.500,00*	*9,08%*	*99.848.500,00*	*9,22%*
Autres transferts	*99.595.649,86*	*10,49%*	*94.122.725,31*	*9,01%*	*94.733.486,35*	*8,75%*
Dette	66.350.297,73	6,99%	83.116.323,41	7,96%	93.858.685,35	8,67%
Prélèvements	12.600.000,00	1,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
TOTAL	*949.714.865,06*	100,00%	*1.044.675.656,66*	100,00%	*1.083.070.192,10*	100,00%


350.000.000,00
300.000.000,00
250.000.000,00
200.000.000,00
150.000.000,00
100.000.000,00
50.000.000,00
0,00
282.799.729,87
311.174.399,66
314.939.962,64
179.904.253,97
210.288.900,00
217.144.600,00
107.480.387,86
125.724.486,88
126.703.629,19
118.136.045,77
125.400.321,40
135.841.328,57
82.848.500,00
94.848.500,00
99.848.500,00
99.595.649,86
94.122.725,31
94.733.486,35
66.350.297,73
83.116.323,41
93.858.685,35
12.600.000,00
0,00
0,00
Personnel hors enseignant
Personnel enseignant
Fonctionnement
Dotation à la Zone de...
Dotation au CPAS
Autres transferts
Dette
Prélèvements
COMPTE 2022
BUDGET 2023 après MB
BUDGET 2024

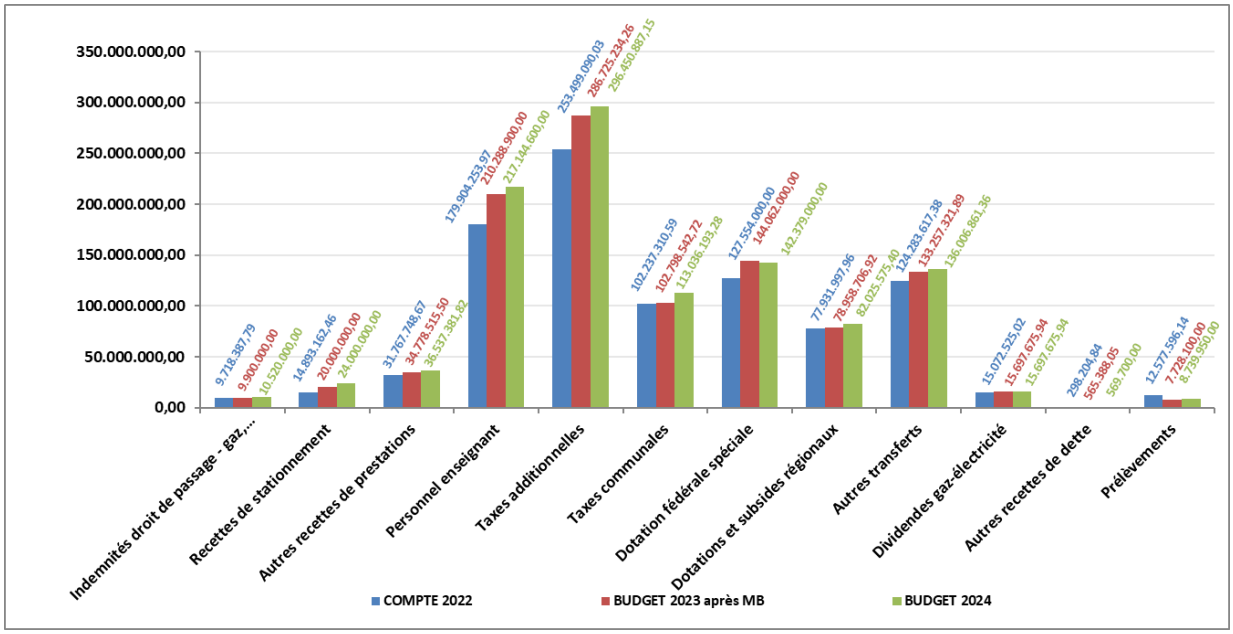

Budget 2024: Analyse économique des dépenses
Dette
8,67%
Personnel hors enseignant
29,08%
Autres transferts
8,75%
Dotation au CPAS
9,22%
Dotation à la Zone de police
12,54%
Fonctionnement
11,70%
Personnel enseignant
20,05%

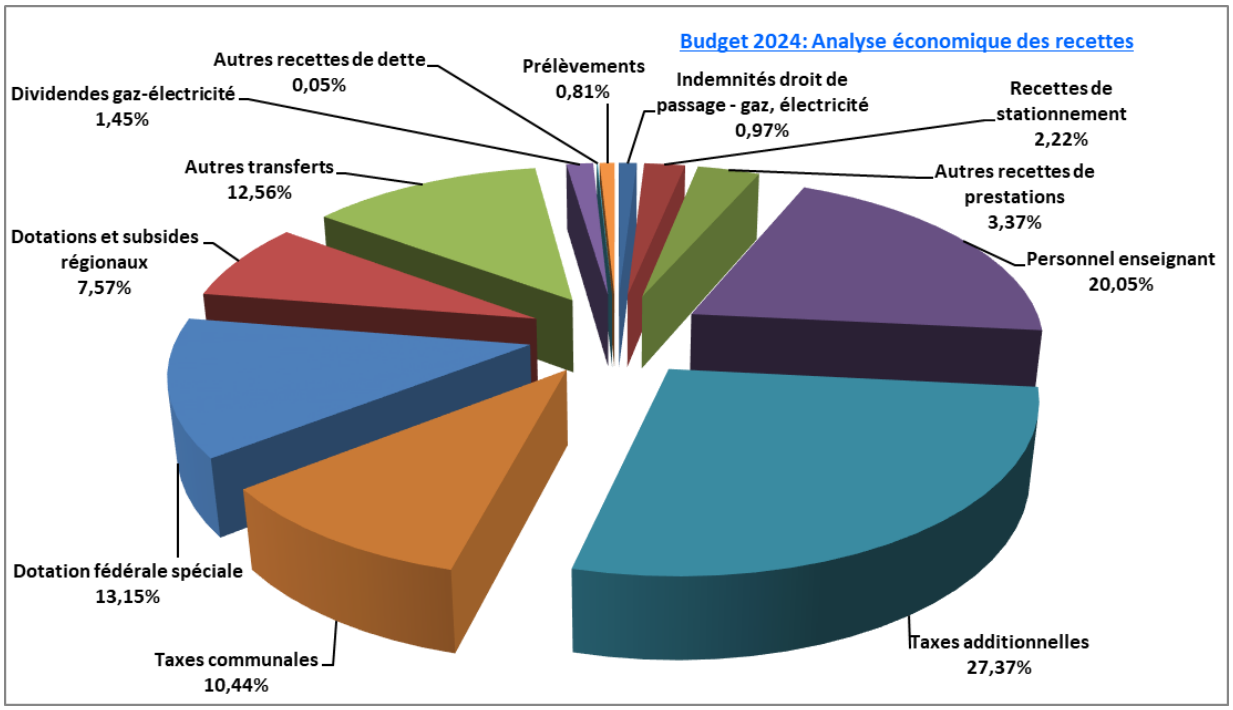
Budget 2023 après MB: Analyse économique des dépenses

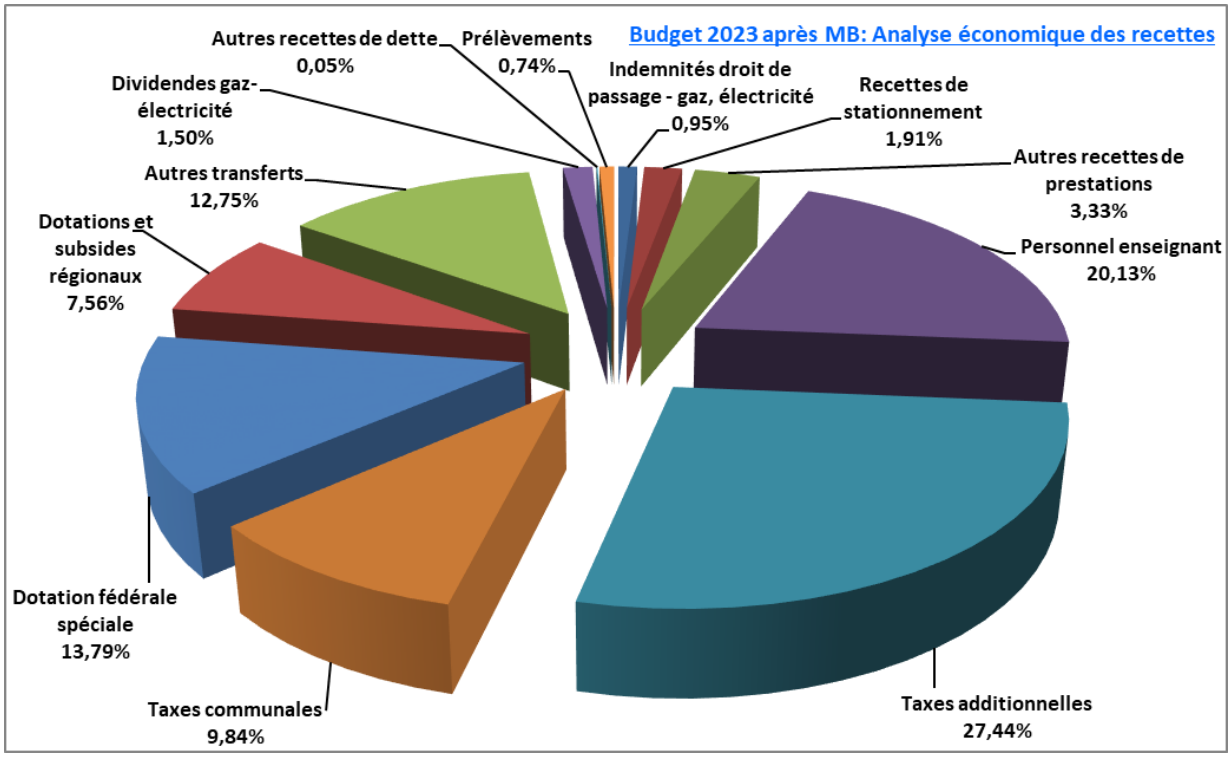


Les recettes (= origine des moyens)

RUBRIQUE	COMPTE 2022	%	BUDGET 2023 après MB	%	BUDGET 2024	%
Prestations	56.379.298,92	5,94%	64.678.515,50	6,19%	71.057.381,82	6,56%
Indemnités droit de passage - gaz, électricité	*9.718.387,79*	*1,02%*	*9.900.000,00*	*0,95%*	*10.520.000,00*	*0,97%*
Recettes de stationnement	*14.893.162,46*	*1,57%*	*20.000.000,00*	*1,91%*	*24.000.000,00*	*2,22%*
Autres recettes de prestations	*31.767.748,67*	*3,34%*	*34.778.515,50*	*3,33%*	*36.537.381,82*	*3,37%*
Transferts	865.410.269,93	91,12%	956.090.705,79	91,51%	987.043.117,19	91,13%
Personnel enseignant	*179.904.253,97*	*18,94%*	*210.288.900,00*	*20,13%*	*217.144.600,00*	*20,05%*
Taxes additionnelles	*253.499.090,03*	*26,69%*	*286.725.234,26*	*27,44%*	*296.450.887,15*	*27,37%*
Taxes communales	*102.237.310,59*	*10,76%*	*102.798.542,72*	*9,84%*	*113.036.193,28*	*10,44%*
Dotation fédérale spéciale	*127.554.000,00*	*13,43%*	*144.062.000,00*	*13,79%*	*142.379.000,00*	*13,15%*
Dotations et subsides régionaux	*77.931.997,96*	*8,21%*	*78.958.706,92*	*7,56%*	*82.025.575,40*	*7,57%*
Autres transferts	*124.283.617,38*	*13,09%*	*133.257.321,89*	*12,75%*	*136.006.861,36*	*12,56%*
Dette	15.370.729,86	1,62%	16.263.063,99	1,56%	16.267.375,94	1,50%
Dividendes gaz-électricité	*15.072.525,02*	*1,59%*	*15.697.675,94*	*1,50%*	*15.697.675,94*	*1,45%*
Autres recettes de dette	*298.204,84*	*0,03%*	*565.388,05*	*0,05%*	*569.700,00*	*0,05%*
Prélèvements	12.577.596,14	1,32%	7.728.100,00	0,74%	8.739.950,00	0,81%
TOTAL	949.737.894,85	100,00%	1.044.760.385,28	100,00%	1.083.107.824,95	100,00%


350.000.000,00
300.000.000,00
250.000.000,00
200.000.000,00
150.000.000,00
100.000.000,00
50.000.000,00
0,00
9.716.387,79
9.900.000,00
10.520.000,00
14.893.162,46
20.000.000,00
24.000.000,00
31.767.748,67
34.778.515,50
36.537.381,82
179.904.253,97
210.288.900,00
217.144.600,00
253.499.090,03
286.725.234,26
296.450.897,15
102.237.310,59
102.798.542,72
113.036.195,28
127.554.000,00
144.062.000,00
142.379.000,00
77.931.997,96
78.958.706,92
82.025.375,40
124.283.617,38
133.257.321,89
136.006.861,36
15.072.525,02
15.697.675,94
15.697.675,94
298.204,84
565.388,05
569.700,00
12.577.596,14
7.728.100,00
8.739.550,00
Indemnités droit de passage - gaz,...
Recettes de stationnement
Autres recettes de prestations
Personnel enseignant
Taxes additionnelles
Taxes communales
Dotation fédérale spéciale
Dotations et subsides régionaux
Autres transferts
Dividendes gaz-électricité
Autres recettes de dette
Prélèvements
COMPTE 2022
BUDGET 2023 après MB
BUDGET 2024


Budget 2024: Analyse économique des recettes
Autres recettes de dette
0,05%
Prélèvements
0,81%
Indemnités droit de
passage - gaz, électricité
0,97%
Recettes de
stationnement
2,22%
Dividendes gaz-électricité
1,45%
Autres transferts
12,56%
Autres recettes de
prestations
3,37%
Dotations et subsides
régionaux
7,57%
Personnel enseignant
20,05%
Dotation fédérale spéciale
13,15%
Taxes communales
10,44%
Taxes additionnelles
27,37%



3.5. Evolution et structure générale des recettes

Les recettes courantes – hors prélèvements – s'élèvent à 1.074.367.874,95 € en 2024.

Les moyens financiers de la Ville se structurent autour de trois grandes catégories:

- **les recettes fiscales (c.à.d. les contributions des ménages et des entreprises);**
- **les fonds et les subsides reçus (donc les moyens financiers provenant des autorités supérieures et autres autorités);**
- **les ressources propres de la Ville (les recettes de prestations, les dividendes, les intérêts …).**

3.5.1. Les recettes de transferts

	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
Recettes de transferts (hors personnel enseignant)	685.506.015,96	745.801.805,79	769.898.517,19
Recettes de transferts - Personnel enseignant	179.904.253,97	210.288.900,00	217.144.600,00
Total Recettes de transferts	865.410.269,93	956.090.705,79	987.043.117,19

Les recettes de transferts (hors personnel enseignant) s'élèvent à 769.898.517,19 € en 2024.

3.5.1.1. Les recettes fiscales

Les recettes fiscales constituent toujours la principale source de financement de la Ville, soit un montant total de 409.487.080,43 €, ce qui représente ± 47,29 % des recettes totales d'un montant de 865.963.224,95 € (hors paiements directs ou personnel enseignant).

Environ 72,40 % des recettes fiscales proviennent de quatre taxes additionnelles reprises ci-dessous et 27,60 % des recettes fiscales proviennent des taxes communales directes.
A noter que le Collège a pris la résolution de ne pas revoir le taux de taxation en 2024.

a) Taxes additionnelles

	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
Taxe additionnelle au précompte immobilier	205.051.329,49	229.902.766,48	241.436.016,51
Taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques	30.449.795,89	39.129.891,32	37.322.294,18
Taxe additionnelle à la taxe sur les automobiles	3.105.388,19	2.800.000,00	2.800.000,00
Taxe additionnelle à la taxe sur les hébergements touristiques ("City Tax")	14.892.576,46	14.892.576,46	14.892.576,46
Total	253.499.090,03	286.725.234,26	296.450.887,15

a.1. Taxes additionnelles au précompte immobilier

La taxe additionnelle au précompte immobilier constitue la principale ressource des communes et représente 27,88 % des recettes totales (hors paiements directs ou personnel enseignant) au budget 2024. Il y a lieu de souligner que les centimes additionnels au précompte immobilier, n'a pas été modifié et reste à 2950.

La taxe additionnelle au précompte immobilier a été estimée sur base du revenu cadastral imposable au 1er janvier 2023 hors matériel et outillage (*dans la mesure où, depuis le 1er janvier 2017, le précompte immobilier sur le matériel et outillage n'est plus enrôlé*), des centimes additionnels non modifiés à la Ville, du taux d'indexation et d'une prise en compte de certaines corrections (comme la prise en compte de la déduction pour enfants à charge et de la déduction pour habitations sociales).

Il est évident que le montant de 241.436.016,51 € inscrit sous la rubrique précompte immobilier reste une estimation.

a.2. Taxes additionnelles à l'impôt des personnes physiques

Il faut noter tout d'abord que la Ville de Bruxelles n'a pas augmenté son taux de centimes additionnels à l'IPP, qui, avec ses 6 %, est à un niveau proportionnellement plus bas que la moyenne régionale.

La taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques s'élève à 37.322.294,18 € en 2024. Cette estimation tient compte des prévisions reçues du SPF Finances.

Le produit de la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques est en baisse par rapport à 2023 et cette situation était attendue et prévisible. En effet, il est important de rappeler que les prévisions pour l'année 2023 étaient exceptionnelles dans la mesure où l'adaptation de la comptabilité du pouvoir fédéral et l'application de la loi comptable du 22 mai 2003 a eu pour conséquence que pour l'année 2023 les Villes et communes allaient percevoir 14 mois de recettes au lieu de 12.

En effet, alors que le versement du produit des additionnels au profit des Villes et communes se faisait 3 mois après l'enrôlement de l'impôt, dans le courant de l'année 2024, le versement du produit des additionnels se fera 1 mois après l'enrôlement de l'impôt, expliquant la perception sur 14 mois en 2023 au lieu de 12.

Et donc à partir de 2024, le rythme de 12 mois par an est rétabli, expliquant ainsi cette différence entre 2023 et 2024.

a.3. Taxes additionnelles à la taxe de circulation

La taxe additionnelle à la taxe de circulation s'élève à 2.800.000,00 €. Il s'agit d'une estimation prudente.

a.4. Taxes additionnelles à la taxe sur les hébergements touristiques (dénommée « City Tax »)

Fin décembre 2016, le parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté une ordonnance relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Les communes bruxelloises ont la possibilité d'établir des centimes additionnels à cette taxe régionale.

L'administration fiscale régionale assure l'établissement, l'enrôlement, la perception et le recouvrement de ces centimes additionnels.

La Région de Bruxelles-Capitale s'est engagée à verser un montant de 14.892.576,46 € (appelé « seuil historique ») à partir de l'année 2018, auquel pourrait s'ajouter la rétrocession dans le courant de l'année n+1 de la différence entre la recette relative aux additionnels communaux réellement perçue et le « seuil historique ».

Dès lors, au budget 2024, il est prévu le « seuil historique » des taxes communales antérieures relatives à la taxe sur les établissements hôteliers et la taxe sur les appart-hôtels.

b) Taxes communales

	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024	Evolution 2024 par rapport au Compte 2022	Evolution 2024 par rapport au Budget 2023
Taxe sur les surfaces de bureaux	62.046.257,29	58.121.110,10	67.110.000,00	8,16%	15,47%
Impôt sur la délivrance de documents administratifs (permis de conduire, permis de travail, cartes riverains, timbres consulaires,...)	5.815.258,50	5.425.500,00	5.480.000,00	-5,77%	1,00%
Taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique	8.013.654,02	12.710.000,00	12.710.000,00	58,60%	0,00%
Taxe sur les emplacements de parcage	2.798.698,66	2.908.680,62	2.900.000,00	3,62%	-0,30%
Taxe sur les pylônes, mâts, antennes et autres dispositifs de télécommunication, d'émissions de signaux et d'échange d'informations par voie hertzienne installés	6.045.054,00	5.500.000,00	5.500.000,00	-9,02%	0,00%
Taxe sur la distribution à domicile d'imprimés publicitaires non adressés	680.886,15	600.000,00	520.000,00	-23,63%	-13,33%
Taxe sur les immeubles et terrains à l'abandon ou négligés ou inoccupés ou inachevés	6.925.384,96	6.900.000,00	7.072.500,00	2,12%	2,50%
Taxe sur les enseignes	1.129.542,39	1.140.000,00	1.140.000,00	0,93%	0,00%
Taxe sur les spectacles, les divertissements et les manifestations assimilées (Cinémas)	767.531,90	800.000,00	880.000,00	14,65%	10,00%
Taxe sur les parkings	889.261,00	1.000.000,00	1.010.000,00	13,58%	1,00%
Taxe sur les panneaux de publicité permanent	563.114,50	800.000,00	800.000,00	42,07%	0,00%
Taxe sur la construction, la reconstruction et la transformation de bâtiments	475.353,16	768.000,00	768.000,00	61,56%	0,00%
Taxe sur les magasins de nuit	844.940,00	692.000,00	692.000,00	-18,10%	0,00%
Terrasses et étalages sur la voie publique	602.682,80	650.000,00	650.000,00	7,85%	0,00%
Impôt sur les incivilités en matière de propreté publique	938.500,00	800.000,00	900.000,00	-4,10%	12,50%
Taxe sur les dispositifs publicitaires temporaires	882.116,57	700.000,00	1.000.000,00	13,36%	42,86%
Taxe sur les inhumations, dispersion des cendres	174.807,00	210.000,00	190.000,00	8,69%	-9,52%
Taxe sur les logements garnis	854.220,00	800.000,00	900.000,00	5,36%	12,50%
Taxe sur les résidences non-principales	934.725,00	800.000,00	1.200.000,00	28,38%	50,00%
Taxe sur les locaux abrités dans des maisons de rendez-vous ou dans des immeubles où s'exercent des activités analogues	109.260,00	82.000,00	85.300,00	-21,93%	4,02%
Taxe sur les spectacles, les divertissements et les manifestations assimilées (Expositions)	45.883,00	75.000,00	200.000,00	335,89%	166,67%
Taxe sur les parties de danse habituelles	63.720,00	0,00	0,00	-100,00%	0,00%
Taxe sur les établissements bancaires et assimilés ainsi que sur les appareils distributeurs automatiques de billets de banque	71.760,00	65.500,00	59.123,03	-17,61%	-9,74%
Taxe sur les appareils distributeurs de carburant	82.502,50	84.500,00	89.355,00	8,31%	5,75%
Taxe sur les dispositifs publicitaires ayant pour fonction principale le financement d'un service public reconnu par le législateur (Taxe "Villo")	70.218,00	71.750,00	73.543,75	4,74%	2,50%
Taxe sur les citernes et réservoirs fixes et exploités à des fins commerciales ou industrielles	56.090,57	57.000,00	58.880,00	4,97%	3,30%
Taxe sur la mise à disposition d'appareils de télécommunication contre rétribution	14.758,81	10.000,00	10.000,00	-32,24%	0,00%
Taxe sur les spectacles, les divertissements et les manifestations assimilées (Forains)	36.079,66	38.950,00	38.950,00	7,96%	0,00%
Impôt sur le séjour à la morgue ou au dépôt mortuaire	18.600,00	40.000,00	25.000,00	34,41%	-37,50%
Taxe sur les serveuses et serveurs occupés dans les débits de boissons	14.204,00	12.000,00	10.727,00	-24,48%	-10,61%
Taxe sur la délivrance de documents administratifs - horeca	99.600,00	100.000,00	100.000,00	0,40%	0,00%
Impôt sur la location d'un caveau d'attente	48.000,00	5.000,00	30.000,00	-37,50%	500,00%
Impôt relatif aux exhumations	375,00	15.000,00	1.000,00	166,67%	-93,33%
Taxe sur les salles de ventes publiques de biens mobiliers	10.098,00	10.500,00	10.762,50	6,58%	2,50%
Taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux	5.952,00	5.952,00	5.952,00	0,00%	0,00%
Taxe sur les locaux où sont organisés des spectacles de charme	0,00	100,00	100,00	0,00%	0,00%
Impôt sur les espaces de coliving	0,00	600.000,00	615.000,00	0,00%	2,50%
Taxe sur les spectacles, les divertissements et les manifestations assimilées (Manifestations sportives)	108.221,15	200.000,00	200.000,00	84,81%	0,00%
TOTAL	102.237.310,59	102.798.542,72	113.036.193,28	38,06%	12,35%

Les taxes communales s'élèvent à 113.036.193,28 € dans le budget 2024.

L'augmentation s'explique tout d'abord par le principe d'indexation automatique de toute une série de taxes communales tel que prévu dans les règlements des taxes considérées. (*ex. : taxe sur les emplacements de parcage, taxe sur les logements garnis, taxe sur les établissements bancaires, taxe sur les panneaux de publicité permanent, etc ..).*

La Ville de Bruxelles ne procédera pas à une modification des taux sur aucune taxe communale directe en 2024.

Les augmentations, hormis ce qui précède, trouvent leur origine dans le rendement attendu quant à :

- **la taxe sur les surfaces du bureau dont la rentabilité porte ses fruits depuis la modification du taux en 2022, le ramenant à la moyenne régionale ;**
- **la taxe sur les résidences non principales où, grâce à une politique de recensement affinée, le produit estimé de la taxe s'avère positif ;**

- la taxe sur les dispositifs temporaires du fait de l'adaptation d'une meilleure méthode de recensement depuis 2022. A cela, il y a lieu d'ajouter l'observation d'une augmentation des demandes ;
- la taxe sur les logements garnis grâce un recensement informatisé et au croisement des données permettant une meilleure détection des logements garnis existants sur le territoire.

La taxe sur les immeubles et terrains à l'abandon ou négligés ou inoccupés ou inachevés est estimée à 7.072.500,00 € en 2024, marquant clairement la politique de recensement et d'enrôlement menée par la Ville en vue de lutter contre les bâtiments délabrés, laissés à l'abandon ou encore laissés vides.

3.5.1.2. Fonds et subsides reçus

Les recettes de fonds et les subsides provenant des pouvoirs publics supérieurs représentent ensemble la deuxième source de financement de la Ville.

Les recettes de fonds se caractérisent par un ensemble de dotations générales non affectées (dont les dotations régionales et fédérales).

Les subsides, quant à eux, sont destinés au financement de multiples dépenses spécifiques (comme les subventions destinées à l'enseignement, aux bibliothèques, à la politique de la Ville ….), ou au financement d'agents contractuels ou de la création d'emplois supplémentaires (Maribel social).

a) Dotation fédérale spéciale

	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
Dotation fédérale spéciale	127.554.000,00	144.062.000,00	142.379.000,00

En vertu de l'article 64 de la loi spéciale du 16/01/1989 relative au financement des Communautés et des Régions, une dotation fédérale spéciale est accordée à la Ville de Bruxelles et qui est adaptée annuellement au taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation. Le montant prévu en 2024 est de 142.379.000,00 €.

b) Dotations et subsides régionaux

	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
Dotation générale régionale	45.364.269,12	45.325.032,50	45.285.770,77
Dotation spéciale régionale	1.698.592,73	1.802.654,82	0,00
Dotation pour l'échevin néerlandophone	5.773.105,16	6.336.812,40	6.315.236,16
Contribution régionale visant à associer les communes au développement économique de la Région	12.318.756,94	11.041.691,48	12.262.525,31
Dotation eau (en remplacement de l'indemnité Vivaqua)	2.401.937,13	2.651.738,59	2.741.897,70
Intervention dans le coût de la prime linguistique	2.225.765,12	2.477.972,48	2.313.828,18
Prime de statutarisation	392.000,00	273.451,20	447.224,13
Politique de diversité en fonction du lieu de résidence	132.000,00	179.505,60	182.606,90
Intervention dans le coût des augmentations barémiques	5.399.136,76	5.056.587,91	7.198.939,18
Maribel Social	3.875.634,32	3.764.454,08	3.757.699,86
Subside pour favoriser la mobilité douce des agents	1.298.041,30	1.292.387,07	1.298.627,07
Subvention ACS	7.202.776,64	7.233.476,33	7.316.076,66
Protocole d'accord sectoriel	5.429.693,56	7.212.266,28	6.965.547,70

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale alloue un crédit budgétaire annuel destiné à assurer le financement général des communes.
En vertu de la nouvelle ordonnance du 27/07/2017 fixant la répartition de la dotation générale aux communes et aux CPAS de la Région de Bruxelles-Capitale (*abrogeant également l'ancienne ordonnance en vigueur et l'ordonnance du 19/07/2007 visant à améliorer la situation budgétaire des communes de la Région*), la dotation générale aux communes regroupe:

- **La dotation générale classique;**
- **La dotation destinée à neutraliser l'effet négatif engendré par l'introduction d'un nouvel espace de développement renforcé du logement et de la rénovation;**
- **La dotation destinée à corriger les effets négatifs de la répartition de la dotation générale aux communes;**
- **La subvention visant à améliorer la situation budgétaire des communes de la Région.**

Le montant prévu en 2024 est de 45.285.770,77 €.

c) Subsides régionaux à rétrocéder à d'autres entités

Certains subsides sont octroyés aux communes et font l'objet d'une rétrocession intégrale auprès d'autres entités satellites de la Ville (CPAS, hôpitaux publics, diverses A.S.B.L. de la Ville, etc.).

Ces subsides sont repris dans le tableau ci-après:

	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
Intervention dans le coût de la prime linguistique	145.610,80	291.661,38	232.507,90
Prime de statutarisation	142.000,00	206.560,10	208.475,36
Politique de diversité en fonction du lieu de résidence	48.150,55	90.160,46	68.600,00
Intervention dans le coût des augmentations barémiques	9.619.263,06	9.523.727,91	10.428.447,16
Subside pour favoriser la mobilité douce des agents	721.256,12	721.256,12	730.000,00
Subvention ACS	1.100.626,76	1.048.306,66	1.090.352,66
Protocole d'accord sectoriel	10.806.622,14	12.333.605,13	12.049.968,46

3.5.2. Recettes de prestations

Les recettes de prestations regroupent les recettes récurrentes provenant des biens communaux, des services rendus à la population et d'autres services généraux (recettes d'entrées, garderie, loyers, horodateurs, indemnités de droits de passage sur la voirie communale,…).

	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
Recettes de prestations	56.379.298,92	64.678.515,50	71.057.381,82

Les recettes de prestations sont estimées à 71.057.381,82 € en 2024.

A noter toutefois que plusieurs de ces recettes sont difficilement évaluables et présentent des variations d'une année à l'autre. Dès lors, il est recommandé d'être prudent lors de l'évaluation de ces recettes.

Le tableau ci-après reprend quelques recettes de prestations significatives:

	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
Recettes Horodateurs	14.893.162,46	20.000.000,00	24.000.000,00
Concessions kermesses, marchés, Casino, …	6.423.772,28	6.733.750,00	7.000.000,00
Indemnité droit de passage - Gaz	3.240.652,02	2.900.000,00	3.310.000,00
Indemnité droit de passage - Electricité	6.477.735,77	7.000.000,00	7.210.000,00
Redevances en matière d'urbanisme (permis d'urbanisme, d'environnement, occup. Temporaire voie publique, …)	1.023.908,88	750.000,00	750.000,00
Redevances sur les occupations diverses de la Voirie, recettes de surfaces publicitaires	4.223.977,86	4.297.800,00	4.650.000,00
Note de crédit i-City	0,00	2.000.000,00	2.000.000,00
Enseignement (interv.parents transports scolaires, surveillance, droits d'inscription HEFF)	2.434.863,74	2.550.000,00	2.130.000,00
Sports (occup.salles, terrains, parkings, buvettes, vacances sportives)	2.092.057,91	2.217.000,00	1.844.500,00
Crèches (interv.parents surveillance)	2.844.267,50	3.500.000,00	3.500.000,00
Bibliothèques (prêts, abonnements, …)	56.365,40	108.000,00	86.000,00
Part du personnel dans titres-repas électroniques	909.921,82	965.537,45	971.672,78
Produit vente carburant à des tiers	880.508,80	800.000,00	1.000.000,00
Redevance install.interdiction stationnement	1.318.949,05	950.000,00	1.150.000,00
Produit concession sépultures	208.243,00	250.000,00	220.000,00
Remboursement décompte prime responsabilisation	0,00	3.512.507,82	3.438.692,85
Autres (notes de crédit, produits locations, …)	9.350.912,43	6.143.920,23	7.796.516,19
Total	56.379.298,92	64.678.515,50	71.057.381,82

La recette « Horodateurs » est estimée à 24.000.000,00 € en 2024 et marque indéniablement les effets des contrôles effectués par la cellule Stationnement, à l'aide notamment de « voiture de scan » dédiées à cette activité.

A noter que la redevance en matière d'urbanisme est une recette de prestations depuis 2016 alors que cette recette était une taxe communale directe précédemment. Elle est estimée à 750.000,00 € en 2024.

Les indemnités pour droit de passage dans le voirie publique (gaz et électricité) constituent une ressource appréciable et sont évaluées à 3.310.000,00 € (gaz) et à 7.210.000,00 € (électricité) en 2024.

3.5.3. Recettes de la dette

En 2024, les recettes de dette s'élèvent à 16.267.375,94 €.

	Compe 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
Recettes de la dette	15.370.729,86	16.263.063,99	16.267.375,94

Les dividendes (gaz et électricité) augmentent légèrement.

	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
Dividende Gaz	4.730.964,70	5.620.000,00	5.620.000,00
Dividende Electricité	10.341.560,32	10.077.675,94	10.077.675,94
Intérêts créditeurs, intérêts de retard	298.204,84	565.388,05	569.700,00

3.5.4. Recettes de prélèvements

	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
Recettes de prélèvements	12.577.596,14	7.728.100,00	8.739.950,00

Les recettes de prélèvements s'élèvent à 8.739.950,00 € au budget 2024 et sont réparties comme suit:

Reprise de provision	
Provision litige comité interscolaire écoles libres	672.200,00
Provision précompte immobilier	8.000.000,00
	8.672.200,00
Utilisation de provision	
Projet Européen RESPONSE	12.750,00
Subside LIGHTHOUSES	55.000,00
	67.750,00
Total Prélèvements	8.739.950,00

3.6. Evolution et structure générales des dépenses

Les dépenses budgétées (hors paiements directs ou personnel enseignant) s'élèvent à 865.925.592,10 € en 2024.

3.6.1. Dépenses de personnel

Comme mentionné précédemment, la Ville de Bruxelles avec environ 9.288 collaborateurs (hors CPAS, Zone de Police, et ASBL communales …), est un pourvoyeur d'emplois majeur au sein de la Région bruxelloise.

	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
Dépenses de personnel (hors personnel enseignant)	282.799.729,87	311.174.399,66	314.939.962,64

	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
Personnel enseignant (code écon. 11111)	179.904.253,97	210.288.900,00	217.144.600,00

Le poste des dépenses de personnel reste le plus important.

Il représente ± 49,13 % des dépenses ordinaires, paiements directs aux enseignants compris et +/- 36,37 % des dépenses ordinaires sans les paiements directs.

Le tableau ci-après reprend la répartition du coût du personnel (hors instruction publique et personnel enseignant) suivant la nature économique de la dépense:

Personnel (hors instruction publique) (hors personnel enseignant)	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
Traitements (hors personnel enseignant) (111)	147.313.341,78	161.866.750,43	165.237.714,62
Allocations sociales (Pécules de vacances, indemnités funérailles) (112)	12.143.179,67	13.251.323,38	13.497.856,90
Cotisations patronales (hors prime de responsabilisation) (113)	54.543.718,45	58.788.688,13	60.741.576,74
Frais de déplacements et autres avantages pécuniaires (y compris chèques repas) (115)	10.889.900,84	11.785.154,16	11.888.840,85
Charges de pensions (116)	732.836,26	745.625,09	844.560,00
Cotisations accidents de travail et maladies professionnelles (117)	0,00	5.000,00	5.000,00
Prime de responsabilisation (00002 / 11321)	15.737.695,41	20.435.558,47	16.159.578,53
TOTAL	241.360.672,41	266.878.099,66	268.375.127,64
Interventions dans les primes syndicales (code écon. 41502) (dép.transferts)	*190.000,00*	*192.000,00*	*192.000,00*

Le tableau ci-après reprend la répartition du coût du personnel de l'instruction publique (hors personnel administratif et personnel enseignant) suivant la nature économique de la dépense:

Instruction publique (hors personnel enseignant)	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
Traitements (hors personnel enseignant) (111)	24.848.451,62	27.680.700,00	29.393.700,00
Allocations sociales (Pécules de vacances, indemnités funérailles) (112)	1.726.910,55	1.958.800,00	2.024.500,00
Cotisations patronales (hors prime de responsabilisation) (113)	11.007.634,10	10.376.200,00	10.765.735,00
Frais de déplacements et autres avantages pécuniaires (115)	3.856.061,19	4.280.600,00	4.380.900,00
TOTAL	41.439.057,46	44.296.300,00	46.564.835,00
Interventions dans les primes syndicales (code écon. 41502) (dép.transferts)	0,00	47.850,00	50.000,00

Le tableau ci-après reprend la répartition globale du coût du personnel (hors personnel enseignant) suivant la nature économique de la dépense:

Personnel, instruction publique compris (hors personnel enseignant)	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
Traitements (hors personnel enseignant) (111)	172.161.793,40	189.547.450,43	194.631.414,62
Allocations sociales (Pécules de vacances, indemnités funérailles) (112)	13.870.090,22	15.210.123,38	15.522.356,90
Cotisations patronales (hors prime de responsabilisation) (113)	65.551.352,55	69.164.888,13	71.507.311,74
Frais de déplacements et autres avantages pécuniaires (y compris chèques repas) (115)	14.745.962,03	16.065.754,16	16.269.740,85
Charges de pensions (116)	732.836,26	745.625,09	844.560,00
Cotisations accidents de travail et maladies professionnelles (117)	0,00	5.000,00	5.000,00
Prime de responsabilisation (00002 / 11321)	15.737.695,41	20.435.558,47	16.159.578,53
TOTAL	282.799.729,87	311.174.399,66	314.939.962,64
Interventions dans les primes syndicales (code écon. 41502) (dép.transferts)	*190.000,00*	*239.850,00*	*242.000,00*

3.6.2. Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement ne représentent qu'une partie limitée des dépenses courantes (soit hors prélèvements et hors traitements du personnel enseignant), pour une proportion de 14,63 %.

	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
Dépenses de fonctionnement	107.480.387,86	125.724.486,88	126.703.629,19

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 126.703.629,19 € en 2024.

Le tableau ci-après reprend une répartition des dépenses de fonctionnement selon la nature économique de la dépense.

De plus, ce tableau reprend quelques dépenses significatives en matière de fonctionnement:

	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
Remboursement de frais et indemnités de service (121)	419.840,76	572.105,00	466.860,00
Honoraires et dépenses de personnel étranger à l'administration (122)	5.909.345,69	7.326.170,08	7.582.358,57
Dépenses de fonctionnement administratif (123)	40.854.451,17	52.030.173,94	51.722.649,39
dont :			
Fournitures administratives (12302)	*2.541.269,18*	*3.293.757,50*	*3.157.177,50*
Prestations administratives de tiers (12306)	*1.005.083,86*	*804.707,50*	*867.900,00*
Frais de correspondance (12307)	*774.622,38*	*1.207.000,00*	*1.202.000,00*
Frais de télécommunication (12311)	*856.259,48*	*793.339,80*	*861.510,00*
Location, entretien matériel bureau (photocopieurs, terminaux paiements …) (12312)	*87.898,40*	*39.311,00*	*29.580,00*
Frais de gestion et du fonctionnement de l'informatique (13901/12313)	*31.046.060,00*	*39.817.000,00*	*39.817.000,00*
Frais de gestion et du fonctionnement de l'informatique (autres 12313)	*536.769,52*	*605.000,00*	*437.240,00*
Frais de formation du personnel (12317)	*596.596,19*	*613.200,00*	*641.950,00*
Dépenses de fonctionnement technique (124)	24.297.322,58	25.231.987,48	31.914.260,00
dont :			
Fournitures techniques (12402)	*6.424.722,02*	*6.405.751,28*	*6.546.940,00*
Fournitures, entretien, location vêtements travail (12405)	*863.193,70*	*707.500,00*	*712.000,00*
Prestations techniques de tiers (12406)	*12.263.847,45*	*13.082.361,20*	*17.795.540,00*
Assurances RC, Incendie (12408)	*653.671,50*	*650.000,00*	*850.000,00*
Transports scolaires (70508/12424)	*490.000,00*	*735.000,00*	*763.670,00*
Dépenses de fonctionnement des bâtiments (125)	24.623.061,15	31.757.484,28	30.951.040,23
dont :			
Prestations de tiers pour les bâtiments (12506)	*13.769.498,10*	*13.556.974,40*	*12.284.737,33*
Assurances couvrant les biens immobiliers (12508)	*1.150.000,00*	*1.300.000,00*	*1.500.000,00*
Impôts, taxes et redevances diverses sur biens immobiliers (12510)	*2.376.868,29*	*4.660.456,06*	*4.991.844,57*
Fournitures d'électricité (12512)	*3.508.036,92*	*6.558.954,03*	*5.193.257,24*
Fournitures de gaz (12513)	*2.132.627,47*	*3.563.415,31*	*4.720.814,76*
Fournitures d'eau (12515)	*735.736,33*	*1.190.324,00*	*1.237.795,85*
Loyers et charges locatives des immeubles (126)	3.794.319,53	1.211.114,69	1.238.411,00
Dépenses de fonctionnement des véhicules (127)	2.712.943,66	2.653.000,00	2.158.000,00
dont :			
Assurances couvrant les véhicules (12708)	*171.328,50*	*175.000,00*	*140.000,00*
Huiles et carburant (12703)	*1.947.010,30*	*1.810.000,00*	*1.350.000,00*
Fournitures et pièces de rechange pour véhicules (12702)	*289.234,27*	*305.000,00*	*305.000,00*
Contrats entretien, réparation - contrôles techniques véhicules (12706)	*61.117,27*	*123.000,00*	*123.000,00*
Taxe kilométrique poids lourds (12710)	*65.000,00*	*65.000,00*	*65.000,00*
Leasing véhicules (12712)	*179.253,32*	*175.000,00*	*175.000,00*
Frais de gestion financière (128)	867.860,62	662.511,41	670.050,00
Dépenses de fonctionnement de voirie (140)	4.001.242,70	4.279.940,00	0,00
dont :			
Eclairage public (42305/14002)	*219.440,00*	*251.940,00*	*0,00*
Petites réparations, entretiens bornes, marquages routiers … (42105/14006)	*1.821.549,59*	*1.778.000,00*	*0,00*
Signalisation lumineuse, non lumineuse, temporaire (42305/14006)	*1.614.184,68*	*1.520.000,00*	*0,00*
TOTAL	107.480.387,86	125.724.486,88	126.703.629,19

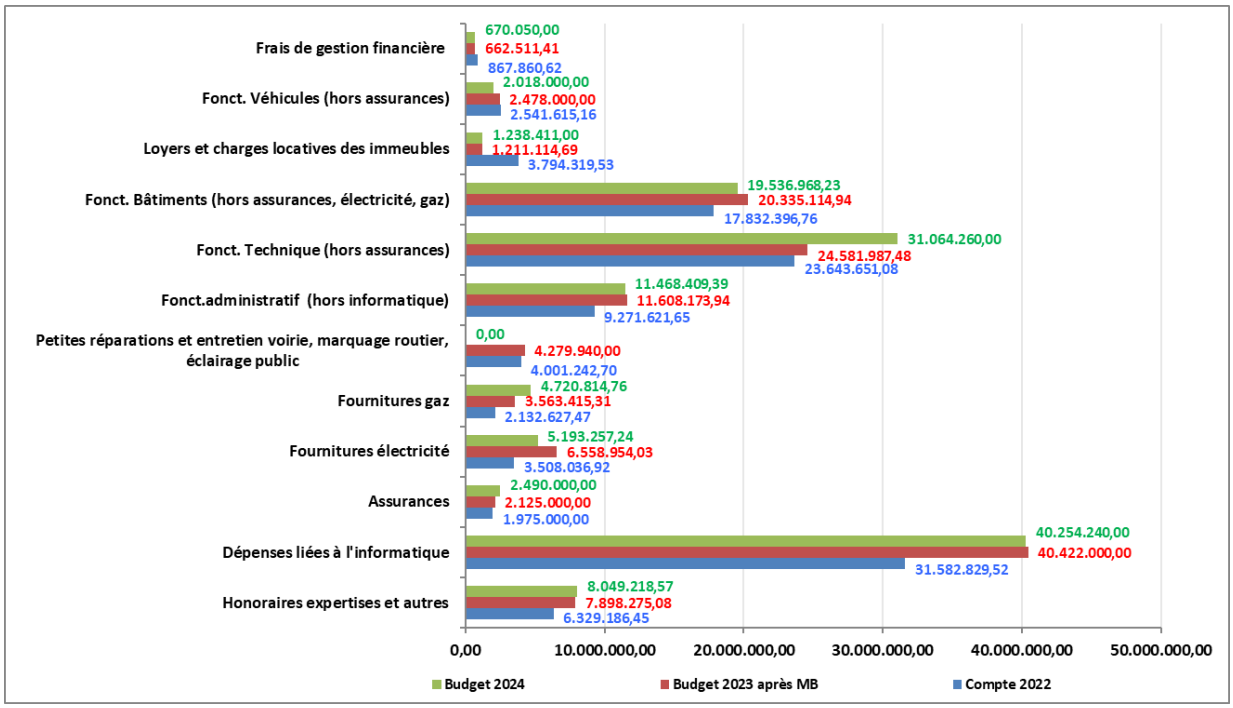
Il faut noter qu'il a été demandé à chaque département d'évaluer au plus juste les dépenses de fonctionnement réellement nécessaires pour l'année 2024.

Les frais globaux de gestion et du fonctionnement de l'informatique sont estimées à 40.254.240,00 € en 2024 et représentent 33,77 % des dépenses de fonctionnement. Il s'agit des efforts conséquents à réaliser en vue de répondre au défi du numérique et de moderniser notre administration.

Les coûts d'énergie (gaz, électricité et eau) sont estimées à 11.151.867,85 € et représentent 9,36 % des dépenses de fonctionnement.

En résumé:

	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
Honoraires expertises et autres	6.329.186,45	7.898.275,08	8.049.218,57
Dépenses liées à l'informatique	31.582.829,52	40.422.000,00	40.254.240,00
Assurances	1.975.000,00	2.125.000,00	2.490.000,00
Fournitures électricité	3.508.036,92	6.558.954,03	5.193.257,24
Fournitures gaz	2.132.627,47	3.563.415,31	4.720.814,76
Petites réparations et entretien voirie, marquage routier, éclairage public	4.001.242,70	4.279.940,00	0,00
Fonct.administratif (hors informatique)	9.271.621,65	11.608.173,94	11.468.409,39
Fonct. Technique (hors assurances)	23.643.651,08	24.581.987,48	31.064.260,00
Fonct. Bâtiments (hors assurances, électricité, gaz)	17.832.396,76	20.335.114,94	19.536.968,23
Loyers et charges locatives des immeubles	3.794.319,53	1.211.114,69	1.238.411,00
Fonct. Véhicules (hors assurances)	2.541.615,16	2.478.000,00	2.018.000,00
Frais de gestion financière	867.860,62	662.511,41	670.050,00
Total	107.480.387,86	125.724.486,88	126.703.629,19



3.6.3. Dépenses de dotations ou de transferts

Les dotations versées ou les dépenses dites de transferts sont les montants que la commune transfère à d'autres acteurs dans le domaine public ou privé, afin d'équilibrer leur budget ou de soutenir leur fonctionnement. D'une part, la Ville est légalement tenue de couvrir le déficit d'exploitation des instances locales comme la Zone de police, le CPAS, les hôpitaux publics et les fabriques d'églises. Et d'autre part, la Ville décide de manière facultative d'octroyer certaines interventions.

	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
Dépenses de transferts	300.580.195,63	314.371.546,71	330.423.314,92

Dans l'ensemble, les dépenses de transfert s'élèvent à 330.423.314,92 € en 2024.

a) Dotation à la Zone de police

	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
Dotation à la Zone de police	118.136.045,77	125.400.321,40	135.841.328,57

La dotation octroyée à la Zone de Police de Bruxelles-Capitale-Ixelles est de 135.841.328,57 € et augmente de 10.441.007,17 € par rapport à 2023. Cette augmentation tient compte des hausses des dépenses de personnel (indexation) et des dépenses de fonctionnement de la Zone de Police, confrontée comme la Ville à des augmentations du coût des contrats auxquelles celle-ci doit faire face.

b) Dotation au CPAS

	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
Dotation générale au CPAS	82.848.500,00	94.848.500,00	99.848.500,00

La dotation pour manque de ressources du CPAS de Bruxelles est de 99.848.500,00 € en 2024. L'augmentation par rapport à 2023 tient notamment compte des indexations des salaires, de la cotisations de responsabilisation et d'autres facteurs.

c) Intervention dans les charges d'emprunts suite à la restructuration des MR/MRS

	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
Intervention de la Ville dans les charges d'emprunts CPAS suite restructuration MR/MRS	1.649.914,00	1.649.914,00	1.613.300,00

Le CPAS de Bruxelles et la Ville de Bruxelles ont conclu un accord par lequel la Ville intervient dans le coût de la restructuration des maisons de repos (MR) et des maisons de repos et de soins (MRS).

Ainsi, suivant cet accord, la Ville rembourse le CPAS des charges d'emprunt contractés dans le cadre de cette restructuration.

d) Subvention régionale spéciale à destination des hôpitaux publics

	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
Subvention spéciale pour intervention dans charges des hôpitaux publics	6.235.000,00	6.358.000,00	6.235.000,00

Le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté le 13 février 2003 (MB 05/09/2003) une ordonnance accordant une ou des subventions spéciales, en faveur des communes de la Région de Bruxelles-Capitale, destinées à la réalisation de tâches d'intérêt communal.

Les conventions annuelles en application de l'ordonnance du 13/02/2003 portant sur l'octroi des subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale font état que le gouvernement verse à la Ville une subvention spéciale afin de remplir une mission d'intérêt communal, au titre spécifique d'intervention de la commune dans le déficit des hôpitaux publics bruxellois.

Cette intervention régionale est directement rétrocédée aux hôpitaux. Elle s'élève à 6.235.000,00 € en 2024.

e) Subventions régionales rétrocédées à diverses entités

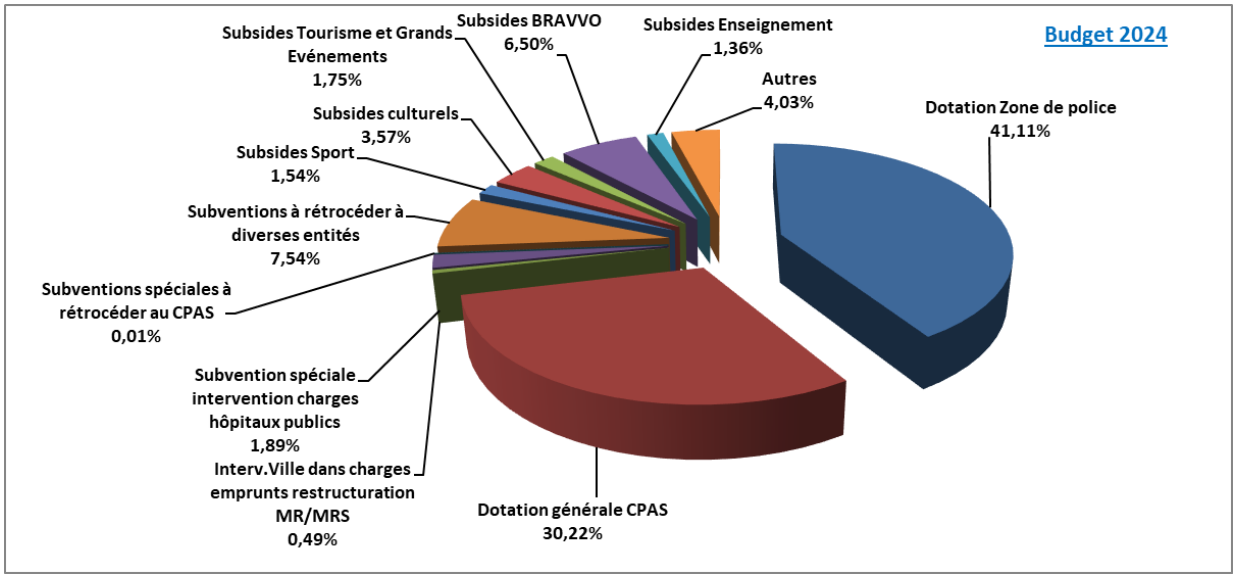
La Région octroie à la Ville diverses subventions spécifiques qui sont rétrocédées immédiatement à diverses entités, comme le CPAS, les hôpitaux publics, les Cuisines bruxelloises, le Mont de Piété, etc. Le tableau ci-après reprend ces subventions spécifiques:

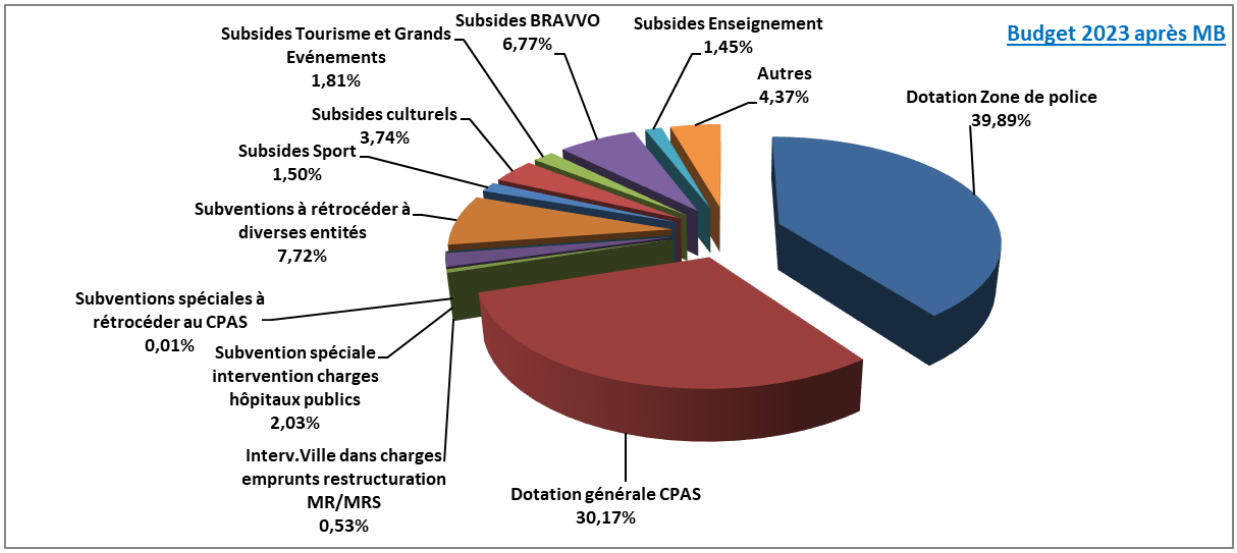
	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
Intervention dans le coût de la prime linguistique	0,00	291.661,38	232.507,90
Prime de statutarisation	142.000,00	154.240,00	154.240,00
Politique de diversité en fonction du lieu de résidence	48.150,55	90.160,46	68.600,00
Intervention dans le coût des augmentations barémiques	9.619.263,06	10.978.101,91	10.428.447,16
Subside pour favoriser la mobilité douce des agents	721.256,12	721.256,12	730.000,00
Subvention ACS	1.100.626,76	1.100.626,76	1.144.588,02
Subvention radicalisme	180.000,00	60.000,00	120.000,00
Protocole d'accord sectoriel	10.772.517,60	10.879.231,13	12.049.968,46

La Ville soutient également financièrement diverses associations locales.

Au budget 2024, un effort a été consenti en ce qui concerne les subsides non obligatoires.
Le tableau chiffré et les représentations graphiques ci-après reprennent l'ensemble des dépenses de transferts par nature:

	Compte 2022	Budget 2023 après	Budget 2024
Dotation Zone de police	118.136.045,77	125.400.321,40	135.841.328,57
Dotation générale CPAS	82.848.500,00	94.848.500,00	99.848.500,00
Interv.Ville dans charges emprunts restructuration MR/MRS	1.649.914,00	1.678.600,00	1.613.300,00
Subvention spéciale intervention charges hôpitaux publics	6.235.000,00	6.385.000,00	6.235.000,00
Subventions spéciales à rétrocéder au CPAS	41.340,00	41.400,00	41.400,00
Subventions à rétrocéder à diverses entités	22.583.814,09	24.275.277,76	24.928.351,54
Subsides Sport	4.949.648,63	4.712.049,00	5.087.049,00
Subsides culturels	11.264.037,47	11.756.862,38	11.780.675,00
Subsides Tourisme et Grands Evénements	5.981.500,00	5.687.080,00	5.790.130,00
Subsides BRAVVO	19.950.779,35	21.282.046,79	21.476.180,47
Subsides Enseignement	4.441.550,28	4.564.244,00	4.480.587,00
Autres	22.498.066,04	13.740.165,38	13.300.813,34
Total	300.580.195,63	314.371.546,71	330.423.314,92





3.6.4. Dépenses liées à la dette

3.6.4.1. Analyse générale des dépenses liées à la dette

Les dépenses de la dette d'emprunt s'élèvent à 83.740.181,41 € en 2024.

	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
Dépenses d'emprunt	64.278.239,92	70.122.293,32	83.740.181,41

Plus précisément, afin de financer les dépenses d'investissements inscrites au service extraordinaire (travaux, achats, maintenances …), la Ville contracte des emprunts.

Le remboursement de ces emprunts et les charges d'intérêts qui y sont liées constituent les principaux composants des dépenses liées à la dette.

Outre celles-ci, les dépenses de la dette comprennent également des charges liées aux intérêts débiteurs sur comptes financiers, aux intérêts de retard ou moratoires, à une rente perpétuelle et autres amendes. Ces dépenses sont évaluées à 10.118.503,94 € en 2024.

	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
Autres dépenses de la dette	2.072.057,81	12.994.030,09	10.118.503,94

3.6.4.2. Analyse générale des dépenses liées à l'endettement

Le tableau ci-après reprend les charges d'emprunts suivant leur nature:

	Amortissements capitaux	Intérêts	Total
Emprunts à charge de la Ville	58.527.358,98	14.557.091,63	73.084.450,61
Emprunts FRBRTC	1.341.131,05	1.253.687,02	2.594.818,07
Emprunts IRIS	2.578.854,62	373.367,96	2.952.222,58
Dette de location financement	1.841.693,58	3.266.996,57	5.108.690,15

***Légende** : FRBRTC = Fonds Régional de Refinancement des Trésoreries communales*

Emprunts Ville + FRBRTC	59.868.490,03	15.810.778,65	75.679.268,68

La dette représente au sens large ± 9,67 % des dépenses totales (hors paiements directs et personnel enseignant).

La dette liée aux emprunts à charge de la Ville (hors emprunts IRIS et FRBRTC) représente 8,44 % des dépenses totales (hors prélèvements et traitements des enseignants). Ces proportions restent constantes depuis plusieurs années.

Le tableau ci-après reprend les charges d'emprunts à charge de la Ville:

	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
Amortissement capitaux	51.746.978,33	52.020.718,50	58.527.358,98
Intérêts	3.882.681,48	6.879.281,50	14.557.091,63
TOTAL	55.629.659,81	58.900.000,00	73.084.450,61

La dette liée aux emprunts directement à charge de la Ville est de 73.084.450,61 € en 2024 (repartie entre les charges d'intérêts pour 14.557.091,63 € et le remboursement des capitaux empruntés pour 58.527.358,98 €).

Les prévisions budgétaires tiennent compte des contrats d'emprunts en cours, et des consolidations d'emprunts qui auront lieu dans le courant de l'année 2024 et qui concernent le financement de la charge nette des investissements de l'année 2018.

Afin de maîtriser les charges de la dette qui influencent à court, à moyen et à long terme l'équilibre du budget ordinaire, la Ville s'est attachée à maîtriser ses investissements, en veillant systématiquement à apprécier correctement la valeur ajoutée de chaque investissement afin que la Ville ne dépasse pas sa capacité d'emprunt.

Le niveau des investissements reste néanmoins ambitieux, dans la mesure où la Ville affirme son soutien au dynamisme économique dans une période où cela est plus que jamais nécessaire, et tente de répondre aux défis démographiques et environnementaux .

De plus, la consolidation des nouveaux emprunts se fait sur base des paiements déjà effectués pour les investissements plusieurs mois ou années après leur réalisation. Ainsi, la mise à disposition des emprunts se fait donc au fur et à mesure dans le temps, sur base des réelles imputations et des disponibilités de la trésorerie.

La dette de location financement correspond à la redevance annuelle à payer concernant le coût d'investissement de la construction du nouveau bâtiment administratif Brucity en faveur du promoteur et s'élève à 5.108.690,15 €.

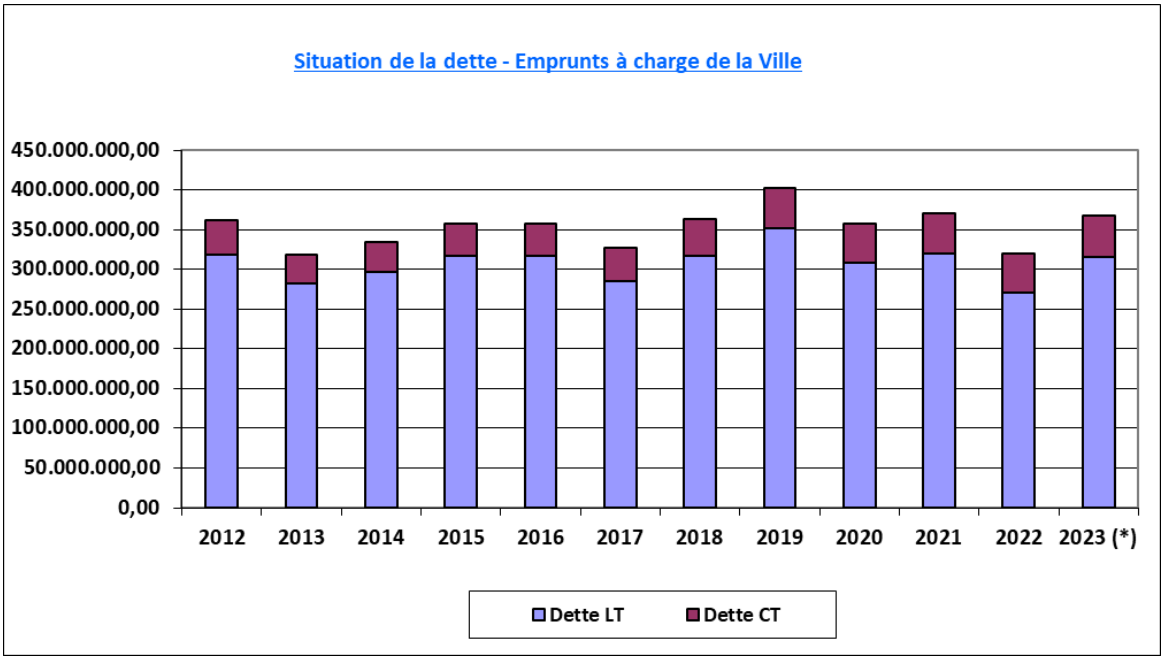
3.6.4.3. Analyse de l'endettement

Le tableau et la représentation graphique ci-après reprennent la situation de l'endettement de la Ville de 2012 à 2023:

Situation de la dette - Emprunts à charge de la Ville (hors prêts FRBRTC)				
Au 31/12/xxxx	**Dette LT**	**Dette CT**	**Dette Tot.**	**Evolution**
2012	318.899.550,41	43.648.675,65	362.548.226,06	16,25%
2013	282.405.545,92	36.493.772,99	318.899.318,91	-12,04%
2014	297.040.858,05	36.858.307,08	333.899.165,13	4,70%
2015	316.771.168,31	40.293.246,02	357.064.414,33	6,94%
2016	316.760.198,58	40.684.491,63	357.444.690,21	0,11%
2017	284.755.764,71	42.395.831,76	327.151.596,47	-8,47%
2018	316.434.917,07	47.249.405,04	363.684.322,11	11,17%
2019	351.287.633,31	51.111.187,07	402.398.820,38	10,65%
2020	307.878.406,82	50.073.573,02	357.951.979,84	-11,05%
2021	319.321.150,77	51.746.978,50	371.068.129,27	3,66%
2022	270.946.781,72	48.374.369,22	319.321.150,94	-13,95%
2023 (*)	315.932.387,44	51.596.811,04	367.529.198,48	15,10%

(*) calcul au 1/12/2023

Croissance annuelle moyenne entre 2014 et 2023: 4,82%



Nous pouvons observer que le niveau de l'endettement de la Ville est tend à être maitrisé tout en représentant l'ambition de la Ville dans ses investissements.

Ces efforts se conjuguent par une politique de diversification des instruments financiers utilisés comme:

- **Le recours aux emprunts classiques;**
- **L'émission de billets de trésorerie de court terme et long terme.**

(A noter qu'en date du 17/10/2016, le Conseil communal s'est prononcé favorablement à l'opportunité de recourir à l'émission de billets de trésorerie à long terme afin d'augmenter cette diversification).

3.6.5. Dépenses de prélèvements

	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
Dépenses de prélèvements	12.600.000,00	0,00	0,00

Il n'y a pas de dépenses de prélèvements prévues au budget 2024.

4. Budget extraordinaire

Au budget 2024, les dépenses du service extraordinaire sont inscrites pour un montant total de 242.300.618,05 €.

Les recettes prévues en désinvestissements, en subsides et prêts octroyés par la Région et d'autres autorités et en prélèvements sont de 52.381.730,18 €, ce qui porte la charge nette du budget extraordinaire à 189.918.887,87 €.

	BUDGET 2024
DEPENSES	242.300.618,05
(-) RECETTES SUBSIDES et DESINVESTISSEMENTS	52.381.730,18
CHARGE NETTE	189.918.887,87

Les données chiffrées ci-après présentent la ventilation économique des dépenses et des recettes:

BUDGET 2024

DEPENSES	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
INVESTISSEMENTS	291.508.468,42	227.413.119,76	194.152.753,05
TRANSFERTS	11.861.498,90	17.795.593,19	30.847.865,00
DETTE	14.385.500,00	19.100.000,00	17.300.000,00
PRELEVEMENTS	0,00	0,00	0,00
TOTAL	317.755.467,32	264.308.712,95	242.300.618,05

RECETTES	Compte 2022	Budget 2023 après MB	Budget 2024
INVESTISSEMENTS	49.016,01	29.344.594,03	10.100,00
TRANSFERTS	31.739.176,29	66.866.374,54	46.216.308,18
DETTE	96.601.821,00	168.097.744,38	196.074.209,87
PRELEVEMENTS	38.268.749,85	0,00	0,00
TOTAL	166.658.763,15	264.308.712,95	242.300.618,05
RESULTAT	-151.096.704,17	0,00	0,00

Les investissements communaux peuvent être financés de 3 façons:

- **par subsides en capital;**
- **par fonds propres (utilisation des fonds de réserve, transfert de moyens du budget ordinaire vers le budget extra…);**
- **par emprunt.**

Une attention particulière a été accordée au choix des projets d'investissements sur base d'une étude de leur valeur ajoutée, aux points de vue social, environnemental et économique.

Par ailleurs, les investissements qui engendrent des économies de dépenses courantes sur le long terme seront privilégiés. On y inclut par exemple les investissements ayant un impact sur la consommation d'énergie.

En résumé, la Ville s'inscrit donc dans une double démarche, à la fois, celle de surveiller le volume d'investissement pour ne pas se surendetter, d'une part, et celle d'apporter une contribution forte et directe à l'activité économique et à l'amélioration du cadre de vie de la population, d'autre part.

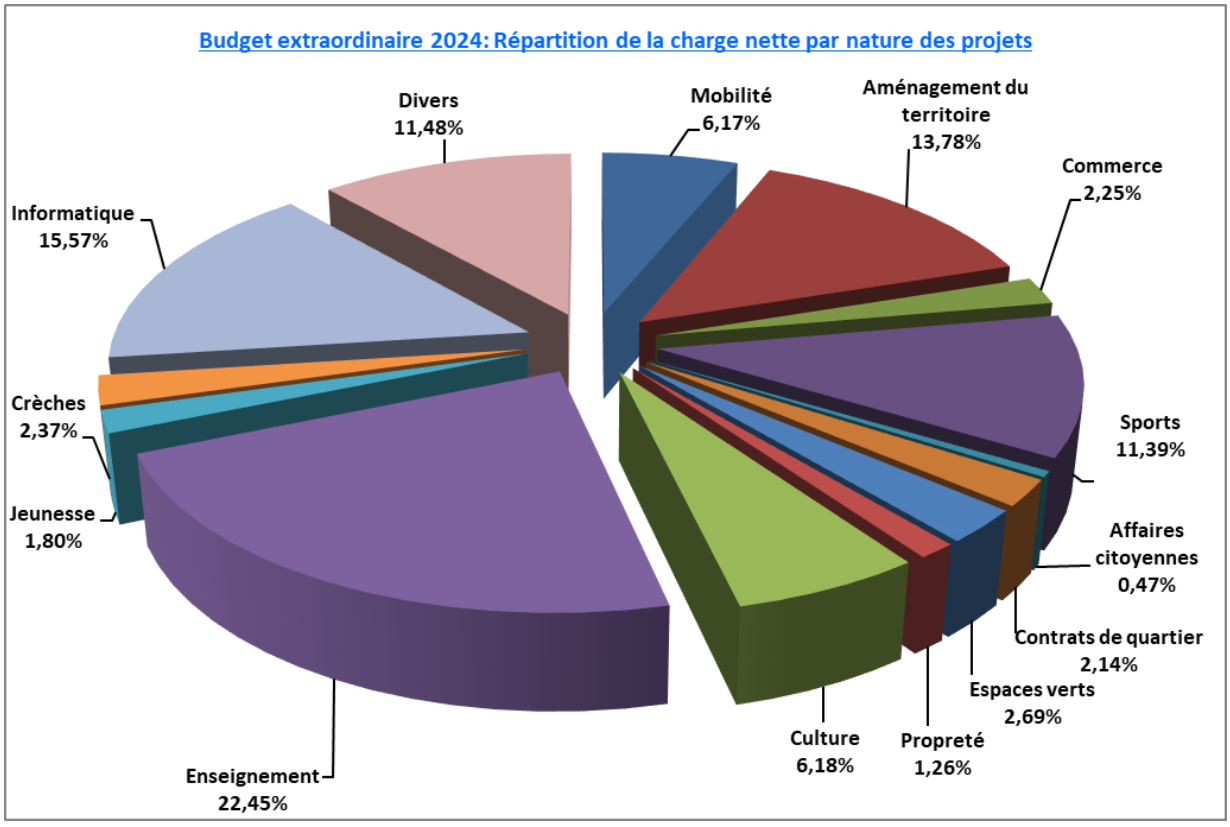
Le budget du service extraordinaire prévoit donc des investissements à réaliser lors de l'exercice 2024 à hauteur de 242.300.618,05 €.

Le tableau chiffré explique, par nature des projets:

- ✓ **les montants d'investissements prévus au budget 2024 (« charge brute »);**
- ✓ **les sources de financement prévues sous forme de subsides, ventes et prélèvements;**

- ✓ **la charge nette à supporter par la Ville dans le cadre de la réalisation de ces investissements (« charge nette ») (pour laquelle une représentation graphique illustre la ventilation des natures de projet).**

Nature des projets	Charge brute	Subsides, ventes, prélèvements	Charge nette	*% charge nette*
Mobilité	12.237.000,00	510.000,00	11.727.000,00	*6,17%*
Aménagement du territoire	33.606.323,91	7.439.318,91	26.167.005,00	*13,78%*
Commerce	4.274.000,00	0,00	4.274.000,00	*2,25%*
Sports	28.535.000,00	6.907.822,00	21.627.178,00	*11,39%*
Affaires citoyennes	889.500,00	0,00	889.500,00	*0,47%*
Contrats de quartier	18.936.869,83	14.867.946,50	4.068.923,33	*2,14%*
Espaces verts	5.115.628,31	0,00	5.115.628,31	*2,69%*
Propreté	2.385.000,00	0,00	2.385.000,00	*1,26%*
Culture	12.743.100,00	1.000.000,00	11.743.100,00	*6,18%*
Enseignement	62.368.622,00	19.739.052,50	42.629.569,50	*22,45%*
Jeunesse	3.535.000,00	112.500,00	3.422.500,00	*1,80%*
Crèches	5.750.000,00	1.255.916,27	4.494.083,73	*2,37%*
Informatique	29.709.500,00	132.400,00	29.577.100,00	*15,57%*
Divers	22.215.074,00	416.774,00	21.798.300,00	*11,48%*
Total	242.300.618,05	52.381.730,18	189.918.887,87	*100,00%*



Pour plus de détails, les projets d'investissements pour 2024, 2025, 2026 et 2027 se trouvent dans le plan pluriannuels d'investissements.

2. RESULTAT 2024 - ETATS RECAPITULATIFS - BUDGETS ORDINAIRES ET EXTRAORDINAIRES

(Ces états récapitulatifs sont également repris au budget fonctionnel et économique, et au budget détaillé par article.)

Service ordinaire - Gewone dienst / Tableau récapitulatif - Samenvattingstabel / BUDGET 2024 - BEGROTING 2024

Fonction - Functie	Libellé - Omschrijving	Recettes - Ontvangsten					Dépenses - Uitgaven					
		Prestations - Prestaties	Transferts - Overdrachten	Dette - Schuld	Total - Totaal	Prélèvements - Overboekingen	Personnel - Personeel	Fonctionnement - Werking	Transferts - Overdrachten	Dette - Schuld	Total - Totaal	Prélèvements - Overboekingen
009	RECETTES ET DEPENSES NON VENTILABLES / NIET-VERDEELBARE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN	3.850.692,85	521.115,07	69.700,00	4.441.507,92	0,00	18.791.701,37	400.000,00	0,00	10.246.119,01	29.437.820,38	0,00
019	DETTE PUBLIQUE / OPENBARE SCHULD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20.050,00	0,00	300,00	20.350,00	0,00
029	FINANCEMENT GENERAL / ALGEMENE FINANCIERING	0,00	193.980.006,93	0,00	193.980.006,93	0,00	0,00	0,00	0,00	25.786,61	25.786,61	0,00
049	IMPOTS ET TAXES / BELASTINGEN EN TAKSEN	101.000,00	421.005.105,74	500.000,00	421.606.105,74	8.000.000,00	0,00	1.570.615,85	374.222,95	100.000,00	2.044.838,80	0,00
059	ASSURANCES / VERZEKERINGEN	0,00	5.000,00	0,00	5.000,00	0,00	0,00	2.490.000,00	0,00	0,00	2.490.000,00	0,00
069	PRELEVEMENTS (GENERAUX) / (ALGEMENE) OVERBOEKINGEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
119	RECETTES ET DEPENSES GENERALES / ALGEMENE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN	865.235,33	14.478.033,56	0,00	15.343.268,89	0,00	38.591.207,37	13.546.455,35	548.791,80	14.597.184,62	67.283.639,14	0,00
129	ADMINISTRATION DES FINANCES ET DES DOMAINES / FINANCIEEL BESTUUR EN DOMEINEN	227.005,09	14.178.682,70	0,00	14.405.687,79	0,00	6.602.949,79	1.186.043,23	679.182,70	8.994,12	8.477.169,84	0,00
139	SERVICES GENERAUX / ALGEMENE DIENSTEN	7.088.004,46	9.774.069,28	0,00	16.862.073,74	12.750,00	43.052.580,68	49.730.173,92	522.717,00	4.635.564,11	97.941.035,71	0,00
149	CALAMITES / RAMPEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
159	RELATIONS AVEC L'ETRANGER / BUITENLANDSE BETREKKINGEN	0,00	41.000,00	0,00	41.000,00	0,00	0,00	204.850,00	424.552,00	0,00	629.402,00	0,00
339	ORDRE PUBLIC & SECURITE / OPENBARE ORDE EN VEILIGHEID	1.095.152,36	11.010.414,46	0,00	12.105.566,82	0,00	722.868,01	545.897,38	156.963.457,87	2.645.644,74	160.877.868,00	0,00
429	COMMUNICATIONS - VOIRIES / VERKEER EN WATERSTAAT	29.859.952,10	395.000,00	0,00	30.254.952,10	0,00	15.112.433,76	12.025.026,12	1.240.000,00	11.305.959,02	39.683.418,90	0,00
569	INDUSTRIE,COMMERCE ET CLASSES MOYENNES / HANDEL, NIJVERHEID EN MIDDENSTAND	17.529.475,37	2.466.610,37	15.697.675,94	35.693.761,68	0,00	3.128.514,00	575.954,98	11.109.740,37	1.408.346,85	16.222.556,20	0,00
709	RECETTES ET DEPENSES GENERALES DE L'ENSEIGNEMENT / ALGEMENE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET ONDERWIJS	1.028.379,52	8.946.201,94	0,00	9.974.581,46	672.200,00	19.256.007,58	8.108.350,19	3.746.277,00	9.070.293,86	40.180.928,63	0,00
729	ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL / BASISONDERWIJS	71.449,98	91.132.895,76	0,00	91.204.345,74	0,00	112.085.944,89	4.043.195,11	488.868,00	6.506.182,69	123.124.190,69	0,00
739	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE / SECUNDAIR ONDERWIJS	468.299,22	111.794.572,02	0,00	112.262.871,24	0,00	108.887.010,12	3.471.633,64	116.600,00	4.341.033,09	116.816.276,85	0,00
749	ENSEIGNEMENT SCIENTIFIQUE / WETENSCHAPPELIJK ONDERWIJS	1.110.153,35	28.191.200,00	0,00	29.301.353,35	0,00	29.786.333,16	1.384.113,36	111.032,00	486.434,22	31.767.912,74	0,00
759	ENSEIGNEMENT SPECIAL / BUITENGEWOON ONDERWIJS	7.943,92	15.218.810,00	0,00	15.226.753,92	0,00	17.392.639,80	256.255,92	17.810,00	214.239,68	17.880.945,40	0,00
769	JEUNESSE,EDUCATION POPULAIRE, SPORTS & LOISIRS / JEUGDZORG, VOLKSOPLEIDING, SPORT EN RECREATIE	2.425.961,24	3.699.745,88	0,00	6.125.707,12	0,00	34.612.928,64	10.994.520,14	12.988.687,00	9.303.834,02	67.899.969,80	0,00
789	BEAUX-ARTS, ARCHEOLOGIE, PROTECTION DE LA NATURE, RADIO-TELEVISION / KUNSTEN, OUDHEIDKUNDE, NATUURBESCHERMING, RADIO-TELEVISIE	19.675,31	353.768,40	0,00	373.443,71	0,00	6.096.126,29	2.230.509,21	5.326.445,00	3.834.921,26	17.488.001,76	0,00
799	CULTES / EREDIENSTEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12.347,82	0,00	866.291,21	878.639,03	0,00
839	SECURITE SOCIALE ET ASSISTANCE SOCIALE / SOCIALE ZEKERHEID EN SOCIALE BIJSTAND	0,00	7.109.329,97	0,00	7.109.329,97	0,00	0,00	500,00	108.571.129,97	266.176,64	108.837.806,61	0,00
859	AIDE SOCIALE ET FAMILIALE ET EMPLOI / SOCIALE HULP EN GEZINSVOORZIENINGEN EN WERKGELEGENHEID	3.617.666,59	18.607.996,21	0,00	22.225.662,80	0,00	38.172.135,95	4.124.378,80	3.023.362,49	3.320.507,88	48.640.385,12	0,00
879	SANTE PUBLIQUE ET HYGIENE PUBLIQUE / VOLKSGEZONDHEID EN OPENBARE HYGIENE	893.470,39	32.271.340,74	0,00	33.164.811,13	55.000,00	24.889.630,30	9.292.738,16	23.153.992,50	6.421.970,46	63.758.331,42	0,00
939	LOGEMENTS ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / HUISVESTING EN RUIMTELIJKE ORDENING	797.864,74	1.862.218,16	0,00	2.660.082,90	0,00	14.903.550,93	490.020,01	1.016.446,27	4.252.901,26	20.662.918,47	0,00
999	Totaux de l'exercice - Totaal van het dienstjaar	71.057.381,82	987.043.117,19	16.267.375,94	1.074.367.874,95	8.739.950,00	532.084.562,64	126.703.629,19	330.423.314,92	93.858.685,35	1.083.070.192,10	0,00
	Totaux hors prélèvements fonctionnels et généraux - Totaal uitgezonderd functionele en algemene overboekingen				**1.074.367.874,95**						**1.083.070.192,10**	
	Résultat hors prélèvements fonctionnels et généraux - Resultaat uitgezonderd functionele en algemene overboekingen		excédent - overschot	**0,00**					déficit - tekort	**-8.702.317,15**		
	Totaux des prélèvements fonctionnels et généraux - Totaal functionele en algemene overboekingen				8.739.950,00						0,00	
	Résultat des prélèvements fonctionnels et généraux - Resultaat functionele en aglemene overboekingen		excédent - overschot	8.739.950,00					déficit - tekort	0,00		
	Totaux de l'exercice - Totaal dienstjaar				**1.083.107.824,95**						**1.083.070.192,10**	
	Résultat de l'exercice - Resultaat dienstjaar		**boni - batig saldo**	**37.632,85**					**mali - nadelig saldo**	**0,00**		
	Totaux des exercices antérieurs - Totaal vorige dienstjaren				21.519.446,12						0,00	
	Résultat des exercices antérieurs - Resultaat vorige dienstjaren		excédent - overschot	21.519.446,12					déficit - tekort	0,00		
	Totaux généraux - Algemeen totaal				**1.104.627.271,07**						**1.083.070.192,10**	
	Résultat général - Algemeen resultaat		**boni - batig saldo**	**21.557.078,97**					**mali - nadelig saldo**	**0,00**		

Service extraordinaire - Buitengewone dienst / Tableau récapitulatif - Samenvattingstabel / BUDGET 2024 - BEGROTING 2024

Fonction - Functie	Libellé - Omschrijving	Recettes - Ontvangsten					Dépenses - Uitgaven				
		Transferts - Overdrachten	Investissements - Investeringen	Dette - Schuld	Total - Totaal	Prélèvements - Overboekingen	Transferts - Overdrachten	Investissements - Investeringen	Dette - Schuld	Total - Totaal	Prélèvements - Overboekingen
009	RECETTES ET DEPENSES NON VENTILABLES / NIET-VERDEELBARE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN	0,00	0,00	70.000,00	70.000,00	0,00	70.000,00	0,00	0,00	70.000,00	0,00
019	DETTE PUBLIQUE / OPENBARE SCHULD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
029	FINANCEMENT GENERAL / ALGEMENE FINANCIERING	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
049	IMPOTS ET TAXES / BELASTINGEN EN TAKSEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
059	ASSURANCES / VERZEKERINGEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
119	RECETTES ET DEPENSES GENERALES / ALGEMENE ONTVANGSTEN EN	0,00	0,00	4.412.700,00	4.412.700,00	0,00	320.000,00	4.092.700,00	0,00	4.412.700,00	0,00
129	ADMINISTRATION DES FINANCES ET DES DOMAINES / FINANCIEEL BESTUUR EN DOMEINEN	0,00	0,00	324.000,00	324.000,00	0,00	0,00	24.000,00	300.000,00	324.000,00	0,00
139	SERVICES GENERAUX / ALGEMENE DIENSTEN	3.002.104,91	10.100,00	42.220.300,00	45.232.504,91	0,00	0,00	38.232.504,91	7.000.000,00	45.232.504,91	0,00
149	CALAMITES / RAMPEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
159	RELATIONS AVEC L'ETRANGER / BUITENLANDSE BETREKKINGEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
339	ORDRE PUBLIC & SECURITE / OPENBARE ORDE EN VEILIGHEID	0,00	0,00	600.000,00	600.000,00	0,00	0,00	600.000,00	0,00	600.000,00	0,00
429	COMMUNICATIONS - VOIRIES / VERKEER EN WATERSTAAT	2.451.239,00	0,00	11.211.655,00	13.662.894,00	0,00	169.000,00	13.493.894,00	0,00	13.662.894,00	0,00
569	INDUSTRIE,COMMERCE ET CLASSES MOYENNES / HANDEL, NIJVERHEID EN MIDDENSTAND	0,00	0,00	4.147.500,00	4.147.500,00	0,00	3.595.000,00	552.500,00	0,00	4.147.500,00	0,00
709	RECETTES ET DEPENSES GENERALES DE L'ENSEIGNEMENT / ALGEMENE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET ONDERWIJS	1.580.000,00	0,00	19.073.622,00	20.653.622,00	0,00	400.000,00	20.253.622,00	0,00	20.653.622,00	0,00
729	ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL / BASISONDERWIJS	910.562,50	0,00	8.389.437,50	9.300.000,00	0,00	0,00	9.300.000,00	0,00	9.300.000,00	0,00
739	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE / SECUNDAIR ONDERWIJS	17.048.490,00	0,00	12.016.510,00	29.065.000,00	0,00	0,00	29.065.000,00	0,00	29.065.000,00	0,00
749	ENSEIGNEMENT SCIENTIFIQUE / WETENSCHAPPELIJK ONDERWIJS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
759	ENSEIGNEMENT SPECIAL / BUITENGEWOON ONDERWIJS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
769	JEUNESSE,EDUCATION POPULAIRE, SPORTS & LOISIRS / JEUGDZORG, VOLKSOPLEIDING, SPORT EN RECREATIE	1.865.000,00	0,00	**42.869.028,31** *	44.734.028,31	0,00	4.777.400,00	39.956.628,31	0,00	44.734.028,31	0,00
789	BEAUX-ARTS, ARCHEOLOGIE, PROTECTION DE LA NATURE, RADIO-TELEVISION / KUNSTEN, OUDHEIDKUNDE, NATUURBESCHERMING, RADIO-TELEVISIE	200.000,00	0,00	10.335.100,00	10.535.100,00	0,00	2.095.000,00	8.440.100,00	0,00	10.535.100,00	0,00
799	CULTES / EREDIENSTEN	560.000,00	0,00	140.000,00	700.000,00	0,00	0,00	700.000,00	0,00	700.000,00	0,00
839	SECURITE SOCIALE ET ASSISTANCE SOCIALE / SOCIALE ZEKERHEID EN SOCIALE BIJSTAND	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
859	AIDE SOCIALE ET FAMILIALE ET EMPLOI / SOCIALE HULP EN GEZINSVOORZIENINGEN EN WERKGELEGENHEID	1.255.916,27	0,00	5.570.583,73	6.826.500,00	0,00	955.000,00	5.871.500,00	0,00	6.826.500,00	0,00
879	SANTE PUBLIQUE ET HYGIENE PUBLIQUE / VOLKSGEZONDHEID EN OPENBARE HYGIENE	903.000,00	0,00	21.762.500,00	22.665.500,00	0,00	2.540.000,00	10.125.500,00	10.000.000,00	22.665.500,00	0,00
939	LOGEMENTS ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / HUISVESTING EN RUIMTELIJKE ORDENING	16.439.995,50	0,00	12.931.273,33	29.371.268,83	0,00	15.926.465,00	13.444.803,83	0,00	29.371.268,83	0,00
999	Totaux de l'exercice - Totaal van het dienstjaar	46.216.308,18	10.100,00	196.074.209,87	242.300.618,05	0,00	30.847.865,00	194.152.753,05	17.300.000,00	242.300.618,05	0,00
	Totaux hors prélèvements fonctionnels et généraux - Totaal uitgezonderd functionele en algemene overboekingen				242.300.618,05					242.300.618,05	
	Résultat hors prélèvements fonctionnels et généraux - Resultaat uitgezonderd functionele en algemene overboekingen		excédent - overschot	0,00				déficit - tekort	0,00		
	Totaux des prélèvements fonctionnels et généraux - Totaal functionele en algemene overboekingen				0,00					0,00	
	Résultat des prélèvements fonctionnels et généraux - Resultaat functionele en aglemene overboekingen		excédent - overschot	0,00				déficit - tekort	0,00		
	Totaux de l'exercice - Totaal dienstjaar				**242.300.618,05**					**242.300.618,05**	
	Résultat de l'exercice - Resultaat dienstjaar		**boni - batig saldo**	**0,00**				**mali - nadelig saldo**	**0,00**		
	Totaux des exercices antérieurs - Totaal vorige dienstjaren				0,00					539.316.737,41	
	Résultat des exercices antérieurs - Resultaat vorige dienstjaren		excédent - overschot	0,00				déficit - tekort	-539.316.737,41		
	Totaux généraux - Algemeen totaal				**242.300.618,05**					**781.617.355,46**	
	Résultat général - Algemeen resultaat		**boni - batig saldo**	**0,00**				**mali - nadelig saldo**	**-539.316.737,41**		

Ce montant reprend le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales (F.R.B.R.T.C) (6.155.322,00 €) pour le projet BH10-3-2021 art.76410/72360 "Piscine du Centre" (la charge nette totale est donc de 189.918.887,87 €) - Dit bedrag herneemt het Brussels Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (B.G.H.G.T) (6.155.322,00 €) voor het project BH10-3-2021 art.76410/72360 "Zwembad van het Centrum" (de totale netto last is dus : 189.918.887,87 €)

3. EVOLUTION DES FONDS DE RESERVES ET DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Provisions pour risques et charges / Voorzieningen voor risico's en kosten

Objet - Doel	Destination - Bestemming	Code fonct. - Funct. Code	Fonds n° - nr.	Date de constitution - Datum totkenning	Montant au - Bedrag op 31/12/2016	Opérations - Operaties 2017	Montant au - Bedrag op 31/12/2017	Opérations - Operaties 2018	Montant au - Bedrag op 31/12/2018	Opérations - Operaties 2019	Montant au - Bedrag op 31/12/2019	Opérations - Operaties 2020	Montant au - Bedrag op 31/12/2020	Opérations - Operaties 2021	Montant au - Bedrag op 31/12/2021	Opérations - Operaties 2022	Montant au - Bedrag op 31/12/2022	Opérations - Operaties 2023	Montant au - Bedrag op 31/12/2023	Opérations - Operaties 2024	Montant au - Bedrag op 31/12/2024
CREANCES DOUTEUSES - DUBIEUZE VORDERINGEN	Créances douteuses diverses - Dubieuze vorderingen Varia	Divers - Verscheidene	907	Divers - Verscheidene	16.021.686,35	2.500.000,00 (1)	18.521.686,35	-8.997.107,33 (12) (13)	9.524.579,02	-1.471.569,46 (20) (21)	8.053.009,56	-7.581.460,46 (32)	471.549,10	0,00	471.549,10	0,00	471.549,10	0,00	471.549,10	-471.549,10 (56)	0,00
DEFICIT DES HOPITAUX - ZIEKENHUISTEKORT	Déficit des hôpitaux - Ziekenhuistekort	872	893	2005, 2006, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2015	2.257.668,00	-933.112,00 (2)	1.324.556,00	-597.388,00 (14)	727.168,00	0,00	727.168,00	0,00	727.168,00	0,00	727.168,00	0,00	727.168,00	0,00	727.168,00	0,00	727.168,00
DEFICIT DES HOPITAUX - ZIEKENHUISTEKORT	Déficit des hôpitaux - Ziekenhuistekort	872	931	2022	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4.000.000,00 (51)	4.000.000,00	0,00	4.000.000,00	0,00	4.000.000,00
FINANCEMENT ZONE DE POLICE - FINANCIERING POLITIEZONE	Zone de police - Politiezone	330	841 848 852 854 867	2003-2004-2005-2006-2007	1.995.321,98	-997.660,99 (3)	997.660,99	-997.660,99 (15)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TAXE REGIONALE DES PROPRIETAIRES - GEWESTELIJKE BELASTING VAN EIGENAREN	Taxe régionale des propriétaires - Gewestelijke belasting van eigenaren	060	912	2009,2010 2015,2016 2017,2018 2019	2.828.272,27	217.701,69 (4)	3.045.973,96	221.991,50 (16)	3.267.965,46	226.712,84 (22)	3.494.678,30	231.370,71 (33)	3.726.049,01	0,00	3.726.049,01	0,00	3.726.049,01	0,00	3.726.049,01	0,00	3.726.049,01
PARKING BRUSSELS (AGENCE REGIONALE DE STATIONNEMENT) - PARKING BRUSSELS (GEWESTELIJK PARKEERAGENSCHAP)	Parking Brussels	424	887 894 898 908	2014, 2015,2016,	1.400.000,00	300.000,00 (5)	1.700.000,00	0,00	1.700.000,00	-1.700.000,00 (23)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
LITIGE DIRECTEURS ECOLES MATERNELLES - GESCHILLEN MET DIRECTEURS VAN KLEUTERSCHOLEN	Divers - Verscheidene	721	889	2014	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00
LITIGE COMITE INTERSCOLAIRE ECOLES LIBRES - GESCHILLEN COMITE INTERSCOLAIRE VRIJE SCHOLEN	Divers - Verscheidene	700	919	2019	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300.000,00 (24)	300.000,00	372.200,00 (34)	672.200,00	0,00	672.200,00	0,00	672.200,00	0,00	672.200,00	-672.200,00 (57)	0,00
LOYER SERVICE SENIORS "RUE VAN ARTEVELDE" - HUUR VOOR HET SENIORENLOKAAL "RUE VAN ARTEVELDE"	Divers - Verscheidene	762	895	2016	27.555,00	-27.555,00 (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INTERVENTION DANS LE GRAND DEPART DU TOUR DE FRANCE 2019 - TUSSENKOMST IN DE TOUR DE FRANCE-START 2019	Divers - Verscheidene	764	896 903 904	2016 2017	2.057.000,00	1.936.000,00 (7)	3.993.000,00	-2.057.000,00 (17)	1.936.000,00	-1.936.000,00 (25)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INTERVENTION DANS LE GRAND DEPART DU TOUR DE FRANCE 2019 - Frais d'organisation, Subside BME - TUSSENKOMST IN DE TOUR DE FRANCE-START 2019 - Organisatiekosten, Toelage BME	Divers - Verscheidene BME Brussels Major Events	764 762	905	2017	0,00	1.000.000,00 (8)	1.000.000,00	0,00	1.000.000,00	-1.000.000,00 (26)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INTERVENTION DANS DES PROJETS SPECIFIQUES - DEFICITS RENOBRU - TUSSENKOMST IN SPECIFIEKE PROJECTEN - TEKORTEN RENOBRU	Divers - Verscheidene	060	900 910	2016 2017	1.200.000,00	607.560,85 (9)	1.807.560,85	-1.807.560,85 (18)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
GESTION DE LA DETTE - RISQUE DE HAUSSE DES TAUX D'INTERETS - SCHULDBEHEER - RISICO OP VERHOGING VAN RENTEVOETEN	Divers - Verscheidene	060	906	2017	0,00	3.000.000,00 (10)	3.000.000,00	0,00	3.000.000,00	0,00	3.000.000,00	-500.000,00 (35)	2.500.000,00	0,00	2.500.000,00	-2.500.000,00 (52)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE PERSONNEL (nomination, prime de responsabilisation, divers) - PERSONEELSUITGAVEN (benoeming, responsabiliseringsbijdrage, verscheidene)	Divers - Verscheidene	060	917	2017 2019	0,00	1.500.000,00 (11)	1.500.000,00	0,00	1.500.000,00	-900.000,00 (27) (28)	600.000,00	0,00	600.000,00	-600.000,00 (44)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SUBSIDE EUROPEEN URBINAT - EUROPESE TOELAGE URBINAT	Divers - Verscheidene	879	913	2018	0,00	0,00	0,00	406.245,00 (15)	406.245,00	-26.792,76 (29)	379.452,24	-33.000,03 (36)	346.452,21	-54.866,77 (45)	291.585,44	-90.981,23 (53)	200.604,21	-32.500,00 (54)	168.104,21	-30.000,00 (58)	138.104,21
RISQUE NON-VALEURS - ADDITIONNELS PRECOMPTE IMMOBILIER Exercice fiscal 2018 RISICO ONWAARDEN - OPCENTIEMEN ONROERENDE VOORHEFFING Belastingdienstjaar 2018	Additionnels précompte immobilier - Opcentiemen onroerende voorheffing	040	920	2019	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7.881.384,72 (30)	7.881.384,72	0,00	7.881.384,72	-2.284.553,13 (46)	5.596.831,59	0,00	5.596.831,59	0,00	5.596.831,59	-2.000.000,00 (59)	3.596.831,59

Provisions pour risques et charges / Voorzieningen voor risico's en kosten

Objet - Doel	Destination - Bestemming	Code fonct. - Funct. Code	Fonds n° - nr.	Date de constitution - Datum toekenning	Montant au - Bedrag op 31/12/2016	Opérations - Operaties 2017	Montant au - Bedrag op 31/12/2017	Opérations - Operaties 2018	Montant au - Bedrag op 31/12/2018	Opérations - Operaties 2019	Montant au - Bedrag op 31/12/2019	Opérations - Operaties 2020	Montant au - Bedrag op 31/12/2020	Opérations - Operaties 2021	Montant au - Bedrag op 31/12/2021	Opérations - Operaties 2022	Montant au - Bedrag op 31/12/2022	Opérations - Operaties 2023	Montant au - Bedrag op 31/12/2023	Opérations - Operaties 2024	Montant au - Bedrag op 31/12/2024
RISQUE NON-VALEURS - ADDITIONNELS PRECOMPTE IMMOBILIER Exercice fiscal 2019 - RISICO ONWAARDEN - OPCENTIEMEN ONROERENDE VOORHEFFING Belastingdienstjaar 2019	Additionnels précompte immobilier - Opcentiemen onroerende voorheffing	040	921	2019	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7.617.788,39 (31)	7.617.788,39	0,00	7.617.788,39	-1.752.541,45 (47)	5.865.246,94	-788.006,72 (54)	5.077.240,22	0,00	5.077.240,22	-2.000.000,00 (60)	3.077.240,22
RISQUE NON-VALEURS - ADDITIONNELS PRECOMPTE IMMOBILIER Exercice fiscal 2020 - RISICO ONWAARDEN - OPCENTIEMEN ONROERENDE VOORHEFFING Belastingdienstjaar 2020	Additionnels précompte immobilier - Opcentiemen onroerende voorheffing	040	923	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7.617.788,39	0,00	5.109.604,21 (37)	5.109.604,21	0,00	5.109.604,21	0,00	5.109.604,21	0,00	5.109.604,21	-2.000.000,00 (61)	3.109.604,21
RISQUE NON-VALEURS - ADDITIONNELS PRECOMPTE IMMOBILIER Exercice fiscal 2021 - RISICO ONWAARDEN - OPCENTIEMEN ONROERENDE VOORHEFFING Belastingdienstjaar 2021	Additionnels précompte immobilier - Opcentiemen onroerende voorheffing	040	929	2021	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4.400.176,95 (48)	4.400.176,95	0,00	4.400.176,95	0,00	4.400.176,95	-1.528.450,90 (62)	2.871.726,05
RISQUE NON-VALEURS - ADDITIONNELS PRECOMPTE IMMOBILIER Exercice fiscal 2022 - RISICO ONWAARDEN - OPCENTIEMEN ONROERENDE VOORHEFFING Belastingdienstjaar 2022	Additionnels précompte immobilier - Opcentiemen onroerende voorheffing	040	930	2022	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1.000.000,00 (55)	1.000.000,00	0,00	1.000.000,00	0,00	1.000.000,00
PROJET EUROPEEN RESPONSE - EUROPESE PROJECT RESPONSE	Divers - Verscheidene	139	924	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	391.295,48 (38) (39)	391.295,48	-58.875,97 (49)	332.419,51	-94.855,66 (56)	237.563,85	0,00	237.563,85	-12.750,00 (63)	224.813,85
REPORTS ENGAGEMENTS EX.ANT.2020 DEP.FONCTIONNEMENT - OVERDRACHT VASTLEGGINGEN VORIG DIENSTJAAR WERKINGSUITGAVEN	Divers - Verscheidene	060	925	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	406.140,87 (40)	406.140,87	0,00	406.140,87	-406.140,87 (57)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
REPORTS ENGAGEMENTS EX.ANT.2020 DEP.FONCTIONNEMENT - OVERDRACHT VASTLEGGINGEN VORIG DIENSTJAAR WERKINGSOVERDRACHTEN	Divers - Verscheidene	060	926	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1.339.752,92 (41)	1.339.752,92	-524.141,26 (50)	815.611,66	-815.611,66 (58)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES ENERGIE 2020 - ENERGIEKOSTEN 2020	Divers - Verscheidene	060	927	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50.000,00 (42)	50.000,00	0,00	50.000,00	-50.000,00 (59)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INTERETS 50% AIDE D'ETAT JC DECAUX - INTRESTEN 50% STEUNMAATREGEL JC DECAUX	Divers - Verscheidene	060	928	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1.678.533,88 (43)	1.678.533,88	0,00	1.678.533,88	0,00	1.678.533,88	0,00	1.678.533,88	0,00	1.678.533,88
SUBSIDE LIGHTHOUSES - SUBSIDIE LIGHHOUSES	Divers - Verscheidene	879		2022	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 (54)	0,00	-20.000,00 (55)	-20.000,00	-25.000,00 (64)	-45.000,00
TOTAL - TOTAAL PROVISIONS - VOORZIENINGEN					**28.187.503,60**	**9.102.934,55**	**37.290.438,15**	**-13.828.480,67**	**23.461.957,48**	**16.609.312,12**	**32.453.481,21**	**1.464.437,58**	**33.917.918,79**	**-874.801,63**	**33.043.117,16**	**254.403,86**	**33.297.521,02**	**-52.500,00**	**33.245.021,02**	**-8.739.950,00**	**24.505.071,02**

Légende /
Legenda

(1) Constitution d'une provision pour les créances douteuses pour 2.500.000,00 € - art. 17 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 2.500.000,00 € - art. 17 / 06003 / 95801

(2) Utilisation de provision pour le déficit des hôpitaux pour 933.112,00 (Déficit 2013 : St-Pierre 298,00, Brugmann 299.440,00, Bordet 633.374,00) - art. 17 / 87203 / 99801
Aanwending van een voorziening voor het ziekenhuistekort voor 933.112,00 (Tekort 2013 : St-Pieter 298,00, Brugmann 299.440,00, Bordet 633.374,00) - art. 17 / 87203 / 99801

(3) Utilisation de provision pour financement de la zone de police pour 997.660,99 - art. 17 / 33003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor financiering van de politiezone voor 997.660,99 - art. 17 / 33003 / 99801

(4) Constitution de provision pour la taxe régionale des propriétaires pour 217.701,69 - art. 17 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor de Gewestbelastingen ten laste van de eigenaars 217.701,69 - art. 17 / 06003 / 95801

(5) Utilisation de la provision pour Parking Brussels (Agence Régionale de Stationnement) pour 1.200.000,00 - art. 17 / 42403 / 99801 - Constitution d'une provision pour 1.500.000,00 art. 17 / 42403 / 95801
Aanwending van een voorziening voor Parking Brussels (Gewestelijk Parkeeragentschap) voor 1.200.000,00 art. 17 / 42403 / 99801 - Toekening van een voorziening voor 1.500.000,00 art. 17 / 42403 / 95801

(6) Utilisation de provision pour loyer services seniors "rue van artevelde" pour 27.555,00 - art. 17 / 76207 / 99801
Aanwending van een voorziening voor de huur voor het Seniorenlokaal "rue van artevelde" voor 27.555,00 - art. 17 / 76207 / 99801

(7) Utilisation de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 (indemnité 2017) pour 2.057.000,00 art. 17 / 76403 / 99801 - Constitution de provision pour 3.993.000,00 pour indemnité 2018 (2.057.000,00) et indemnité 2019 (1.936.000,00) art. 17 / 76403 / 95801
Aanwending van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 voor 2.057.000,00 art. 17 / 76403 / 99801 - Toekenning van een voorziening voor 3.993.000,00 voor vergoeding 2018 (2.057.000,00) en vergoeding 2019 (1.936.000,00) art. 17 / 76403 / 95801

(8) Constitution de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 Frais d'organisation pour 1.000.000,00 - art. 17 / 76403 / 95801
Toekenning van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 Organisatiekosten voor 1.000.000,00 - art. 17 / 76403 / 95801

(9) Constitution d'une provision pour déficit RENOBRU pour 607.560,85 € - art. 17 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor tekort RENOBRU voor 607.560,85 € - art. 17 / 06003 / 95801

(10) Constitution de provision dans le cadre de la gestion de la dette en vue de faire face à des risques de hausse des taux d'intérêts pour 3.000.000,00 - art. 17 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening in het kader van de schuldbeheer in het vooruitzicht van de verhoging van de intrestenvoeten voor 3.000.000,00 - art. 17 / 06003 / 95801

(11) Constitution de provision dans le cadre de dépenses de personnel (nomination, prime de responsabilisation et divers) pour 1.500.000,00 - art. 17 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening in het kader van de personeeluitgaven (benoeming, responsabiliseringpremie, verscheidene) voor 1.500.000,00 - art. 17 / 06003 / 95801

(12) Utilisation de provision pour les créances douteuses pour 675,24 € - art. 18 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 675,24 € - art. 18 / 06003 / 99801

(13) Utilisation de provision pour les créances douteuses pour 8.996.432,09 € - art. 18 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 8.996.432,09 € - art. 18 / 06003 / 99801

(14) Utilisation de provision pour le déficit des hôpitaux pour 597.388,00 - art. 18 / 87203 / 99801
Aanwending van een voorziening voor het ziekenhuistekort voor 597.388,00 - art. 18 / 87203 / 99801

(15) Utilisation de provision pour financement de la zone de police pour 997.660,99 - art. 18 / 33003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor financiering van de politiezone voor 997.660,99 - art. 18 / 33003 / 99801

(16) Constitution de provision pour la taxe régionale des propriétaires pour 221.991,50 - art. 18 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor de Gewestbelastingen ten laste van de eigenaars 221.991,50 - art. 18 / 06003 / 95801

(17) Utilisation de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 (indemnité 2018) pour 2.057.000,00 art. 18 / 76403 / 99801
Aanwending van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 (vergoeding 2018) voor 2.057.000,00 art. 18 / 76403 / 99801

(18) Utilisation de provision pour les déficits 2016, 2017, 2018 RENOBRU pour 1.807.560,85 - art. 18 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor de tekorten 2016, 2017, 2018 RENOBRU voor 1.807.560,85 - art. 18 / 06003 / 99801

(19) Constitution de provision subside européen URBINAT pour 406.245,00 - art. 18 / 87903 / 95801
Toekenning van een voorziening europese toelage URBINAT voor 406.245,00 - art. 18 / 87903 / 95801

(20) Utilisation de la provision pour créances douteuses pour 3.971.569,46 - art. 19 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 3.971.569,46 art. 19 / 06003 / 99801

(21) Constitution d'une provision pour les créances douteuses pour 2.500.000,00 € - art. 19 / 04003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 2.500.000,00 € - art. 19 / 04003 / 95801

(22) Constitution de provision pour la taxe régionale des propriétaires exercice fiscal 2019 pour 226.712,84 - art. 19 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor de Gewestbelastingen ten laste van de eigenaars belastingsdienstjaar 2019 226.712,84 - art. 19 / 06003 / 95801

(23) Utilisation de la provision pour Parking Brussels (Agence Régionale de Stationnement) pour 900.000,00 - art. 19 / 42403 / 99801 - Reprise de provision pour 800.000,00 art. 19 / 42403 / 99802
Aanwending van een voorziening voor Parking Brussels (Gewestelijk Parkeeragentschap) voor 900.000,00 art. 19 / 42403 / 99801 - Terugneming van een voorziening voor 800.000,00 art. 19 / 42403 / 99802

(24) Constitution de provision pour litige avec Cimité interscolaire des Ecoles libres pour 300.000,00 - art. 19 / 70003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor geschil met Comite interscolaire van Vrije scholen voor 300.000,00 - art. 19 / 70003 / 95801

(25) Utilisation de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 (indemnité 2019) pour 1.936.000,00 art. 19 / 76403 / 99801
Aanwending van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 (vergoeding 2019) voor 1.936.000,00 art. 19 / 76403 / 99801

(26) Utilisation de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 Subside BME pour 1.000.000,00 art. 19 / 76203 / 99801
Aanwending van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 Toelage BME voor 1.000.000,00 art. 19 / 76203 / 99801

(27) Utilisation de provision pour dépenses de personnel pour 1.500.000,00 art. 19 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor de personeelsuitgaven voor 1.500.000,00 art. 19 / 06003 / 99801

(28) Constitution de provision pour dépenses de personnel pour 600.000,00 art. 19 / 13103 / 95801
Toekenning van een voorziening voor de personeelsuitgaven voor 600.000,00 art. 19 / 13103 / 95801

(29) Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 26.792,76 art. 19 / 87903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 26.792,76 art. 19 / 87903 / 99801

(30) Constitution de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2018 pour 7.881.384,72 art. 19 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2018 voor 7.881.384,72 art. 19 / 06003 / 95801

(31) Constitution de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2019 pour 7.617.788,39 art. 19 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2018 voor 7.617.788,39 art. 19 / 06003 / 95801

(32) Utilisation de provision pour les créances douteuses pour 7.581.460,46 € - art. 20 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 7.581.460,46 € - art. 20 / 06003 / 99801

(33) Constitution de provision pour la taxe régionale des propriétaires exercice fiscal 2020 pour 231.370,71 - art. 20 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor de Gewestbelastingen ten laste van de eigenaars belastingsdienstjaar 2020 voor 231.370,71 - art. 20 / 06003 / 95801

(34) Constitution de provision pour litige avec Cimité interscolaire des Ecoles libres pour 372.200,00 - art. 20 / 70003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor geschil met Comite interscolaire van Vrije scholen voor 372.200,00 - art. 20 / 70003 / 95801

(35) Prévision budgétaire - Budget initial 2020 - Utilisation de provision pour dépenses de la dette pour 500.000,00 art. 20 / 06003 / 99801
Begrotingsraming - Init. Begroting 2020 - Aanwending van een voorziening voor uitgaven van het schuld voor 500.000,00 art. 20 / 06003 / 99801

Légende / Legenda

(36) Prévision budgétaire - Budget initial 2020 - Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 33.000,03 art. 20 / 87903 / 99801
Begrotingsraming - Init. begroting 2020 - Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 33.000,03 art. 20 / 87903 / 99801

(37) Constitution de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2020 pour 5.109.604,21 art. 20 / 04003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2018 voor 5.109.604,21 art. 20 / 04003 / 95801

(38) Constitution de provision pour projet européen Response pour 399.875,00 art. 20 / 13903 / 95801
Toekenning van een voorziening voor europese project Response voor 399.875,00 art. 20 / 13903 / 95801

(39) Utilisation de provision pour projet européen Response pour 8.579,52 art. 20 / 13903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor europese project Response voor 8.579,52 art. 20 / 13903 / 99801

(40) Constitution de provision pour reports engagements ex.ant.2020 dépenses fonctionnement pour 406.140,87 art. 20 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor overdracht vastleggingen vorig dienstjaar werkingsuitgaven voor 406.140,87 art. 20 / 06003 / 95801

(41) Constitution de provision pour reports engagements ex.ant.2020 dépenses transfert pour 1.339.752,92 art. 20 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor overdracht vastleggingen vorig dienstjaar overdrachtsuitgaven voor 1.339.752,92 art. 20 / 06003 / 95801

(42) Constitution de provision pour dépenses énergie 2020 pour 50.000,00 art. 20 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor energiekosten voor 50.000,00 art. 20 / 06003 / 95801

(43) Constitution de provision pour intérêts 50% aide d'Etat JC Decaux 2020 pour 1.678.533,88 art. 20 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor intresten 50% steunmaatregel voor 1.678.533,88 art. 20 / 06003 / 95801

(44) Utilisation de provision pour dépenses de personnel pour 600.000,00 art. 21 / 13103 / 99801
Aanwending van een voorziening voor de personeelsuitgaven voor 600.000,00 art. 21 / 13103 / 99801

(45) Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 54.866,77 art. 21 / 87903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 54.866,77 art. 21 / 87903 / 99801

(46) Reprise de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2018 pour 2.284.553,13 art. 21 / 06003 / 99802
Terugneming een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2018 voor 2.284.553,13 art. 21 / 06003 / 99802

(47) Reprise de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2019 pour 1.752.541,45 art. 21 / 06003 / 99802
Terugneming een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2019 voor 1.752.541,45 art. 21 / 06003 / 99802

(48) Constitution de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2021 pour 4.400.176,95 art. 21 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2021 voor 4.400.176,95 art. 21 / 06003 / 95801

(49) Utilisation de provision pour projet européen Response pour 58.875,97 art. 21 / 13903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor europese project Response voor 58.875,97 art. 21 / 13903 / 99801

(50) Utilisation de provision pour reports engagements ex.ant.2020 dépenses transfert pour 524.141,26 art. 21 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor overdracht vastleggingen vorig dienstjaar overdrachtsuitgaven voor 524.141,26 art. 21 / 06003 / 99801

(51) Constitution de provision pour déficits des hôpitaux pour 4.000.000,00 art. 22 / 87203 / 95801
Toekenning van een voorziening voor het ziekenhuistekort voor 4.000.000,00 art. 22 / 87203 / 95801

(52) Utilisation de provision pour dépenses de la dette pour 2.500.000,00 art. 22 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor uitgaven van het schuld voor 2.500.000,00 art. 22 / 06003 / 99801

(53) Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 90.981,23 art. 22 / 87903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 90.981,23 art. 22 / 87903 / 99801

(54) Reprise de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2019 pour 788.006,72 art. 22 / 04003 / 99802
Terugneming een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2019 voor 788.006,72 art. 22 / 04003 / 99802

(55) Constitution de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2022 pour 1.000.000,00 art. 22 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2022 voor 1.000.000,00 art. 22 / 06003 / 95801

(56) Utilisation de provision pour subside Projet européen Response pour 94.855,66 art. 22 / 13903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor europese project Response voor 94.855,66 art. 22 / 13903 / 99801

(53) Prévision budgétaire - Budget initial 2022 - Utilisation de provision pour dépenses énergie 2020 pour 50.000,00 art. 22 / 06003 / 95801
Begrotingsraming - Init. begroting 2022 - energiekosten voor 50.000,00 art. 22 / 06003 / 95801

(54) Compte 2022 - Constitution de provision pour subside Lighthouses pour 20.000,00 art. 22 / 87903 / 95801
Rekening 2022 - Toekenning van een voorziening voor subsidie Lighthouses voor 20.000,00 art. 22 / 87903 / 95801

(54) Prévision budgétaire - Budget initial 2023 - Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 32.500,00 art. 23 / 87903 / 99801
Begrotingsraming - Init. Begroting 2023 - Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 32.500,00 art. 23 / 87903 / 99801

(55) Prévision budgétaire - Budget initial 2023 - Utilisation de provision pour subside LIGHTHOUSES pour 20.000,00 art. 23 / 87903 / 99801
Begrotingsraming - Init. Begroting 2023 - Aanwending van een voorziening voor subsidie LIGHTHOUSES voor 20.000,00 art. 23 / 87903 / 99801

(56) Prévision budgétaire - Budget initial 2024 - Reprise de provision pour créances douteuses pour 471.549,10 art. 24 / 04003 / 99802
Begrotingsraming - Init. Begroting 2024 - Terugneming een voorziening voor risico dubieuze vorderingen voor 471.549,10 art. 24 / 04003 / 99802

(57) Prévision budgétaire - Budget initial 2024 - Utilisation de provision pour litige comité interscolaire écoles libres pour 672.200,00 art. 24 / 70008 / 95801
Begrotingsraming - Init. begroting 2024 - Aanwending van een voorziening geschillen comite interscolaire vrije scholen voor 672.200,00 art. 24 / 70008 / 95801

(58) Prévision budgétaire - Budget initial 2024 - Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 30.000,00 art. 24 / 87903 / 99801
Begrotingsraming - Init. Begroting 2024 - Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 30.000,00 art. 24 / 87903 / 99801

(59) Prévision budgétaire - Budget initial 2024 - Reprise de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2018 pour 2.000.000,00 art. 24 / 04003 / 99802
Begrotingsraming - Init. Begroting 2024 - Terugneming een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2018 voor 2.000.000,00 art. 24 / 04003 / 99802

(60) Prévision budgétaire - Budget initial 2024 - Reprise de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2019 pour 2.000.000,00 art. 24 / 04003 / 99802
Begrotingsraming - Init. Begroting 2024 - Terugneming een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2019 voor 2.000.000,00 art. 24 / 04003 / 99802

(61) Prévision budgétaire - Budget initial 2024 - Reprise de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2020 pour 2.000.000,00 art. 24 / 04003 / 99802
Begrotingsraming - Init. Begroting 2024 - Terugneming een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2020 voor 2.000.000,00 art. 24 / 04003 / 99802

(62) Prévision budgétaire - Budget initial 2024 - Reprise de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2021 pour 1.528.450,00 art. 24 / 04003 / 99802
Begrotingsraming - Init. Begroting 2024 - Terugneming een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2021 voor 1.528.450,00 art. 24 / 04003 / 99802

(63) Prévision budgétaire - Budget initial 2024 - Utilisation de provision pour projet européen Response pour 12.750,00 art. 24 / 13903 / 99801
Begrotingsraming - Init. Begroting 2024 - Aanwending van een voorziening voor europese project Response voor 12.750,00 art. 24 / 13903 / 99801

(64) Prévision budgétaire - Budget initial 2024 - Utilisation de provision pour subside LIGHTHOUSES pour 25.000,00 art. 24 / 87903 / 99801
Begrotingsraming - Init. Begroting 2024 - Aanwending van een voorziening voor subsidie LIGHTHOUSES voor 25.000,00 art. 24 / 87903 / 99801

Fonds de réserve ordinaire / Gewone reservefonds

Objet - Doel	Cpte général - Alg. Rekeng.	Date de constitution - Datum toekenning	Opérations - Operaties 2018	Montant au - Bedrag op 31/12/2018	Opérations - Operaties 2019	Montant au - Bedrag op 31/12/2019	Opérations - Operaties 2020	Montant au - Bedrag op 31/12/2020	Opérations - Operaties 2021	Montant au - Bedrag op 31/12/2021	Opérations - Operaties 2022	Montant au - Bedrag op 31/12/2022	Opérations - Operaties 2023	Montant au - Bedrag op 31/12/2023	Opérations - Operaties 2024	Montant au - Bedrag op 31/12/2024
Financement dépenses du service ordinaire - Financiering van uitgaven van de gewone begroting	14104	31/12/2018	20.000.000,00 (1)	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	-5.940.000,00 (3)	14.060.000,00	-7.000.000,00 (4)	7.060.000,00	-7.060.000,00 (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Impact COVID	14104	31/12/2019	0,00	0,00	10.000.000,00 (2)	10.000.000,00	0,00	10.000.000,00	-9.228.000,00 (5) (6)	772.000,00	-772.000,00 (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement dépenses du service ordinaire - Financiering van uitgaven van de gewone begroting	14104	31/12/2022	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7.600.000,00	7.600.000,00	-7.600.000,00 (9)	0,00	0,00	0,00
TOTAL - TOTAAL RESERVES			**20.000.000,00**	**20.000.000,00**	**10.000.000,00**	**30.000.000,00**	**-5.940.000,00**	**24.060.000,00**	**-16.228.000,00**	**7.832.000,00**	**-232.000,00**	**7.600.000,00**	**-7.600.000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Légende / Legenda

(1) Constitution de la réserve / Toekenning van de reserve art. 18 / 06003 / 99401
(2) Constitution de la réserve / Toekenning van de reserve art. 19 / 06003 / 99401
(3) Prélèvement du fonds de réserve pour 5.940.000, 00 - art. 20 / 06003 / 99401
Overboeking op de reservefonds voor 5.940.000,00 - art. 20 / 06003 / 99401
(4) Prélèvement du fonds de réserve pour 7.000.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
Overboeking op de reservefonds voor 7.000.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
(5) Prélèvement du fonds de réserve pour 2.228.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
Overboeking op de reservefonds voor 2.228.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
(6) Prélèvement du fonds de réserve pour 7.000.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
Overboeking op de reservefonds voor 7.000.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
(7) Prélèvement du fonds de réserve pour 7.060.000, 00 - art. 22 / 06003 / 99401
Overboeking op de reservefonds voor 7.060.000,00 - art. 22 / 06003 / 99401
(8) Prélèvement du fonds de réserve pour 772.000,00 - art. 22 / 06003 / 99401
Overboeking op de reservefonds voor 772.000,00 - art. 22 / 06003 / 99401
(9) Prévisions budgétaires - Modifications budgétaires 2023 : Prélèvement du fonds de réserve pour 7.600.000,00 - art. 23 / 06003 / 99401
Begrotingsramingen - Begrotingswijzigingen 2023 : Overboeking op de reservefonds voor 7.600.000,00 - art. 23 / 06003 / 99401

Fonds de réserve extraordinaire / Buitengewone reservefonds

Objet - Doel	Cpte général - Alg. Rekeng.	Date de constitution - Datum toekenning	Opérations - Operaties 2016	Montant au - Bedrag op 31/12/2016	Opérations - Operaties 2017	Montant au - Bedrag op 31/12/2017	Opérations - Operaties 2018	Montant au - Bedrag op 31/12/2018	Opérations - Operaties 2019	Montant au - Bedrag op 31/12/2019	Opérations - Operaties 2020	Montant au - Bedrag op 31/12/2020	Opérations - Operaties 2021	Montant au - Bedrag op 31/12/2021	Opérations - Operaties 2022	Montant au - Bedrag op 31/12/2022	Opérations - Operaties 2023	Montant au - Bedrag op 31/12/2023	Opérations - Operaties 2024	Montant au - Bedrag op 31/12/2024
Financement travaux Logements sociaux - Financiering werken Sociale huisvestingen	14105	2003	0,00	15.000.000,00	0,00	15.000.000,00	-15.000.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement achat terrain nouveau bâtiment administratif BRUCITY - Financiering aankoop terrein nieuw administratief gebouw BRUCITY	14105	2016	30.000.000,00 (1)	30.000.000,00	-16.231.250,15 (2)	13.768.749,85	0,00	13.768.749,85	0,00	13.768.749,85	0,00	13.768.749,85	0,00	13.768.749,85	-13.768.749,85 (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement aménagements spécifiques nouveau bâtiment administratif BRUCITY - Financiering specifieke aanleg nieuw administratief gebouw BRUCITY	14105	2017	0,00	0,00	20.000.000,00 (3)	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	-20.000.000,00 (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds de réserve extraordinaire - Buitengewone reservefonds	14105	2018	0,00	0,00	0,00 (7)	0,00	10.000.000,00 (4)	10.000.000,00	0,00	10.000.000,00	0,00	10.000.000,00	0,00	10.000.000,00	-4.500.000,00 (7)	5.500.000,00	0,00	5.500.000,00	0,00	5.500.000,00
TOTAL - TOTAAL RESERVES			**30.000.000,00**	**45.000.000,00**	**3.768.749,85**	**48.768.749,85**	**-5.000.000,00**	**43.768.749,85**	**0,00**	**43.768.749,85**	**0,00**	**43.768.749,85**	**0,00**	**43.768.749,85**	**-38.268.749,85**	**5.500.000,00**	**0,00**	**5.500.000,00**	**0,00**	**5.500.000,00**

Légende / Legenda

(1) Constitution d'un fonds de réserve extrordinaire à partir d'excédent du service ordinaire (art. 16/10403/95501) pour financement de l'achat du terrain du nouveau bâtiment administratif BRUCITY
Toekenning van een buitengewone reservefonds via batig resultaat van de gewone dienst (art. 16/10403/95501) voor de financiering van de aankoop van het nieuw administratief gebouw BRUCITY
(2) Prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire pour le financement de l'achat du terrain du nouveau bâtiment administratif BRUCITY
Overboeking op de buitengewone reservefonds voor de financiering van de aankoop van het terrein van het nieuw administratief gebouw BRUCITY (art. 17/10403/99551)
(3) Constitution d'un fonds de réserve extraordinaire à partir d'excédent du service ordinaire (art.17/10403/95501) pour financement des aménagements spécifiques du nouveau bâtiment administratif BRUCITY
Toekenning van een buitengewone reservefonds via batig resultaat van de gewone dienst (art. 17/10403/95501) voor de financiering van de specifieke aanleg van het nieuw administratief gebouw BRUCITY
(4) Constitution d'un fonds de réserve extraordinaire à partir d'excédent du service ordinaire (art.18/06003/95501) en prévision du financement de diverses dépenses extraordinaires
Toekenning van een buitengewone reservefonds via batig resultaat van de gewone dienst (art. 18/06003/95501) in het vooruitzicht van de financiering van de verscheidene buitengewone uitgaven
(5) Prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire pour le financement de l'achat du terrain du nouveau bâtiment administratif BRUCITY
Overboeking op de buitengewone reservefonds voor de financiering van de aankoop van het terrein van het nieuw administratief gebouw BRUCITY (art. 22/10433/99551)
(6) Prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire pour le financement des aménagements spécifiques du nouveau bâtiment administratif BRUCITY
Overboeking op de buitengewone reservefonds voor de financiering van de aankoop van de specifieke inrichtingen van het nieuw administratief gebouw BRUCITY (art. 22/10433/99551)
(7) Prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire
Overboeking op de buitengewone reservefonds (art. 22/13703/99551)

4.1 CARACTERISTIQUES DE LA VILLE

4.2 TABLEAU DU PERSONNEL COMMUNAL

4.3 ANALYSE DU TAUX DE REALISATION BUDGETAIRE POUR LES COMPTES 2020-2021-2022

4.4 TABLEAU PREVISIONNEL EN MATIERE DE DEPENSES EXTRAORDINAIRES D'INVESTISSEMENT – SEC 2010

4.5 BUDGET 2024 SOUS FORMAT SEC

4.1 CARACTERISTIQUES DE LA VILLE

Le dynamisme financier d'une commune est fortement influencé par des éléments de diverses natures. D'aucuns représentent le potentiel fiscal de la commune, d'autres au contraire influencent fortement les dépenses.

Population et structure démographique

Année	Nombre d'habitants	Croissance par rapport à l'année précédente	< 19 ans	> =19 ans et <=65 ans	> 65 ans
2001	134.348		22,70%	58,60%	18,70%
2002	136.730	1,74%	22,70%	58,60%	18,70%
2003	139.501	1,99%	24,70%	58,50%	16,80%
2004	141.235	1,23%	24,42%	62,08%	13,49%
2005	142.887	1,16%	22,36%	64,93%	12,71%
2006	145.880	2,05%	25,05%	62,14%	12,81%
31/12/2007	148.734	1,92%	23,87%	64,31%	11,82%
31/12/2008	152.849	2,69%	23,85%	63,96%	12,19%
31/12/2009	157.394	2,89%	23,93%	64,89%	11,18%
31/12/2010	161.771	2,71%	23,97%	64,38%	11,65%
08/12/2011	166.418	2,79%	23,95%	64,49%	11,56%
31/12/2012	166.466	0,03%	24,25%	65,09%	10,65%
04/12/2013	168.218	1,04%	24,47%	64,92%	10,62%
21/11/2014	174.276	3,48%	24,45%	65,23%	10,32%
16/11/2015	176.336	1,17%	24,72%	64,22%	11,05%
27/10/2016	175.077	-0,72%	24,92%	63,92%	11,16%
2017	174.117	-0,55%	24,96%	64,15%	10,90%
31/12/2018	182.484	4,59%	24,53%	65,19%	10,28%
2019	185.142	1,44%	24,29%	64,69%	11,02%
31/12/2020	184.835	-0,17%	24,08%	64,84%	11,08%
31/12/2021	187.820	1,59%	24,67%	64,39%	10,94%
04/12/2022	192.112	2,23%	23,29%	66,56%	10,15%
28/11/2023	198.596	3,26%	22,75%	67,03%	10,22%

Enseignement communal - nombre d'élèves

Année scolaire	Nombre d'éleves - Total	Croissance par rapport à l'année précédente	Nombre d'élèves maternel	Nombre d'élèves primaire	Nombre d'élèves enseignement spécial	Nombre d'élèves ens. Secondaire	Nombre d'élèves promotion sociale + artistique	Nombre d'élèves en supérieur	Cours d'adultes
2001-2002	32.073	-1,47%	4.796	8.464	855	8.814	6.146	2.947	51
2002-2003	32.634	1,72%	4.805	8.486	893	8.838	6.300	3.272	40
2003-2004	33.667	3,07%	4.824	8.736	899	9.089	6.697	3.344	40
2004-2005	34.175	1,49%	4.881	8.786	907	9.298	7.014	3.249	40
2005-2006	35.146	2,76%	4.903	8.858	939	9.429	7.605	3.412	0
2006-2007	35.388	0,68%	5.005	8.886	946	9.312	8.009	3.230	0
2007-2008	35.029	-1,02%	5.047	8.903	964	9.139	8.234	2.742	0
2008-2009	37.285	6,05%	4.971	9.003	841	9.310	10.418	2.742	0
2009-2010	38.206	2,41%	5.096	8.900	951	9.070	11.486	2.703	0
2010-2011	41.426	7,77%	5.085	9.016	962	9.138	14.159	3.066	0
2011-2012	41.892	1,11%	5.076	9.117	977	9.315	14.208	3.199	0
2012-2013	43.881	4,53%	5.098	9.206	961	9.396	15.859	3.361	0
2013-2014	47.378	7,38%	5.101	9.231	965	9.677	18.788	3.616	0
2014-2015	48.541	2,40%	5.216	9.424	1.002	9.589	19.668	3.642	0
2015-2016	47.099	-3,06%	5.115	9.227	966	9.361	19.092	3.338	0
2016-2017	49.769	5,36%	5.051	9.440	707	9.495	21.323	3.753	0
2017-2018	50.876	2,18%	4.949	9.382	692	9.649	23.212	2.992	0
2018-2019	52.817	3,67%	4.832	9.181	713	9.773	23.419	3.911	0
2019-2020	52.305	-0,98%	4.942	9.290	677	9.729	23.752	3.915	0
2020-2021	49.758	-5,12%	4.882	8.834	607	9.888	21.584	3.963	0
2021-2022	50.659	1,78%	4.759	8.681	595	10.079	22.659	3.886	0
2022-2023	48.651	-4,13%	4.650	8.581	662	10.080	20.616	4.062	0
2023-2024	48.151	-1,04%	4.505	8.473	583	10.166	20.279	4.145	0

Fiscalité - centimes additionnels

Date	Nombre de centimes additionnels Précompte immobilier	% impôts personnes physiques
01/01/2016	2950	6
01/01/2017	2950	6
01/01/2018	2950	6
01/01/2019	2950	6
01/01/2020	2950	6
01/01/2021	2950	6
01/01/2022	2950	6
01/01/2023	2950	6
01/01/2024	2950	6

Caractéristiques voiries de la commune

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
surface totale (HA)	3260	3260	3260	3260	3260	3260	3260	3260	3260
voirie de la région (KM)	55	55	55	55	55	55	55	55	55
voirie de la commune (KM)	5	5	5	5	5	5	5	5	5
autres (KM)	236	236	236	236	236	236	236	236	236

COMMUNE / GEMEENTE : Ville de Bruxelles / Stad Brussel

PERSONNEL STATUTAIRE
STATUTAIR PERSONEEL

Situation au / Toestand op : 30/06/2023

Fonction Functie	Cadre Kader	Effectif Effectief		Dont en disponibilité (inclus dans "Effectif") In disponibiliteit (zijn in "Effectief" inbegrepen)		Genre Geslacht				Domicile Woonplaats			
						F/V		M/M		Région BXL Brussels Gewest		Hors Région BXL Buiten Brussels Gewest	
	Unités Aantal personen	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE
NIVEAU A	**563**	**345**	**325,87**	**0**	**0**	**195**	**181,65**	**150**	**144,22**	**176**	**165,67**	**169**	**160,2**
A11	2	1	1			0	0	1	1	1	1	0	0
A10	1	0	0			0	0	0	0	0	0	0	0
A9	11	8	8			3	3	5	5	5	5	3	3
AM8	1	0	0			0	0	0	0	0	0	0	0
A8	5	5	5			3	3	2	2	2	2	3	3
A7	37	28	27,7			11	10,9	17	16,8	11	10,8	17	16,9
A6	46	26	25,52			11	10,8	15	14,72	10	9,52	16	16
AM1	9	7	4,5			6	4	1	0,5	3	1,8	4	2,7
A5	8	5	3,8			1	0,8	4	3	0	0	5	3,8
A4	104	73	68,57			35	32,77	38	35,8	26	23,3	47	45,27
A3	0	0	0			0	0	0	0	0	0	0	0
A2	17	12	12			5	5	7	7	9	9	3	3
A1	322	180	169,78			120	111,38	60	58,4	109	103,25	71	66,53
NIVEAU B	**436**	**244**	**229,84**	**0**	**0**	**174**	**162,64**	**70**	**67,2**	**127**	**122**	**117**	**107,84**
B4-5	53	35	33,87			22	20,87	13	13	15	14,8	20	19,07
B1-3	383	209	195,97			152	141,77	57	54,2	112	107,2	97	88,77
NIVEAU C	**1197,5**	**782**	**731,93**	**0**	**0**	**613**	**567,25**	**169**	**164,69**	**431**	**402,04**	**351**	**329,91**
C4-5	106	71	65,97			57	51,97	14	14	29	27,8	42	38,17
C1-3	871,5	549	505,35			420	380,67	129	124,69	301	273,8	248	231,56
C431	0	1	1			1	1	0	0	0	0	1	1
C131-331	220	161	159,61			135	133,61	26	26	101	100,44	60	59,18
NIVEAU D	**846**	**538**	**525,04**	**0**	**0**	**63**	**60,9**	**475**	**464,14**	**325**	**318,94**	**213**	**206,1**
D4-5	102	78	75,37			4	3,8	74	71,57	34	33,27	44	42,1
D1-3	744	444	433,67			44	42,1	400	391,57	281	275,67	163	158
D131-331	0	16	16			15	15	1	1	10	10	6	6
NIVEAU E	**317**	**332**	**328,4**	**0**	**0**	**45**	**43,4**	**287**	**285**	**283**	**280,6**	**49**	**47,8**
E4-5	32	13	12,4			9	8,4	4	4	9	8,6	4	3,8
E1-3	285	319	316			36	35	283	281	274	272	45	44
TOTAL GENERAL ALGEMEEN TOTAAL	**3359,5**	**2241**	**2141,08**	**0**	**0**	**1090**	**1015,84**	**1151**	**1125,25**	**1342**	**1289,25**	**899**	**851,85**

Veuillez svp respecter scrupuleusement le format de l'annexe.

Gelieve het format van deze bijlage precies te volgen aub.

COMMUNE / GEMEENTE : Ville de Bruxelles / Stad Brussel

PERSONNEL CONTRACTUEL
CONTRACTUEEL PERSONEEL

Situation au / Toestand op : 30/06/2023

Fonction Functie	Effectif Effectief						Genre Geslacht				Domicile Woonplaats			
	ACS GESCO's		Autres contractuels subventionnés Andere gesubsidieerde contractuelen		Contractuels à charge de la commune Contractuelen ten laste gemeente		F/V		M/M		Région BXL Brussels Gewest		Hors Région BXL Buiten Brussels Gewest	
	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE
NIVEAU A	**0**	**0**	**25**	**23,5**	**270**	**249,7**	**184**	**168,55**	**111**	**104,65**	**231**	**214,9**	**64**	**58,3**
A11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A9	0	0	0	0	4	3,5	2	2	2	1,5	3	3	1	0,5
A8	0	0	0	0	1	1	0	0	1	1	1	1	0	0
A7	0	0	0	0	5	5	3	3	2	2	4	4	1	1
A6	0	0	0	0	17	17	12	12	5	5	15	15	2	2
AM1	0	0	0		8	2,9	6	2,2	2	0,7	6	2,1	2	0,8
A5	0	0	0	0	1	1	0	0	1	1	0	0	1	1
A4	0	0	0	0	5	5	5	5	0	0	4	4	1	1
A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A2	0	0	0	0	3	3	2	2	1	1	3	3	0	0
A1	0	0	25	23,5	226	211,3	154	142,35	97	92,45	195	182,8	56	52
NIVEAU B	**0**	**0**	**17**	**17**	**207**	**194,6**	**147**	**136,4**	**77**	**75,2**	**170**	**161,8**	**54**	**49,8**
B4-5	0	0	0	0	3	3	1	1	2	2	2	2	1	1
B1-3	0	0	17	17	204	191,6	146	135,4	75	73,2	168	159,8	53	48,8
NIVEAU C	**34**	**33,6**	**30**	**28,8**	**659**	**608,77**	**530**	**487,84**	**193**	**183,32**	**543**	**504,07**	**180**	**167,09**
C4-5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
C1-3	34	33,6	30	28,8	499	470,43	415	391,74	148	141,09	396	376,47	167	156,36
C131-331	0	0	0	0	160	138,34	115	96,1	45	42,23	147	127,6	13	10,73
NIVEAU D	**41**	**39,2**	**16**	**16**	**313**	**242,62**	**236**	**176,36**	**134**	**121,46**	**301**	**239,62**	**69**	**58,2**
D4-5	0	0	0	0	1	1	0	0	1	1	1	1	0	0
D1-3	41	39,2	16	16	224	209,7	161	149,1	120	115,8	221	210,9	60	54
D131-331	0	0	0	0	88	31,92	75	27,26	13	4,66	79	27,72	9	4,2
NIVEAU E	**0**	**0**	**73**	**66,9**	**872**	**840,04**	**595**	**564,14**	**350**	**342,8**	**759**	**730,7**	**186**	**176,24**
E4-5	0	0	1	1	32	31	26	25	7	7	19	18,8	14	13,2
E1-3	0	0	72	65,9	840	809,04	569	539,14	343	335,8	740	711,9	172	163,04
TOTAL GENERAL ALGEMEEN TOTAAL	**75**	**72,8**	**161**	**152,2**	**2321**	**2135,73**	**1692**	**1533,29**	**865**	**827,43**	**2004**	**1851,09**	**553**	**509,63**

Veuillez svp respecter scrupuleusement le format de l'annexe.

Gelieve het format van deze bijlage precies te volgen aub.

	2020					2021					2022				
	Crédit budgétaire	Engagements	Imputations	Rapport imputations / crédit budgétaire	Rapport imputations / engagements	Crédit budgétaire	Engagements	Imputations	Rapport imputations / crédit budgétaire	Rapport imputations / engagements	Crédit budgétaire	Engagements	Imputations	Rapport imputations / crédit budgétaire	Rapport imputations / engagements
Ordinaire	**852.640.229,70**	**862.216.147,30**	**838.461.959,66**	**98,34%**	**97,24%**	**865.753.100,61**	**888.454.350,33**	**885.261.596,18**	**102,25%**	**99,64%**	**912.023.727,33**	**937.114.865,06**	**911.308.455,58**	**99,92%**	**97,25%**
Dépenses ordinaires personnel	418.850.752,99	413.495.160,32	409.604.000,91	97,79%	99,06%	424.178.291,82	431.563.263,82	428.224.844,35	100,95%	99,23%	451.517.738,81	462.703.983,84	457.321.680,37	101,29%	98,84%
Dépenses ordinaires fonctionnement	103.564.994,04	96.705.617,25	90.637.176,71	87,52%	93,72%	105.311.582,95	101.592.221,17	95.025.741,49	90,23%	93,54%	111.210.552,49	107.480.387,86	98.093.226,58	88,20%	91,27%
Dépenses ordinaires transferts	266.117.743,89	289.379.074,94	275.591.649,79	103,56%	95,24%	270.211.804,34	291.553.368,03	298.276.972,89	110,39%	102,31%	280.491.150,28	300.580.195,63	289.612.146,28	103,25%	96,35%
Dépenses ordinaires dette	64.106.738,78	62.636.294,79	62.629.132,25	97,70%	99,99%	66.051.421,50	63.745.497,31	63.734.037,45	96,49%	99,98%	68.804.285,75	66.350.297,73	66.281.402,35	96,33%	99,90%
Extraordinaire	**200.614.118,85**	**180.711.066,93**	**116.983.884,53**	**58,31%**	**64,74%**	**168.220.309,35**	**147.402.270,97**	**126.645.692,43**	**75,29%**	**85,92%**	**400.245.448,01**	**317.755.467,32**	**286.633.186,08**	**71,61%**	**90,21%**
Dépenses extraordinaires investissements	185.157.906,90	161.244.020,58	98.052.063,50	52,96%	60,81%	149.635.798,00	122.375.164,62	105.779.767,01	70,69%	86,44%	371.564.954,09	291.508.468,42	262.629.247,09	70,68%	90,09%
Dépenses extraordinaires transferts	15.456.211,95	14.083.356,35	13.548.131,03	87,65%	96,20%	14.584.511,35	17.791.756,35	16.865.925,42	115,64%	94,80%	13.944.993,92	11.861.498,90	10.618.588,99	76,15%	89,52%
Dépenses extraordinaire dette	0,00	5.383.690,00	5.383.690,00	-	100,00%	4.000.000,00	7.235.350,00	4.000.000,00	100,00%	55,28%	14.735.500,00	14.385.500,00	13.385.350,00	90,84%	93,05%

	2020			2021			2022		
	Crédit budgétaire	Droits constatés nets	Rapport droits constatés nets / crédit budgétaire	Crédit budgétaire	Droits constatés nets	Rapport droits constatés nets / crédit budgétaire	Crédit budgétaire	Droits constatés nets	Rapport droits constatés nets / crédit budgétaire
Ordinaire	**847.265.896,83**	**844.375.613,32**	**99,66%**	**844.235.946,02**	**858.520.610,99**	**101,69%**	**896.700.722,10**	**937.160.298,71**	**104,51%**
Recettes ordinaires prestations	58.141.021,64	51.333.991,24	88,29%	51.609.944,25	43.893.731,70	85,05%	56.063.447,10	56.379.298,92	100,56%
Recettes ordinaires transferts	772.741.629,30	773.871.262,56	100,15%	776.543.655,88	798.863.573,18	102,87%	825.025.643,87	865.410.269,93	104,89%
Recettes ordinaires dette	16.383.245,89	19.170.359,52	117,01%	16.082.345,89	15.763.306,11	98,02%	15.611.631,13	15.370.729,86	98,46%
Extraordinaire	**200.614.118,85**	**43.184.503,52**	**21,53%**	**168.220.309,35**	**79.806.570,75**	**47,44%**	**361.976.698,16**	**128.390.013,30**	**35,47%**
Recettes extraordinaires transferts	51.397.165,00	35.812.412,75	69,68%	38.788.716,55	13.462.709,19	34,71%	37.029.525,05	31.739.176,29	85,71%
Recettes extraordinaires dette	149.124.953,85	7.204.698,96	4,83%	129.413.842,80	66.042.970,56	51,03%	314.888.611,01	96.601.821,00	30,68%
Recettes extraordinaires investissements	92.000,00	167.391,81	181,95%	17.750,00	300.891,00	1695,16%	10.058.562,10	49.016,01	0,49%

SEC 2010 : Tableau prévisonnel en matière de dépenses extraordinaires d'investissement

		A	B	C	D	E	F	G
	Code écon	Exercices antérieurs		Exercice en cours		Prévision Budget		Total imput
		N-1 (solde eng)	N-1 (imput prev)	N (engag prev)	N (imput prev))	Budget (=CT 91)	N+1 (imput)	B+D+F
Non-valeurs		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	70-	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains et bâtiments		**51.874.371,90**	**24.364.189,94**	**9.461.552,91**	**3.967.851,85**	**127.226.775,90**	**7.973.105,71**	**36.305.147,50**
Achats	71-	1.222.686,58	122.268,66	253.150,00	151.890,00	2.087.825,00	2.087.825,00	2.361.983,66
Aménagements terrains	721	889.061,36	133.359,20	48.611,12	46.180,57	1.313.000,00	91.910,00	271.449,77
Constructions	722	26.540.350,33	13.270.175,17	422.922,35	42.292,23	39.832.095,68	318.656,77	13.631.124,17
Aménagements batiments	723	13.031.147,00	7.167.130,85	411.563,30	123.468,99	37.651.500,00	705.965,63	7.996.565,47
Maintenance bâtiments	724	9.495.381,76	3.323.383,62	6.499.322,12	2.599.728,85	42.709.738,70	4.441.812,82	10.364.925,29
Maintenance terrains	725	695.744,87	347.872,44	1.825.984,02	1.004.291,21	3.632.616,52	326.935,49	1.679.099,14
Voirie		**16.566.007,82**	**7.826.526,87**	**188.457,34**	**91.978,67**	**19.071.227,15**	**4.077.192,70**	**11.995.698,24**
Voirie	731	14.521.041,13	7.260.520,57	165.957,34	82.978,67	11.417.227,15	2.397.617,70	9.741.116,94
Infrastructure	732	107.967,66	32.390,30	22.500,00	9.000,00	474.000,00	23.700,00	65.090,30
Plans	733	709.363,55	42.561,81	0,00	0,00	1.615.000,00	403.750,00	446.311,81
Plantations	734	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Entretien	735	1.227.635,48	491.054,19	0,00	0,00	5.565.000,00	1.252.125,00	1.743.179,19
Autres		**8.433.119,84**	**3.794.903,93**	**12.850.070,84**	**8.995.049,58**	**47.854.750,00**	**10.767.318,75**	**23.557.272,26**
Autres investissements	74-	8.433.119,84	3.794.903,93	12.850.070,84	8.995.049,58	47.854.750,00	10.767.318,75	23.557.272,26
TOTAL		**76.873.499,56**	**35.985.620,74**	**22.500.081,09**	**13.054.880,10**	**194.152.753,05**	**22.817.617,16**	**71.858.118,00**

Colonne A : montant **prévisionnel** au 31.12.23 des crédits reportés du compte 2022 (tous exercices confondus) et qui ne seront pas imputés en 2023.
Colonne B : montant des imputations prévues lors de l'exercice budgétaire 2024 et portant sur le montant prévisionnel des engagements des exercices antérieurs restant ouverts au 31.12.23.
Colonne C : montant prévisionnel au 31.12.23 des engagements 2023 qui ne seront pas imputés à la clôture de l'exercice.
Colonne D : Montant des imputations prévues lors de l'exercice 2024 et portant sur le montant prévisionnel des crédits engagés lors de l'exercice en cours et non clôturés au 31.12.23.
Colonne E : prévision budgétaire de l'exercice 2024.
Colonne F : prévisions **d'imputation** des articles budgétaires 2024 qui seront engagés lors de ce même exercice.
Colonne G : il s'agit du montant total des imputations prévues en 2024 quelque soit l'exercice d'origine des engagements ou, en d'autres termes, du total des colonnes B, D et F.

Commune: Ville de Bruxelles

Présentation SEC du budget 2024

Service ordinaire	2024	en €
Recettes		**1.073.657.301,13**
60	Prestations	70.346.808,00
61	Transferts	987.043.117,19
62	Dette	16.267.375,94
Dépenses		**1.122.583.374,75**
70	Personnel	540.509.817,70
71	Fonctionnement	143.167.001,24
72	Transfert	347.782.375,92
7X	Dette	91.124.179,89
Solde ordinaire	**A**	**-48.926.073,62**
Service extraordinaire	**2024**	en €
Recettes		23.118.254,09
80	Transferts	23.108.154,09
81	Investissements	10.100,00
Dépenses		120.204.697,77
90	Transferts	48.346.579,79
91(cf. tableau imputations)	**Investissements**	71.858.117,98
Solde extraordinaire	**B**	**-97.086.443,68**
Amortissement dette		61.710.183,61
911-01		59.868.490,03
911-03		1.841.693,58
911-06		0,00
Total amortissements	**C**	**61.710.183,61**
Solde SEC	**(A+B)+C**	**-84.302.333,69**

Service ordinaire
Recettes - Droits constatés nets
Dépenses - Prévisions d'imputation des dépenses en ce compris les reports selon l'analyse éffectuée dans l'annexe 4

Service extraordinaire
Recettes de subside - Code totalisateur 80
Ce montant sera adapté en fonction des hypothèses de réalisation du programme d'investissement 2024 et des différents projets
Le montant repris sous le code totalisateur 91 est le résultat final de la colonne G du tableau d'imputations

5. EVOLUTION DE LA DETTE PAR ORGANISME FINANCIER

5. Evolution de la dette par organisme financier - Evolutie van de schuld per financieel organisme

5.1. TOTAUX A CHARGE DE LA COMMUNE - TOTALEN TEN LASTE VAN DE STAD

	solde restant dû au 01/01/2024 - nog terug te betalen op 01/01/2024	amortissements 2024 - aflossingen 2024	intérêts 2024 - interesten 2024	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
Les emprunts existants - bestaande leningen	367.529.198,48 €	51.596.811,04 €	7.271.893,84 €	58.868.704,88 €
Argenta	7.467.050,12 €	1.344.493,72 €	11.020,92 €	1.355.514,64 €
Belfius	279.985.407,83 €	37.581.473,50 €	5.583.783,41 €	43.165.256,91 €
BNP Paribas Fortis	1.333.215,22 €	1.333.215,22 €	12.226,32 €	1.345.441,54 €
ING	63.882.760,45 €	8.564.802,36 €	1.172.089,83 €	9.736.892,19 €
KBC	14.860.764,86 €	2.772.826,24 €	492.773,36 €	3.265.599,60 €
La durée moyenne - de gemiddelde looptijd	**15,86**	**ans / jaar**		
Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet	**2,01**	**%**		

+

	avant le 31/12/2023 - voor 31/12/2023	amortissements 2024 - aflossingen 2024	intérêts 2024 - interesten 2024	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
Les emprunts à contracter avant 31/12/2023 - Te contracteren leningen voor 31/12/2023	99.941.457,98 €	6.930.547,94 €	5.506.523,07 €	12.437.071,01 €
INV2017 - 5 ans / INV2017 5 jaar - ING	10.195.514,23 €	2.039.102,86 €	527.611,98 €	2.566.714,84 €
INV2017 - 10 ans / INV2017 10 jaar - KBC	11.342.672,99 €	1.134.267,30 €	592.087,53 €	1.726.354,83 €
INV2017 - 15 ans / INV2017 15 jaar - ING	8.546.194,86 €	569.746,31 €	452.264,62 €	1.022.010,93 €
INV2017 - 20 ans / INV2017 20 jaar - BELFIUS	39.314.842,20 €	1.965.742,11 €	2.094.694,79 €	4.060.436,90 €
INV2017 - 25 ans / INV2017 25 jaar - BELFIUS	30.542.233,70 €	1.221.689,36 €	1.839.864,15 €	3.061.553,51 €
La durée moyenne - de gemiddelde looptijd	**18,44**	**ans / jaar**		
Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet	**4,59**	**%**		

+

	dans le courant de 2024 - in de loop van 2024	amortissements 2024 - aflossingen 2024	intérêts 2024 - interesten 2024	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
Les emprunts à contracter en 2024 - Te contracteren leningen in 2024	66.548.073,33 €	- €	1.778.674,72 €	1.778.674,72 €
INV2018 - 5 ans / INV2018 5 jaar	21.227.804,71 €	- €	548.951,02 €	548.951,02 €
INV2018 - 10 ans / INV2018 10 jaar	12.886.633,07 €	- €	336.341,12 €	336.341,12 €
INV2018 - 15 ans / INV2018 15 jaar	8.222.595,40 €	- €	217.569,86 €	217.569,86 €
INV2018 - 20 ans / INV2018 20 jaar	15.351.668,52 €	- €	408.968,45 €	408.968,45 €
INV2018 - 25 ans / INV2018 25 jaar	8.859.371,63 €	- €	266.844,27 €	266.844,27 €
La durée moyenne - de gemiddelde looptijd	**13,33**	**ans / jaar**		
Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet	**4,45**	**%**		

=

Total emprunts contractés et à contracter ***(hors FRBRTC)*** ***- Totaal van de opgenomen en van de op te nemen leningen*** ***(zonder FRRTC)***	**534.018.729,79 €**	**58.527.358,98 €**	**14.557.091,63 €**	**73.084.450,61 €**

5.1.b TOTAUX DES EMPRUNTS FRBRTC - TOTALEN VAN DE LENINGEN BGHGT

	solde restant dû au 01/01/2024 - nog terug te betalen op 01/01/2024	amortissements 2024 - aflossingen 2024	intérêts 2024 - interesten 2024	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
Les emprunts FRBRTC	25.099.572,74 €	1.341.131,05 €	1.253.687,02 €	2.594.818,07 €
La durée moyenne - de gemiddelde looptijd	**20,00**	**ans / jaar**		
Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet	**5,00**	**%**		

5.2. TOTAUX A CHARGE DE L'ETAT - TOTALEN TEN LASTE VAN DE STAAT

	solde restant dû au 01/01/2024 - nog terug te betalen op 01/01/2024	amortissements 2024 - aflossingen 2024	intérêts 2024 interesten 2424	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
Les emprunts existants - bestaande leningen	- €	- €	- €	- €
Belfius	- €	- €	- €	- €

La durée moyenne - de gemiddelde looptijd . **ans / jaar**

Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet **0,00** **%**

5.3 TOTAUX DES EMPRUNTS IRIS - TOTALEN VAN DE IRIS-LENINGEN

	solde restant dû au 01/01/2024 - nog terug te betalen op 01/01/2024	amortissements 2024 - aflossingen 2024	intérêts 2024 interesten 2424	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
Les emprunts IRIS - IRIS leningen	7.467.359,43 €	2.578.854,62 €	373.367,96 €	2.952.222,58 €

La durée moyenne - de gemiddelde looptijd **20,00 ans / jaar**

Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet **5,00 %**

5.4 TOTAUX DE TOUS LES EMPRUNTS - TOTALEN VAN ALLE LENINGEN

	Durée moyenne - Gemiddelde looptijd	Taux moyen - Gemiddelde rentevoet	solde restant dû au 01/01/2024 - nog terug te betalen op 01/01/2024	amortissements 2024 - aflossingen 2024	intérêts 2024 - interesten 2024	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
Tous les emprunts existants à charge de la Ville ***Alle bestaande leningen ten laste van de Stad***	***15,86***	***2,01%***	367.529.198,48 €	51.596.811,04 €	7.271.893,84 €	58.868.704,88 €
Les emprunts à contracter avant 31/12/2023 ***Te contracteren leningen voor 31/12/2023***	***18,44***	***4,59%***	99.941.457,98 €	6.930.547,94 €	5.506.523,07 €	12.437.071,01 €
Les emprunts à contracter en 2024 à charge de la Ville ***De te contracteren leningen in 2024 ten laste van de Stad***	***13,33***	***4,45%***	- €	- €	1.778.674,72 €	1.778.674,72 €
Les emprunts FRBRTC ***De BGHGT leningen***	***20,00***	***5,00%***	25.099.572,74 €	1.341.131,05 €	1.253.687,02 €	2.594.818,07 €
Les emprunts à charge de l'état ***De leningen ten laste van de staat***	***0,00***	***0,00%***	- €	- €	- €	- €
Les emprunts IRIS ***de IRIS-leningen***	***20,00***	***5,00%***	7.467.359,43 €	2.578.854,62 €	373.367,96 €	2.952.222,58 €
			=			
Tous les emprunts ***Alle leningen***	***16,20***	***2,25%***	500.037.588,63 €	62.447.344,65 €	16.184.146,61 €	78.631.491,26 €

6. AUTRES ANNEXES :

6.1 OBJECTIFS ANNUELS EN MATIERE D'EVOLUTION DU STATUT PECUNIAIRE, DE STATUTARISATION, D'OCTROI DE PRIMES, DE FORMATION, DE MOBILITE INTERNE, DE DIVERSITE

6.2 NOTE DU CPAS "ARTICLE 60 "

6.3 ESTIMATION DES BESOINS DE POSTES ART 60§7 LOI ORGANIQUE – ANNEXE B6 CPAS

6.4 RAPPORT VISE A L'ART. 26 BIS§5 RELATIF AUX ECONOMIES D'ECHELLE ET AUX SUPPRESSIONS DES DOUBLES EMPLOIS OU CHEVAUCHEMENTS D'ACTIVITES DU CPAS ET DE LA VILLE DE BRUXELLES

6.1 Objectifs annuels en matière d'évolution du statut pécuniaire, de statutarisation, d'octroi de primes, de formation, de mobilité interne, de diversité.

6.1.1 Département Ressources Humaines (hors Instruction publique)

Introduction

Depuis la modification du statut administratif et pécuniaire du personnel statutaire et contractuel de la Ville de Bruxelles du 1er janvier 2017, le protocole d'accord 2021/1 conclus en fin d'année 2021 marquera, par les volets couverts, les années budgétaires 2021 à 2025. En effet, cet accord englobe un ensemble de mesures visant à améliorer les conditions salariales du personnel communal de l'ensemble de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le déménagement vers le nouveau centre administratif réalisé à l'automne 2022 concerne plus de 1.500 agents. Ce projet ambitieux implique non seulement un changement de lieu de travail, mais va aussi renforcer une manière différente de travailler (cf. NWOW) que la Ville a déjà commencé à mettre en place, notamment par l'instauration du télétravail et une digitalisation accrue.

Statutarisation

L'un des objectifs fondamentaux du nouveau statut, qui consistait à augmenter le taux de statutarisation sur la base d'une politique de recrutement et de statutarisation adaptée, a été atteint:
2020 : 130 nominations
2021 : 113 nominations
2022 : 130 nominations
2023 (au 31/07) : 49 nominations et 140 stagiaires en vue d'une nomination définitive.

Sur base des nouveaux cadres organiques et tenant compte des emplois contractuels et subsidiés qui ne peuvent pas être exercées par des statutaires, le taux de statutarisation se situe à 80%.

En 2022, le nombre de mouvements du personnel par mobilité interne interdépartementale a concerné 46 membres du personnel. Le nombre de recrutements externes s'est élevé à 308 travailleurs en 2022 (dernière année complète).

Évolution salariale

o Revalorisation des rémunérations du personnel – protocole d'accord sectoriel 2021/1

Le protocole d'accord sectoriel 2021/1 autorise des avancées barémiques et non-barémiques qui s'étalent sur la période 2021 à 2025 incluse. Son champ d'application correspond au personnel des communes (hors personnel enseignant ou rémunéré sur base des échelles de l'enseignement), des CPAS (y compris les art. 60, sauf pour la branche d'aide à la pension), des associations « chapitre XII » non hospitalières et du Mont-de-Piété.

Le contenu de l'accord se compose de 4 volets :
- augmentation barémique
- allongement des échelles
- augmentation du montant des chèques-repas
- aide à la pension complémentaire pour tous les contractuels

Pour rappel, le protocole prévoit les évolutions suivantes dès 2021 :
- augmentation barémique des niveaux D et E
- élargissement de la pension complémentaire à tous les contractuels

En 2022, sont venus s'ajouter les mesures suivantes :
- augmentation barémique du niveau C
- augmentation des chèques-repas de 6 à 8 EUR

En 2023, une revalorisation barémiques des niveaux A et B a été implémentée ainsi qu'un allongement d'échelle d'une biennale pour tous les niveaux.

L'accord prévoit une intervention de la Région Bruxelles-Capitale par le biais d'une dotation qui sera versée annuellement et dont le montant et la clé de répartition sont fixés dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 octobre 2021.

En ce qui concerne la Ville (hors Instruction publique et Régie Foncière), la dotation de la Région pour 2024 est estimée à 8.300.000 EUR.

o Budget des dépenses de personnel

Le budget des dépenses du personnel évolue d'environ 2,84% pour tenir compte de l'évolution des salaires et leur indexation.

Subsides régionaux

o Abonnements STIB

Depuis le 01/01/2018, l'abonnement STIB délivré aux membres du personnel est remboursé à hauteur de 100% compte tenu de la subvention régionale. La recette y relative inscrite au budget s'élève à 1,1 million d'euros.

o Plan de diversité

La Ville a mis en place un nouveau plan de diversité et d'inclusion pour la période 2023-2025 (cf. ordonnance RBC du 04/09/2008).
La recette inscrite au budget pour l'application de l'ordonnance «Madrane» s'élève à 100. 000 EUR.

o Allocation de bilinguisme

La recette prévue inscrite au budget pour les bénéficiaires d'une allocation de bilinguisme en 2024 s'élèverait à 2,1 millions d'euros.

o Statutarisation

La recette inscrite au budget pour les membres du personnel qui deviennent statutaires s'élèvent à 0,4 million d'euros.

Prestations réduites pour les métiers pénibles

Depuis le 01/01/2022, les agents à temps plein de plus de 60 ans dont la pénibilité du travail est reconnue pourront demander à bénéficier d'une réduction d'un cinquième de leur temps de travail sans qu'il n'y d'impact sur leur salaire.

Formation

En matière de formation du personnel, la Ville dispose de plans de formation biennaux depuis 2014. Un quatrième plan de formation pour 2022-2023 a été élaboré en concertation avec les partenaires sociaux. La Ville disposera de plus de salles de formation dans le nouveau Centre administratif, d'une équipe complète pour organiser ces formations. Vu la conjoncture actuelle le budget pour 2024 est fixé à 400.000 EUR.

Un nouveau type de formation est proposé depuis le 01/10/2018, avec un processus d'apprentissage hybride. Il s'agit d'une formule pédagogique combinant différentes sessions en ligne et des formations où un formateur est physiquement présent.

Une plateforme e-learning a été implémentée depuis l'année 2021 permettant de développer l'apprentissage en ligne. Les employés auront la possibilité de développer leurs compétences à leur rythme et à des moments choisis par eux-mêmes. Cet outil d'apprentissage en ligne sera principalement axé sur la connaissance de la matière.

Evaluation du personnel

Une nouvelle campagne d'évaluation a débuté dans le courant de l'année 2022 et s'étalera jusqu'en 2024.

Personnel communal détaché auprès d'ASBL	
Grade	ASBL
Secrétaire	Service d'Aide aux Seniors Bruxellois
Employé	Centrale de l'Emploi
Employé auxiliaire technique	Les Brigittines
Employé	Centrale de l'Emploi
Secrétaire d'administration	Maison de la création
Secrétaire	Rizome
Secrétaire	Centrale de l'Emploi
Secrétaire d'administration	Centrale de l'Emploi
Secrétaire d'administration	Service d'Aide aux Seniors Bruxellois
Secrétaire	Service d'Aide aux Seniors Bruxellois
Assistant	Service d'Aide aux Seniors Bruxellois

6.1.2 Instruction Publique

Objectifs annuels en matière d'évolution du statut pécuniaire, de statutarisation, d'octroi de primes, de formation, de mobilité interne, de diversité.

Évolution du statut pécuniaire

Le budget en dépenses de personnel pour 2024 est de 47.285.100 EUR soit une augmentation de 6,4% par rapport à 2023 (hors traitements des enseignants). Ce qui représente 72,1% de notre budget total.

L'augmentation s'explique principalement par une indexation (3,26% sur le budget 2023). La révision barémique qui concerne les niveaux B et A (de 2 à 6%) a aussi un impact.

Suite au succès rencontré, le Département Instruction publique continue la mise en place d'équipes volantes d'instituteurs, d'auxiliaires d'éducation dans les écoles d'enseignement fondamental et d'éducateurs dans les écoles d'enseignement secondaire. Depuis peu, la fonction de secrétaire volant a également été créée. Ces engagements exceptionnels sont financés sur fonds propres puisque ces emplois vont au-delà des normes de subventionnement fixées par la Communauté française ou par la Vlaamse Gemeenschap.

Évolution de la statutarisation

Le Département Instruction publique compte maintenir le principe de la statutarisation en veillant donc à ce que le cadre statutaire soit rempli dès que possible.

L'octroi de primes

Le total des indemnités est budgétisé à 933.600 EUR. L'essentiel de ce montant est consacré aux indemnités de directions (enseignement fondamental et spécialisé) et aux indemnités linguistiques (uniquement pour l'enseignement primaire).

La formation des agents

Le budget formation s'élève à 238.000 EUR. Il s'adresse à toutes les catégories de personnel en fonction des besoins (auxiliaires d'éducation, directeurs d'école, bibliothécaires, …)

Notre politique de mobilité interne

La politique de mobilité interne au sein du Département Instruction publique est limitée par la spécificité en termes de qualification et de statut de la majorité des emplois proposés (médecin, infirmière, bibliothécaire, auxiliaire d'éducation, …). Il y a néanmoins une volonté de favoriser la mobilité pour les postes administratifs sans qualification spécifique.

Le plan diversité

La majorité des agents engagés par le Département Instruction publique proviennent de zones de diversité.

6.2 La note du CPAS détaillant de manière précise les budgets alloués aux dépenses de fonctionnement, d'encadrement et de mise en œuvre de l'emploi d'insertion (art. 60§7)

Au budget 2024, nous prévoyons 730 postes sous contrat d'emploi d'insertion (art. 60§7). La dépense correspondante s'élève à 33.772.000 € dont 14.954.400 € pourront être financés via le subside régional au taux du RI/ERI « famille à charge », 1.442.400 € pour le subside d'économie sociale.
Il est également à noter que le CPAS bénéficie d'une exonération de l'ONSS pour un montant de 6.492.500 €.
Cette dépense comprend un montant de 1.247.300 € pour les chèques repas, transports accordés aux travailleurs en emploi d'insertion (art. 60§7).

Afin d'assurer la mission d'accompagnement des ayants droit du CPAS dans le cadre de leur recherche d'emploi aussi bien dans le cadre du contrat d'emploi d'insertion (via des sélections organisées par notre département en collaboration avec nos partenaires) que sur le marché de l'emploi régulier et des travailleurs en emploi d'insertion, notre département dispose de 126,75 ETP (agents d'insertion, job coach, formateurs, prospecteurs).
La Formation et Emploi du Département de l'Action Sociale est dirigé par une direction générale et un staff de 14 responsables et est soutenu par une équipe administrative et d'accueil de 12 personnes.

En 2024, les activités du département Formation et Emploi seront en partie financées via des subsides dont un subside de 630.900 € accordé par Actiris, cofinancé par le Fonds Social Européen, dans le cadre d'une convention de partenariat. Nous prévoyons également un subside régional de 75.000 € dans le cadre de la Mesure 500 (ateliers de recherche active d'emploi).

En matière de frais de fonctionnement liés aux art.60§7, le budget 2024 prévoit 250.000 € dont 200.000 € de frais de formation.

CPAS/OCMW : Bruxelles / Brussel

		Compte 2022 Rekening 2022	Budget modifié Feuilletons 1 et 2 2023 - Gewijzigde begroting Feuilletons 1 en 2 2023	Budget 2024 Begroting 2024
Nombre annuel articles 60§7 par an (ETP) **Jaarlijks aantal art.6067 (VTE's)**		**603,83**	**1.000,00**	**730,00**
dont art. 60§7 "économie sociale" waaronder art. 60 § 7 "sociale economie" (VTE's)		89,45	135,00	144,00
Art. 60§7 mis à disposition de la commune (ETP) Art. 60§7 ter beschikking van de gemeente (VTE)		76,61	117,00	63,00
Art. 60§7 mis à disposition du CPAS (ETP) Art. 60§7 ter beschikking van het OCMW (VTE)		295,15	398,10	376,00
Rémunération du personnel art. 60§7 **Bezoldiging van het personeel art. 60§7**		**25.053.863,44**	**42.472.400,00**	**33.772.000,00**
Traitements (y compris pécule de vacances et allocation de fin d'année)	33350/05, 33490/21,11100/17, 11200/17	18.879.140,59	31.721.600,00	25.410.600,00
Cotisations patronales versées à l'ONSSAPL Werkgeversbijdragen gestort aan de RSZPPO	11300/17	4.177,16	2.950,00	1.400,00
Cotisations patronales non-versées à l'ONSSAPL Werkgeversbijdragen niet gestort aan de RSZPPO	concerne l'exonération : calcul 28,86% sur les salaires comme pour les contractuels. Il reste 0,01% à charge du CPAS - betreft vrijstelling : berekening 28,86% over lonen zoals bij de contractuelen. Er blijft 0,01% ten laste van het OCMW.	4.695.179,95	8.278.100,00	6.492.500,00
Primes syndicales - Vakbondspremies	11300/17	34.493,55	46.550,00	34.900,00
Autres cotisations (assurances, service social collectif, médecine du travail, ...) - Andere bijdragen (verzekeringen, collectieve sociale dienst, arbeidsgeneeskunde, ...)	11700/17, 11800/17, 11900/17	443.991,23	714.600,00	585.300,00
Autres interventions dans la rémunération (chèques repas, transport, ...	11500/17	996.880,96	1.708.600,00	1.247.300,00
Frais de fonctionnement liés aux art.60§7 **Frais de fonctionnement liés aux art.60§7**		**171.070,28**	**245.000,00**	**250.000,00**
Indemnités et coûts divers Vergoedingen en diverse kosten	84492X/12100/01 Frais de déplacement, de séjour et de services - Verplaatsings-, verblijfs- en dienstkosten	37.267,52	45.000,00	50.000,00
Frais de formation Opleidingskosten	84492X/12300/09	133.802,76	200.000,00	200.000,00
Interventions dans le coût de la rémunération des art. 60§7 **Tussenkomsten in de kostprijs van de bezoldiging van de art. 60§7**		**14.267.758,49**	**27.382.600,00**	**19.607.700,00**
Subside régional (taux ménage RI ou ERI) Gewestelijke subsidie (taux ménage LL en ELL)	46550/05 et 46590/03 de la fonction/van de functie 8320	10.388.559,12	19.716.500,00	14.954.400,00
Subside régional Economie sociale Gewestelijke subsidie Sociale	84492X/46560/05, 84492X/46590/03	983.523,81	1.067.900,00	1.442.400,00
Subsides régionaux spécifiques (formation et soutien financier) Specifieke gewestelijke subsidies (opleiding en financiële steun)	84492x/46500/13	285.719,96	491.600,00	412.800,00
Intervention des utilisateurs Tussenkomst van de gebruikers	84492X/16100/01	2.609.955,60	6.106.600,00	2.798.100,00
Total à charge des pouvoirs locaux **Totaal ten laste van de plaatselijke besturen**		**6.261.995,28**	**7.056.700,00**	**7.921.800,00**
Montant moyen par art. 60§7 **Gemiddeld bedrag per art.60§7**		**10.370,46**	**7.056,70**	**10.851,78**
Personnel du service ISP (admin - TS – ligne hiérarchique / ETP) **Personeel opgenomen in de dienst SPI(admin - maatschappelijk werkers - hiërarchische lijn/VTE)**		**82,86**	**108,18**	**109,15**
Rémunération du personnel ISP - Bezoldiging van het SPI personeel		5.613.413,79	7.268.146,90	7.895.170,07
Coûts indirects (PC, salle, chauffage, etc.) Indirecte kosten (computer, zaal, verwarming, e.d.)				

		Compte 2022 Rekening 2022	Budget modifié Feuilletons 1 et 2 2023 - Gewijzigde begroting Feuilletons 1 en 2 2023	Budget 2024 Begroting 2024
Accompagnateurs art. 60§7 (ETP) **Begeleiders art.60§7 (VTE)**		**20,99**	**18,42**	**17,60**
Rémunération des accompagnateurs Bezoldiging van de begeleiders		1.267.431,31	1.187.635,05	1.276.472,61
Coûts indirects (PC, salle, chauffage, etc.) Indirecte kosten (computer, zaal, verwarming, e.d.)				
Personnel en charge des RH des art. 60§7 (gestion et payroll / ETP) **Personeel belast met de HR van de art. 60§7 (beheer en payroll/VTE)**		**5,13**	**5,10**	**6,10**
Rémunération Bezoldiging		333.014,85	364.900,15	429.021,49
Coûts indirects (PC, salle, chauffage, etc.) Indirecte kosten (computer, zaal, verwarming, e.d.)				
Autres charges (à préciser) **Andere lasten (te verduidelijken)**		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Frais de déplacement Verplaatsingskosten				
Cotisations service médical du travail Bijdragen arbeidsgeneeskundige dienst				
Assurances Verzekeringen				
Frais de chauffage Verwarmingskosten				
Formation professionnelle Beroepsopleidingen				
Loyer Huur				
ETP en charge des art. 60§7 **VTE's belast met art.60§7**		**108,98**	**131,70**	**132,85**
Charges totales (hors rémunération des art. 60§7) **Totale lasten (buiten bezoldiging van art.60§7)**		**7.213.859,95**	**8.820.682,10**	**9.600.664,17**

6.4 Rapport visé à l'art. 26 bis § 5 relatif aux économies d'échelle et aux suppressions des doubles emplois ou chevauchements d'activités du CPAS et de la Ville de Bruxelles

L'article 26 bis, §5 de la loi organique du 08 juillet 1976 concernant les centres publics de l'action sociale prévoit que le comité de concertation veille à ce que soit établi un rapport relatif aux économies d'échelle et aux suppressions des doubles emplois ou chevauchements d'activité du centre public d'action sociale et de la commune.

Il y a lieu de prendre acte de la décision du Conseil de l'Action Sociale qui a donné mandat au Secrétaire général de la Ville et à la Secrétaire générale du CPAS pour réfléchir ensemble au rapprochement possible, voire la mutualisation de certains départements et services entre Ville et CPAS. Cette mission a démarré courant du second trimestre 2023 et se poursuivra toute l'année 2024.

Ci-dessous, un rétroacte des actions déjà menées :

Février 2023 : mise en place de la gouvernance liée à la mutualisation. Les deux Secrétaires Généraux ont été désignés sponsors, tandis qu'un Coreteam a été mis en place pour coordonner la mutualisation. L'ensemble de ces intervenants se réunissent à fréquence régulière dans un Comité de Pilotage.

Depuis février 2023 et durant toute la durée du projet : compilation de lectures et benchmarking mise en place pour s'inspirer des bonnes pratiques liées à des mutualisations déjà finalisées en Flandres, en Wallonie et à Bruxelles.

Mars 2023 : une note conceptuelle reprenant l'accord d'intention entre les deux institutions a été rédigée et adoptée tant par le Collège de la Ville que par le Conseil de l'Action sociale du CPAS.

Avril 2023 : un kick-off réunissant tous les responsables des services supports de la Ville et du CPAS a été lancé.

Juin 2023 : une suite kick-off a permis aux différents responsables de faire l'état de leur réflexion et d'expliquer les synergies qui pouvaient être faites et dans quelle temporalité.

Septembre 2023 : validation par le Comité de pilotage et par le politique des domaines prioritaires selon un échéancier global.

Depuis novembre 2023 : lancement des premiers groupes de travail selon une méthodologie établie par le Coreteam. En 2023, les GT des domaines suivants ont déjà pu être lancés : Imprimerie, Centrale d'achats, Finances & Recettes, RH, Patrimoine Public.

Les travaux se poursuivront en 2024.

Dans le cadre du plan des ainés de la Ville de Bruxelles, les maisons de quartier ont intégré depuis 2022, la reprise et le développement de nombreux plans d'actions pour les seniors.

En 2024, la réflexion se poursuivra pour une reprise du service des aides familiales de la Ville et celui du CPAS au sein des Maisons de Quartier.

7. CIRCULAIRE BUDGETAIRE DU MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE RELATIVE AU BUDGET DE 2024 ET SES ANNEXES

BRUXELLES POUVOIRS LOCAUX
SERVICE PUBLIC RÉGIONAL DE BRUXELLES

CONTACT Direction des Finances locales
Anne WILLOCX
T +32 02/800.33.25
awillocx@sprb.brussels

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Echevins de la Région de Bruxelles-Capitale

Pour information :
A Mesdames et Messieurs les Receveurs communaux
A Mesdames et Messieurs les Inspecteurs Régionaux

NOTRE RÉF. CIRC2023/12

VOTRE RÉF.

CONCERNE **Elaboration des budgets communaux (exercice 2024)**

ANNEXES **Données de contact**
Checklist « Annexes »

BRUXELLES 24 JUIL. 2023

Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,
Mesdames et Messieurs les Echevins,

La présente circulaire a pour objet l'élaboration des budgets communaux de l'exercice 2024.

TABLE DES MATIERES

1. Les budgets communaux 3
1.1 Généralités 3
1.2 Modifications budgétaires et ajustements 4
1.3 Respect du plan comptable 5
1.4 Le budget 5
1.4.1 Budget fonctionnel 5
1.4.2. Budget économique 5
1.4.3. Service extraordinaire 5
1.4.4. Tableau récapitulatif 6
1.4.5. Tableaux du personnel 7
1.4.6. Annexes légales et autres 7
1.5. Normes SEC 2010 8
1.6. Gender budgeting 9
2. Paramètres et taux de croissance 10
2.1. Service ordinaire - recettes 10
2.1.1. Recettes de prestation 10
2.1.2. Recettes de transferts 11
2.1.3. Recettes de dette 12
2.2. Service ordinaire - dépenses 13
2.2.1. Dépenses de personnel : traitements, allocations sociales 13
2.2.2. Dépenses de personnel : cotisations patronales pensions 13
2.2.3. Dépenses de fonctionnement 15
2.2.4. Dépenses de transferts 16
2.2.5. Dépenses de dette 17
3. Transmission 17
Annexe 1 — Personnes de contact 19
Annexe 2 — Liste des documents et annexes obligatoires 21

1. Les budgets communaux

1.1 Généralités

L'article 252 de la nouvelle loi communale impose l'équilibre budgétaire, tant au service ordinaire qu'extraordinaire; en outre, cet équilibre ne peut en aucun cas être fictif.

En vertu de l'article 241§ 1 de la nouvelle loi communale, chaque année, avant le 31 décembre, le conseil communal adopte le budget des dépenses et des recettes de la commune pour l'exercice suivant. [Le budget comprend, sous peine de nullité, les annexes déterminées par le Gouvernement (Ord. 17.07.2020, M.B. 30.07.2020)].

Selon l'alinéa 2 de l'article précité, et afin de présenter des budgets les plus réalistes possibles, il est indispensable que les derniers comptes soient arrêtés au moment du vote du budget. *Ainsi le budget 2024 ne pourrait être adopté par le conseil communal que si les comptes annuels 2022 ont été adoptés définitivement par l'autorité de tutelle.*

Le budget 2024 se base sur les projections financières de la troisième année du plan 2022-2023-2024. Il constitue donc une déclinaison plus détaillée de la troisième année du plan, selon les axes économique et fonctionnel qui tient compte des éléments nouveaux survenus entretemps.

Au service ordinaire, l'équilibre dont il est question concerne tant le résultat de l'exercice propre après prélèvements fonctionnels que le résultat cumulé. Ces derniers concernent ceux effectués sur des provisions ou réserves constituées à des fins spécifiques. Pour rappel, les prélèvements fonctionnels doivent permettre de neutraliser des écritures qui déséquilibrent artificiellement le résultat de l'exercice propre. Ces prélèvements constituent un groupe économique à part entière et ils ne peuvent en aucun cas être assimilés à des recettes ou dépenses de transferts.[1] *De plus, toute recette de prélèvement fonctionnel destinée à financer des dépenses à caractère non-récurrent doit nécessairement être couverte par des dépenses de prélèvement comptabilisées lors d'exercices antérieurs.* Ne seront acceptés que les prélèvements fonctionnels dans le cadre de provisions pour créances douteuses et mise en réserve de subsides liés aux subsides pluriannuels, interventions dans les charges hospitalières et dividendes exceptionnels. *Les fonds de réserves fonctionnels sont établis exclusivement pour des droits constatés à 100% concernant des dépenses à engager sur plusieurs exercices.* Dans la circulaire du 17 mai 2013, je vous invitais à constituer des provisions pour risques et charges dans le cadre des créances non apurées, concernant *notamment* certaines taxes. Afin de ne pas déséquilibrer totalement votre budget, *il est indispensable de* procéder à ces provisions de manière graduelle.

Il pourra toutefois être toléré que l'exercice propre stricto sensu ne soit pas à l'équilibre si des dépenses exceptionnelles, et donc non récurrentes, devaient intervenir et que ces dernières soient couvertes par un prélèvement sur les réserves. Ce prélèvement se fera sur des fonds de réserve généraux disponibles et ne sera en aucun cas considéré comme « fonctionnel ». Ces circonstances seront explicitées dans le rapport accompagnant la délibération adoptant le budget.

Je vous invite également à projeter des montants prévisionnels réalistes pour la mise en irrécouvrables des créances qui ne peuvent plus être perçues.

Au service extraordinaire, l'équilibre structurel doit être respecté , le financement pouvant bien entendu s'opérer par utilisation des réserves et/ou du boni cumulé.

[1] Je vous renvoie à ce sujet aux circulaires du 1er février 2006 et du 17 mai 2013 relatives à la problématique des prélèvements

Conformément à l'article 5 du Règlement général de la Comptabilité communale (RGCC), le budget comprend l'estimation de toutes les recettes et dépenses susceptibles d'être effectuées en cours d'exercice et elles doivent être estimées de manière précise. A défaut d'éléments d'évaluations réglementaires ou d'instructions administratives, il sera référé aux recettes et dépenses effectivement réalisées au compte de l'exercice pénultième.

Conformément à l'article 14 du Règlement général de la Comptabilité communale, lorsque le budget n'est pas encore voté, les crédits provisoires sont arrêtés par le conseil communal. Les crédits provisoires concerneront toutes les dépenses ordinaires. Pour rappel plus aucune différence n'est exercée entre crédits facultatifs et obligatoires.

La présentation et le contenu du budget ordinaire sera conforme à l'arrêté du 20 octobre 2005 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant la présentation du budget des communes de la Région de Bruxelles-Capitale[2].

L'article 96 de la nouvelle loi communale stipule que le projet de budget est accompagné d'un rapport définissant la politique générale et financière de la commune et synthétise la situation de l'administration et de ses affaires ainsi que tous éléments utiles d'information. Ce rapport doit contenir en outre des informations sur la mesure dans laquelle sont pris en compte les aspects sociaux, éthiques et environnementaux dans la politique financière de la commune.

1.2 Modifications budgétaires et ajustements

En vertu de l'article 15 du Règlement général de la Comptabilité communale, les modifications budgétaires sont soumises aux mêmes procédures que celles applicables au budget et toutes les règles de principe applicables au budget intitial de l'exercice sont évidemment transposables aux modifications budgétaires, y compris les règles de tutelle. Elles sont dûment justifiées pour chaque crédit budgétaire.

Conformément à l'article 16 du Règlement précité, les crédits budgétaires nécessaires pour couvrir les dépenses effectuées en vertu de l'article 249 de la nouvelle loi communale et celles effectuées par prélèvement d'office, ainsi que les crédits budgétaires afférents à des recettes imprévues, doivent être inscrits au plus tôt dans les modifications budgétaires.

En vertu de l'article 240 de la nouvelle loi communale, aucune modification budgétaire ne peut être adoptée par le conseil communal postérieurement au 1er juin 2024 si les comptes 2023 n'ont pas encore été votés par le conseil communal.

Les dernières modifications budgétaires adoptées au cours de l'exercice devront parvenir à l'autorité de tutelle au plus tard le 1er novembre 2024, afin de permettre à celle-ci de statuer avant la date de clôture comptable de l'exercice, soit le 31 décembre 2024. Ces modifications seront présentées selon le même modèle que celui du budget initial (justification des adaptations de crédits, tableaux récapitulatifs,...).

Les ajustements de crédits dans les limites de l'article 10 du RGCC ne constituent pas des modifications budgétaires devant être transmises à l'autorité de Tutelle. Ces ajustements seront uniquement

[2] AR du 20 octobre 2005 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant la présentation du budget des communes de la Région de Bruxelles-Capitale

enregistrés dans la comptabilité communale. Les ajustements doivent se faire avant l'utilisation des crédits.

Dans le cadre des chargements des données financières via COMBUD, je vous demande également de procéder comme suit :
Les modifications budgétaires relatives aux services ordinaire et extraordinaire doivent être consolidées dans un seul document. Il s'agit en effet d'une seule modification de votre budget initial. Jusqu'à présent, certaines communes envoyaient simultanément deux modifications budgétaires (l'une pour l'ordinaire et l'autre pour l'extraordinaire), cela crée des souci d'ordre car certains « numéros de modification budgétaire » étaient alors manquants. Dès lors, il n'est pas souhaitable de procéder à un dédoublement des fichiers.

1.3 Respect du plan comptable

L'importance du respect du plan comptable a été soulignée à maintes reprises pour le bon fonctionnement de la base de données des finances communales. Il est primordial que vous respectiez le plan comptable. Je vous invite dès lors à tenir compte des remarques qui vous ont été adressées concernant l'utilisation de codes fonctionnels ou économiques erronés et de procéder aux corrections qui s'imposent.
En cas d'inobservation des prescriptions figurant ci-avant, les budgets seront, le cas échéant, soit réformés, soit improuvés.

1.4 Le budget

1.4.1 Budget fonctionnel

Le budget fonctionnel présente les crédits budgétaires par fonction selon les codes fonctionnels, limités aux trois premiers chiffres, et selon les codes économiques à cinq chiffres.

1.4.2. Budget économique

Le budget économique présente les crédits budgétaires par groupe économique selon les codes économiques à cinq chiffres.

1.4.3. Service extraordinaire

Pour rappel, la présentation fonctionnelle et économique est réservée au service ordinaire puisque la notion de limite de crédits prévue par l'article 10 du RGCC ne concerne que ce service.

Comme pour les années précédentes, il est recommandé aux communes d'être particulièrement vigilantes dans l'établissement des prévisions budgétaires afin d'en garantir toute la crédibilité et la réalisation. Les communes veilleront en outre à ce que la charge qui résulterait du financement par emprunt de tout ou partie du programme des investissements, ne vienne pas créer ou aggraver un déficit budgétaire. Il y a lieu de limiter les charges des nouveaux emprunts au volume des remboursements en capital au cours de l'exercice, afin de stabiliser le poids total de l'encours communal.

J'attire votre attention sur le fait que le solde calculé selon les normes SEC 2010 ne prend pas en compte les emprunts en recettes. Dès lors, afin de tendre vers l'équilibre SEC 2010, les investissements prévus doivent être réalistes et limités aux seuls pouvant être réalisés en cours d'exercice.

L'article 252 de la nouvelle loi communale stipule :

> En aucun cas, le budget des dépenses et des recettes des communes ne peut présenter un solde à l'ordinaire ou à l'extraordinaire en déficit ni faire apparaître un équilibre ou un boni fictif.

Partant de ce principe, le budget extraordinaire doit être à l'équilibre à l'exercice, la commune étant tenue d'inscrire les recettes destinées à financer les investissements annuels portés à son budget.

Mais à la clôture de l'exercice comptable, il est courant que les dépenses aient fait l'objet d'un engagement alors que les emprunts destinés à financer celles-ci n'ont pas encore été commandés et qu'aucun droit n'a donc été constaté.

Ces emprunts seront réinscrits par voie de modification budgétaire lors de la reprise du résultat du compte et ce conformément aux dispositions de l'article 9 du RGCC. Il convient à ce sujet de renvoyer à la circulaire du 4 mai 1999[3] relative à la budgétisation et comptabilisation au service extraordinaire. La réinscription de ces emprunts répond ainsi au prescrit de l'article 5 du RGCC qui précise que le budget comprend toutes les recettes et toutes les dépenses susceptibles d'être effectuées dans le courant de l'exercice financier.

De même, tout subside d'investissement doit faire l'objet d'un droit constaté au service extraordinaire dès la notification de son octroi (et non pas lors de la liquidation de celui-ci par l'autorité subsidiante).

Le 1er janvier 2023, l'ordonnance du 10 décembre 2021 de la gestion des intérêts matériels des communautés cultuelles locales reconnues est entrée en vigueur (voir Moniteur belge du 23 décembre 2021). Par conséquent, à partir de l'exercice budgétaire 2023, les communes ne devaient plus accorder de compensation financière extraordinaire pour les investissements inscrits aux budgets 2023 et suivants des établissements de culte catholique, protestant, anglican et israélite. A partir de l'exercice budgétaire 2023, la Région assurera cette compensation si nécessaire. Dans le programme d'investissements et le budget communal 2024, les communes ne doivent inscrire que les subsides extraordinaires pour les dossiers d'investissements déjà en cours en 2022 (fonction 799 : Cultes). Vous retrouverez les instructions, de la part du Ministre-président et de moi-même comme Ministre chargé des Pouvoirs locaux, concernant la finalisation et le financement par les communes des dossiers d'investissement en cours des établissements de culte, dans la circulaire 2023/11 du 23 juin 2023. Si les communes ont donné l'autorisation pour des travaux planifiés par les établissements de culte et se sont engagées pour le financement avant 2023, il s'agit de dossiers d'investissement en cours et les communes resteront responsables pour leur financement et ce jusqu'à la fin de ces travaux, même après 2023 [4].

1.4.4. Tableau récapitulatif

Il s'agit du tableau récapitulatif par groupe économique et fonction.

---

[3] Circulaire du 4 mai 1999 relative à la budgétisation et comptabilisation au service extraordinaire.

[4] Circulaire du 23 juin 2023 portant sur la finalisation et le financement des dossiers d'investissement en cours et nouveaux des établissements de culte à l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 10 décembre 2021.

Il est toujours fait une distinction entre les prélèvements affectés aux fonctions et les prélèvements généraux de la fonction 060. Le tableau récapitulatif, aussi bien du service ordinaire que du service extraordinaire et comme que prévu dans l'article 1,3° de l'arrêté du 20 octobre 2005 précité doit être établi conformément à l'annexe à l'arrêté précité et dans lequel une distinction est faite entre les prélèvements fonctionnels et les prélèvements généraux de la fonction 060.

1.4.5. Tableaux du personnel

Les tableaux repris en *annexe B1A et B1B* seront complétés, sur support informatique, avec les données au 30 juin 2023. Nous vous demandons de fournir les comptages en équivalents temps plein *et* en effectifs. Ceci pour éviter toute confusion sur la manière dont les colonnes doivent être remplies. Je vous invite dès lors à accorder le plus grand soin lors de la rédaction de ces tableaux. Les personnes mises en disponibilité, soit sur base volontaire précédant la pension, soit pour cause de maladie de longue durée, seront reprises dans les comptages. Leur nombre total sera toutefois mentionné dans le tableau pour information.

1.4.6. Annexes légales et autres

Pour rappel, le point de départ du délai de tutelle est la date de réception de l'ensemble des documents requis. L'absence totale ou partielle de ces documents entraînera ipso facto le refus de réception par l'autorité de tutelle au sens de l'article 4 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la région de Bruxelles-Capitale.

Les documents énumérés ci-dessous font partie intégrante du budget et doivent donc être *obligatoirement* transmis:

- le rapport visé à l'article 96 de la nouvelle loi communale ;
- le rapport visé à l'article 12 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;
- le procès-verbal du comité de concertation commune-CPAS fixant l'intervention communale; qui indiquera notamment le montant de la contribution dans le déficit du CPAS en dehors de la ristourne de la contribution régionale dans l'augmentation barémique du Centre;
- le rapport visé à l'article 26bis§5 de la loi organique qui prescrit que « Le Comité de concertation veille à ce qu'il soit établi annuellement un rapport relatif aux économies d'échelle et aux suppressions des doubles emplois ou chevauchements d'activités du centre public d'action sociale et de la commune. Ce rapport est annexé au budget du centre et au budget de la commune. »
- le descriptif du programme extraordinaire et ses modes de financement;
- l'évolution de la dette communale d'investissement, par organisme financier;
- l'évolution des fonds de réserve (ordinaire ou extraordinaire); cette évolution se basera sur les résultats du compte 2022 adaptés en fonction des résultats budgétés en 2023 et 2024. Il convient de maintenir une concordance logique entre le résultat cumulé affecté par les prélèvements et la hauteur des fonds de réserve. Il se peut que certains prélèvements de 2023 n'aient pas été exécutés; ils concourent toutefois au résultat de l'exercice 2023 repris comme résultat des exercices antérieurs au budget 2024. Afin de garder une cohérence entre résultat cumulé et hauteur des fonds de

réserves, il est donc primordial de calculer ces derniers en fonction de tous les prélèvements budgétés ;

- l'affectation des éventuelles provisions pour risques et charges; leur disponible sera défini de la même façon que pour les fonds de réserve;
- La note du CPAS détaillant de manière précise les budgets alloués aux dépenses de fonctionnement, d'encadrement et de mise en œuvre des articles 60§7 dans le cadre des nouvelles mesures régionales. Ainsi je vous demande de négocier le contenu du canevas ci-joint lors du comité de concertation avec votre CPAS, et de bien vouloir le faire remplir par votre CPAS (voir annexe B6).

J'insiste sur la nécessité d'une parfaite concordance entre les données reprises dans l'ensemble des documents.

1.5. Normes SEC 2010

Les administrations locales sont en terme de comptabilité nationale et de Système européen des comptes – SEC 2010 reprises dans le secteur des Administrations locales (secteurs 1313).

Dans le cadre des accords de coopération relatifs aux trajectoires budgétaires, les régions, en tant que gouvernements de Tutelle respectifs des pouvoirs locaux, se sont engagées à veiller à la stricte observance des normes SEC des comptes des pouvoirs locaux.

L'intégration des communes dans les SEC 2010 ne nécessite en aucune manière de modification de la comptabilité communale, qui est un outil performant permettant aisément la conversion des données comptables et budgétaires en solde SEC 2010.

Pour rappel, la comptabilité SEC (Système Européen des Comptes) est une *comptabilité de flux* qui se base sur les droits constatés nets de l'année en recettes et sur les imputations en dépenses quel que soit l'exercice d'origine de la dépense et *tous services confondus*.

Le financement par emprunts ainsi que le remboursement en capital de ceux-ci ne rentrent pas dans le calcul de ce solde. Il en est de même pour les opérations de prélèvement.

Le budget en tant qu'outil prévisionnel, doit pouvoir également évaluer le solde SEC 2010 qui sera dégagé au compte. En effet, compte tenu des enjeux que représente cette intégration, pour la Région et les communes, nous ne pouvons attendre la transmission des comptes annuels pour évaluer le solde de financement des 19 communes. La Région doit disposer d'une estimation de ce solde en début d'exercice budgétaire.

Dès lors, il vous est demandé de présenter une transposition de votre budget 2024 sur base de la comptabilité SEC. Cette transposition devra être présentée selon le modèle joint en annexe B4 qui est une adaptation de la table de passage établie par l'Institut des Comptes Nationaux.

Pour ce faire, je vous invite à compléter d'abord *l'annexe B2* qui vous permettra de dégager les taux de réalisation pour les 3 derniers exercices disponibles (2020-2021-2022).

La colonne correspondant aux crédits budgétaires doit reprendre ceux renseignés par les budgets initiaux. De plus, la comptabilité SEC étant une comptabilité de flux, toutes les imputations de l'exercice devront être prises en compte quel que soit l'exercice d'origine de la dépense. Les recettes quant à elles devront reprendre uniquement les droits constatés de l'exercice.

Ensuite, je vous invite à compléter *l'annexe B3* qui vous permettra d'estimer les imputations relatives aux dépenses d'investissement, imputations relatives à des engagements reportés des exercices précédents d'une part et d'autre part relatives à des nouvelles dépenses qui sont prévues en 2024.

Les annexes B2 et B3 vous permettront de remplir l'annexe B4 qui représente le budget transposé pour 2024.

La transposition de l'ensemble des recettes ordinaires, des dépenses ordinaires hors amortissements de la dette et des dépenses extraordinaires de transfert devra être réalisée sur base de la moyenne des taux de réalisation des crédits budgétaires pour les derniers comptes connus. En outre, il conviendra de justifier toute prise en compte d'un taux de réalisation autre que le taux de réalisation moyen.

En ce qui concerne la transposition des recettes extraordinaires d'investissement, des recettes extraordinaires de transfert et des amortissements d'emprunts, il conviendra de reprendre les crédits budgétaires 2024.

Enfin, la transposition des dépenses d'investissements devra être réalisée sur base du résultat du tableau prévisionnel des investissements repris en annexe B3 qui sera intégré au code totalisateur 91 du budget transposé.

Si le solde du service ordinaire sous format SEC ne devrait pas s'écarter de manière significative du solde budgétaire, il n'en va pas de même pour le solde du service extraordinaire sur lequel nous vous demandons de porter une attention particulière. Il vous démontrera la nécessité d'établir un programme d'investissements réaliste et d'en mesurer l'impact sur les exercices budgétaires futurs.

Enfin, il vous est rappelé que l'établissement de ce document exige la collaboration de l'ensemble des services communaux et que ce tableau prévisionnel doit devenir un outil de gestion communal.

1.6. Gender budgeting

Le gender budgeting ou budgétisation sensible au genre découle de ce qu'on appelle le « gender mainstreaming ». Le concept de « gender mainstreaming » s'appuie sur la notion de « genre » (*gender* en anglais) qui désigne les différences socialement construites entre les hommes et les femmes par opposition aux différences biologiques qui existent entre les deux sexes. En effet, ce qui est considéré comme masculin ou féminin est déterminé par la société dans laquelle nous vivons. Les études de genre s'intéressent donc à ces différences socialement construites mais affirment également que les rapports sociaux qu'elles sous-tendent ne sont pas égalitaires. La norme implicite est le plus souvent masculine, ce qui peut défavoriser les femmes dans la pratique. C'est donc pour pallier à cette inégalité de genre qu'a été développé le concept de gender mainstreaming.

Le gender mainstreaming ou approche intégrée de la dimension de genre est une démarche qui porte une attention à la dimension de genre et donc à l'égalité entre hommes et femmes tout au long

du processus politique (analyse de la situation, définition de la politique, mise en œuvre, évaluation) et qui concerne tous les acteurs impliqués dans la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques... Cette approche revient à se poser la question de l'impact potentiellement différent pour les femmes et les hommes de toute mesure politique envisagée. Elle devrait devenir un réflexe, un automatisme pour chaque agent impliqué dans les différentes phases du cycle politique.

C'est une approche transversale, car elle s'applique à tous les domaines politiques (ex : emploi, santé, mobilité, ...). C'est également une approche préventive puisque l'objectif est d'éviter que les pouvoirs publics ne mettent en place des politiques qui créent ou accentuent des inégalités entre hommes et femmes.

Prendre en compte le genre dans les politiques signifie également de l'intégrer dans les budgets. C'est cela qui s'appelle « gender budgeting » ou « budgétisation sensible au genre ».

La Région estime qu'il est pertinent de mettre en place une démarche gender budgeting :

- en vue de connaitre les ressources économiques qui sont allouées de manière équitable ou non équitable d'un point de vue du genre ;
- en vue de faciliter la mise en œuvre de la politique de gender mainstreaming, qui repose notamment sur l'analyse genrée du budget ;
- en vue de renforcer la transparence financière du budget communal ;
- en vue d'améliorer l'efficience de la distribution des ressources en comparaison des objectifs politiques poursuivis.

Dans cette perspective, nous vous invitions à produire, toujours sur base volontaire, un budget genré. Pour ce faire, il vous est loisible de vous concentrer dans un premier temps sur les dépenses et le budget d'un seul service ou d'une seule fonction. En annexe B5, vous trouverez des instructions générales quant à la manière de s'y prendre pour genrer un budget.

2. Paramètres et taux de croissance

2.1. Service ordinaire - recettes

2.1.1. Recettes de prestation

Dans le contexte actuel il est plus que jamais nécessaire d'adapter les tarifs de manière régulière. Aussi, en ce qui concerne les prestations administratives résultant d'une demande individuelle, le prix demandé devra au minimum couvrir le coût des prestations fournies par les services communaux. De même, les loyers seront indexés et tout sera mis en œuvre pour en assurer le recouvrement. A services égaux, les recettes de prestations devront être augmentées au minimum de l'inflation sauf indication contraire (voir ci-dessous).

Calculs spécifiques :

Droits de passage gaz et électricité : prévision à recevoir de Sibelga;

Crèches, prégardiennats, prestations d'enseignement : estimation propre, basée sur les réglementations en vigueur, les taux d'occupation et la variation éventuelle du nombre de places ;

Stationnement :

- Les recettes pour la commune de Parking Brussels sont calculées sur base des droits constatés nets moins les frais d'exploitation repris dans le tableau de suivi standardisé de l'Agence *0,85 *0,80.
- Le coefficient de pondération de 80 % est conçu comme une estimation prudente des revenus, compte tenu des éventuels écarts et non-valeurs.
- Pour évaluer les droits constatés restant ouverts par exercice dans sa comptabilité, la commune se base sur une comparaison du tableau de suivi trimestriel de l'Agence avec le droit constaté par exercice dans sa comptabilité. Les nouvelles non-valeurs proposées par l'Agence affectent le résultat net du centre de frais dans l'Agence. Ces non-valeurs doivent alors être déduites des droits constatés restant ouverts à la commune en appliquant le même coefficient de pondération que lors de l'enregistrement des droits constatés de l'exercice concerné.

Autres recettes de prestations : seront maintenues au niveau atteint au compte 2022, avec indexation éventuelle.

2.1.2. Recettes de transferts

Dotation générale aux communes : les estimations ont été communiquées par BPL par email en date du 11 octobre 2021.

Dotation en exécution de l'article 46bis de la loi du 12 janvier 1989 et dotation « eau » : les montants prévisionnels vous seront communiqués ultérieurement par BPL

Contribution de l'autorité supérieure visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale : on tiendra compte d'une indexation de 2% pour 2024.

Fiscalité communale

Les résultats du compte de l'exercice 2022 seront repris avec s'il échet, adaptation à la suite de changements de taux actés ou prévus. Lorsque les règlements-taxes arrivent à échéance, une réflexion doit être menée sur une hausse des taux de certaines taxes comme celles sur les prestations administratives ou l'occupation du domaine public. Les éventuelles majorations feront l'objet d'explications. Pour les taxes visées par l'ordonnance de 2007 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles Capitale, aucune augmentation ne sera admise.

Dans un objectif de planification prudentielle, je vous recommande fortement de prévoir la constitution de provisions pour risques et charges en matière de taxes communales, en cas

de nouvelles taxes communales de révisions pour lesquelles le niveau de perception est sujet à risque.

L'anticipation des besoins de provisionnement permet d'éviter que ceux-ci n'entraînent un déficit au cumulé du service ordinaire.

D'autre part, les communes veilleront tout particulièrement à rendre exécutoires le plus tôt possible au cours de chaque exercice budgétaire les rôles afférents aux taxes spécifiquement communales. Il arrive trop souvent que des rôles ne soient pas rendus exécutoires au cours de l'exercice, ce qui affecte négativement l'équilibre financier des communes.

Précompte immobilier (PRI)

Soit le Revenu cadastral imposable au 1er janvier 2023 hors matériel et outillage x 0.0125 x centimes additionnels/100 x (100-Z)/100 x 2,174 pour 2024.

Z: coefficient de pondération égal à la moyenne arithmétique des pourcentages d'écart entre les prévisions budgétaires et le droit constaté au cours des 5 dernières années.

Je vous rappelle que l'information concernant les données objectives des décomptes des années précédentes ainsi que toute donnée objective disponible auprès de Bruxelles Fiscalité (via les rencontres du Receveur de la commune avec le Comptable des recettes chargés des matières fiscales et/ou via une demande de rendez-vous via l'adresse mail *mycontact@fisc.brussels*) sont des éléments qui pourront éventuellement donner lieu à une adaptation à la hausse ou à la baisse de la prévision élaborée selon la formule proposée lors de modifications budgétaires.

Il est également fortement recommandé d'anticiper dans les projections budgétaires la constitution de provisions pour les montants à percevoir relatifs aux additionnels au précompte immobilier.

Impôt des personnes physiques (IPP)

Pour 2024 : Estimation du SPF Finances x (100-Z)/100

Z : coefficient de pondération égal à la moyenne arithmétique des pourcentages d'écart entre les prévisions du SPF Finances et le droit constaté au cours des 5 dernières années.

L'estimation du Service Public Fédéral Finances sera en principe communiquée aux communes dans le courant du mois d'octobre 2023. Le cas échéant, une régularisation de ladite prévision peut être admise à l'occasion de la plus proche modification budgétaire de l'exercice 2024 sur base du dernier état prévisionnel transmis par le Service Public Fédéral Finances dans le courant du deuxième trimestre de l'exercice 2024.

Les calculs de ces prévisions PRI et IPP seront joints en annexe.

Décimes additionnels à la taxe de circulation : pour 2024 : basé sur 2022

Subsides européens, fédéraux, communautaires et régionaux : les projections tiendront compte des conventions signées, des promesses confirmées et des instructions communiquées par les autorités subsidiantes (exemple : subsides de fonctionnement de l'enseignement par la communauté française revus à la baisse).

2.1.3. Recettes de dette

Les recettes de dettes seront enregistrées conformément aux montants communiqués par les débiteurs de revenus pour autant que ces montants soient compatibles avec ceux effectivement perçus

au cours des exercices précédents. Les intérêts créditeurs seront estimés sur base d'un échéancier de trésorerie.

2.2. Service ordinaire - dépenses

2.2.1. Dépenses de personnel : traitements, allocations sociales

A personnel constant, les prévisions par code économique sont les suivantes :

- Code 111 : Pour 2024 : traitements de juillet 2023 x 12,42 (salaire annuel + programmation sociale) x 1,013 (impact des augmentations barémiques) x Y (indexation). Selon les prévisions actuelles de "l'indice santé", le prochain dépassement de l'indice pivot devrait se produire en novembre 2023. Par conséquent, les salaires dans la fonction publique seraient adaptés au coût de la vie, en d'autres termes augmentés de 2% en janvier 2024. Selon les prévisions actuelles de "l'indice santé", les prochains dépassements de l'indice pivot interviendraient en mars et décembre 2024. (Bureau Fédéral du Plan 04 juillet 2023). Je vous invite néanmoins à consulter régulièrement le site du Bureau fédéral du Plan et à adapter vos prévisions en conséquence.
- Code 112 : suivant code 111

Je rappelle ici la prépondérance des dépenses de personnel dans les budgets communaux. Vu les difficultés à équilibrer le budget, le scénario idéal sera, en ce qui concerne les traitements du personnel non subventionné, de rester dans les limites des crédits prévus en 2023 éventuellement indexés. Seules les dépenses subsidiées à 100% pourront par conséquent être admises en supplément.

2.2.2. Dépenses de personnel : cotisations patronales pensions

Pour les communes affiliées au Fonds de Pension Solidarisé, les cotisations à l'ONSS seront reprises sous le code économique 113-21. Le taux de cotisation de pension de base est fixé à 45% pour l'exercice 2023[5] (dont 7,5% correspondent aux cotisations du personnel en activité) pour toutes les communes, sauf en principe et en vertu des dernières estimations du SFP, les communes de Watermael-Boitsfort, Woluwe-Saint-Lambert et Ganshoren pour lesquelles le taux de base en 2023 est fixé à 42% : toutefois cette réduction n'a pas encore été fixée par arrêté.

L'Arrêté Royal relatif aux cotisations de responsabilisation 2024 n'a pas encore été publié au Moniteur Belge au moment de la rédaction de la présente circulaire. Les communes enregistreront donc sous l'article 000/113-21 la prévision de cotisation de responsabilisation à payer en 2024 qui leur sera communiquée par le Service Fédéral des Pensions. Si telle communication n'est pas parvenue à la commune au moment de l'établissement du budget, il est proposé d'adopter le même mode de calcul que celui repris au dernier arrêté relatif aux cotisations de responsabilisation[6] : dix mensualités, chacune

[5] A.R. du 17 juin 2022 pris pour l'année 2024 en exécution de l'article 16, alinéa 1er, 1), de la loi du 24 octobre 2011 assurant un financement pérenne des pensions des membres du personnel nommé à titre définitif des administrations provinciales et locales et des zones de police locale et modifiant la loi du 6 mai 2002 portant création du fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale et contenant diverses dispositions modificatives

[6] A.R. du 4 mai 2023 en exécution de l'article 21, § 3, alinéa 1er, et § 4, de la loi du 24 octobre 2011 assurant un financement pérenne des pensions des membres du personnel nommé à titre définitif des administrations provinciales et locales et des zones de police locale et modifiant la loi du 6 mai 2002 portant création du fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale et contenant diverses dispositions modificatives.

valant un douzième de 24% du montant de responsabilisation de 2021, à laquelle on ajoutera un montant supplémentaire en tant qu'avance sur l'exercice 2024, en application du principe de la « double mensualité »[7]. Cette dernière est fixée à douze mensualités valant un douzième de 197% du montant de responsabilisation de 2021. En tout, cotisation de responsabilisation et double mensualité vaudront 221% du montant de responsabilisation 2021.

En cas de non-affiliation à l'ONSSAPL, les communes reprendront les estimations renseignées par leur institution de prévoyance et fourniront les pièces justificatives .

Les communes qui assurent elles-mêmes le paiement des pensions non solidarisées par le biais de leur « compte de provisions pour liquidation des pensions non-solidarisées », joindront le budget prévisionnel de celui-ci comme indiqué au point 2.3 de la directive ministérielle du 9 décembre 2011.

Le code 113-22 sera utilisé uniquement pour la budgétisation des pensions non solidarisées. Les communes ayant confié la gestion de leurs pensions à une institution de prévoyance utiliseront le code économique 113-48.

D'autre part, la loi du 30 mars 2018 prévoit un incitant financier pour l'instauration du deuxième pilier de pension pour les contractuels à partir de 2020.

Si votre commune décide d'instaurer ce deuxième pilier, le code à utiliser sera le 113-23 qui est un nouveau code à créer par la firme qui gère le logiciel comptable de la commune, celui-ci se présentera comme suit :

Code	Libelle	D/R	O/E	C. Gén.	C.T.
113-23	Cotisations patronales pour le 2ème pilier en faveur du personnel contractuel	D	O	62423	70

Et en ce qui concerne la comptabilité générale :

Compte général	Libellé	Rubrique du compte résultats	Préfixe C. Partic.	Référ. code écon.
62423	Cotisations patronales pour le 2ème pilier en faveur du personnel contractuel	I.C		O

Les paramètres imposés par la Loi du 30/03/2018 pour bénéficier d'une réduction des cotisations de responsabilisation de minimum 50%[8] sont les suivants :

Régime et taux de la pension complémentaire au bénéfice des agents contractuels donnant droit à une réduction de minimum 50% des cotisations de responsabilisation (Art. 12 de la Loi du 30/03/2018 modifiant l'art. 20 de la Loi du 24/10/2011)

[7] L'art. 25 §4 de la Loi du 30/03/2018 modifiant l'article 21 de la Loi du 24/11/2011 instaure au §4 le paiement d'une mensualité complémentaire aux mensualités de la cotisation de responsabilisation. Il s'agira d'un pourcentage en sus de la cotisation de responsabilisation déjà due. La date à partir de laquelle entrera en vigueur cette « double mensualité» et le pourcentage qui servira pour son calcul seront fixés par Arrêté Royal.

[8] La Loi du 30/03/2018 prévoit une réduction de 50% des cotisations de responsabilisation et la possibilité future de fixer par arrêté un pourcentage supérieur, jamais inférieur, à 50%.

Type de régime	Seuils minimum et maximum donnant droit à la réduction	Date d'entrée en vigueur à partir du 01/01/2021
Contributions définies	***Taux minimum***	**3%**
	Taux Maximum	6%
Cash-Balance*	**Taux minimum**	**3%**
	Taux Maximum	6%
Prestations définies	***Taux minimum***	**6%**
	Taux Maximum	12%

*Cash-balance : engagement de pension mixte, à prestations définies et contributions définies. Les prestations définies étant la capitalisation à un rendement déterminé des contributions versées pour un affilié déterminé. Art. 21 de la Loi du 28/04/2003 sur les pensions complémentaires.

Ces taux sont à appliquer à la masse salariale de *tous* les agents contractuels de la commune.

L'inscription de la cotisation spéciale à l'ONSS de 8,86% sur le montant des pensions complémentaires sera inscrite de préférence au même article budgétaire 113/23 que le montant des cotisations complémentaires à l'assureur. Il est vrai qu'il s'agit d'une cotisation patronale, mais elle concerne un avantage aux travailleurs qui permettra d'obtenir une réduction des cotisations de responsabilisation, le cas échéant.
En effet, ce montant est considéré par la Loi comme un coût de la pension complémentaire au même titre que les cotisations versées aux assureurs et en tant que tel il est déductible à concurrence de 50% des cotisations de responsabilisation : art.12 de la Loi du 30 mars 2018.
Cette pratique garde tout son sens même au cas où les cotisations de responsabilisation ne devraient plus être dues, car elle permet tant à la commune qu'à la Tutelle d'évaluer le coût réel supplémentaire imputable au 2ème pilier pour les contractuels.

2.2.3. Dépenses de fonctionnement

En ce qui concerne les dépenses de fonctionnement, hormis les nouvelles initiatives ou installations à justifier (par exemple, nouvelle crèche ou école), les dépenses électorales et les modifications imposées par les autorités européennes, fédérales, communautaires ou régionales, le principe est celui d'une croissance limitée aux dépenses engagées au compte 2022 en tenant compte de l'inflation. Le Bureau fédéral du Plan prévoit en effet une inflation de *3,9% en 2023 et 3,4 % en 2024, soit **7,4** % par rapport à 2022.*

Lors de modifications budgétaires éventuelles, toute augmentation dans un poste devra nécessairement être compensée par une diminution équivalente dans un ou plusieurs autres postes ou par une augmentation des recettes concomitantes (subsides,...).

Toute prévision supérieure à ces normes doit être justifiée avec précision.

Les coûts énergétiques devront être estimés de la manière la plus précise possible, tenant compte des évolutions récentes de prix, des modalités des contrats d'approvisionnement ainsi que d'éventuels investissements ou autres mesures prises pour limiter la consommation.

2.2.4. Dépenses de transferts

- Couverture du déficit du C.P.A.S.: les prévisions 2024 seront conformes au montant arrêté au Comité de concertation Commune - CPAS. Les procès-verbaux de cette réunion seront annexés au budget 2024. Les représentants de la commune au sein du comité de concertation veilleront à ce que des dépenses du CPAS ne résultant pas de l'exercice des missions qui lui sont légalement dévolues, mais ayant pour effet de majorer l'intervention communale, soient maîtrisées. Les communes prendront également les mesures adéquates en vue d'éviter les doubles emplois au niveau des prestations sociales rendues par les services communaux et par les CPAS et à concrétiser les éventuelles mesures identifiées par le CPAS dans le rapport relatif aux économies d'échelle et aux suppressions des doubles emplois ou chevauchements d'activités du CPAS et de la commune visé à l'article 26bis, §5 de la loi organique. Au cas où le CPAS aurait dégagé un boni afférent à l'exercice précédent, il s'imposerait de réduire à due concurrence le montant de l'intervention communale. Les communes inviteront les CPAS à adopter leurs comptes dans les meilleurs délais.
- Dotation à la zone de police: elle sera conforme pour 2024 à la décision du Conseil de Police et aux normes établies par les autorités compétentes. En l'absence d'informations sur le montant prévu au budget 2024 de la zone de police, la commune inscrira à son budget 2024 le montant prévu en 2023 indexé. Toute discordance au niveau de l'intervention communale entre les deux budgets, sera réglée par une modification budgétaire ultérieure afin de rétablir la concordance des deux montants. De la même façon que pour les CPAS, lorsque le compte de la zone de police dégage un boni, la contribution annuelle sera diminuée à due concurrence. Lorsque les comptes de l'exercice 2022 de la zone ne sont pas arrêtés, la dotation pour l'année 2024 sera limitée à celle inscrite au budget 2023.
- Subsides aux associations et aux ménages: les communes veilleront à ce que les subsides octroyés par une autorité supérieure soient redistribués à des associations bénéficiaires dans le strict respect des affectations fixées par lesdites autorités. Les communes veilleront à appliquer les dispositions reprises dans la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions. Les subsides aux associations ne doivent pas entraîner de bénéfice et doivent par conséquent être adaptés en fonction des besoins de l'association. Les communes ajusteront donc le subside en fonction du compte de résultats et de la trésorerie de l'association afin que celle-ci ne dégage pas de boni ou de réserve grâce à la contribution communale.
- Prime BEHOME : dans un but de cohérence, cette prime doit être comptabilisée à l'article budgétaire 040/331-01 « Subsides et primes directs accordés aux ménages ».
- Subside à la régie autonome: dans le cas où la commune finance le déficit de la régie, le dernier compte de la régie ainsi qu'une explication sur la nature du besoin de cette intervention financière seront joints.
- Stationnement : conformément aux dispositions inscrites aux articles 40 et 41 de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant sur la création d'une agence de stationnement

et de contrôle des règles de stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, lorsque les communes assument elles-mêmes les missions de perception des recettes de stationnement et de contrôle des règles de stationnement, elles doivent verser 15% du bénéfice du stationnement à l'Agence (après déduction des coûts).

- Les communes veilleront à intégrer ce transfert dans le cadre de la confection de leurs budgets et joindront le détail des calculs de ces estimations (recettes – dépenses) en annexe.
- Non-valeurs: afin que le résultat de trésorerie coïncide avec le résultat budgétaire, il est indispensable de procéder régulièrement à la mise en irrécouvrables des créances qui ne peuvent plus être perçues. Ceci concerne tant le service ordinaire que le service extraordinaire. Des montants prévisionnels réalistes doivent par conséquent être projetés *et adaptés systématiquement en cours d'année lors des modifications budgétaires.*

2.2.5. Dépenses de dette

Intérêts débiteurs: suivant l'estimation de l'échéancier probable de la trésorerie communale et de l'évolution des taux d'intérêt.

Charge des emprunts d'investissements : suivant les prévisions des organismes prêteurs tant pour la dette en cours que pour la dette à contracter, en prenant en compte la réalité du décalage entre l'année prévue pour l'investissement et la date de prise d'effet de la charge concomitante d'intérêt et de capital et en tenant compte dans la mesure du possible de l'évolution attendue des taux d'intérêt.

Je vous invite vivement à prendre contact avec le Fonds régional bruxellois de Refinancement des Trésoreries communales dont l'une des missions consiste notamment à conseiller les communes dans la gestion de la trésorerie et de la dette.

3. Transmission

L'arrêté du 20 mars 2008 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant le format informatique des budgets et des comptes des communes de la Région de Bruxelles-Capitale est d'application pour les budgets 2024.

A cet égard, je vous renvoie à la circulaire du 4 décembre 2008 relative à la Base de données des finances communales – Transfert des données.

Ce transfert de données, via "combud", doit se faire *impérativement avant* la transmission des budgets et de leurs annexes. En cas de difficulté de chargement, nous vous invitons à prendre contact avec le helpdesk du SPRB soit par téléphone au 02/204.10.00 soit par mail helpdesk@sprb.brussels en précisant « Combud » dans l'objet.

Les annexes aux budgets, B1 à B6 seront transmises de manière électronique et sous format Excel via l'adresse mail générique financeslocales@sprb.brussels et ce *préalablement* au transmis des documents via la plate-forme BOS-xchange .

Dans un souci de simplification administrative il a été décidé de ne plus demander systématiquement les budgets en version papier.

La transmission des documents sous forme papier est laissée à l'appréciation de la commune.

J'attire votre attention sur le fait que le délai de tutelle ne commencera à courir qu'au moment où le dossier sera complet, c-à-d au moment de la réception des données financières via Combud, des annexes Excel B1 à B6 via l'adresse mail générique financeslocales@sprb.brussels et de la réception des documents complets (délibération signée, budget et les annexes obligatoires) via BOS-xchange.

Finalement, je vous rappelle les dispositions de l'article 112 de la nouvelle loi communale qui prescrivent que, dès loeur approbation par le conseil communal, les documents suivants sont publiés sur le site internet de la commune : les plans communaux de développement et les plans communaux d'affectation du sol, le budget annuel, le plan triennal et les comptes.

Je vous informe également que la présente circulaire ainsi que les annexes seront téléchargeables sur le portail de Bruxelles Pouvoirs Locaux.

Veuillez agréer, Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Échevins, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre chargé des Pouvoirs locaux



Bernard CLERFAYT

Annexe 1
Personnes de contact

Direction des Finances locales : Anne Willocx, Directrice		
Entités		**Agents responsables**
Communes CPAS Régies	Anderlecht	Laurent Demarque Wouter Marcoen Rosalie Reyskens
	Auderghem	Laurent Demarque Wouter Marcoen Rosalie Reyskens
	Berchem-Sainte-Agathe	Angéline Biarent Smaël Ikken Caroline Polizzi
	Bruxelles	Leopoldina Caccia Dominioni Olivier Claeys Quentin de Launois Caroline Oblin
	Etterbeek	Angéline Biarent Smaël Ikken Caroline Polizzi
	Evere	Leopoldina Caccia Dominioni Olivier Claeys Quentin de Launois Caroline Oblin
	Forest	Leopoldina Caccia Dominioni Olivier Claeys Quentin de Launois Caroline Oblin
	Ganshoren	Leopoldina Caccia Dominioni Olivier Claeys Quentin de Launois Caroline Oblin
	Ixelles	Angéline Biarent Smaël Ikken Caroline Polizzi
	Jette	Laurent Demarque Wouter Marcoen Rosalie Reyskens
	Koekelberg	Angéline Biarent Smaël Ikken Caroline Polizzi

	Molenbeek-Saint-Jean	Leopoldina Caccia Dominioni Olivier Claeys Quentin de Launois Caroline Oblin
	Saint-Gilles	Angéline Biarent Smaël Ikken Caroline Polizzi
	Saint-Josse-ten-Noode	Leopoldina Caccia Dominioni Olivier Claeys Quentin de Launois Caroline Oblin
	Schaerbeek	Laurent Demarque Wouter Marcoen Rosalie Reyskens Anne Willems
	Uccle	Leopoldina Caccia Dominioni Olivier Claeys Quentin de Launois Caroline Oblin
	Watermael-Boitsfort	Angéline Biarent Smaël Ikken Caroline Polizzi
	Woluwe-Saint-Lambert	Laurent Demarque Wouter Marcoen Rosalie Reyskens
	Woluwe-Saint-Pierre	Laurent Demarque Wouter Marcoen Rosalie Reyskens
Données de contact		
Biarent Angéline	02 800 33 52	abiarent@sprb.brussels
Bours Mathieu	02 800 35 51	mbours@sprb.brussels
Caccia Dominioni Leopoldina	02 800 34 96	lcacciadominioni@sprb.brus-sels
Claeys Olivier	02 800 32 70	oclaeys@sprb.brussels
de Launois Quentin	02 800 30 32	qdelaunois@sprb.brussels
Demarque Laurent	02 800 38 73	ldemarque@sprb.brussels
Ikken Smaël	02 800 32 73	sikken@sprb.brussels
Marcoen Wouter	02 800 32 82	wmarcoen@gob.brussels
Oblin Caroline	02 800 33 62	coblin@sprb.brussels
Polizzi Caroline	02 800 34 79	cpolizzi@sprb.brussels
Reyskens Rosalie	02 800 34 75	rreyskens@gob.brussels
Willems Anne	02 800 33 01	awillems@gob.brussels
Willocx Anne	02 800 33 25	awillocx@sprb.brussels
Direction des Finances locales		financeslocales@sprb.brussels

Annexe 2
Liste des documents et annexes obligatoires

	Version électronique
Budget 2024	☑(Combud)
Présentation fonctionnelle	☑
Présentation économique	☑
Tableaux récapitulatifs	☑
Rapport visé à l'art. 96 NLC	☑
Rapport visé à l'art. 12 AR du 2 août 1990	☑
Procès-verbal du comité de concertation commune–CPAS	☑
Rapport visé à l'article 26bis§5 de la loi organique	☑
Descriptif du programme extraordinaire et de ses modes de financement	☑
Évolution de la dette communale (par organisme financier)	☑
Évolution des fonds de réserve (et provisions pour risques et charges)	☑
Annexes chiffrées à transférer via l'adresse mail générique financeslocales@sprb.brussels	
B1A et B1B – Tableaux du personnel	☑ (Excel)
B2 – Taux de réalisation	☑ (Excel)
B3 – Tableau prévisionnel	☑ (Excel)
B4 – Solde SEC	☑ (Excel)
B5A – *Gender budgeting* (volontaire)	☑ (Excel)
B6 – Art. 60, § 7	☑ (Excel)

Inhoudstafel

1	Verslag over de begroting 2024	1 – 32
2	Resultaat 2024 – samenvattende staten - gewone en buitengewone begroting	33 – 34
3	Evolutie van de reservefondsen en de voorzieningen voor risico's en lasten	35 – 40
4	*4.1* Karakteristieken van de Stad *4.2* Tabel van het gemeentepersoneel *4.3* Analyse van de budgettaire realisatiegraad op de rekeningen 2020– 2021 – 2022 *4.4* Tabel met ramingen inzake buitengewone investeringsuitgaven – ESR 2010 *4.5* Begroting 2024 in ESR – vorm	41 – 47
5	Evolutie van de schuld per financieel organisme	48 – 51
6	*6.1* Jaarlijkse doelstellingen toegelicht inzake evolutie van bezoldigingsregeling, statutarisering, toekenning van premies, opleiding, interne mobiliteit van het personeel, diversiteit *6.2* OCMW nota "artikel 60" *6.3* Raming van de behoeften van betrekkingen "artikel 60§7 Organiek wet – Bijlag B6 OCMW *6.4* Verslag zoals bedoeld in artikel 26 Bis §5 wordt opgesteld met betrekking tot de schaalvoordelen en het opheffen van overlappingen of het dooreenlopen van activiteiten van OCMW en van STAD Brussel	52 – 58
7	Omzendbrief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking op de begroting 2024 en zijn bijlagen.	59 - 78

1. VERSLAG OVER DE BEGROTING

2024

BEGROTING 2024

De begroting van de Stad: een basisakte van het gemeentelijk beheer

1. Inleiding

Dit document is een synthese van de begroting voor het dienstjaar 2024, zoals bedoeld in artikel 96 van de Nieuwe Gemeentewet.

Het heeft als hoofddoel de aandacht te vestigen op de bijzonderheden van het dienstjaar 2024, de financiële toestand van de Stad te beschrijven en de toekomstperspectieven aan te geven.

De begroting heeft voornamelijk 3 doelstellingen:

- **Ze is allereerst een akte die een wettelijke basis verleent voor de uitvoering van de ontvangsten en de uitgaven;**
- **Ze is vervolgens een beleidsakte die de financiële uitdrukking is van de politiek gevoerd door het College van Burgemeester en Schepenen;**
- **Ze is eveneens een prognose en een instrument van financieel beheer. De begroting geeft het eerste « signaal » en is de eerste « aanwijzer » van de financiële toestand.**

In tegenstelling tot de begroting van ondernemingen of gezinnen, is de gemeentebegroting niet louter indicatief. Zij definieert het kader waarin de openbare gelden zullen besteed worden. De uitvoering van de begroting is onderworpen aan een geheel van regels en verplichtingen die de boekhoudkundige en begrotingstechnieken regelen en de belangrijkste handelingen van de administratie bepalen.

2. De vormgeving en inhoud van de begroting 2024

Op het einde van dit verslag vindt u de gewestelijke omzendbrief aangaande de begroting evenals de bijlagen.

Uitgaand van het feit dat de functionele classificatie een essentiële bron is van politieke, economische of statistische informatie, dringt de voogdijoverheid aan op een strikt en nauwkeurig gebruik van alle beschikbare functionele codes in het boekhoudkundig budgettair plan. Een verveelvoudiging van begrotingsartikels en een eventuele overschatting van de uitgaven moeten immers vermeden worden. Om deze inflatieproblematiek te voorkomen en een correcte inschrijving van de begrotingskredieten te garanderen, werd er sinds 2005, een nieuwe, beperkte maar soepelere vormgeving uitgewerkt voor de gewone begroting.

De gemeenteraadsleden zullen bijgevolg, voor de gewone dienst althans, stemmen over een functionele en een economische begroting, en niet over het detail van de artikels.

De begroting 2024 bevat:

- **de begroting per artikel**

  Dit document bevat het detail van alle begrotingsartikels (codificatie FFFDD/EEEEE) met ernaast, indien nodig, de uitleg inzake de ingeschreven kredieten.

- **de functionele begroting**

  De begrotingsartikels zijn beperkt tot 6 cijfers (FFF/EEE – 3 eerste cijfers van de functionele code - 3 eerste cijfers van de economische code). Het gebruik van de kredieten werd uitgebreid tot de functionele groep en de economische groep.

In deze "omslag" zijn alle verschuivingen van kredieten mogelijk zonder specifieke formaliteiten. Het is slechts in geval van overschrijding van deze "omslag" dat de wettelijke procedure van de begrotingswijzigingen dient opgestart te worden.

Deze flexibiliteit leidt tot een vermindering van het aantal begrotingswijzigingen en laat toch de juiste aanrekening van de uitgaven op de desbetreffende artikels toe.

- **de economische begroting**

  De budgettaire kredieten worden eveneens voorgesteld per economische groep, gesorteerd per economische code van 5 cijfers.

  Deze voorstelling geeft een transversaal zicht op de ontvangsten en uitgaven van de Stad.

- **de samenvattende tabel**

  Dit document is toegevoegd aan de functionele begroting, aan de economische begroting en is eveneens vervat in huidig document (punt 2).

- **de tabel van het personeel**

  De tabel van het personeel vindt men terug onder punt 4 van huidig verslag.
  De berekening van het aantal personeelsleden wordt uitgedrukt in voltijdse equivalenten.

- **het meerjarenplan dat de omschrijving bevat van het programma van de buitengewone begroting en zijn financieringswijzen.**

- **de bijlage "Evolutie van de gemeentelijke investeringsschuld"**

  De bijlage "Evolutie van de gemeentelijke investeringsschuld" geeft, per financieringsorganisme, een overzicht van de evolutie van de gemeenteschuld inzake investeringen.

- **de bijlage " de evolutie van de reservefondsen en de provisies voor risico's en lasten"**

  De bijlage inzake de evolutie van de reservefondsen en de provisies voor risico's en lasten bevat:

  - **De evolutie van de samenstelling en het gebruik van de gewone en buitengewone reservefondsen;**
  - **De evolutie van de samenstelling en het gebruik of de opneming van provisies voor risico's en lasten.**

- **de lijst van de overdrachten**

  De lijst van de overdrachten bevat alle uitgaven van overdrachten die door de Stad in 2024 zullen worden verleend.

- **de bijlagen met betrekking tot het samenstellen van de begroting 2024 op basis van de ESR-normen (Europees systeem van nationale rekeningen)**

3. Voornaamste kenmerken en tendensen van de gewone begroting 2024

3.1. Het economisch belang van de lokale openbare sector

De lokale openbare sector heeft een belangrijke impact op de economische activiteit zowel door zijn uitgaven (personeel, investeringen, enz.) en ontvangsten (belastingen, enz.).

De Stad Brussel is, met haar 9.288 tewerkgestelde personeelsleden, onderwijzend personeel inbegrepen (Politiezone, OCMW en gemeentelijke VZW's niet meegerekend), één van de belangrijkste werkgevers van het Brussels Gewest.

De Stad heeft met een totaal aan begrote uitgaven van 1.083.070.192,10 € op de gewone begroting ook een belangrijke impact op de economische activiteit, zowel op lokaal als op gewestelijk niveau.

3.2. Resultaat van de begroting 2024

Het welslagen van alle opdrachten en de uitvoering van alle projecten die het College van Burgemeester en Schepenen wenst te realiseren, krijgen een financiële vorm door het opmaken en uitvoeren van de begroting.

3.2.1. Resultaat van het dienstjaar 2024

De begroting 2024 wordt met een winst van 37.632,85 € voorgelegd

	BEGROTING 2024
ONTVANGSTEN	1.083.107.824,95
UITGAVEN	1.083.070.192,10
BATIG RESULTAAT	37.632,85

3.3. Resultaten van de begroting in het verleden

De tabel en de grafiek hierna, geven de resultaten van de begroting van de laatste jaren.

De vele crisissen die we ondergaan sinds 2020 (sanitaire crisis, inflatie, geopolitieke conflicten, …) hadden als gevolg dat de Stad Brussel de begrotingen 2020 en 2022 met een negatief resultaat voorstelde.

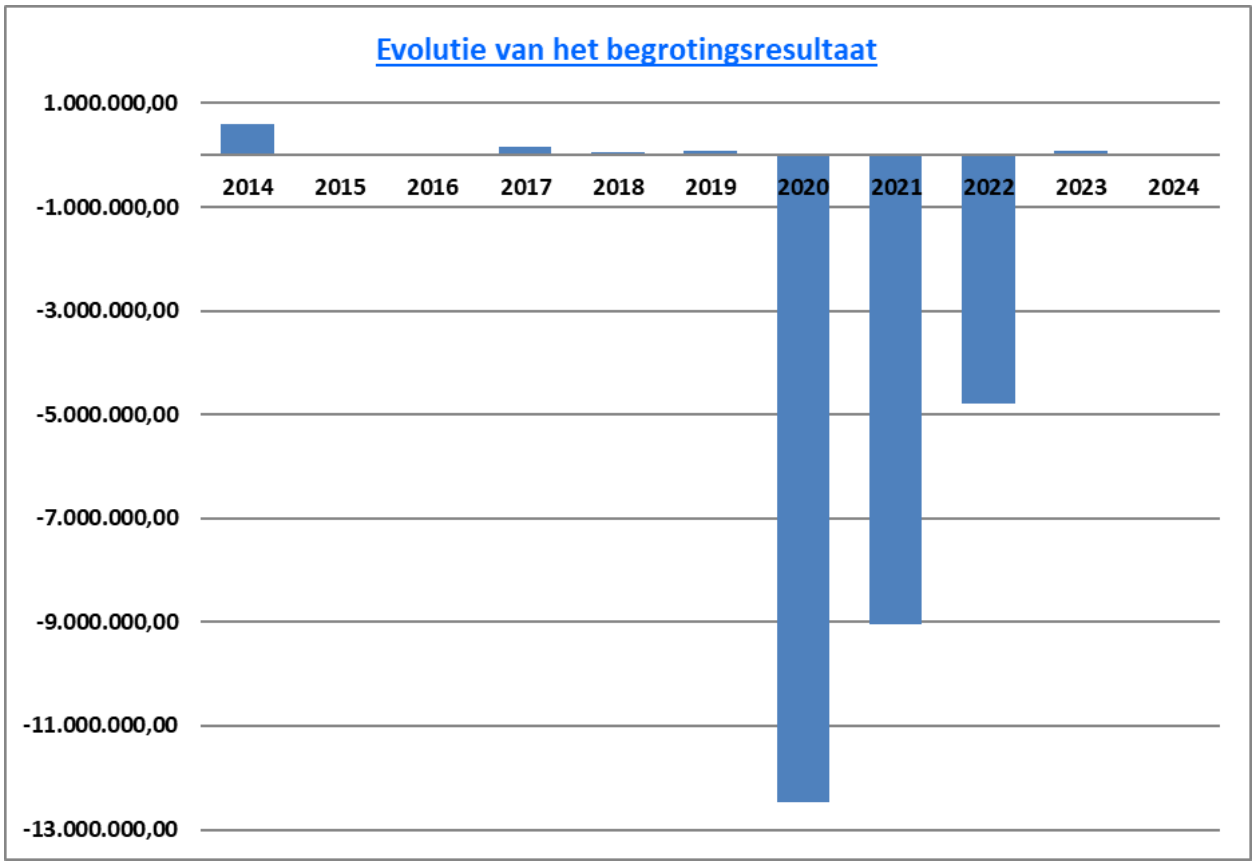
Ondanks dat we nog effecten ondergaan van sommige crisissen heeft de Stad Brussel een begroting 2023 in evenwicht voorgesteld.
Voor de begroting 2024 stelt de Stad Brussel opnieuw een begroting in evenwicht voor.

De economische en sociale omstandigheden blijven moeilijk en beperkend, de inflatie houdt aan, de rente is de afgelopen maanden gestegen maar zal volgens de prognoses in de nabije toekomst stabiel blijven, de energiekosten en de kosten voor diensten en materialen van derden blijven hoog.

Om onze hefbomen te behouden, leveren de Stad Brussel en haar satellietentiteiten zoals het OCMW, de Politiezone en onze verschillende gemeentelijke VZW's inspanningen en evalueren ze de werkings- en overdrachtsuitgaven zo nauwkeurig mogelijk, terwijl ze tegelijkertijd een beleid voeren dat gericht is op het behoud van een voldoende aantal en kwaliteit van het personeel om een kwaliteitsvolle dienstverlening aan onze burgers te bieden en een investeringscapaciteit die in verhouding staat tot onze ambities.

Het doel is om, zelfs binnen dit moeilijk begrotingskader, de werking van de diensten te verzekeren en personeel te behouden om te kunnen reageren op de uitdagingen op administratief niveau, het onderwijs, de kinderopvang, cultuur, sport, preventie en veiligheid van de Stad Brussel.

	Resultaten van de BEGROTING na BW's
2014	590.405,07
2015	11.970,10
2016	42.678,08
2017	160.038,53
2018	50.311,15
2019	85.827,47
2020	-12.480.176,01
2021	-9.054.299,40
2022	-4.779.005,23
2023	84.728,62
2024	37.632,85



3.4. Functionele en economische analyse van de gewone begroting

De analyse van ontvangsten en uitgaven kan vanuit 2 invalshoeken gebeuren: de economische indeling en de functionele indeling.

De functionele indeling van de uitgaven en de ontvangsten betreft alle domeinen waarin een tussenkomst van de Stad gebeurt.

De economische indeling geeft een zicht op de bestemming van de middelen voor wat de uitgaven betreft en een verduidelijking over de oorsprong der middelen voor de ontvangsten.

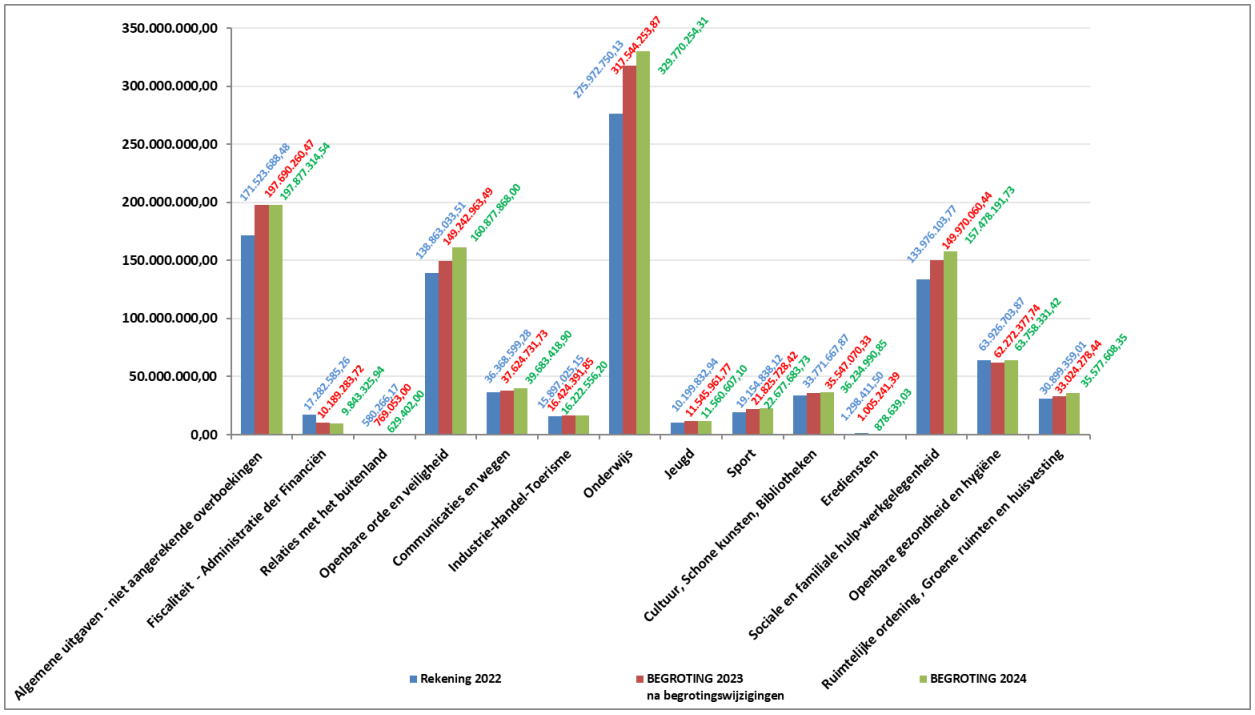
3.4.1. Functionele analyse van de uitgaven en ontvangsten

De functie bepaalt het domein waarin de gemeente optreedt.

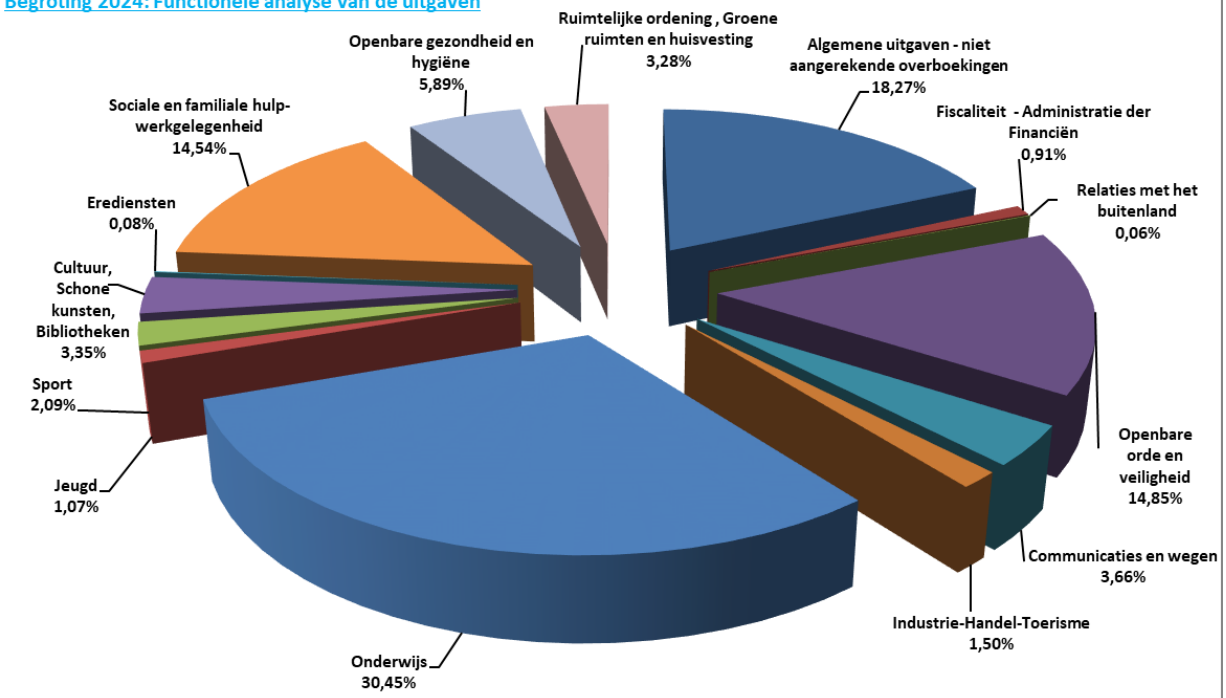
De begroting van de Stad telt 26 functiegroepen die hierna gehergroepeerd werden in 14 functies om de analyse te vereenvoudigen.

De uitgaven (= toepassingsdomeinen)

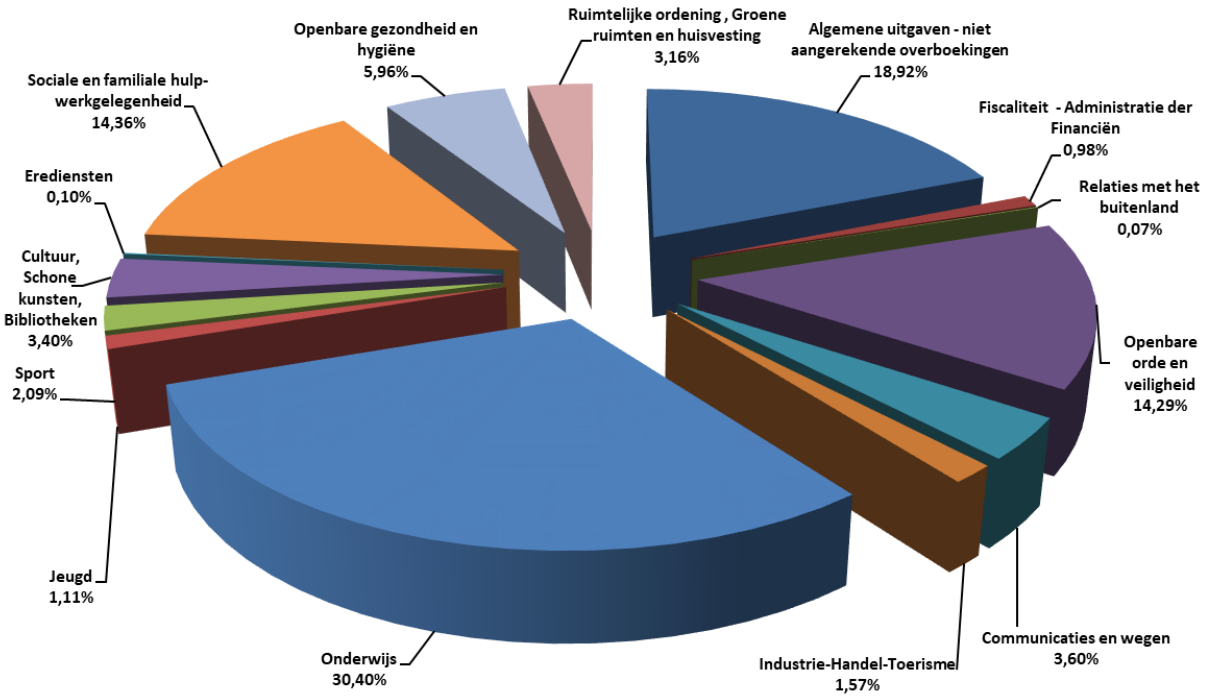
	FUNCTIES	Rekening 2022	%	BEGROTING 2023 na begrotingswijzigingen	%	BEGROTING 2024	%
1	Algemene uitgaven - niet aangerekende overboekingen	171.523.688,48	18,06%	197.690.260,47	18,92%	197.877.314,54	18,27%
2	Fiscaliteit - Administratie der Financiën	17.282.585,26	1,82%	10.189.283,72	0,98%	9.843.325,94	0,91%
3	Relaties met het buitenland	580.266,17	0,06%	769.053,00	0,07%	629.402,00	0,06%
4	Openbare orde en veiligheid	138.863.033,51	14,62%	149.242.963,49	14,29%	160.877.868,00	14,85%
5	Communicaties en wegen	36.368.599,28	3,83%	37.624.731,73	3,60%	39.683.418,90	3,66%
6	Industrie-Handel-Toerisme	15.897.025,15	1,67%	16.424.391,85	1,57%	16.222.556,20	1,50%
7	Onderwijs	275.972.750,13	29,06%	317.544.253,87	30,40%	329.770.254,31	30,45%
8	Jeugd	10.199.832,94	1,07%	11.545.961,77	1,11%	11.560.607,10	1,07%
9	Sport	19.154.838,12	2,02%	21.825.728,42	2,09%	22.677.683,73	2,09%
10	Cultuur, Schone kunsten, Bibliotheken	33.771.667,87	3,56%	35.547.070,33	3,40%	36.234.990,85	3,35%
11	Erediensten	1.298.411,50	0,14%	1.005.241,39	0,10%	878.639,03	0,08%
12	Sociale en familiale hulp-werkgelegenheid	133.976.103,77	14,11%	149.970.060,44	14,36%	157.478.191,73	14,54%
13	Openbare gezondheid en hygiëne	63.926.703,87	6,73%	62.272.377,74	5,96%	63.758.331,42	5,89%
14	Ruimtelijke ordening , Groene ruimten en huisvesting	30.899.359,01	3,25%	33.024.278,44	3,16%	35.577.608,35	3,28%
	Totaal	949.714.865,06	100%	1.044.675.656,66	100%	1.083.070.192,10	100%



Begroting 2024: Functionele analyse van de uitgaven

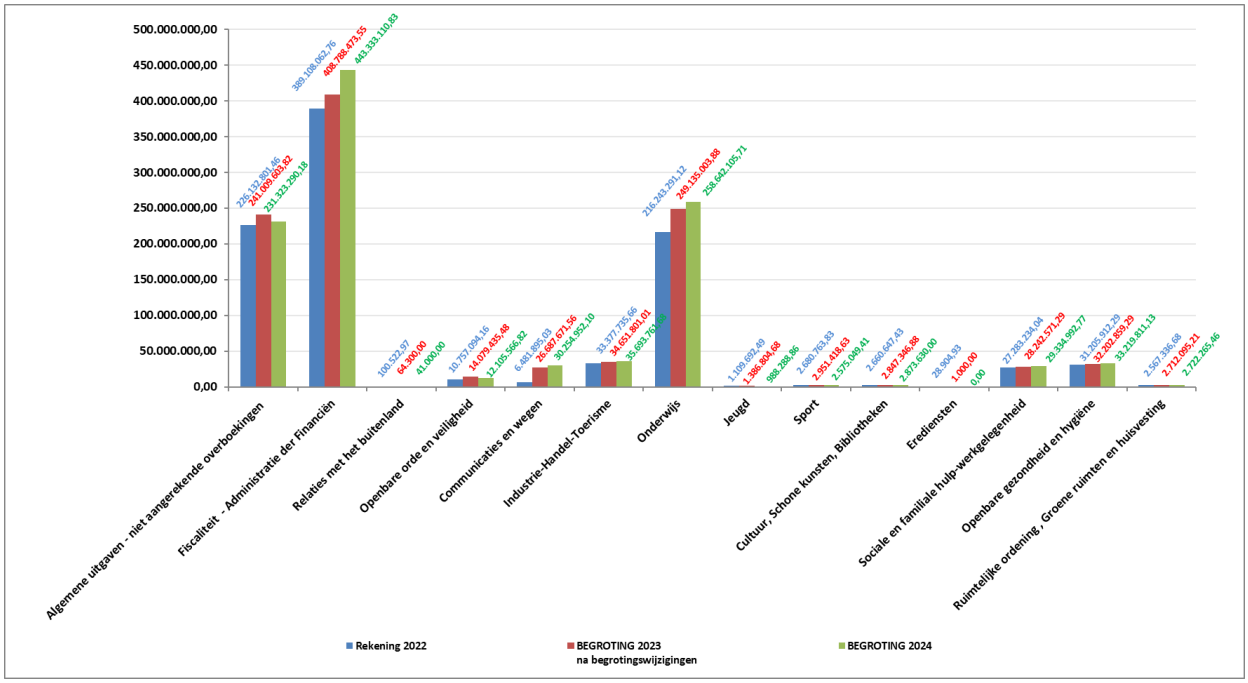


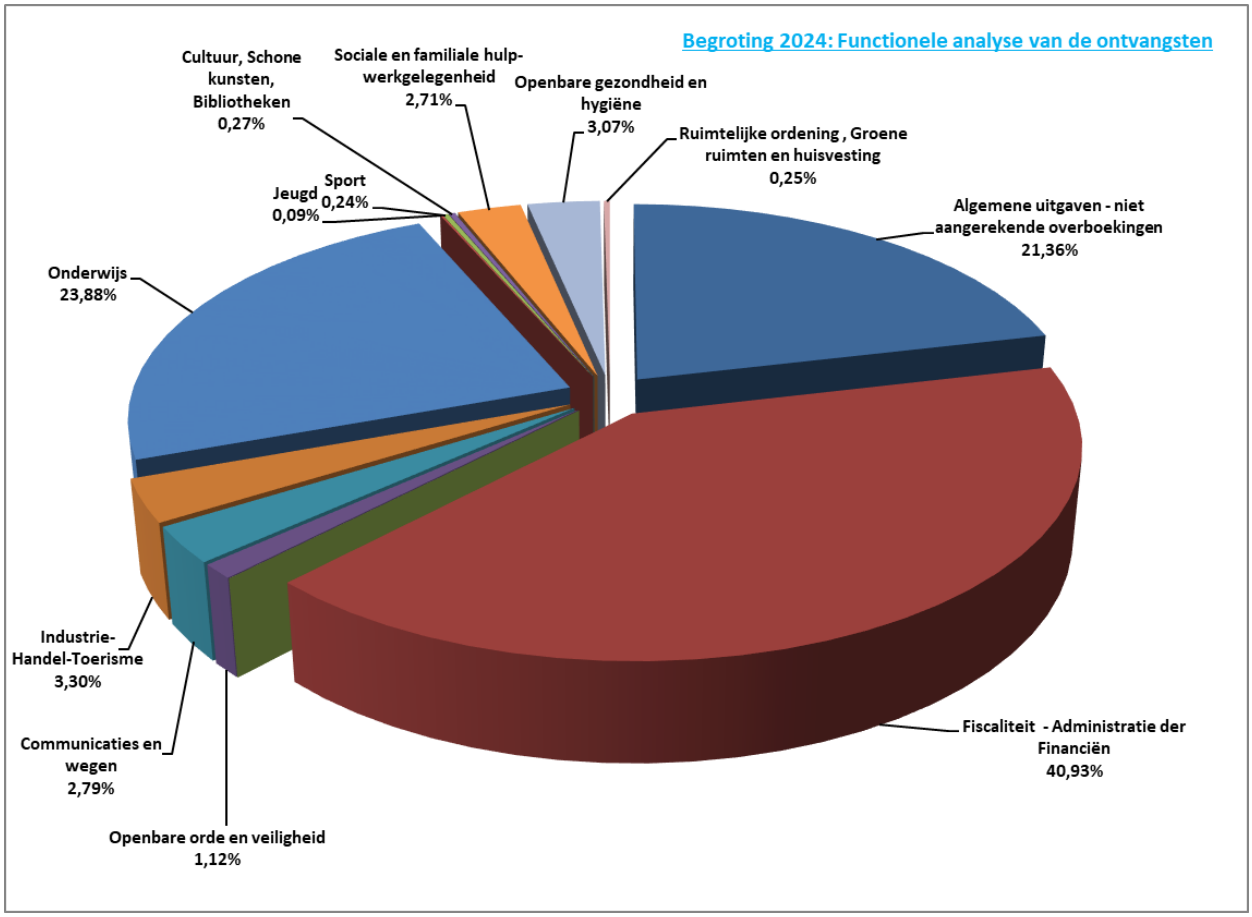
Begroting 2023 na BW: Functionele analyse van de uitgaven

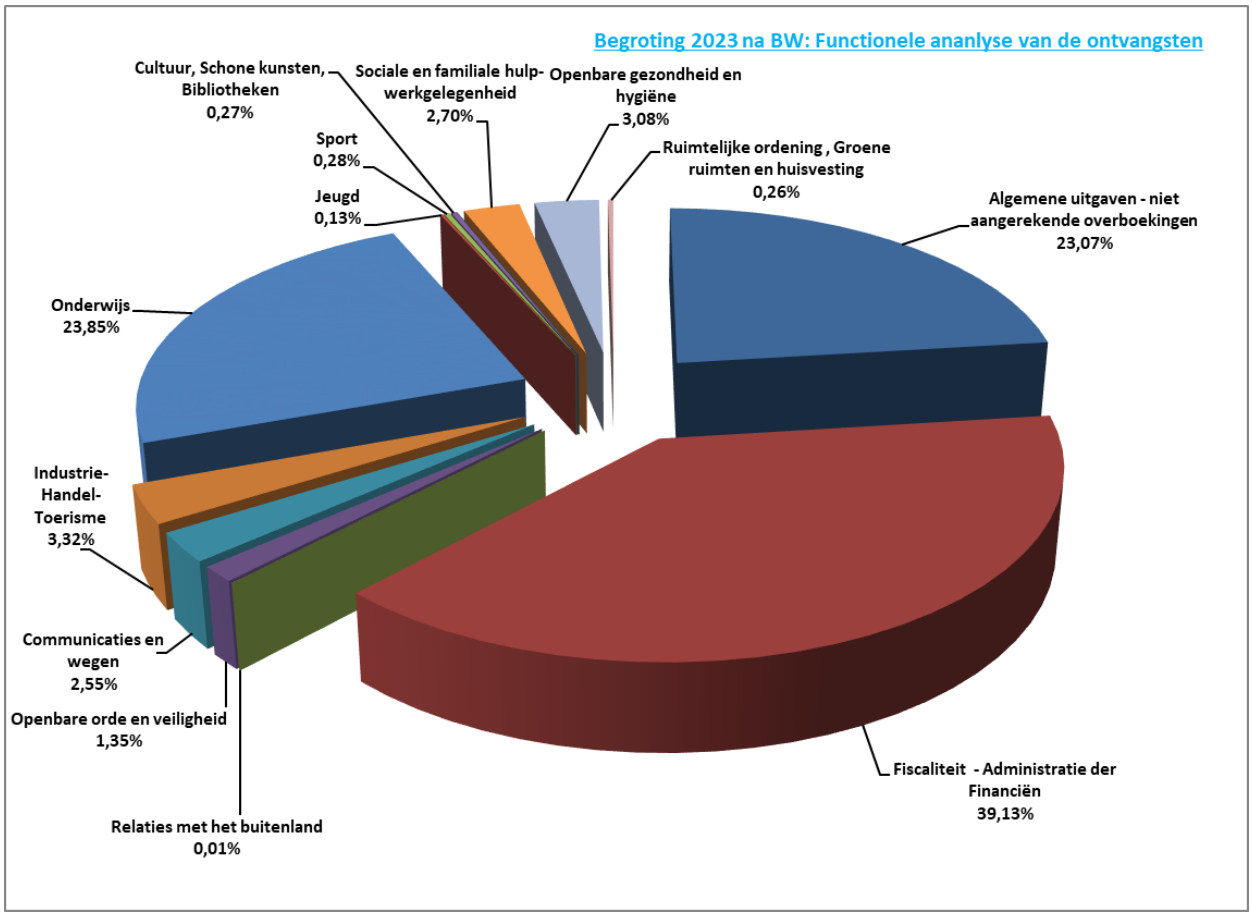


De ontvangsten (= oorsprong der middelen)

	FUNCTIES	Rekening 2022	%	BEGROTING 2023 na begrotingswijzigingen	%	BEGROTING 2024	%
1	Algemene uitgaven - niet aangerekende overboekingen	226.132.801,46	23,81%	241.009.603,82	23,07%	231.323.290,18	21,36%
2	Fiscaliteit - Administratie der Financiën	389.108.062,76	40,97%	408.788.473,55	39,13%	443.333.110,83	40,93%
3	Relaties met het buitenland	100.522,97	0,01%	64.300,00	0,01%	41.000,00	0,00%
4	Openbare orde en veiligheid	10.757.094,16	1,13%	14.079.435,48	1,35%	12.105.566,82	1,12%
5	Communicaties en wegen	6.481.895,03	0,68%	26.687.671,56	2,55%	30.254.952,10	2,79%
6	Industrie-Handel-Toerisme	33.377.735,66	3,51%	34.651.801,01	3,32%	35.693.761,68	3,30%
7	Onderwijs	216.243.291,12	22,77%	249.135.003,88	23,85%	258.642.105,71	23,88%
8	Jeugd	1.109.692,49	0,12%	1.386.804,68	0,13%	988.288,86	0,09%
9	Sport	2.680.763,83	0,28%	2.951.418,63	0,28%	2.575.049,41	0,24%
10	Cultuur, Schone kunsten, Bibliotheken	2.660.647,43	0,28%	2.847.346,88	0,27%	2.873.630,00	0,27%
11	Erediensten	28.904,93	0,00%	1.000,00	0,00%	0,00	0,00%
12	Sociale en familiale hulp-werkgelegenheid	27.283.234,04	2,87%	28.242.571,29	2,70%	29.334.992,77	2,71%
13	Openbare gezondheid en hygiëne	31.205.912,29	3,29%	32.202.859,29	3,08%	33.219.811,13	3,07%
14	Ruimtelijke ordening , Groene ruimten en huisvesting	2.567.336,68	0,27%	2.712.095,21	0,26%	2.722.265,46	0,25%
	Totaal	949.737.894,85	100,00%	1.044.760.385,28	100,00%	1.083.107.824,95	100,00%




Begroting 2024: Functionele analyse van de ontvangsten
Cultuur, Schone kunsten, Bibliotheken 0,27%
Sociale en familiale hulp-werkgelegenheid 2,71%
Openbare gezondheid en hygiëne 3,07%
Ruimtelijke ordening , Groene ruimten en huisvesting 0,25%
Sport 0,24%
Jeugd 0,09%
Algemene uitgaven - niet aangerekende overboekingen 21,36%
Onderwijs 23,88%
Industrie-Handel-Toerisme 3,30%
Communicaties en wegen 2,79%
Openbare orde en veiligheid 1,12%
Fiscaliteit - Administratie der Financiën 40,93%


Begroting 2023 na BW: Functionele ananlyse van de ontvangsten
Cultuur, Schone kunsten, Bibliotheken 0,27%
Sociale en familiale hulp-werkgelegenheid 2,70%
Openbare gezondheid en hygiëne 3,08%
Sport 0,28%
Ruimtelijke ordening , Groene ruimten en huisvesting 0,26%
Jeugd 0,13%
Algemene uitgaven - niet aangerekende overboekingen 23,07%
Onderwijs 23,85%
Industrie-Handel-Toerisme 3,32%
Communicaties en wegen 2,55%
Openbare orde en veiligheid 1,35%
Relaties met het buitenland 0,01%
Fiscaliteit - Administratie der Financiën 39,13%

3.4.2. Economische analyse van de ontvangsten en uitgaven

Deze analyse heeft betrekking op de bestemming der middelen (voor de uitgaven) en de oorsprong der middelen (voor de ontvangsten).

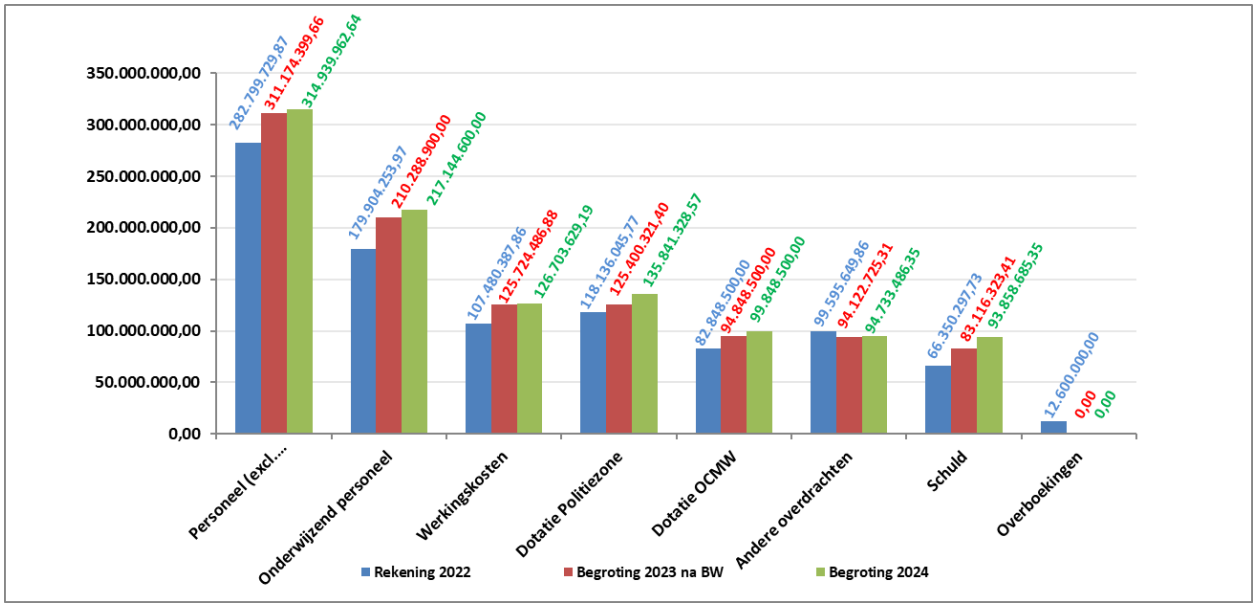
BEGROTING 2024

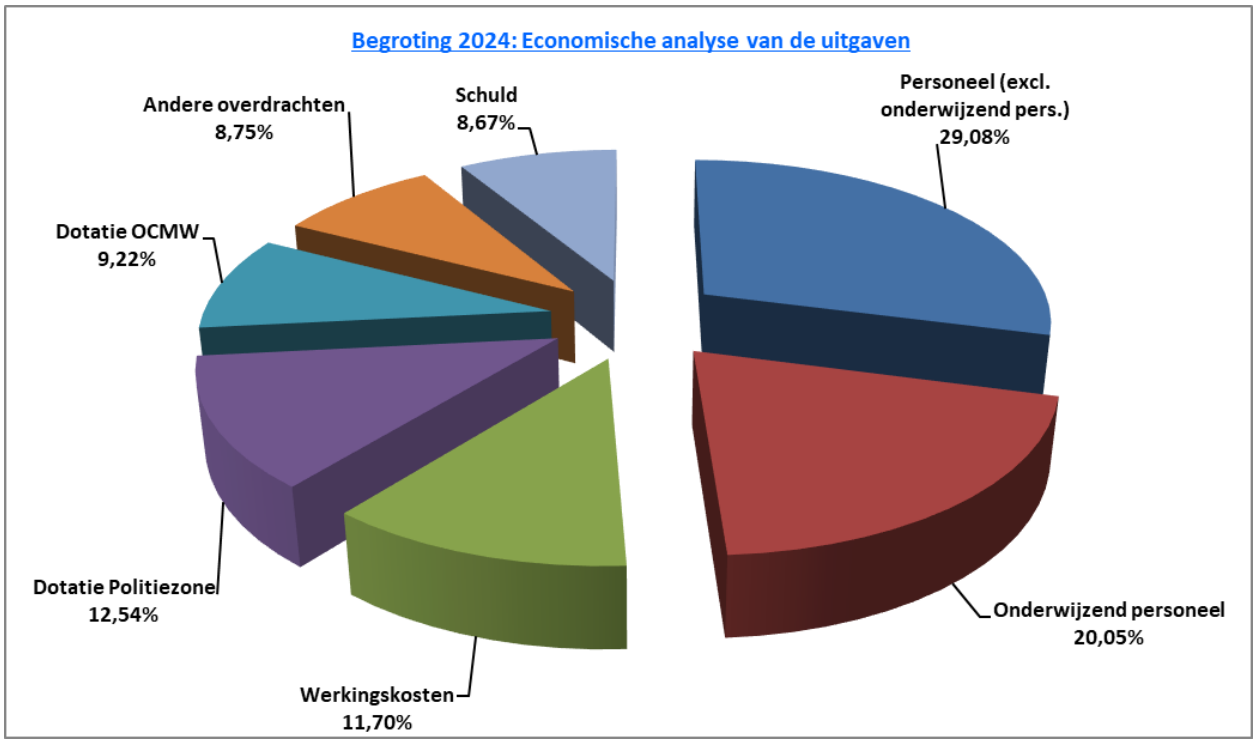
UITGAVEN	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
PERSONEEL	462.703.983,84	521.463.299,66	532.084.562,64
Onderwijzend personeel	*179.904.253,97*	*210.288.900,00*	*217.144.600,00*
Personeel (excl. onderwijzend pers.)	*282.799.729,87*	*311.174.399,66*	*314.939.962,64*
WERKINGSKOSTEN	107.480.387,86	125.724.486,88	126.703.629,19
OVERDRACHTEN	300.580.195,63	314.371.546,71	330.423.314,92
SCHULD	66.350.297,73	83.116.323,41	93.858.685,35
OVERBOEKINGEN	12.600.000,00	0,00	0,00
TOTAAL	949.714.865,06	1.044.675.656,66	1.083.070.192,10

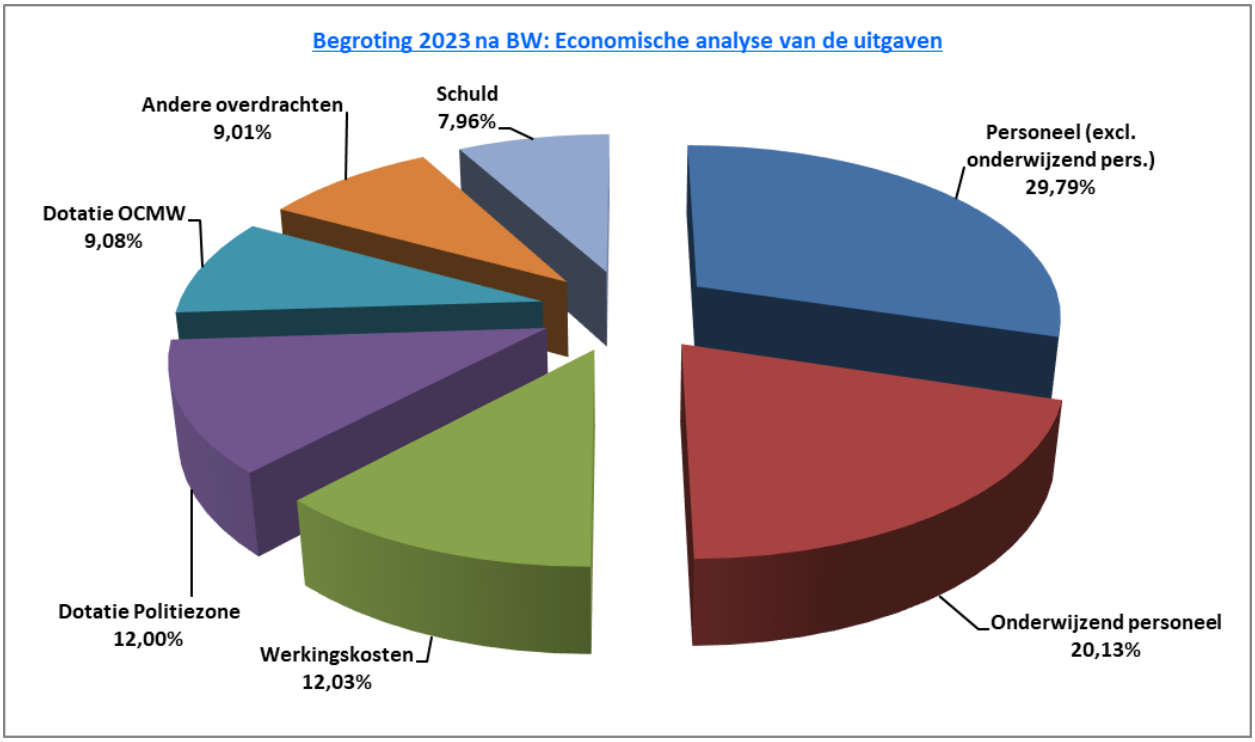
ONTVANGSTEN	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
PRESTATIES	56.379.298,92	64.678.515,50	71.057.381,82
OVERDRACHTEN	865.410.269,93	956.090.705,79	987.043.117,19
Overdrachten onderwijzend personeel	179.904.253,97	210.288.900,00	217.144.600,00
Overdrachten buiten onderwijzend personeel	685.506.015,96	745.801.805,79	769.898.517,19
SCHULD	15.370.729,86	16.263.063,99	16.267.375,94
OVERBOEKINGEN	12.577.596,14	7.728.100,00	8.739.950,00
TOTAAL	949.737.894,85	1.044.760.385,28	1.083.107.824,95
RESULTAAT	23.029,79	84.728,62	37.632,85

De uitgaven (= bestemming der middelen)

RUBRIEK	Rekening 2022	%	Begroting 2023 na BW	%	Begroting 2024	%
Personeel	462.703.983,84	48,72%	521.463.299,66	49,92%	532.084.562,64	49,13%
Personeel (excl. onderwijzend pers.)	*282.799.729,87*	*29,78%*	*311.174.399,66*	*29,79%*	*314.939.962,64*	*29,08%*
Onderwijzend personeel	*179.904.253,97*	*18,94%*	*210.288.900,00*	*20,13%*	*217.144.600,00*	*20,05%*
Werkingskosten	107.480.387,86	11,32%	125.724.486,88	12,03%	126.703.629,19	11,70%
Overdrachten	300.580.195,63	31,65%	314.371.546,71	30,09%	330.423.314,92	30,51%
Dotatie Politiezone	*118.136.045,77*	*12,44%*	*125.400.321,40*	*12,00%*	*135.841.328,57*	*12,54%*
Dotatie OCMW	*82.848.500,00*	*8,72%*	*94.848.500,00*	*9,08%*	*99.848.500,00*	*9,22%*
Andere overdrachten	*99.595.649,86*	*10,49%*	*94.122.725,31*	*9,01%*	*94.733.486,35*	*8,75%*
Schuld	66.350.297,73	6,99%	83.116.323,41	7,96%	93.858.685,35	8,67%
Overboekingen	12.600.000,00	1,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
TOTAAL	949.714.865,06	100,00%	1.044.675.656,66	100,00%	1.083.070.192,10	100,00%

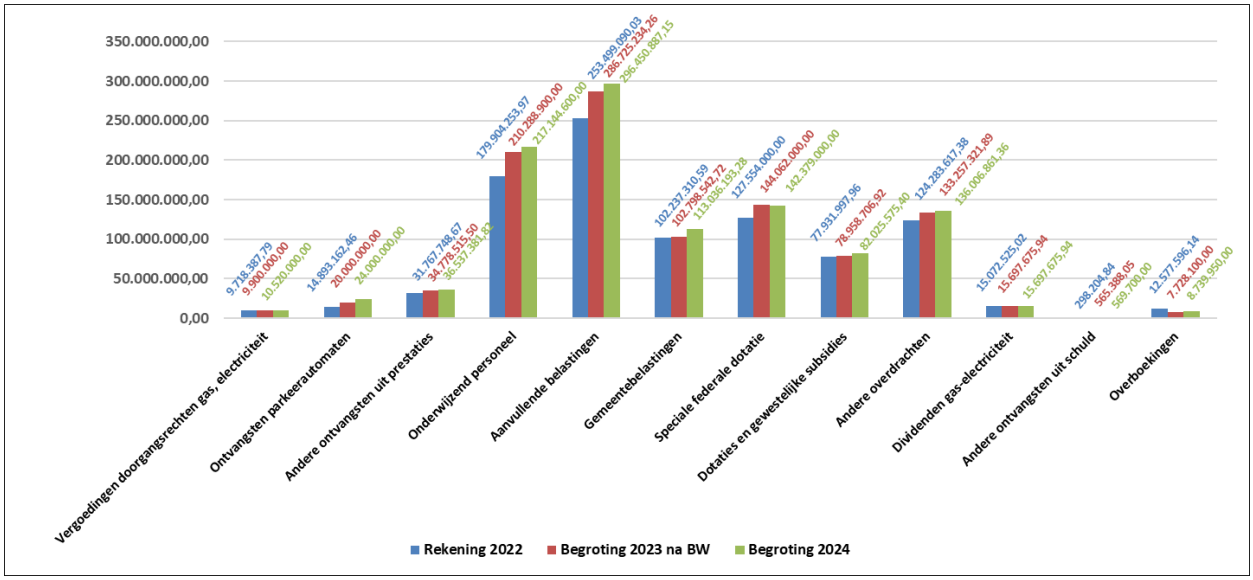

350.000.000,00
300.000.000,00
250.000.000,00
200.000.000,00
150.000.000,00
100.000.000,00
50.000.000,00
0,00
282.799.729,87
311.174.399,66
314.939.962,64
179.904.253,97
210.288.900,00
217.144.600,00
107.480.387,86
125.724.486,88
126.703.629,19
118.136.045,77
125.400.321,40
135.841.328,57
82.848.500,00
94.848.500,00
99.848.500,00
99.595.649,86
94.122.725,31
94.733.486,35
66.350.297,73
83.116.323,41
93.858.685,35
12.600.000,00
0,00
0,00
Personeel (excl....
Onderwijzend personeel
Werkingskosten
Dotatie Politiezone
Dotatie OCMW
Andere overdrachten
Schuld
Overboekingen
Rekening 2022
Begroting 2023 na BW
Begroting 2024

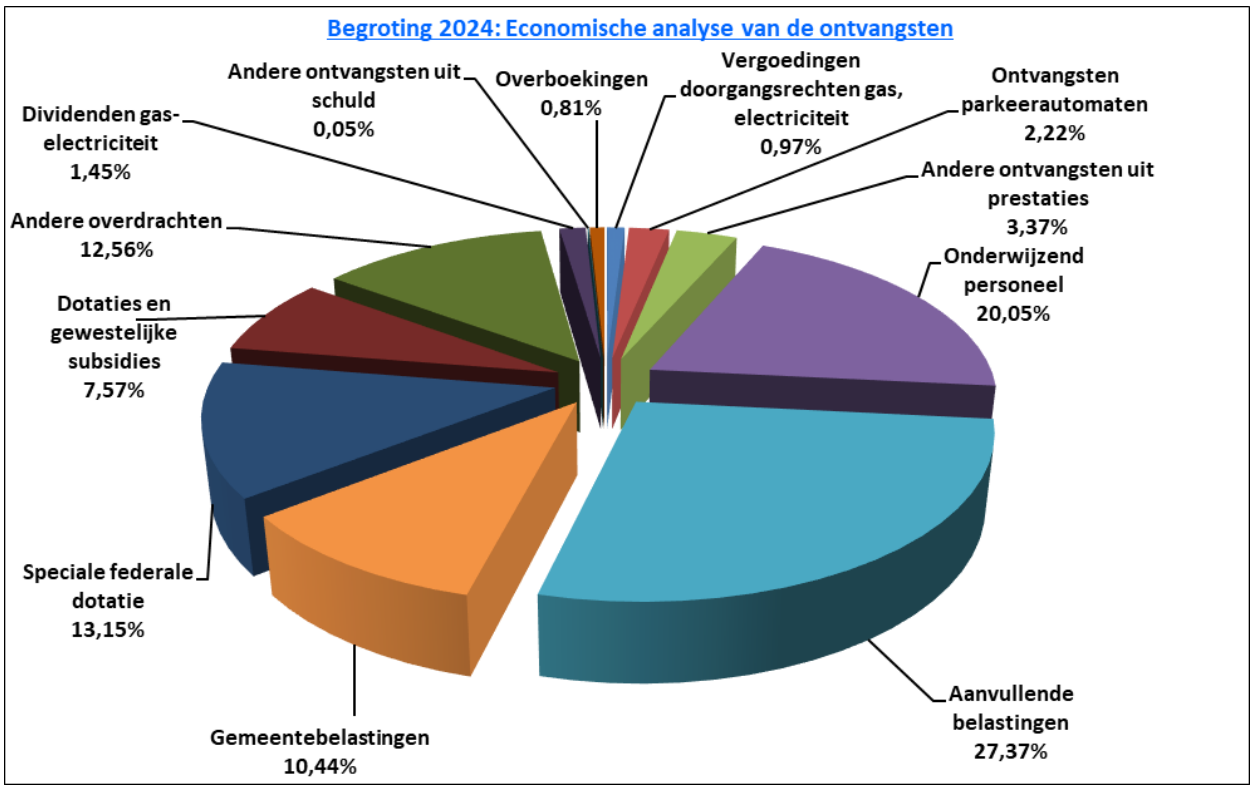

Begroting 2024: Economische analyse van de uitgaven
Andere overdrachten
8,75%
Schuld
8,67%
Personeel (excl.
onderwijzend pers.)
29,08%
Dotatie OCMW
9,22%
Dotatie Politiezone
12,54%
Werkingskosten
11,70%
Onderwijzend personeel
20,05%

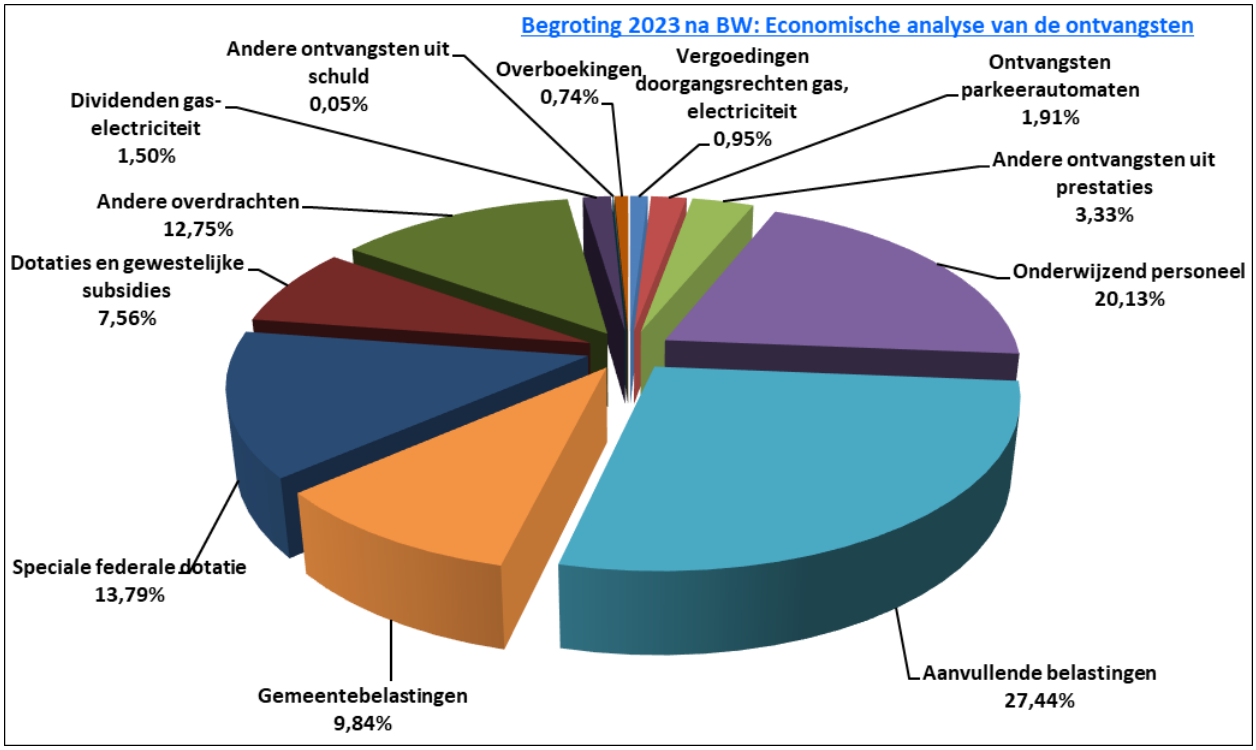


De ontvangsten (= oorsprong der middelen)

RUBRIEK	Rekening 2022	%	Begroting 2023 na BW	%	Begroting 2024	%
Prestaties	56.379.298,92	5,94%	64.678.515,50	6,19%	71.057.381,82	6,56%
Vergoedingen doorgangsrechten gas, electriciteit	*9.718.387,79*	*1,02%*	*9.900.000,00*	*0,95%*	*10.520.000,00*	*0,97%*
Ontvangsten parkeerautomaten	*14.893.162,46*	*1,57%*	*20.000.000,00*	*1,91%*	*24.000.000,00*	*2,22%*
Andere ontvangsten uit prestaties	*31.767.748,67*	*3,34%*	*34.778.515,50*	*3,33%*	*36.537.381,82*	*3,37%*
Overdrachten	865.410.269,93	91,12%	956.090.705,79	91,51%	987.043.117,19	91,13%
Onderwijzend personeel	*179.904.253,97*	*18,94%*	*210.288.900,00*	*20,13%*	*217.144.600,00*	*20,05%*
Aanvullende belastingen	*253.499.090,03*	*26,69%*	*286.725.234,26*	*27,44%*	*296.450.887,15*	*27,37%*
Gemeentebelastingen	*102.237.310,59*	*10,76%*	*102.798.542,72*	*9,84%*	*113.036.193,28*	*10,44%*
Speciale federale dotatie	*127.554.000,00*	*13,43%*	*144.062.000,00*	*13,79%*	*142.379.000,00*	*13,15%*
Dotaties en gewestelijke subsidies	*77.931.997,96*	*8,21%*	*78.958.706,92*	*7,56%*	*82.025.575,40*	*7,57%*
Andere overdrachten	*124.283.617,38*	*13,09%*	*133.257.321,89*	*12,75%*	*136.006.861,36*	*12,56%*
Schuld	15.370.729,86	1,62%	16.263.063,99	1,56%	16.267.375,94	1,50%
Dividenden gas-electriciteit	*15.072.525,02*	*1,59%*	*15.697.675,94*	*1,50%*	*15.697.675,94*	*1,45%*
Andere ontvangsten uit schuld	*298.204,84*	*0,03%*	*565.388,05*	*0,05%*	*569.700,00*	*0,05%*
Overboekingen	12.577.596,14	1,32%	7.728.100,00	0,74%	8.739.950,00	0,81%
TOTAAL	949.737.894,85	100,00%	1.044.760.385,28	100,00%	1.083.107.824,95	100,00%


350.000.000,00
300.000.000,00
250.000.000,00
200.000.000,00
150.000.000,00
100.000.000,00
50.000.000,00
0,00
9.718.387,79
9.900.000,00
10.520.000,00
14.893.162,46
20.000.000,00
24.000.000,00
31.767.748,67
34.778.515,50
36.537.381,50
179.904.253,97
210.288.900,00
217.144.600,00
253.499.090,03
286.725.334,26
296.450.887,15
102.237.310,59
102.798.542,72
113.095.193,28
127.554.000,00
144.062.000,00
142.379.000,00
77.931.997,96
78.958.706,92
82.025.575,40
124.283.617,38
133.257.321,69
136.006.861,36
15.072.525,02
15.697.675,94
15.697.675,94
298.204,84
365.388,05
569.700,00
12.577.596,14
7.728.100,00
8.739.950,00
Vergoedingen doorgangsrechten gas, electriciteit
Ontvangsten parkeerautomaten
Andere ontvangsten uit prestaties
Onderwijzend personeel
Aanvullende belastingen
Gemeentebelastingen
Speciale federale dotatie
Dotaties en gewestelijke subsidies
Andere overdrachten
Dividenden gas-electriciteit
Andere ontvangsten uit schuld
Overboekingen
Rekening 2022
Begroting 2023 na BW
Begroting 2024


Begroting 2024: Economische analyse van de ontvangsten
Andere ontvangsten uit schuld 0,05%
Overboekingen 0,81%
Vergoedingen doorgangsrechten gas, electriciteit 0,97%
Ontvangsten parkeerautomaten 2,22%
Dividenden gas-electriciteit 1,45%
Andere ontvangsten uit prestaties 3,37%
Andere overdrachten 12,56%
Onderwijzend personeel 20,05%
Dotaties en gewestelijke subsidies 7,57%
Speciale federale dotatie 13,15%
Aanvullende belastingen 27,37%
Gemeentebelastingen 10,44%



3.5. Algemene evolutie en structuur van de ontvangsten

De lopende ontvangsten – zonder overboekingen – bedragen 1.074.367.874,95 € in 2024.

De financiële middelen van de Stad kunnen in drie grote categorieën ingedeeld worden:

- **de fiscale ontvangsten (d.w.z. de belastingen van de gezinnen en de bedrijven);**
- **de ontvangen fondsen en subsidies (dus de financiële middelen komende van de hogere en andere overheden);**
- **de eigen middelen van de Stad (de opbrengsten van activiteiten, dividenden, de interesten …).**

3.5.1. Ontvangsten uit overdrachten

	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW's	Begroting 2024
Ontvangsten uit overdrachten (excl. onderwijzend personeel)	685.506.015,96	745.801.805,79	769.898.517,19
Ontvangsten uit overdrachten - Onderwijzend personeel	179.904.253,97	210.288.900,00	217.144.600,00
Totaal ontvangsten van overdrachten	865.410.269,93	956.090.705,79	987.043.117,19

De ontvangsten uit overdrachten (exclusief het onderwijzend personeel) bedragen 769.898.517,19 € in 2024.

3.5.1.1. De fiscale ontvangsten

De fiscale ontvangsten blijven de belangrijkste financieringsbron voor de Stad en bedragen 409.487.080,43 €, wat overeenstemt met ± 47,29 % van de totale ontvangsten van 865.963.224,95 € (exclusief de directe betalingen van het onderwijzend personeel).

Ongeveer 72,40 % van deze fiscale ontvangsten komen van de vier hierna vermelde aanvullende belastingen en 27,60 % komt van de directe gemeentelijke belastingen.

We laten opmerken dat het College heeft besloten om de aanslagvoeten niet te herzien in 2024.

a) Aanvullende belastingen

	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW's	Begroting 2024
Aanvullende belasting op de onroerende voorheffing	205.051.329,49	229.902.766,48	241.436.016,51
Aanvullende belasting op de personenbelasting	30.449.795,89	39.129.891,32	37.322.294,18
Aanvullende belasting op de verkeersbelasting	3.105.388,19	2.800.000,00	2.800.000,00
Aanvullende belasting op de belasting op toeristische logies (zogenaamde "City Tax")	14.892.576,46	14.892.576,46	14.892.576,46
Totaal	253.499.090,03	286.725.234,26	296.450.887,15

a.1. Aanvullende belasting op de onroerende voorheffing

De aanvullende belasting op de onroerende voorheffing vormt de voornaamste inkomsten van de gemeenten en vertegenwoordigt 27,88 % van het geheel van de ontvangsten (exclusief de directe betalingen van het onderwijzend personeel) van de begroting 2024. Er dient te worden opgemerkt dat de opcentiemen van de onroerende voorheffing niet werden gewijzigd en op 2950 blijven staan.

De aanvullende belasting op de onroerende voorheffing werd geraamd op grond van het belastbaar kadastraal inkomen op 1 januari 2023 zonder materieel en uitrusting (*in de mate dat de onroerende voorheffing op materieel en uitrusting, vanaf 1 januari 2017, niet meer wordt ingekohierd*), van de voor de Stad niet gewijzigde opcentiemen, van het indexeringstarief en het in rekening brengen van zekere correcties (zoals het in beschouwing nemen van tariefverlagingen voor kinderen ten laste en verlagingen voor sociale woningen).

Het is duidelijk dat het bedrag van 241.436.016,51 € ingeschreven onder de rubriek onroerende voorheffing slechts een raming is.

a.2. Aanvullende belasting op de personenbelasting

Er dient in de verf gezet te worden dat de Stad Brussel de aanslagvoet van de aanvullende belasting op de personenbelasting niet heeft verhoogd. Die bedraagt slechts 6% en is beduidend lager dan het gewestelijk gemiddelde.

De aanvullende belasting op de personenbelasting bedraagt 37.322.294,18 € in 2024. Dit bedrag stemt overeen met de ontvangen voorzieningen van FOD Financiën.

De inkomsten uit de aanvullende belasting op personenbelasting zijn lager dan in 2023, een situatie die verwacht en voorzienbaar was. Het belangrijk te onthouden dat de prognoses voor 2023 uitzonderlijk waren in zoverre dat de aanpassing van het boekhoudsysteem van de federale regering en de toepassing van de boekhoudwet van 22 mei 2003 betekende dat de steden en gemeenten voor 2023 14 in plaats van 12 maanden inkomsten zouden ontvangen.

Terwijl de betaling van de opbrengst van de aanvullende belastingen aan de steden en gemeenten voorheen 3 maanden na de belastingaanslag plaatsvond, zal de betaling van de opbrengst van de aanvullende belastingen in 2024 1 maand na de belastingaanslag plaatsvinden, dit verklaart waarom er in 2023 14 in plaats van 12 maanden aan inkomsten zullen worden geïnd.

Vanaf 2024 wordt de 12 maanden per jaar weer ingevoerd, wat het verschil tussen 2023 en 2024 verklaart.

a.3. Aanvullende belasting op de belasting op motorrijtuigen

De aanvullende belasting op de verkeersbelasting bedraagt 2.800.000,00 €. Het betreft een voorzichtige raming.

a.4. Aanvullende belasting op de belasting op toeristische logies (zogenaamde « City Tax »)

Eind december 2016, heeft het parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een ordonnantie goedgekeurd met betrekking tot een gewestbelasting op de inrichting van toeristische logies.

De Brusselse gemeenten hebben de mogelijkheid om opcentiemen te vestigen op deze gewestbelasting.

De fiscale gewestelijke administratie verzekert de vestiging, de inkohiering, de inning en de invordering van deze opcentiemen.

Het Gewest verbindt er zich toe om een bedrag van 14.892.576,46 € (de historische drempel genaamd) over te maken vanaf het jaar 2018. Dit bedrag kan in de loop van het jaar n+1 verhoogd worden met de teruggave van het verschil tussen de werkelijke ontvangst met betrekking tot de gemeentelijke opcentiemen en de historische drempel.

Vandaar dat er in de begroting van 2024 een “historische drempel” voorzien wordt met betrekking tot de gemeentelijke belastingen op de hotelinstellingen en een belasting op de apparthotels.

b) Gemeentebelastingen

	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024	Evolutie 2024 in vergelijking met de rekening 2022	Evolutie 2024 in vergelijking met de begroting 2023
Belasting op de kantooroppervlakten	62.046.257,29	58.121.110,10	67.110.000,00	8,16%	15,47%
Belasting op het afleveren van administratieve documenten (rijbewijs, werkvergunning, bewonerskaarten, consulaire zegels, ...)	5.815.258,50	5.425.500,00	5.480.000,00	-5,77%	1,00%
Belasting op de tijdelijke ingebruikneming van de openbare weg	8.013.654,02	12.710.000,00	12.710.000,00	58,60%	0,00%
Belasting op de parkeerplaatsen	2.798.698,66	2.908.680,62	2.900.000,00	3,62%	-0,30%
Belasting op zuilen, masten, antennes en andere telecommunicatie-, zend- en informatieuitwisselingsinstallaties, ...	6.045.054,00	5.500.000,00	5.500.000,00	-9,02%	0,00%
Belasting op de distributie aan huis van ongeadresseerde publicitaire drukwerken	680.886,15	600.000,00	520.000,00	-23,63%	-13,33%
Belasting op verwaarloosde en onverzorgde gebouwen, onbewoonde en onafgewerkte gebouwen en gronden	6.925.384,96	6.900.000,00	7.072.500,00	2,12%	2,50%
Belasting op de uithangborden	1.129.542,39	1.140.000,00	1.140.000,00	0,93%	0,00%
Belasting op de vertoningen, vermakelijkheden en gelijkgestelde manifestaties (Bioscopen)	767.531,90	800.000,00	880.000,00	14,65%	10,00%
Belasting op de parkings	889.261,00	1.000.000,00	1.010.000,00	13,58%	1,00%
Belasting op permanente publiciteitspanelen	563.114,50	800.000,00	800.000,00	42,07%	0,00%
Belasting op de nieuwbouw, de herbouw en veranderingen van gebouwen	475.353,16	768.000,00	768.000,00	61,56%	0,00%
Belasting op de nachtwinkels	844.940,00	692.000,00	692.000,00	-18,10%	0,00%
Terrassen en uitstallingen op de openbare weg	602.682,80	650.000,00	650.000,00	7,85%	0,00%
Belasting op onburgerlijk gedrag op het gebied van openbare reinheid	938.500,00	800.000,00	900.000,00	-4,10%	12,50%
Belasting op de tijdelijke publicitaire inrichtingen	882.116,57	700.000,00	1.000.000,00	13,36%	42,86%
Belasting op de begrafenissen, verspreiding van de assen	174.807,00	210.000,00	190.000,00	8,69%	-9,52%
Belasting op de gemeubelde verblijven	854.220,00	800.000,00	900.000,00	5,36%	12,50%
Belasting op de niet-hoofdverblijfplaatsen	934.725,00	800.000,00	1.200.000,00	28,38%	50,00%
Belasting op lokalen in rendez-voushuizen of in gebouw waar gelijkaardige activiteiten plaatsvinden	109.260,00	82.000,00	85.300,00	-21,93%	4,02%
Belasting op de vertoningen, vermakelijkheden en gelijkgestelde manifestaties (Tentoonstellingen)	45.883,00	75.000,00	200.000,00	335,89%	166,67%
Belasting op de gewone danspartijen	63.720,00	0,00	0,00	-100,00%	0,00%
Belasting op de bankinstellingen en dergelijke en tevens op de automatische verdeelapparaten voor bankbiljetten	71.760,00	65.500,00	59.123,03	-17,61%	-9,74%
Belasting op de brandstofdistributieapparaten	82.502,50	84.500,00	89.355,00	8,31%	5,75%
Belasting op de reclame-inrichtingen die tot hoofddoel de financiering van een door de wetgever erkende openbare dienst hebben	70.218,00	71.750,00	73.543,75	4,74%	2,50%
Belasting op de vaststaande tanks en vergaarbakken geëxploiteerd met commerciële of industriële doeleinden	56.090,57	57.000,00	58.880,00	4,97%	3,30%
Belasting op de terbeschikkingstelling van telecommunicatieapparatuur tegen vergoeding	14.758,81	10.000,00	10.000,00	-32,24%	0,00%
Belasting op de vertoningen, vermakelijkheden en gelijkgestelde manifestaties (Foorreizigers)	36.079,66	38.950,00	38.950,00	7,96%	0,00%
Belasting op het verblijf in het lijkenhuis of het mortuarium	18.600,00	40.000,00	25.000,00	34,41%	-37,50%
Belasting op de diensters en dienders tewerkgesteld in drankgelegenheden	14.204,00	12.000,00	10.727,00	-24,48%	-10,61%
Belasting op het afleveren van administratieve documenten - horeca	99.600,00	100.000,00	100.000,00	0,40%	0,00%
Belasting op het huren van een wachtkelder	48.000,00	5.000,00	30.000,00	-37,50%	500,00%
Belasting op de uitgravingen	375,00	15.000,00	1.000,00	166,67%	-93,33%
Belasting op de verkoopzalen van roerende goederen	10.098,00	10.500,00	10.762,50	6,58%	2,50%
Belasting op de agentschappen voor weddenschappen op paardwedrennen	5.952,00	5.952,00	5.952,00	0,00%	0,00%
Belasting op de lokalen waar peepshows georganiseerd worden	0,00	100,00	100,00	0,00%	0,00%
Belasting op de coliving ruimten	0,00	600.000,00	615.000,00	0,00%	2,50%
Belasting op de vertoningen, vermakelijkheden en gelijkgestelde manifestaties (Sportmanifestaties)	108.221,15	200.000,00	200.000,00	84,81%	0,00%
TOTAAL	102.237.310,59	102.798.542,72	113.036.193,28	38,06%	12,35%

De gemeentebelastingen bedragen 113.036.193,28 € in de begroting 2024.

De stijging is in de eerste plaats te verklaren doordat een hele reeks gemeentebelastingen geïndexeerd werden zoals voorzien in de reglementen van de betrokken belastingen (*bv. belasting op de parkeerplaatsen, belasting op gemeubelde verblijven, belasting op de bankinstellingen, belasting op de permanente publiciteitspanelen, enz.*).

De Stad Brussel zal in 2024 de tarieven op van gemeentebelastingen niet wijzigen.

Afgezien van het bovenstaande zijn de stijgingen het gevolg van het verwachte rendement op :

- de belasting op kantooroppervlakten, waarvan de rentabiliteit vruchten afwerpt sinds het tarief in 2022 werd gewijzigd, waardoor het tot het gewestelijk gemiddelde is stijgt;

- de belasting op niet-hoofdverblijfplaatsen waar, dankzij een verfijnd tellingsbeleid, de geraamde opbrengst van de belasting positief is;

- de belasting op tijdelijke publicitaire inrichtingen, dankzij de aanpassing van een betere tellingsmethode sinds 2022. Hieraan moet een toename van het aantal aanvragen worden toegevoegd;

- de belasting op gemeubelde verblijven, dankzij een geautomatiseerde telling en vergelijking van gegevens waardoor bestaande gemeubelde verblijven in het gebied beter kunnen worden opgespoord.

De belasting op verwaarloosde, onverzorgde, onbewoonde of onafgewerkte gebouwen en terreinen wordt geschat op 7.072.500,00 € in 2024. Dit wijst duidelijk op de politiek van tellingen en inkohieringen die door de stad gevoerd wordt om de strijd aan te gaan tegen bouwvallige, verwaarloosde en leegstaande gebouwen.

3.5.1.2. Ontvangen fondsen en subsidies

De ontvangsten uit fondsen en de subsidies afkomstig van de hogere overheden vertegenwoordigen samen de tweede financieringsbron van de Stad.

De ontvangsten uit fondsen worden gekenmerkt door een geheel van algemene dotaties zonder specifieke bestemming (waaronder de gewestelijke en de federale dotaties).

De subsidies, van hun kant, zijn bestemd voor de financiering van verschillende specifieke uitgaven (zoals de subsidies voor het onderwijs, voor de bibliotheken, voor de politiek van de Stad …..) of voor de financiering van contractuele personeelsleden of voor de creatie van bijkomende werkplaatsen (Sociale Maribel).

a) Speciale federale dotatie

	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
Speciale federale dotatie	127.554.000,00	144.062.000,00	142.379.000,00

Krachtens artikel 64 van de speciale wet van 16/01/1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, wordt een speciale federale dotatie toegekend aan de Stad Brussel die jaarlijks aangepast wordt aan de schommeling van de gemiddelde index van de consumptieprijzen. Het voorziene bedrag in 2024 bedraagt 142.379.000,00 €.

b) Dotaties en gewestelijke subsidies

	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
Algemene gewestelijke dotatie	45.364.269,12	45.325.032,50	45.285.770,77
Speciale gewestelijke dotatie	1.698.592,73	1.802.654,82	0,00
Dotatie voor de nederlandstalige schepen	5.773.105,16	6.336.812,40	6.315.236,16
Gewestelijke bijdrage om de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Gewest	12.318.756,94	11.041.691,48	12.262.525,31
Dotatie water (ter vervanging van de Vivaqua-vergoeding)	2.401.937,13	2.651.738,59	2.741.897,70
Tussenkomst in de kosten van de taalpremie	2.225.765,12	2.477.972,48	2.313.828,18
Statutarisatiepremie	392.000,00	273.451,20	447.224,13
Diversiteitspolitiek in functie van de verblijfplaats	132.000,00	179.505,60	182.606,90
Tussenkomst in de kosten van de baremaverhogingen	5.399.136,76	5.056.587,91	7.198.939,18
Sociale Maribel	3.875.634,32	3.764.454,08	3.757.699,86
Subsidie teneinde de zachte mobiliteit van personeelsleden te bevorderen	1.298.041,30	1.292.387,07	1.298.627,07
Geco-toelage	7.202.776,64	7.233.476,33	7.316.076,66
Sectoraal protocolakkoord	5.429.693,56	7.212.266,28	6.965.547,70

De Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kent een jaarlijks begrotingskrediet toe bestemd om de algemene financiering van de gemeenten te verzekeren.
Krachtens de nieuwe ordonnantie van 27/07/2017 die de verdeling van de algemene dotatie aan de gemeenten en aan de OCMW's van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vastlegt (*dat eveneens de oude in voege zijnde ordonnantie en de ordonnantie van 19/07/2007 met als doel de financiële situatie van de gemeenten van het Gewest te verbeteren, opheft*) omvat de algemene dotatie aan de gemeenten:

- **De klassieke algemene dotatie;**
- **De dotatie bestemd ter compensatie van de negatieve gevolgen van de invoering van een nieuwe ruimte voor de versterkte ontwikkeling van de huisvesting en van de verbouwingen;**
- **De dotatie bestemd om de negatieve effecten van de verdeling van de algemene dotatie aan de gemeenten te corrigeren;**
- **De subsidie ter verbetering van de begrotingssituatie van de gemeenten van het Gewest.**

In 2024 bedraagt deze dotatie 45.285.770,77 €.

c) Gewestelijke subsidies over te maken aan andere entiteiten

Sommige subsidies worden toegekend aan de gemeenten en moeten integraal overgemaakt worden naar andere satellieten van de Stad (OCMW, openbare ziekenhuizen, verschillende VZW's van de Stad, enz. , …).

Deze subsidies worden hernomen in de hiernavolgende tabel:

	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
Tussenkomst in de kosten van de taalpremie	145.610,80	291.661,38	232.507,90
Statutarisatiepremie	142.000,00	206.560,10	208.475,36
Diversiteitspolitiek in functie van de verblijfplaats	48.150,55	90.160,46	68.600,00
Tussenkomst in de kosten van de baremaverhogingen	9.619.263,06	9.523.727,91	10.428.447,16
Subsidie teneinde de zachte mobiliteit van personeelsleden te bevorderen	721.256,12	721.256,12	730.000,00
Geco-toelage	1.100.626,76	1.048.306,66	1.090.352,66
Sectoraal protocolakkoord	10.806.622,14	12.333.605,13	12.049.968,46

3.5.2. Ontvangsten uit prestaties

De ontvangsten uit prestaties bestaan uit de terugkerende ontvangsten afkomstig van de gemeentelijke goederen en de diensten die door de gemeente aan de bevolking verleend worden en van andere algemene diensten (inkomgelden, bewakingsontvangsten, huurgelden, parkeerautomaten, vergoedingen voor de doorgangsrechten op de openbare weg, ….).

	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
Ontvangsten uit prestaties	56.379.298,92	64.678.515,50	71.057.381,82

De ontvangsten uit prestaties bedragen 71.057.381,82 € in 2024.

Vele van deze ontvangsten kunnen echter moeilijk ingeschat worden en vertonen dus schommelingen van het ene jaar op het andere. Men moet dan ook heel voorzichtig te werk gaan bij het inschatten van deze ontvangsten.

De hiernavolgende tabel herneemt enkele betekenisvolle ontvangsten uit prestaties:

	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
Ontvangsten parkeerautomaten	14.893.162,46	20.000.000,00	24.000.000,00
Concessies kermissen, markten, Casino, …	6.423.772,28	6.733.750,00	7.000.000,00
Vergoeding doorgangsrechten - Gas	3.240.652,02	2.900.000,00	3.310.000,00
Vergoeding doorgangsrechten - Electriciteit	6.477.735,77	7.000.000,00	7.210.000,00
Retributies op het vlak van stedenbouw (stedenbouwkundige vergunning, milieu, tijdelijke bezetting openbare weg, …)	1.023.908,88	750.000,00	750.000,00
Retributie op het gebruik van de openbare weg	4.223.977,86	4.297.800,00	4.650.000,00
Creditnota i-City	0,00	2.000.000,00	2.000.000,00
Onderwijs (tussenkomst van ouders in schoolvervoer, bewaring, inschrijvingsrechten HEFF)	2.434.863,74	2.550.000,00	2.130.000,00
Sport	2.092.057,91	2.217.000,00	1.844.500,00
Kinderdagverblijf (ouderparticipatie voor kinderopvang)	2.844.267,50	3.500.000,00	3.500.000,00
Bibliotheken (uitleenretributiesn abonnementen, ...)	56.365,40	108.000,00	86.000,00
Persoonlijk aandeel elektronische maaltijdcheques	909.921,82	965.537,45	971.672,78
Opbrengst van de verkoop van brandstof van derden	880.508,80	800.000,00	1.000.000,00
Retributies plaatsing parkeerverbod	1.318.949,05	950.000,00	1.150.000,00
Ontvangsten begraafplaatsvergunningen	208.243,00	250.000,00	220.000,00
Terugbetaling afrekening responsabiliseringsbijdrage	0,00	3.512.507,82	3.438.692,85
Andere (creditnota's, verhuuropbrengsten, …)	9.350.912,43	6.143.920,23	7.796.516,19
Totaal	56.379.298,92	64.678.515,50	71.057.381,82

De inkomsten uit parkeermeters worden geschat op 24.000.000,00 € in 2024, wat onmiskenbaar het effect weerspiegelt van de controles die worden uitgevoerd door de parkeereenheid, in het bijzonder met behulp van speciale "scanauto's".

Er dient opgemerkt te worden dat de retributie op het vlak van stedenbouw een ontvangst van prestaties is sinds 2016, daar waar deze ontvangst vroeger een rechtstreekse gemeentebelasting was. Deze wordt geschat op 750.000,00 € in 2024.

De vergoedingen voor doorgangsrechten (gas en elektriciteit) vormen een waardevolle bron en worden geëvalueerd op 3.310.000,00 € (gas) en op 7.210.000,00 € (elektriciteit) in 2024.

3.5.3. Ontvangsten uit schuld

In 2023 bedragen de ontvangsten uit schulden 16.267.375,94 €.

	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
Ontvangsten uit schuld	15.370.729,86	16.263.063,99	16.267.375,94

De dividenden (gas en elektriciteit) stijgen lichtjes.

	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
Dividend Gas	4.730.964,70	5.620.000,00	5.620.000,00
Dividend Electriciteit	10.341.560,32	10.077.675,94	10.077.675,94
Creditintresten, verwijlintresten	298.204,84	565.388,05	569.700,00

3.5.4. Ontvangsten uit overboekingen

	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
Ontvangsten uit overboekingen	12.577.596,14	7.728.100,00	8.739.950,00

De ontvangsten uit overboekingen bedragen 8.739.950,00 € in de begroting van 2024 en zijn als volgt verdeeld:

Terugname van voorziening	
Voorziening geschil interscolair comité vrije scholen	672.200,00
Voorziening onroerende voorheffing	8.000.000,00
	8.672.200,00
Gebruik van voorziening	
Project Europees RESPONSE	12.750,00
LIGHTHOUSES subsidie	55.000,00
	67.750,00
Totaal van de overboekingen	8.739.950,00

3.6. Algemene evolutie en structuur van de uitgaven

De begrote uitgaven in 2024 (zonder rekening te houden met de directe betalingen - het onderwijzend personeel) bedragen 865.925.592,10 €.

3.6.1. Personeelsuitgaven

Zoals hiervoor reeds werd aangestipt, is de Stad Brussel met haar 9.288 tewerkgestelde personen (zonder het personeel van de Politiezone, OCMW, gemeentelijke VZW's,…) één van de belangrijkste werkgevers in het Brussels Gewest.

	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
Personeelsuitgaven (zonder onderwijzend personeel)	282.799.729,87	311.174.399,66	314.939.962,64

	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
Onderwijzend personeel (econ. code 11111)	179.904.253,97	210.288.900,00	217.144.600,00

De post van de personeelsuitgaven blijft de belangrijkste.

Hij vertegenwoordigt ± 49,13 % van de gewone uitgaven, de rechtstreekse betalingen aan het onderwijzend personeel inbegrepen en ± 36,37 % van de gewone uitgaven zonder de rechtstreekse betalingen.

De tabel hieronder herneemt de verdeling van de personeelskosten (zonder openbaar onderwijs en onderwijzend personeel) volgens de economische aard van de uitgave:

Personeel (excl. openbaar onderwijs) (excl. onderwijzend personeel)	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
Wedden (zonder onderwijzend personeel) (111)	147.313.341,78	161.866.750,43	165.237.714,62
Sociale vergoedingen (vakantiegeld, begrafeniskosten) (112)	12.143.179,67	13.251.323,38	13.497.856,90
Patronale bijdragen (zonder responsabiliseringspremie) (113)	54.543.718,45	58.788.688,13	60.741.576,74
Verplaatsingskosten en andere geldelijke tegemoetkomingen (maaltijdcheques inbegrepen) (115)	10.889.900,84	11.785.154,16	11.888.840,85
Pensioenlasten (116)	732.836,26	745.625,09	844.560,00
Bijdragen arbeidsongevallen en beroepsziekten (117)	0,00	5.000,00	5.000,00
Responsabiliseringsbijdrage (00002 / 11321)	15.737.695,41	20.435.558,47	16.159.578,53
TOTAAL	241.360.672,41	266.878.099,66	268.375.127,64
Tussenkomst in de syndicale premies (econ. code 41502) (uitg. overdrachten)	190.000,00	192.000,00	*192.000,00*

De tabel hieronder herneemt de verdeling van de personeelskosten van het openbaar onderwijs (zonder administratief en onderwijzend personeel) volgens de economische aard van de uitgave:

Openbaar onderwijs (excl. onderwijzend personeel)	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
Wedden (zonder onderwijzend personeel) (111)	24.848.451,62	27.680.700,00	29.393.700,00
Sociale vergoedingen (vakantiegeld, begrafeniskosten) (112)	1.726.910,55	1.958.800,00	2.024.500,00
Patronale bijdragen (zonder responsabiliseringspremie) (113)	11.007.634,10	10.376.200,00	10.765.735,00
Verplaatsingskosten en andere geldelijke tegemoetkomingen (maaltijdcheques inbegrepen) (115)	3.856.061,19	4.280.600,00	4.380.900,00
TOTAAL	41.439.057,46	44.296.300,00	46.564.835,00
Tussenkomst in de syndicale premies (econ. code 41502) (uitg. overdrachten)	0,00	47.850,00	*50.000,00*

De hiernavolgende tabel herneemt de globale verdeling van de personeelskosten (zonder onderwijzend personeel) volgens de economische aard van de uitgave:

Personeel, openbaar onderwijs inbegrepen (excl. onderwijzend personeel)	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
Wedden (zonder onderwijzend personeel) (111)	172.161.793,40	189.547.450,43	194.631.414,62
Sociale vergoedingen (vakantiegeld, begrafeniskosten) (112)	13.870.090,22	15.210.123,38	15.522.356,90
Patronale bijdragen (zonder responsabiliseringspremie) (113)	65.551.352,55	69.164.888,13	71.507.311,74
Verplaatsingskosten en andere geldelijke tegemoetkomingen (maaltijdcheques inbegrepen) (115)	14.745.962,03	16.065.754,16	16.269.740,85
Pensioenlasten (116)	732.836,26	745.625,09	844.560,00
Bijdragen arbeidsongevallen en beroepsziekten (117)	0,00	5.000,00	5.000,00
Responsabiliseringsbijdrage (00002 / 11321)	15.737.695,41	20.435.558,47	16.159.578,53
TOTAAL	282.799.729,87	311.174.399,66	314.939.962,64
Tussenkomst in de syndicale premies (econ. code 41502) (uitg. overdrachten)	190.000,00	239.850,00	*242.000,00*

3.6.2. Werkingsuitgaven

De werkingsuitgaven stellen maar een beperkt deel van de courante uitgaven voor (zonder overboekingen en zonder de wedden van het onderwijzend personeel), namelijk 14,63 %.

	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
Werkingsuitgaven	107.480.387,86	125.724.486,88	126.703.629,19

De werkingsuitgaven bedragen 126.703.629,19 € in 2024.

De hiernavolgende tabel herneemt een verdeling van de werkingsuitgaven volgens de economische aard van de uitgave.

Deze tabel toont daarenboven enkele belangrijke werkingsuitgaven:

	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
Terugbetaling van onkosten en dienstvergoedingen (121)	419.840,76	572.105,00	466.860,00
Honoraria en uitgaven met betrekking tot extern personeel op de administratie (122)	5.909.345,69	7.326.170,08	7.582.358,57
Administratieve werkingskosten (123)	40.854.451,17	52.030.173,94	51.722.649,39
waarvan :			
Kantoorbenodigdheden (12302)	*2.541.269,18*	*3.293.757,50*	*3.157.177,50*
Administratieve prestaties van derden (12306)	*1.005.083,86*	*804.707,50*	*867.900,00*
Correspondentiekosten (12307)	*774.622,38*	*1.207.000,00*	*1.202.000,00*
Telecommunicatiekosten (12311)	*856.259,48*	*793.339,80*	*861.510,00*
Huur- onderhoudskosten bureau materieel (fotocopieertoestellen, betaalterminals ...) (12312)	*87.898,40*	*39.311,00*	*29.580,00*
Beheerskosten en kosten met betrekking tot de werking van de informatica (13901/12313)	*31.046.060,00*	*39.817.000,00*	*39.817.000,00*
Beheerskosten en kosten met betrekking tot de werking van de informatica (overige 12313)	*536.769,52*	*605.000,00*	*437.240,00*
Kosten voor beroepsopleiding personeel (12317)	*596.596,19*	*613.200,00*	*641.950,00*
Technische werkingskosten (124)	24.297.322,58	25.231.987,48	31.914.260,00
waarvan :			
Technische benodigdheden (12402)	*6.424.722,02*	*6.405.751,28*	*6.546.940,00*
Aankoop, onderhoud en huur van werkkleding (12405)	*863.193,70*	*707.500,00*	*712.000,00*
Technische prestaties van derden (12406)	*12.263.847,45*	*13.082.361,20*	*17.795.540,00*
Verzekeringen: burgerlijke aansprakelijkheid, brand (12408)	*653.671,50*	*650.000,00*	*850.000,00*
Schooltransport (70508/12424)	*490.000,00*	*735.000,00*	*763.670,00*
Werkingskosten met betrekking tot de gebouwen (125)	24.623.061,15	31.757.484,28	30.951.040,23
waarvan:			
Prestaties van derden voor gebouwen (12506)	*13.769.498,10*	*13.556.974,40*	*12.284.737,33*
Verzekering van onroerende goederen (12508)	*1.150.000,00*	*1.300.000,00*	*1.500.000,00*
Diverse belastingen, heffingen en retributies op de onroerende goederen (12510)	*2.376.868,29*	*4.660.456,06*	*4.991.844,57*
Levering van elektriciteit (12512)	*3.508.036,92*	*6.558.954,03*	*5.193.257,24*
Levering van gas (12513)	*2.132.627,47*	*3.563.415,31*	*4.720.814,76*
Levering van water (12515)	*735.736,33*	*1.190.324,00*	*1.237.795,85*
Huur en huurlasten van de onroerende goederen (126)	3.794.319,53	1.211.114,69	1.238.411,00
Werkingskosten met betrekking tot de voertuigen (127)	2.712.943,66	2.653.000,00	2.158.000,00
waarvan:			
Verzekering van voertuigen (12708)	*171.328,50*	*175.000,00*	*140.000,00*
Olie en brandstof (12703)	*1.947.010,30*	*1.810.000,00*	*1.350.000,00*
Leveringen en wisselstukken voor voertuigen (12702)	*289.234,27*	*305.000,00*	*305.000,00*
Contracten onderhoud, hertstelling - technische controles voertuigen (12706)	*61.117,27*	*123.000,00*	*123.000,00*
Kilometerheffing vrachtwagens (12710)	*65.000,00*	*65.000,00*	*65.000,00*
Leasing voertuigen (12712)	*179.253,32*	*175.000,00*	*175.000,00*
Financiële werkingskosten (128)	867.860,62	662.511,41	670.050,00
Werkingskosten wegeniswerken (140)	4.001.242,70	4.279.940,00	0,00
waarvan:			
Openbare verlichting (42305/14002)	*219.440,00*	*251.940,00*	*0,00*
Kleine herstellingen, onderhoud parkeermeters, wegmarkeringen... (42105/14006)	*1.821.549,59*	*1.778.000,00*	*0,00*
Verlichte signalisatie, niet-verlichte signalisatie, tijdelijke signalisatie (42305/14006)	*1.614.184,68*	*1.520.000,00*	*0,00*
TOTAAL	107.480.387,86	125.724.486,88	126.703.629,19

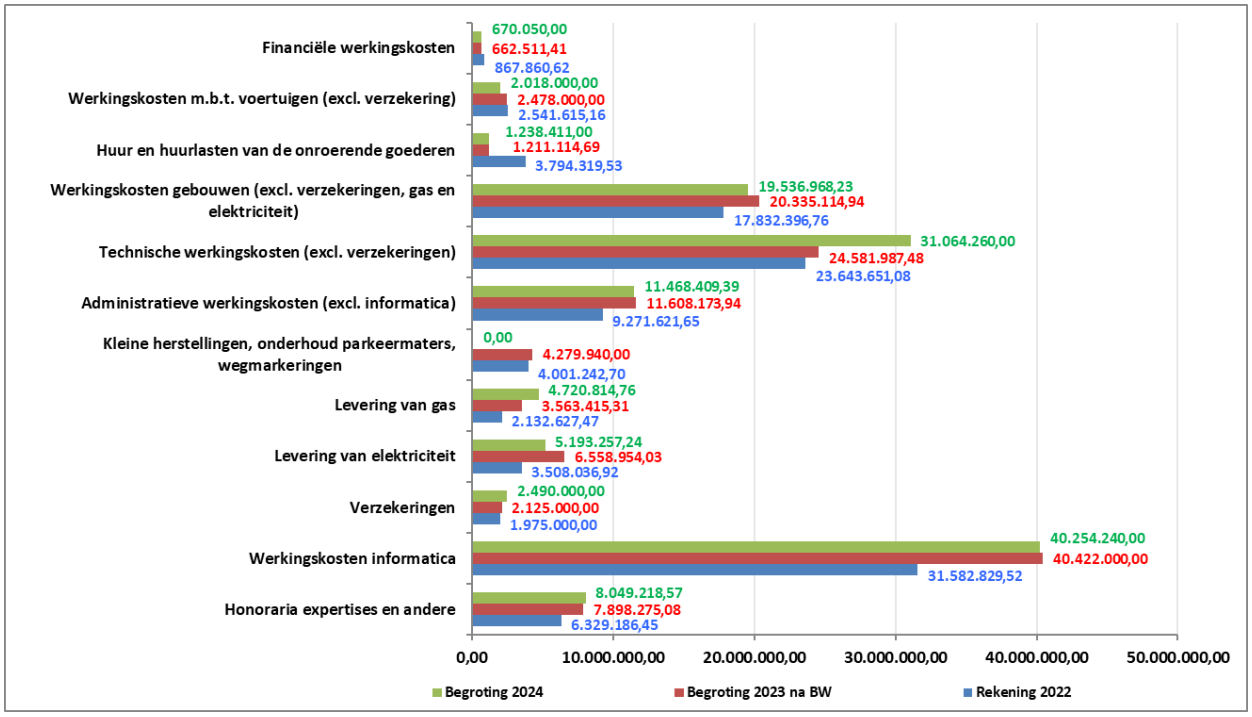
We laten opmerken dat er aan elk departement is gevraagd om een zo nauwkeurig mogelijke schatting te maken van de werkingsuitgaven die daadwerkelijk nodig zijn voor 2024.

De totale IT-beheers- en werkingskosten worden in 2024 geschat op 40.254.240,00 € en vertegenwoordigen 33,77 % van de totale werkingsuitgaven. Dit zijn aanzienlijke inspanningen om de digitale uitdaging aan te gaan en onze administratie te moderniseren.

De energiekosten (gas, elektriciteit en water) worden in 2024 geschat op 11.151.867,85 € en vertegenwoordigen 9,36 % van de totale werkingsuitgaven.

Samenvattend:

	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
Honoraria expertises en andere	6.329.186,45	7.898.275,08	8.049.218,57
Werkingskosten informatica	31.582.829,52	40.422.000,00	40.254.240,00
Verzekeringen	1.975.000,00	2.125.000,00	2.490.000,00
Levering van elektriciteit	3.508.036,92	6.558.954,03	5.193.257,24
Levering van gas	2.132.627,47	3.563.415,31	4.720.814,76
Kleine herstellingen, onderhoud parkeermaters, wegmarkeringen	4.001.242,70	4.279.940,00	0,00
Administratieve werkingskosten (excl. informatica)	9.271.621,65	11.608.173,94	11.468.409,39
Technische werkingskosten (excl. verzekeringen)	23.643.651,08	24.581.987,48	31.064.260,00
Werkingskosten gebouwen (excl. verzekeringen, gas en elektriciteit)	17.832.396,76	20.335.114,94	19.536.968,23
Huur en huurlasten van de onroerende goederen	3.794.319,53	1.211.114,69	1.238.411,00
Werkingskosten m.b.t. voertuigen (excl. verzekering)	2.541.615,16	2.478.000,00	2.018.000,00
Financiële werkingskosten	867.860,62	662.511,41	670.050,00
Totaal	107.480.387,86	125.724.486,88	126.703.629,19



3.6.3. Uitgaven dotaties of van overdrachten

De betaalde dotaties of als overdrachten bestempelde uitgaven zijn de bedragen die de gemeente overmaakt aan andere actoren in het openbaar of privédomein, teneinde hun begroting in evenwicht te brengen of hun werking te ondersteunen. Enerzijds is de Stad wettelijk verplicht het exploitatietekort van de lokale overheden zoals de Politiezone, het OCMW, de openbare hospitalen en de kerkfabrieken te dekken. Anderzijds beslist de Stad op facultatieve wijze om zekere tussenkomsten toe te kennen.

	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
Uitgaven van overdrachten	300.580.195,63	314.371.546,71	330.423.314,92

In het geheel bedragen de overdrachtsuitgaven 330.423.314,92 € in 2024.

a) Dotatie voor de Politiezone

	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
Dotatie aan de Politiezone	118.136.045,77	125.400.321,40	135.841.328,57

De dotatie toegekend aan de Politiezone Brussel-Hoofdstad-Elsene bedraagt 135.841.328,57 € en stijgt met 10.441.007,17 € ten opzichte van 2023. Deze stijging houdt rekening met stijgingen in personeelskosten (indexering) en de operationele kosten van de politiezone, die net als de Stad te maken heeft met stijgende kosten van lopende contracten.

b) Dotatie voor het OCMW

	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
Algemene dotatie aan het OCMW	82.848.500,00	94.848.500,00	99.848.500,00

De dotatie aan het OCMW van Brussel voor een gebrek aan middelen bedraagt 99.848.500,00 € in 2024. De stijging ten opzichte van 2023 houdt rekening met loonindexeringen, de responsabiliseringsbijdrage en andere factoren.

c) Tussenkomst in de kosten van leningen ten gevolge van de herstructurering van de rust- en verzorgingstehuizen

	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
Tussenkomst van de Stad in de schuldenlast van het OCMW in navolging van de herstructurering van de rust- en verzorgingstehuizen	1.649.914,00	1.649.914,00	1.613.300,00

Het OCMW van Brussel en de Stad Brussel hebben een akkoord overeengekomen waarbij de Stad tussenkomt in de kosten van de herstructurering van de rusthuizen (RH) en de rust- en verzorgingsinstellingen (RVT).

Aldus, volgens dit akkoord, betaalt de Stad aan het OCMW de leninglasten aangegaan in het kader van deze herstructurering terug.

d) Speciale gewestelijke subsidies voor de openbare ziekenhuizen

	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
Speciale toelage voor de tussenkomst in de lasten van de openbare ziekenhuizen	6.235.000,00	6.358.000,00	6.235.000,00

De Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft op 13 februari 2003 (SB 05/09/2003) een ordonnantie aangenomen die een of meerdere speciale subsidies toekent in het voordeel van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bestemd voor de realisatie van taken van gemeentelijk belang.

De jaarlijkse conventies in toepassing van de ordonnantie van 13/02/2003 betreffende de toekenning van speciale subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vermelden dat de Regering aan de Stad een speciale subsidie gestort heeft teneinde een opdracht van gemeentelijk belang te kunnen vervullen, als specifieke tussenkomst van de gemeente in het tekort van de Brusselse openbare ziekenhuizen.

Deze gewestelijke tussenkomst wordt onmiddellijk overgemaakt aan de ziekenhuizen. Deze bedraagt 6.235.000,00 € in 2024.

e) Regionale subsidies af te staan aan diverse entiteiten

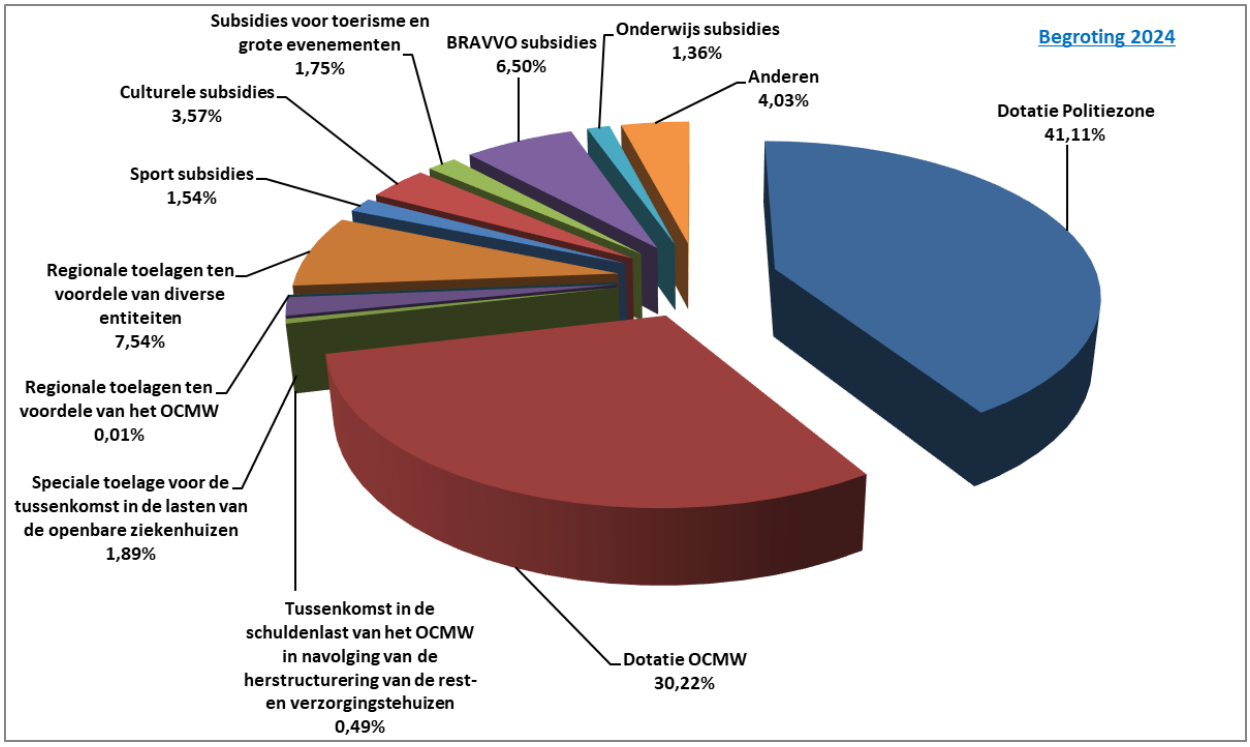
Het Gewest kent aan de Stad speciale specifieke subsidies toe die onmiddellijk overgemaakt worden aan verschillende entiteiten zoals het OCMW, de openbare ziekenhuizen, de Brusselse keukens, de Berg van Barmachtigheid, enz. De hiernavolgende tabel herneemt deze specifieke subsidies:

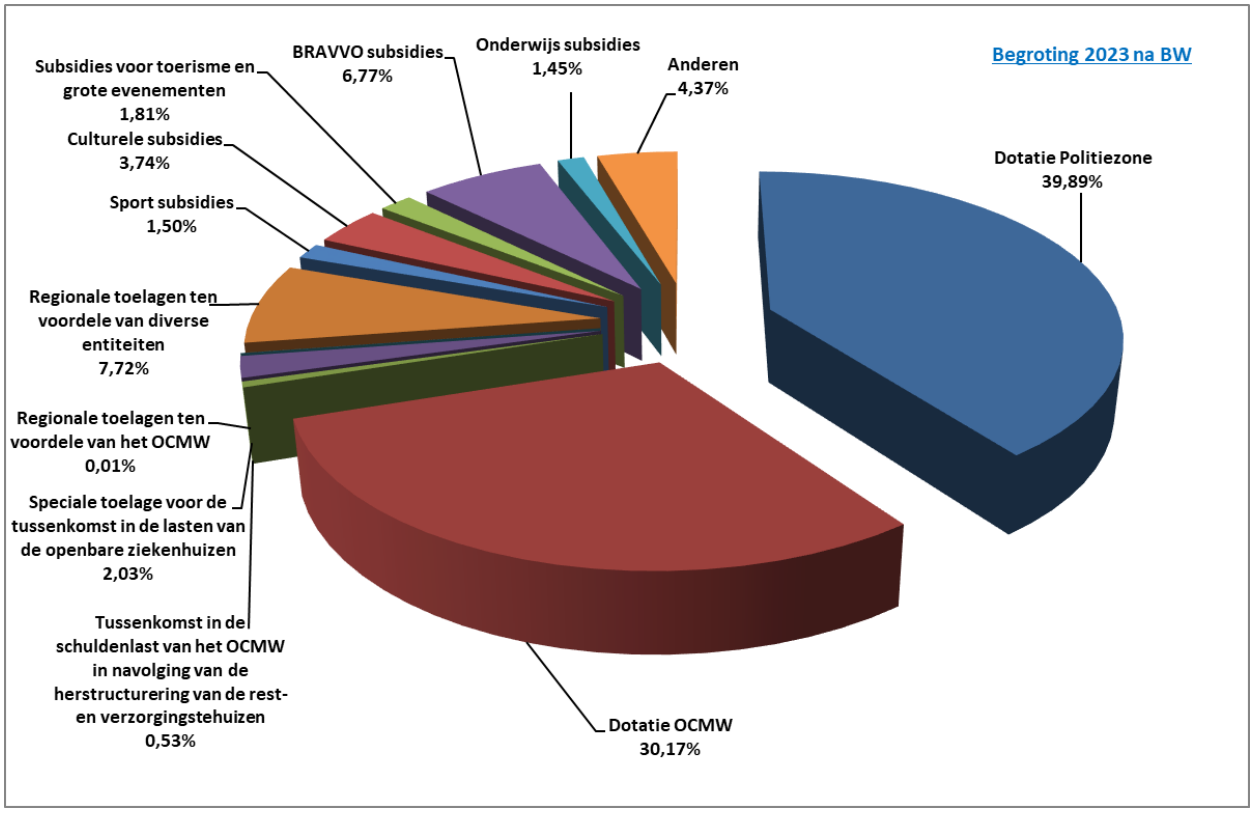
	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
Tussenkomst in de kosten van de taalpremie	0,00	291.661,38	232.507,90
Statutarisatiepremie	142.000,00	154.240,00	154.240,00
Diversiteitspolitiek in functie van de verblijfplaats	48.150,55	90.160,46	68.600,00
Tussenkomst in de kosten van de baremaverhogingen	9.619.263,06	10.978.101,91	10.428.447,16
Subsidie teneinde de zachte mobiliteit van personeelsleden te bevorderen	721.256,12	721.256,12	730.000,00
Toelage Geco	1.100.626,76	1.100.626,76	1.144.588,02
Radicalisme toelage	180.000,00	60.000,00	120.000,00
Sectoraal protocolakkoord	10.772.517,60	10.879.231,13	12.049.968,46

Verder steunt de Stad ook financieel tal van lokale verenigingen.

In de begroting 2024 werd een inspanning geleverd op het gebied van de niet verplichte toelagen.
De tabel en de grafieken hieronder geven het geheel van de uitgaven van de overdrachten weer volgens de aard:

	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
Dotatie Politiezone	118.136.045,77	125.400.321,40	135.841.328,57
Dotatie OCMW	82.848.500,00	94.848.500,00	99.848.500,00
Tussenkomst in de schuldenlast van het OCMW in navolging van de herstructurering van de rest- en verzorgingstehuizen	1.649.914,00	1.678.600,00	1.613.300,00
Speciale toelage voor de tussenkomst in de lasten van de openbare ziekenhuizen	6.235.000,00	6.385.000,00	6.235.000,00
Regionale toelagen ten voordele van het OCMW	41.340,00	41.400,00	41.400,00
Regionale toelagen ten voordele van diverse entiteiten	22.583.814,09	24.275.277,76	24.928.351,54
Sport subsidies	4.949.648,63	4.712.049,00	5.087.049,00
Culturele subsidies	11.264.037,47	11.756.862,38	11.780.675,00
Subsidies voor toerisme en grote evenementen	5.981.500,00	5.687.080,00	5.790.130,00
BRAVVO subsidies	19.950.779,35	21.282.046,79	21.476.180,47
Onderwijs subsidies	4.441.550,28	4.564.244,00	4.480.587,00
Anderen	22.498.066,04	13.740.165,38	13.300.813,34
Totaal	300.580.195,63	314.371.546,71	330.423.314,92





3.6.4. Uitgaven met betrekking tot de schuld

3.6.4.1. Algemene analyse van de uitgaven die gelinkt worden aan de schuld

De uitgaven van de schuld (leninglast) bedragen 83.740.181,41 € in 2024.

	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
Leninguitgaven	64.278.239,92	70.122.293,32	83.740.181,41

Om preciezer te zijn, teneinde de investeringsuitgaven van de buitengewone dienst te financieren (werken, aankopen, onderhoud …), sluit de Stad leningen af.

De terugbetaling van deze leningen en de leningslasten die ermee gepaard gaan vertegenwoordigen het hoofdaandeel van de schulduitgaven.

Behalve deze, bevatten de uitgaven van de schuld eveneens lasten verbonden met debiteurintresten op financiële rekeningen, met nalatigheids- of moratoriumintresten, met een eeuwigdurende rente en andere boeten. Deze uitgaven, worden geschat op 10.118.503,94 € in 2024.

	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
Andere schulduitgaven	2.072.057,81	12.994.030,09	10.118.503,94

3.6.4.2. Algemene analyse van de uitgaven gelinkt aan de schuldenlast

De tabel, die hierna opgenomen wordt, behandelt de kosten van de leningen volgens hun aard:

	Kapitaal aflossingen	Intresten	Totaal
Leningen ten laste van de Stad	58.527.358,98	14.557.091,63	73.084.450,61
Leningen BGHGT	1.341.131,05	1.253.687,02	2.594.818,07
Leningen IRIS	2.578.854,62	373.367,96	2.952.222,58
Schuld van de huurfinanciering	1.841.693,58	3.266.996,57	5.108.690,15

***Legende** : BGHGT = Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën*

Leningen Stad en BGHGT	59.868.490,03	15.810.778,65	75.679.268,68

De schuldenlast van de Stad bedraagt ± 9,67 % van de totale uitgaven (exclusief directe betalingen of onderwijzend personeel).

De schuld ten laste van de Stad (zonder de IRIS-, BGHGT en de staatsleningen) bedraagt 8,44 % van de totale uitgaven (zonder de overboekingen en de wedden van het onderwijzend personeel). Deze verhoudingen blijven sinds meerdere jaren vrij constant.

De tabel, die hierna opgenomen wordt, behandeld de schuldenlast van de Stad:

	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
Kapitaalaflossingen	51.746.978,33	52.020.718,50	58.527.358,98
Intresten	3.882.681,48	6.879.281,50	14.557.091,63
TOTAAL	55.629.659,81	58.900.000,00	73.084.450,61

De schuld verbonden aan de leningen rechtstreeks ten laste van de Stad bedraagt 73.084.450,61 € in 2024 (onderverdeeld in 14.557.091,63 € aan kosten voor interesten en 58.527.358,98 € aan terugbetalingen van geleende kapitalen).

De begrotingsprognoses houden rekening met de huidige leningen en de consolidatie van nieuwe leningen voor het jaar 2024 en die betrekking hebben op de financiering van de netto last van het jaar 2018.

Om de schuldenlast te beheersen, die op korte, middellange en lange termijn het evenwicht van de gewone begroting beïnvloedt, heeft de Stad besloten haar investeringen onder controle te houden door systematisch de noodzaak van elke investering na te gaan zodat zij haar leningscapaciteit niet

zou overschrijden. Het niveau van de investeringen blijft desondanks ambitieus, in die mate dat de Stad er aan houdt het economisch dynamisme te ondersteunen in tijden waar dit meer dan ooit nodig is.

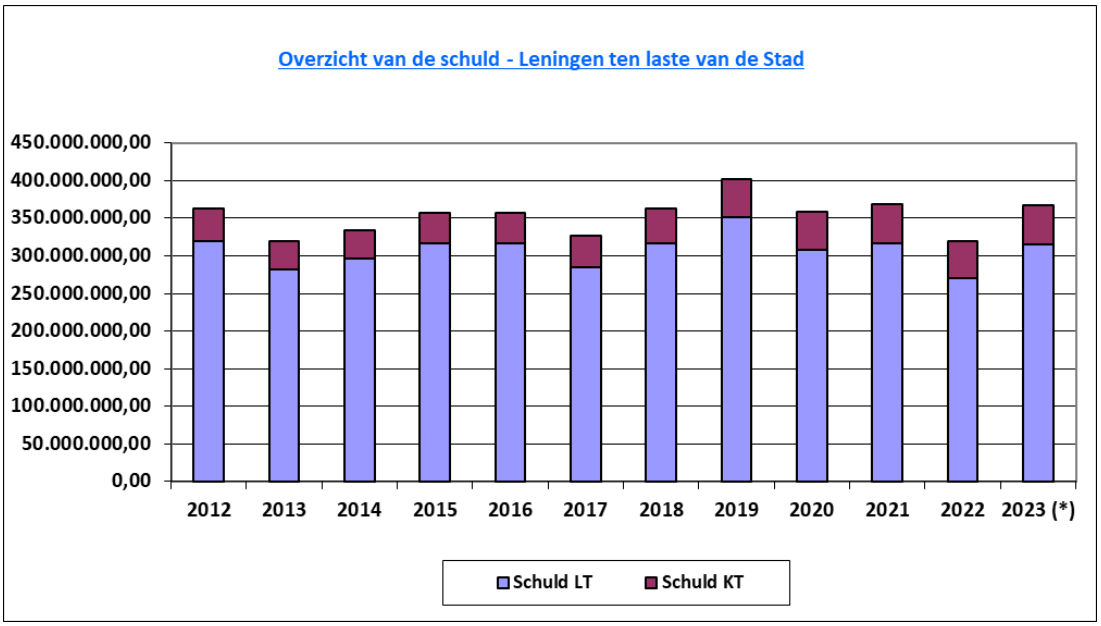
Bovendien, zal de consolidatie van de nieuwe leningen gebeuren aan de hand van de effectieve betalingen voor investeringen die reeds meerdere maanden of jaren verwezenlijkt werden. Het opnemen van de leningen gebeurt dus trapsgewijs op basis van de reële aanrekeningen en de beschikbaarheid van liquiditeiten.

De financiële leasingschuld stemt overeen met de jaarlijkse vergoeding te betalen voor de investeringskost van de bouw van het nieuwe administratief gebouw Brucity ten gunste van de ontwikkelaar en bedragen 5.108.690,15 €.

3.6.4.3. Analyse van de schuldenlast

De tabel en de grafische weergave zoals hierna opgenomen behandelen de situatie van de schulden van de Stad tussen 2012 en 2023:

Overzicht van de schuld - Leningen ten laste van de Stad Brussel (excl. BGHGT leningen)				
Op 31/12/xxxx	Schuld LT	Schuld KT	Totale schuld	Evolutie
2012	318.899.550,41	43.648.675,65	362.548.226,06	16,25%
2013	282.405.545,92	36.493.772,99	318.899.318,91	-12,04%
2014	297.040.858,05	36.858.307,08	333.899.165,13	4,70%
2015	316.771.168,31	40.293.246,02	357.064.414,33	6,94%
2016	316.760.198,58	40.684.491,63	357.444.690,21	0,11%
2017	284.755.764,71	42.395.831,76	327.151.596,47	-8,47%
2018	316.434.917,07	47.249.405,04	363.684.322,11	11,17%
2019	351.287.633,31	51.111.187,07	402.398.820,38	10,65%
2020	307.878.406,82	50.073.573,02	357.951.979,84	-11,05%
2021	316.960.599,37	51.746.978,50	371.068.129,27	3,66%
2022	270.946.781,72	48.374.369,22	319.321.150,94	-13,95%
2023 (*)	315.932.387,44	51.596.811,04	367.529.198,48	15,10%
(*) berekening per 1/12/2023		Jaarlijkse gemiddelde groei tussen 2014 en 2023:		4,82%



Er kan vastgesteld worden dat de Stad de schuldenlast in toom tracht te houden, terwijl het de ambitie van de Stad in haar investeringen weerspiegelt.

Deze inspanningen worden gecombineerd met een beleid van het gebruik van afwisselende financiële instrumenten zoals:

- **De toevlucht naar klassieke leningen;**
- **De uitgifte van thesauriebiljetten op korte en lange termijn.**

(Er dient opgemerkt te worden dat de gemeenteraad zich op 17/10/2016 positief uitsprak over de mogelijkheid om gebruik te maken van de uitgifte van thesauriebiljetten op lange termijn teneinde de diversifiëring te verhogen).

3.6.5. Uitgaven van overboekingen

	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
Uitgaven van overboekingen	12.600.000,00	0,00	0,00

Er worden geen uitgaven van overboekingen voorzien in de begroting van 2024.

4. Buitengewone begroting

In de begroting 2024 werd er voor 242.300.618,05 € aan uitgaven ingeschreven.

De ontvangsten uit desinvesteringen, subsidies en leningen gefinancierd door het Gewest en andere instanties en overboekingen bedragen 52.381.730,18 €. De netto last van de buitengewone begroting bedraagt dus 189.918.887,87 €.

	BEGROTING 2024
UITGAVEN	242.300.618,05
(-) ONTVANGSTEN SUBSIDIES en DESINVESTERINGEN	52.381.730,18
NETTO LAST	189.918.887,87

De onderstaande cijfers tonen de economische verdeling van de uitgaven en de ontvangsten :

BEGROTING 2024

UITGAVEN	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
INVESTERINGEN	291.508.468,42	227.413.119,76	194.152.753,05
OVERDRACHTEN	11.861.498,90	17.795.593,19	30.847.865,00
SCHULD	14.385.500,00	19.100.000,00	17.300.000,00
OVERBOEKINGEN	0,00	0,00	0,00
TOTAAL	317.755.467,32	264.308.712,95	242.300.618,05

ONTVANGSTEN	Rekening 2022	Begroting 2023 na BW	Begroting 2024
INVESTERINGEN	49.016,01	29.344.594,03	10.100,00
OVERDRACHTEN	31.739.176,29	66.866.374,54	46.216.308,18
SCHULD	96.601.821,00	168.097.744,38	196.074.209,87
OVERBOEKINGEN	38.268.749,85	0,00	0,00
TOTAAL	166.658.763,15	264.308.712,95	242.300.618,05
RESULTAAT	-151.096.704,17	0,00	0,00

De gemeentelijke investeringen kunnen op drie manieren gefinancierd worden:

- **door toelagen in kapitaal;**
- **door eigen middelen (aanwending van de reservefondsen, overdracht van middelen van de gewone begroting naar de buitengewone…);**
- **door middel van leningen.**

Bijzondere aandacht werd besteed aan de keuze van de investeringen, namelijk op basis van een studie van hun toegevoegde waarde en van de sociale, economische en milieu- aspecten.

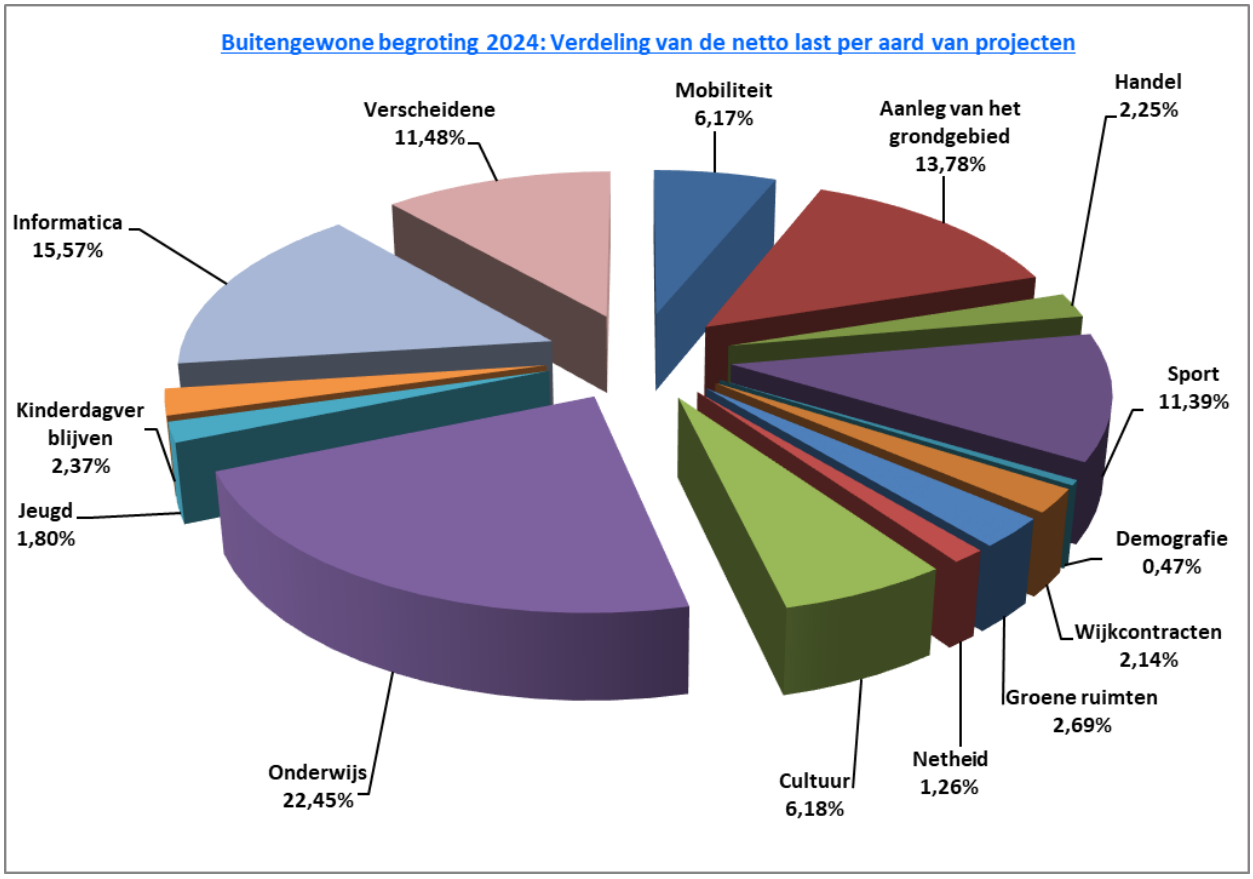
Investeringen die besparingen op courante uitgaven op lange termijn teweegbrengen zullen voorrang krijgen. Hierbij rekent men bijvoorbeeld de hierboven vernoemde investeringen met een impact op het verbruik van de energie.

Samengevat kunnen we stellen dat de Stad voor twee benaderingen kiest: enerzijds het onder controle houden van het investeringsvolume om overmatige schulden te vermijden, en anderzijds het leveren van een stevige en rechtstreekse bijdrage aan de economische activiteit en de verbetering van de leefomgeving van de bevolking. De begroting voorziet dus op de buitengewone dienst voor 242.300.618,05 € aan investeringen die in 2024 dienen te gebeuren.

De hiernavolgende tabel verklaart volgens de aard van de projecten:

- ✓ **de investeringsbedragen voorzien in de begroting 2024 ("Bruto last");**
- ✓ **de financieringsbronnen voorzien in de vorm van subsidies, verkopen en overboekingen;**
- ✓ **de netto kosten ten laste van de Stad als onderdeel van de realisatie van deze investeringen ("Netto last") (waarvoor een grafiek de verdeling volgens de aard van de projecten toont).**

Aard van de projecten	Bruto last	Subsidies, verkopen en overboekingen	Netto last	*% netto last*
Mobiliteit	12.237.000,00	510.000,00	11.727.000,00	*6,17%*
Aanleg van het grondgebied	33.606.323,91	7.439.318,91	26.167.005,00	*13,78%*
Handel	4.274.000,00	0,00	4.274.000,00	*2,25%*
Sport	28.535.000,00	6.907.822,00	21.627.178,00	*11,39%*
Demografie	889.500,00	0,00	889.500,00	*0,47%*
Wijkcontracten	18.936.869,83	14.867.946,50	4.068.923,33	*2,14%*
Groene ruimten	5.115.628,31	0,00	5.115.628,31	*2,69%*
Netheid	2.385.000,00	0,00	2.385.000,00	*1,26%*
Cultuur	12.743.100,00	1.000.000,00	11.743.100,00	*6,18%*
Onderwijs	62.368.622,00	19.739.052,50	42.629.569,50	*22,45%*
Jeugd	3.535.000,00	112.500,00	3.422.500,00	*1,80%*
Kinderdagverblijven	5.750.000,00	1.255.916,27	4.494.083,73	*2,37%*
Informatica	29.709.500,00	132.400,00	29.577.100,00	*15,57%*
Verscheidene	22.215.074,00	416.774,00	21.798.300,00	*11,48%*
Totaal	242.300.618,05	52.381.730,18	189.918.887,87	*100,00%*



Voor meer details zijn de investeringsprojecten voor 2024, 2025, 2026 en 2027 te vinden in het meerjarenplan.

2. RESULTAAT 2024 - SAMENVATTENDE STATEN - GEWONE EN BUITENGEWONE BEGROTING

(Deze samenvattende staten zijn eveneens hernomen in de functionele en economische begroting, alsook in de begroting gedetailleerd per artikel)

Service ordinaire - Gewone dienst / Tableau récapitulatif - Samenvattingstabel / BUDGET 2024 - BEGROTING 2024

Fonction - Functie	Libellé - Omschrijving	Recettes - Ontvangsten					Dépenses - Uitgaven					
		Prestations - Prestaties	Transferts - Overdrachten	Dette - Schuld	Total - Totaal	Prélèvements - Overboekingen	Personnel - Personeel	Fonctionnement - Werking	Transferts - Overdrachten	Dette - Schuld	Total - Totaal	Prélèvements - Overboekingen
009	RECETTES ET DEPENSES NON VENTILABLES / NIET-VERDEELBARE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN	3.850.692,85	521.115,07	69.700,00	4.441.507,92	0,00	18.791.701,37	400.000,00	0,00	10.246.119,01	29.437.820,38	0,00
019	DETTE PUBLIQUE / OPENBARE SCHULD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20.050,00	0,00	300,00	20.350,00	0,00
029	FINANCEMENT GENERAL / ALGEMENE FINANCIERING	0,00	193.980.006,93	0,00	193.980.006,93	0,00	0,00	0,00	0,00	25.786,61	25.786,61	0,00
049	IMPOTS ET TAXES / BELASTINGEN EN TAKSEN	101.000,00	421.005.105,74	500.000,00	421.606.105,74	8.000.000,00	0,00	1.570.615,85	374.222,95	100.000,00	2.044.838,80	0,00
059	ASSURANCES / VERZEKERINGEN	0,00	5.000,00	0,00	5.000,00	0,00	0,00	2.490.000,00	0,00	0,00	2.490.000,00	0,00
069	PRELEVEMENTS (GENERAUX) / (ALGEMENE) OVERBOEKINGEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
119	RECETTES ET DEPENSES GENERALES / ALGEMENE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN	865.235,33	14.478.033,56	0,00	15.343.268,89	0,00	38.591.207,37	13.546.455,35	548.791,80	14.597.184,62	67.283.639,14	0,00
129	ADMINISTRATION DES FINANCES ET DES DOMAINES / FINANCIEEL BESTUUR EN DOMEINEN	227.005,09	14.178.682,70	0,00	14.405.687,79	0,00	6.602.949,79	1.186.043,23	679.182,70	8.994,12	8.477.169,84	0,00
139	SERVICES GENERAUX / ALGEMENE DIENSTEN	7.088.004,46	9.774.069,28	0,00	16.862.073,74	12.750,00	43.052.580,68	49.730.173,92	522.717,00	4.635.564,11	97.941.035,71	0,00
149	CALAMITES / RAMPEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
159	RELATIONS AVEC L'ETRANGER / BUITENLANDSE BETREKKINGEN	0,00	41.000,00	0,00	41.000,00	0,00	0,00	204.850,00	424.552,00	0,00	629.402,00	0,00
339	ORDRE PUBLIC & SECURITE / OPENBARE ORDE EN VEILIGHEID	1.095.152,36	11.010.414,46	0,00	12.105.566,82	0,00	722.868,01	545.897,38	156.963.457,87	2.645.644,74	160.877.868,00	0,00
429	COMMUNICATIONS - VOIRIES / VERKEER EN WATERSTAAT	29.859.952,10	395.000,00	0,00	30.254.952,10	0,00	15.112.433,76	12.025.026,12	1.240.000,00	11.305.959,02	39.683.418,90	0,00
569	INDUSTRIE,COMMERCE ET CLASSES MOYENNES / HANDEL, NIJVERHEID EN MIDDENSTAND	17.529.475,37	2.466.610,37	15.697.675,94	35.693.761,68	0,00	3.128.514,00	575.954,98	11.109.740,37	1.408.346,85	16.222.556,20	0,00
709	RECETTES ET DEPENSES GENERALES DE L'ENSEIGNEMENT / ALGEMENE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET ONDERWIJS	1.028.379,52	8.946.201,94	0,00	9.974.581,46	672.200,00	19.256.007,58	8.108.350,19	3.746.277,00	9.070.293,86	40.180.928,63	0,00
729	ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL / BASISONDERWIJS	71.449,98	91.132.895,76	0,00	91.204.345,74	0,00	112.085.944,89	4.043.195,11	488.868,00	6.506.182,69	123.124.190,69	0,00
739	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE / SECUNDAIR ONDERWIJS	468.299,22	111.794.572,02	0,00	112.262.871,24	0,00	108.887.010,12	3.471.633,64	116.600,00	4.341.033,09	116.816.276,85	0,00
749	ENSEIGNEMENT SCIENTIFIQUE / WETENSCHAPPELIJK ONDERWIJS	1.110.153,35	28.191.200,00	0,00	29.301.353,35	0,00	29.786.333,16	1.384.113,36	111.032,00	486.434,22	31.767.912,74	0,00
759	ENSEIGNEMENT SPECIAL / BUITENGEWOON ONDERWIJS	7.943,92	15.218.810,00	0,00	15.226.753,92	0,00	17.392.639,80	256.255,92	17.810,00	214.239,68	17.880.945,40	0,00
769	JEUNESSE,EDUCATION POPULAIRE, SPORTS & LOISIRS / JEUGDZORG, VOLKSOPLEIDING, SPORT EN RECREATIE	2.425.961,24	3.699.745,88	0,00	6.125.707,12	0,00	34.612.928,64	10.994.520,14	12.988.687,00	9.303.834,02	67.899.969,80	0,00
789	BEAUX-ARTS, ARCHEOLOGIE, PROTECTION DE LA NATURE, RADIO-TELEVISION / KUNSTEN, OUDHEIDKUNDE, NATUURBESCHERMING, RADIO-TELEVISIE	19.675,31	353.768,40	0,00	373.443,71	0,00	6.096.126,29	2.230.509,21	5.326.445,00	3.834.921,26	17.488.001,76	0,00
799	CULTES / EREDIENSTEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12.347,82	0,00	866.291,21	878.639,03	0,00
839	SECURITE SOCIALE ET ASSISTANCE SOCIALE / SOCIALE ZEKERHEID EN SOCIALE BIJSTAND	0,00	7.109.329,97	0,00	7.109.329,97	0,00	0,00	500,00	108.571.129,97	266.176,64	108.837.806,61	0,00
859	AIDE SOCIALE ET FAMILIALE ET EMPLOI / SOCIALE HULP EN GEZINSVOORZIENINGEN EN WERKGELEGENHEID	3.617.666,59	18.607.996,21	0,00	22.225.662,80	0,00	38.172.135,95	4.124.378,80	3.023.362,49	3.320.507,88	48.640.385,12	0,00
879	SANTE PUBLIQUE ET HYGIENE PUBLIQUE / VOLKSGEZONDHEID EN OPENBARE HYGIENE	893.470,39	32.271.340,74	0,00	33.164.811,13	55.000,00	24.889.630,30	9.292.738,16	23.153.992,50	6.421.970,46	63.758.331,42	0,00
939	LOGEMENTS ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / HUISVESTING EN RUIMTELIJKE ORDENING	797.864,74	1.862.218,16	0,00	2.660.082,90	0,00	14.903.550,93	490.020,01	1.016.446,27	4.252.901,26	20.662.918,47	0,00
999	Totaux de l'exercice - Totaal van het dienstjaar	71.057.381,82	987.043.117,19	16.267.375,94	1.074.367.874,95	8.739.950,00	532.084.562,64	126.703.629,19	330.423.314,92	93.858.685,35	1.083.070.192,10	0,00
	Totaux hors prélèvements fonctionnels et généraux - Totaal uitgezonderd functionele en algemene overboekingen				**1.074.367.874,95**						**1.083.070.192,10**	
	Résultat hors prélèvements fonctionnels et généraux - Resultaat uitgezonderd functionele en algemene overboekingen		excédent - overschot	**0,00**					déficit - tekort	**-8.702.317,15**		
	Totaux des prélèvements fonctionnels et généraux - Totaal functionele en algemene overboekingen				8.739.950,00						0,00	
	Résultat des prélèvements fonctionnels et généraux - Resultaat functionele en aglemene overboekingen		excédent - overschot	8.739.950,00					déficit - tekort	0,00		
	Totaux de l'exercice - Totaal dienstjaar				**1.083.107.824,95**						**1.083.070.192,10**	
	Résultat de l'exercice - Resultaat dienstjaar		**boni - batig saldo**	**37.632,85**					**mali - nadelig saldo**	**0,00**		
	Totaux des exercices antérieurs - Totaal vorige dienstjaren				21.519.446,12						0,00	
	Résultat des exercices antérieurs - Resultaat vorige dienstjaren		excédent - overschot	21.519.446,12					déficit - tekort	0,00		
	Totaux généraux - Algemeen totaal				**1.104.627.271,07**						**1.083.070.192,10**	
	Résultat général - Algemeen resultaat		**boni - batig saldo**	**21.557.078,97**					**mali - nadelig saldo**	**0,00**		

Service extraordinaire - Buitengewone dienst / Tableau récapitulatif - Samenvattingstabel / BUDGET 2024 - BEGROTING 2024

Fonction - Functie	Libellé - Omschrijving	Recettes - Ontvangsten					Dépenses - Uitgaven				
		Transferts - Overdrachten	Investissements - Investeringen	Dette - Schuld	Total - Totaal	Prélèvements - Overboekingen	Transferts - Overdrachten	Investissements - Investeringen	Dette - Schuld	Total - Totaal	Prélèvements - Overboekingen
009	RECETTES ET DEPENSES NON VENTILABLES / NIET-VERDEELBARE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN	0,00	0,00	70.000,00	70.000,00	0,00	70.000,00	0,00	0,00	70.000,00	0,00
019	DETTE PUBLIQUE / OPENBARE SCHULD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
029	FINANCEMENT GENERAL / ALGEMENE FINANCIERING	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
049	IMPOTS ET TAXES / BELASTINGEN EN TAKSEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
059	ASSURANCES / VERZEKERINGEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
119	RECETTES ET DEPENSES GENERALES / ALGEMENE ONTVANGSTEN EN	0,00	0,00	4.412.700,00	4.412.700,00	0,00	320.000,00	4.092.700,00	0,00	4.412.700,00	0,00
129	ADMINISTRATION DES FINANCES ET DES DOMAINES / FINANCIEEL BESTUUR EN DOMEINEN	0,00	0,00	324.000,00	324.000,00	0,00	0,00	24.000,00	300.000,00	324.000,00	0,00
139	SERVICES GENERAUX / ALGEMENE DIENSTEN	3.002.104,91	10.100,00	42.220.300,00	45.232.504,91	0,00	0,00	38.232.504,91	7.000.000,00	45.232.504,91	0,00
149	CALAMITES / RAMPEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
159	RELATIONS AVEC L'ETRANGER / BUITENLANDSE BETREKKINGEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
339	ORDRE PUBLIC & SECURITE / OPENBARE ORDE EN VEILIGHEID	0,00	0,00	600.000,00	600.000,00	0,00	0,00	600.000,00	0,00	600.000,00	0,00
429	COMMUNICATIONS - VOIRIES / VERKEER EN WATERSTAAT	2.451.239,00	0,00	11.211.655,00	13.662.894,00	0,00	169.000,00	13.493.894,00	0,00	13.662.894,00	0,00
569	INDUSTRIE,COMMERCE ET CLASSES MOYENNES / HANDEL, NIJVERHEID EN MIDDENSTAND	0,00	0,00	4.147.500,00	4.147.500,00	0,00	3.595.000,00	552.500,00	0,00	4.147.500,00	0,00
709	RECETTES ET DEPENSES GENERALES DE L'ENSEIGNEMENT / ALGEMENE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET ONDERWIJS	1.580.000,00	0,00	19.073.622,00	20.653.622,00	0,00	400.000,00	20.253.622,00	0,00	20.653.622,00	0,00
729	ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL / BASISONDERWIJS	910.562,50	0,00	8.389.437,50	9.300.000,00	0,00	0,00	9.300.000,00	0,00	9.300.000,00	0,00
739	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE / SECUNDAIR ONDERWIJS	17.048.490,00	0,00	12.016.510,00	29.065.000,00	0,00	0,00	29.065.000,00	0,00	29.065.000,00	0,00
749	ENSEIGNEMENT SCIENTIFIQUE / WETENSCHAPPELIJK ONDERWIJS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
759	ENSEIGNEMENT SPECIAL / BUITENGEWOON ONDERWIJS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
769	JEUNESSE,EDUCATION POPULAIRE, SPORTS & LOISIRS / JEUGDZORG, VOLKSOPLEIDING, SPORT EN RECREATIE	1.865.000,00	0,00	**42.869.028,31** *	44.734.028,31	0,00	4.777.400,00	39.956.628,31	0,00	44.734.028,31	0,00
789	BEAUX-ARTS, ARCHEOLOGIE, PROTECTION DE LA NATURE, RADIO-TELEVISION / KUNSTEN, OUDHEIDKUNDE, NATUURBESCHERMING, RADIO-TELEVISIE	200.000,00	0,00	10.335.100,00	10.535.100,00	0,00	2.095.000,00	8.440.100,00	0,00	10.535.100,00	0,00
799	CULTES / EREDIENSTEN	560.000,00	0,00	140.000,00	700.000,00	0,00	0,00	700.000,00	0,00	700.000,00	0,00
839	SECURITE SOCIALE ET ASSISTANCE SOCIALE / SOCIALE ZEKERHEID EN SOCIALE BIJSTAND	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
859	AIDE SOCIALE ET FAMILIALE ET EMPLOI / SOCIALE HULP EN GEZINSVOORZIENINGEN EN WERKGELEGENHEID	1.255.916,27	0,00	5.570.583,73	6.826.500,00	0,00	955.000,00	5.871.500,00	0,00	6.826.500,00	0,00
879	SANTE PUBLIQUE ET HYGIENE PUBLIQUE / VOLKSGEZONDHEID EN OPENBARE HYGIENE	903.000,00	0,00	21.762.500,00	22.665.500,00	0,00	2.540.000,00	10.125.500,00	10.000.000,00	22.665.500,00	0,00
939	LOGEMENTS ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / HUISVESTING EN RUIMTELIJKE ORDENING	16.439.995,50	0,00	12.931.273,33	29.371.268,83	0,00	15.926.465,00	13.444.803,83	0,00	29.371.268,83	0,00
999	Totaux de l'exercice - Totaal van het dienstjaar	46.216.308,18	10.100,00	196.074.209,87	242.300.618,05	0,00	30.847.865,00	194.152.753,05	17.300.000,00	242.300.618,05	0,00
	Totaux hors prélèvements fonctionnels et généraux - Totaal uitgezonderd functionele en algemene overboekingen				242.300.618,05					242.300.618,05	
	Résultat hors prélèvements fonctionnels et généraux - Resultaat uitgezonderd functionele en algemene overboekingen		excédent - overschot	0,00				déficit - tekort	0,00		
	Totaux des prélèvements fonctionnels et généraux - Totaal functionele en algemene overboekingen				0,00					0,00	
	Résultat des prélèvements fonctionnels et généraux - Resultaat functionele en aglemene overboekingen		excédent - overschot	0,00				déficit - tekort	0,00		
	Totaux de l'exercice - Totaal dienstjaar				**242.300.618,05**					**242.300.618,05**	
	Résultat de l'exercice - Resultaat dienstjaar		**boni - batig saldo**	**0,00**				**mali - nadelig saldo**	**0,00**		
	Totaux des exercices antérieurs - Totaal vorige dienstjaren				0,00					539.316.737,41	
	Résultat des exercices antérieurs - Resultaat vorige dienstjaren		excédent - overschot	0,00				déficit - tekort	-539.316.737,41		
	Totaux généraux - Algemeen totaal				**242.300.618,05**					**781.617.355,46**	
	Résultat général - Algemeen resultaat		**boni - batig saldo**	**0,00**				**mali - nadelig saldo**	**-539.316.737,41**		

Ce montant reprend le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales (F.R.B.R.T.C) (6.155.322,00 €) pour le projet BH10-3-2021 art.76410/72360 "Piscine du Centre" (la charge nette totale est donc de 189.918.887,87 €) - Dit bedrag herneemt het Brussels Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (B.G.H.G.T) (6.155.322,00 €) voor het project BH10-3-2021 art.76410/72360 "Zwembad van het Centrum" (de totale netto last is dus : 189.918.887,87 €)

3. EVOLUTIE VAN DE RESERVEFONDSEN EN DE VOORZIENINGEN VOOR RISICO'S EN KOSTEN

Provisions pour risques et charges / Voorzieningen voor risico's en kosten

Objet - Doel	Destination - Bestemming	Code fonct. - Funct. Code	Fonds n° - nr.	Date de constitution - Datum totkenning	Montant au - Bedrag op 31/12/2016	Opérations - Operaties 2017	Montant au - Bedrag op 31/12/2017	Opérations - Operaties 2018	Montant au - Bedrag op 31/12/2018	Opérations - Operaties 2019	Montant au - Bedrag op 31/12/2019	Opérations - Operaties 2020	Montant au - Bedrag op 31/12/2020	Opérations - Operaties 2021	Montant au - Bedrag op 31/12/2021	Opérations - Operaties 2022	Montant au - Bedrag op 31/12/2022	Opérations - Operaties 2023	Montant au - Bedrag op 31/12/2023	Opérations - Operaties 2024	Montant au - Bedrag op 31/12/2024
CREANCES DOUTEUSES - DUBIEUZE VORDERINGEN	Créances douteuses diverses - Dubieuze vorderingen Varia	Divers - Verscheidene	907	Divers - Verscheidene	16.021.686,35	2.500.000,00 (1)	18.521.686,35	-8.997.107,33 (12) (13)	9.524.579,02	-1.471.569,46 (20) (21)	8.053.009,56	-7.581.460,46 (32)	471.549,10	0,00	471.549,10	0,00	471.549,10	0,00	471.549,10	-471.549,10 (56)	0,00
DEFICIT DES HOPITAUX - ZIEKENHUISTEKORT	Déficit des hôpitaux - Ziekenhuistekort	872	893	2005, 2006, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2015	2.257.668,00	-933.112,00 (2)	1.324.556,00	-597.388,00 (14)	727.168,00	0,00	727.168,00	0,00	727.168,00	0,00	727.168,00	0,00	727.168,00	0,00	727.168,00	0,00	727.168,00
DEFICIT DES HOPITAUX - ZIEKENHUISTEKORT	Déficit des hôpitaux - Ziekenhuistekort	872	931	2022	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4.000.000,00 (51)	4.000.000,00	0,00	4.000.000,00	0,00	4.000.000,00
FINANCEMENT ZONE DE POLICE - FINANCIERING POLITIEZONE	Zone de police - Politiezone	330	841 848 852 854 867	2003-2004-2005-2006-2007	1.995.321,98	-997.660,99 (3)	997.660,99	-997.660,99 (15)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TAXE REGIONALE DES PROPRIETAIRES - GEWESTELIJKE BELASTING VAN EIGENAREN	Taxe régionale des propriétaires - Gewestelijke belasting van eigenaren	060	912	2009,2010 2015,2016 2017,2018 2019	2.828.272,27	217.701,69 (4)	3.045.973,96	221.991,50 (16)	3.267.965,46	226.712,84 (22)	3.494.678,30	231.370,71 (33)	3.726.049,01	0,00	3.726.049,01	0,00	3.726.049,01	0,00	3.726.049,01	0,00	3.726.049,01
PARKING BRUSSELS (AGENCE REGIONALE DE STATIONNEMENT) - PARKING BRUSSELS (GEWESTELIJK PARKEERAGENSCHAP)	Parking Brussels	424	887 894 898 908	2014, 2015,2016,	1.400.000,00	300.000,00 (5)	1.700.000,00	0,00	1.700.000,00	-1.700.000,00 (23)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
LITIGE DIRECTEURS ECOLES MATERNELLES - GESCHILLEN MET DIRECTEURS VAN KLEUTERSCHOLEN	Divers - Verscheidene	721	889	2014	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00
LITIGE COMITE INTERSCOLAIRE ECOLES LIBRES - GESCHILLEN COMITE INTERSCOLAIRE VRIJE SCHOLEN	Divers - Verscheidene	700	919	2019	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300.000,00 (24)	300.000,00	372.200,00 (34)	672.200,00	0,00	672.200,00	0,00	672.200,00	0,00	672.200,00	-672.200,00 (57)	0,00
LOYER SERVICE SENIORS "RUE VAN ARTEVELDE" - HUUR VOOR HET SENIORENLOKAAL "RUE VAN ARTEVELDE"	Divers - Verscheidene	762	895	2016	27.555,00	-27.555,00 (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INTERVENTION DANS LE GRAND DEPART DU TOUR DE FRANCE 2019 - TUSSENKOMST IN DE TOUR DE FRANCE-START 2019	Divers - Verscheidene	764	896 903 904	2016 2017	2.057.000,00	1.936.000,00 (7)	3.993.000,00	-2.057.000,00 (17)	1.936.000,00	-1.936.000,00 (25)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INTERVENTION DANS LE GRAND DEPART DU TOUR DE FRANCE 2019 - Frais d'organisation, Subside BME - TUSSENKOMST IN DE TOUR DE FRANCE-START 2019 - Organisatiekosten, Toelage BME	Divers - Verscheidene BME Brussels Major Events	764 762	905	2017	0,00	1.000.000,00 (8)	1.000.000,00	0,00	1.000.000,00	-1.000.000,00 (26)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INTERVENTION DANS DES PROJETS SPECIFIQUES - DEFICITS RENOBRU - TUSSENKOMST IN SPECIFIEKE PROJECTEN - TEKORTEN RENOBRU	Divers - Verscheidene	060	900 910	2016 2017	1.200.000,00	607.560,85 (9)	1.807.560,85	-1.807.560,85 (18)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
GESTION DE LA DETTE - RISQUE DE HAUSSE DES TAUX D'INTERETS - SCHULDBEHEER - RISICO OP VERHOGING VAN RENTEVOETEN	Divers - Verscheidene	060	906	2017	0,00	3.000.000,00 (10)	3.000.000,00	0,00	3.000.000,00	0,00	3.000.000,00	-500.000,00 (35)	2.500.000,00	0,00	2.500.000,00	-2.500.000,00 (52)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE PERSONNEL (nomination, prime de responsabilisation, divers) - PERSONEELSUITGAVEN (benoeming, responsabiliseringsbijdrage, verscheidene)	Divers - Verscheidene	060	917	2017 2019	0,00	1.500.000,00 (11)	1.500.000,00	0,00	1.500.000,00	-900.000,00 (27) (28)	600.000,00	0,00	600.000,00	-600.000,00 (44)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SUBSIDE EUROPEEN URBINAT - EUROPESE TOELAGE URBINAT	Divers - Verscheidene	879	913	2018	0,00	0,00	0,00	406.245,00 (15)	406.245,00	-26.792,76 (29)	379.452,24	-33.000,03 (36)	346.452,21	-54.866,77 (45)	291.585,44	-90.981,23 (53)	200.604,21	-32.500,00 (54)	168.104,21	-30.000,00 (58)	138.104,21
RISQUE NON-VALEURS - ADDITIONNELS PRECOMPTE IMMOBILIER Exercice fiscal 2018 RISICO ONWAARDEN - OPCENTIEMEN ONROERENDE VOORHEFFING Belastingdienstjaar 2018	Additionnels précompte immobilier - Opcentiemen onroerende voorheffing	040	920	2019	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7.881.384,72 (30)	7.881.384,72	0,00	7.881.384,72	-2.284.553,13 (46)	5.596.831,59	0,00	5.596.831,59	0,00	5.596.831,59	-2.000.000,00 (59)	3.596.831,59

Provisions pour risques et charges / Voorzieningen voor risico's en kosten

Objet - Doel	Destination - Bestemming	Code fonct. - Funct. Code	Fonds n° - nr.	Date de constitution - Datum toekenning	Montant au - Bedrag op 31/12/2016	Opérations - Operaties 2017	Montant au - Bedrag op 31/12/2017	Opérations - Operaties 2018	Montant au - Bedrag op 31/12/2018	Opérations - Operaties 2019	Montant au - Bedrag op 31/12/2019	Opérations - Operaties 2020	Montant au - Bedrag op 31/12/2020	Opérations - Operaties 2021	Montant au - Bedrag op 31/12/2021	Opérations - Operaties 2022	Montant au - Bedrag op 31/12/2022	Opérations - Operaties 2023	Montant au - Bedrag op 31/12/2023	Opérations - Operaties 2024	Montant au - Bedrag op 31/12/2024
RISQUE NON-VALEURS - ADDITIONNELS PRECOMPTE IMMOBILIER Exercice fiscal 2019 - RISICO ONWAARDEN - OPCENTIEMEN ONROERENDE VOORHEFFING Belastingdienstjaar 2019	Additionnels précompte immobilier - Opcentiemen onroerende voorheffing	040	921	2019	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7.617.788,39 (31)	7.617.788,39	0,00	7.617.788,39	-1.752.541,45 (47)	5.865.246,94	-788.006,72 (54)	5.077.240,22	0,00	5.077.240,22	-2.000.000,00 (60)	3.077.240,22
RISQUE NON-VALEURS - ADDITIONNELS PRECOMPTE IMMOBILIER Exercice fiscal 2020 - RISICO ONWAARDEN - OPCENTIEMEN ONROERENDE VOORHEFFING Belastingdienstjaar 2020	Additionnels précompte immobilier - Opcentiemen onroerende voorheffing	040	923	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7.617.788,39	0,00	5.109.604,21 (37)	5.109.604,21	0,00	5.109.604,21	0,00	5.109.604,21	0,00	5.109.604,21	-2.000.000,00 (61)	3.109.604,21
RISQUE NON-VALEURS - ADDITIONNELS PRECOMPTE IMMOBILIER Exercice fiscal 2021 - RISICO ONWAARDEN - OPCENTIEMEN ONROERENDE VOORHEFFING Belastingdienstjaar 2021	Additionnels précompte immobilier - Opcentiemen onroerende voorheffing	040	929	2021	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4.400.176,95 (48)	4.400.176,95	0,00	4.400.176,95	0,00	4.400.176,95	-1.528.450,90 (62)	2.871.726,05
RISQUE NON-VALEURS - ADDITIONNELS PRECOMPTE IMMOBILIER Exercice fiscal 2022 - RISICO ONWAARDEN - OPCENTIEMEN ONROERENDE VOORHEFFING Belastingdienstjaar 2022	Additionnels précompte immobilier - Opcentiemen onroerende voorheffing	040	930	2022	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1.000.000,00 (55)	1.000.000,00	0,00	1.000.000,00	0,00	1.000.000,00
PROJET EUROPEEN RESPONSE - EUROPESE PROJECT RESPONSE	Divers - Verscheidene	139	924	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	391.295,48 (38) (39)	391.295,48	-58.875,97 (49)	332.419,51	-94.855,66 (56)	237.563,85	0,00	237.563,85	-12.750,00 (63)	224.813,85
REPORTS ENGAGEMENTS EX.ANT.2020 DEP.FONCTIONNEMENT - OVERDRACHT VASTLEGGINGEN VORIG DIENSTJAAR WERKINGSUITGAVEN	Divers - Verscheidene	060	925	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	406.140,87 (40)	406.140,87	0,00	406.140,87	-406.140,87 (57)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
REPORTS ENGAGEMENTS EX.ANT.2020 DEP.FONCTIONNEMENT - OVERDRACHT VASTLEGGINGEN VORIG DIENSTJAAR WERKINGSOVERDRACHTEN	Divers - Verscheidene	060	926	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1.339.752,92 (41)	1.339.752,92	-524.141,26 (50)	815.611,66	-815.611,66 (58)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES ENERGIE 2020 - ENERGIEKOSTEN 2020	Divers - Verscheidene	060	927	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50.000,00 (42)	50.000,00	0,00	50.000,00	-50.000,00 (59)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INTERETS 50% AIDE D'ETAT JC DECAUX - INTRESTEN 50% STEUNMAATREGEL JC DECAUX	Divers - Verscheidene	060	928	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1.678.533,88 (43)	1.678.533,88	0,00	1.678.533,88	0,00	1.678.533,88	0,00	1.678.533,88	0,00	1.678.533,88
SUBSIDE LIGHTHOUSES - SUBSIDIE LIGHHOUSES	Divers - Verscheidene	879		2022	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 (54)	0,00	-20.000,00 (55)	-20.000,00	-25.000,00 (64)	-45.000,00
TOTAL - TOTAAL PROVISIONS - VOORZIENINGEN					**28.187.503,60**	**9.102.934,55**	**37.290.438,15**	**-13.828.480,67**	**23.461.957,48**	**16.609.312,12**	**32.453.481,21**	**1.464.437,58**	**33.917.918,79**	**-874.801,63**	**33.043.117,16**	**254.403,86**	**33.297.521,02**	**-52.500,00**	**33.245.021,02**	**-8.739.950,00**	**24.505.071,02**

Légende /
Legenda

(1) Constitution d'une provision pour les créances douteuses pour 2.500.000,00 € - art. 17 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 2.500.000,00 € - art. 17 / 06003 / 95801

(2) Utilisation de provision pour le déficit des hôpitaux pour 933.112,00 (Déficit 2013 : St-Pierre 298,00, Brugmann 299.440,00, Bordet 633.374,00) - art. 17 / 87203 / 99801
Aanwending van een voorziening voor het ziekenhuistekort voor 933.112,00 (Tekort 2013 : St-Pieter 298,00, Brugmann 299.440,00, Bordet 633.374,00) - art. 17 / 87203 / 99801

(3) Utilisation de provision pour financement de la zone de police pour 997.660,99 - art. 17 / 33003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor financiering van de politiezone voor 997.660,99 - art. 17 / 33003 / 99801

(4) Constitution de provision pour la taxe régionale des propriétaires pour 217.701,69 - art. 17 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor de Gewestbelastingen ten laste van de eigenaars 217.701,69 - art. 17 / 06003 / 95801

(5) Utilisation de la provision pour Parking Brussels (Agence Régionale de Stationnement) pour 1.200.000,00 - art. 17 / 42403 / 99801 - Constitution d'une provision pour 1.500.000,00 art. 17 / 42403 / 95801
Aanwending van een voorziening voor Parking Brussels (Gewestelijk Parkeeragentschap) voor 1.200.000,00 art. 17 / 42403 / 99801 - Toekening van een voorziening voor 1.500.000,00 art. 17 / 42403 / 95801

(6) Utilisation de provision pour loyer services seniors "rue van artevelde" pour 27.555,00 - art. 17 / 76207 / 99801
Aanwending van een voorziening voor de huur voor het Seniorenlokaal "rue van artevelde" voor 27.555,00 - art. 17 / 76207 / 99801

(7) Utilisation de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 (indemnité 2017) pour 2.057.000,00 art. 17 / 76403 / 99801 - Constitution de provision pour 3.993.000,00 pour indemnité 2018 (2.057.000,00) et indemnité 2019 (1.936.000,00) art. 17 / 76403 / 95801
Aanwending van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 voor 2.057.000,00 art. 17 / 76403 / 99801 - Toekenning van een voorziening voor 3.993.000,00 voor vergoeding 2018 (2.057.000,00) en vergoeding 2019 (1.936.000,00) art. 17 / 76403 / 95801

(8) Constitution de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 Frais d'organisation pour 1.000.000,00 - art. 17 / 76403 / 95801
Toekenning van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 Organisatiekosten voor 1.000.000,00 - art. 17 / 76403 / 95801

(9) Constitution d'une provision pour déficit RENOBRU pour 607.560,85 € - art. 17 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor tekort RENOBRU voor 607.560,85 € - art. 17 / 06003 / 95801

(10) Constitution de provision dans le cadre de la gestion de la dette en vue de faire face à des risques de hausse des taux d'intérêts pour 3.000.000,00 - art. 17 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening in het kader van de schuldbeheer in het vooruitzicht van de verhoging van de intrestenvoeten voor 3.000.000,00 - art. 17 / 06003 / 95801

(11) Constitution de provision dans le cadre de dépenses de personnel (nomination, prime de responsabilisation et divers) pour 1.500.000,00 - art. 17 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening in het kader van de personeeluitgaven (benoeming, responsabiliseringpremie, verscheidene) voor 1.500.000,00 - art. 17 / 06003 / 95801

(12) Utilisation de provision pour les créances douteuses pour 675,24 € - art. 18 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 675,24 € - art. 18 / 06003 / 99801

(13) Utilisation de provision pour les créances douteuses pour 8.996.432,09 € - art. 18 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 8.996.432,09 € - art. 18 / 06003 / 99801

(14) Utilisation de provision pour le déficit des hôpitaux pour 597.388,00 - art. 18 / 87203 / 99801
Aanwending van een voorziening voor het ziekenhuistekort voor 597.388,00 - art. 18 / 87203 / 99801

(15) Utilisation de provision pour financement de la zone de police pour 997.660,99 - art. 18 / 33003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor financiering van de politiezone voor 997.660,99 - art. 18 / 33003 / 99801

(16) Constitution de provision pour la taxe régionale des propriétaires pour 221.991,50 - art. 18 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor de Gewestbelastingen ten laste van de eigenaars 221.991,50 - art. 18 / 06003 / 95801

(17) Utilisation de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 (indemnité 2018) pour 2.057.000,00 art. 18 / 76403 / 99801
Aanwending van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 (vergoeding 2018) voor 2.057.000,00 art. 18 / 76403 / 99801

(18) Utilisation de provision pour les déficits 2016, 2017, 2018 RENOBRU pour 1.807.560,85 - art. 18 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor de tekorten 2016, 2017, 2018 RENOBRU voor 1.807.560,85 - art. 18 / 06003 / 99801

(19) Constitution de provision subside européen URBINAT pour 406.245,00 - art. 18 / 87903 / 95801
Toekenning van een voorziening europese toelage URBINAT voor 406.245,00 - art. 18 / 87903 / 95801

(20) Utilisation de la provision pour créances douteuses pour 3.971.569,46 - art. 19 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 3.971.569,46 art. 19 / 06003 / 99801

(21) Constitution d'une provision pour les créances douteuses pour 2.500.000,00 € - art. 19 / 04003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 2.500.000,00 € - art. 19 / 04003 / 95801

(22) Constitution de provision pour la taxe régionale des propriétaires exercice fiscal 2019 pour 226.712,84 - art. 19 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor de Gewestbelastingen ten laste van de eigenaars belastingsdienstjaar 2019 226.712,84 - art. 19 / 06003 / 95801

(23) Utilisation de la provision pour Parking Brussels (Agence Régionale de Stationnement) pour 900.000,00 - art. 19 / 42403 / 99801 - Reprise de provision pour 800.000,00 art. 19 / 42403 / 99802
Aanwending van een voorziening voor Parking Brussels (Gewestelijk Parkeeragentschap) voor 900.000,00 art. 19 / 42403 / 99801 - Terugneming van een voorziening voor 800.000,00 art. 19 / 42403 / 99802

(24) Constitution de provision pour litige avec Cimité interscolaire des Ecoles libres pour 300.000,00 - art. 19 / 70003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor geschil met Comite interscolaire van Vrije scholen voor 300.000,00 - art. 19 / 70003 / 95801

(25) Utilisation de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 (indemnité 2019) pour 1.936.000,00 art. 19 / 76403 / 99801
Aanwending van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 (vergoeding 2019) voor 1.936.000,00 art. 19 / 76403 / 99801

(26) Utilisation de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 Subside BME pour 1.000.000,00 art. 19 / 76203 / 99801
Aanwending van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 Toelage BME voor 1.000.000,00 art. 19 / 76203 / 99801

(27) Utilisation de provision pour dépenses de personnel pour 1.500.000,00 art. 19 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor de personeelsuitgaven voor 1.500.000,00 art. 19 / 06003 / 99801

(28) Constitution de provision pour dépenses de personnel pour 600.000,00 art. 19 / 13103 / 95801
Toekenning van een voorziening voor de personeelsuitgaven voor 600.000,00 art. 19 / 13103 / 95801

(29) Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 26.792,76 art. 19 / 87903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 26.792,76 art. 19 / 87903 / 99801

(30) Constitution de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2018 pour 7.881.384,72 art. 19 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2018 voor 7.881.384,72 art. 19 / 06003 / 95801

(31) Constitution de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2019 pour 7.617.788,39 art. 19 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2018 voor 7.617.788,39 art. 19 / 06003 / 95801

(32) Utilisation de provision pour les créances douteuses pour 7.581.460,46 € - art. 20 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 7.581.460,46 € - art. 20 / 06003 / 99801

(33) Constitution de provision pour la taxe régionale des propriétaires exercice fiscal 2020 pour 231.370,71 - art. 20 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor de Gewestbelastingen ten laste van de eigenaars belastingsdienstjaar 2020 voor 231.370,71 - art. 20 / 06003 / 95801

(34) Constitution de provision pour litige avec Cimité interscolaire des Ecoles libres pour 372.200,00 - art. 20 / 70003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor geschil met Comite interscolaire van Vrije scholen voor 372.200,00 - art. 20 / 70003 / 95801

(35) Prévision budgétaire - Budget initial 2020 - Utilisation de provision pour dépenses de la dette pour 500.000,00 art. 20 / 06003 / 99801
Begrotingsraming - Init. Begroting 2020 - Aanwending van een voorziening voor uitgaven van het schuld voor 500.000,00 art. 20 / 06003 / 99801

Légende / Legenda

(36) Prévision budgétaire - Budget initial 2020 - Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 33.000,03 art. 20 / 87903 / 99801
Begrotingsraming - Init. begroting 2020 - Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 33.000,03 art. 20 / 87903 / 99801

(37) Constitution de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2020 pour 5.109.604,21 art. 20 / 04003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2018 voor 5.109.604,21 art. 20 / 04003 / 95801

(38) Constitution de provision pour projet européen Response pour 399.875,00 art. 20 / 13903 / 95801
Toekenning van een voorziening voor europese project Response voor 399.875,00 art. 20 / 13903 / 95801

(39) Utilisation de provision pour projet européen Response pour 8.579,52 art. 20 / 13903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor europese project Response voor 8.579,52 art. 20 / 13903 / 99801

(40) Constitution de provision pour reports engagements ex.ant.2020 dépenses fonctionnement pour 406.140,87 art. 20 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor overdracht vastleggingen vorig dienstjaar werkingsuitgaven voor 406.140,87 art. 20 / 06003 / 95801

(41) Constitution de provision pour reports engagements ex.ant.2020 dépenses transfert pour 1.339.752,92 art. 20 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor overdracht vastleggingen vorig dienstjaar overdrachtsuitgaven voor 1.339.752,92 art. 20 / 06003 / 95801

(42) Constitution de provision pour dépenses énergie 2020 pour 50.000,00 art. 20 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor energiekosten voor 50.000,00 art. 20 / 06003 / 95801

(43) Constitution de provision pour intérêts 50% aide d'Etat JC Decaux 2020 pour 1.678.533,88 art. 20 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor intresten 50% steunmaatregel voor 1.678.533,88 art. 20 / 06003 / 95801

(44) Utilisation de provision pour dépenses de personnel pour 600.000,00 art. 21 / 13103 / 99801
Aanwending van een voorziening voor de personeelsuitgaven voor 600.000,00 art. 21 / 13103 / 99801

(45) Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 54.866,77 art. 21 / 87903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 54.866,77 art. 21 / 87903 / 99801

(46) Reprise de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2018 pour 2.284.553,13 art. 21 / 06003 / 99802
Terugneming een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2018 voor 2.284.553,13 art. 21 / 06003 / 99802

(47) Reprise de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2019 pour 1.752.541,45 art. 21 / 06003 / 99802
Terugneming een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2019 voor 1.752.541,45 art. 21 / 06003 / 99802

(48) Constitution de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2021 pour 4.400.176,95 art. 21 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2021 voor 4.400.176,95 art. 21 / 06003 / 95801

(49) Utilisation de provision pour projet européen Response pour 58.875,97 art. 21 / 13903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor europese project Response voor 58.875,97 art. 21 / 13903 / 99801

(50) Utilisation de provision pour reports engagements ex.ant.2020 dépenses transfert pour 524.141,26 art. 21 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor overdracht vastleggingen vorig dienstjaar overdrachtsuitgaven voor 524.141,26 art. 21 / 06003 / 99801

(51) Constitution de provision pour déficits des hôpitaux pour 4.000.000,00 art. 22 / 87203 / 95801
Toekenning van een voorziening voor het ziekenhuistekort voor 4.000.000,00 art. 22 / 87203 / 95801

(52) Utilisation de provision pour dépenses de la dette pour 2.500.000,00 art. 22 / 06003 / 99801
Aanwending van een voorziening voor uitgaven van het schuld voor 2.500.000,00 art. 22 / 06003 / 99801

(53) Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 90.981,23 art. 22 / 87903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 90.981,23 art. 22 / 87903 / 99801

(54) Reprise de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2019 pour 788.006,72 art. 22 / 04003 / 99802
Terugneming een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2019 voor 788.006,72 art. 22 / 04003 / 99802

(55) Constitution de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2022 pour 1.000.000,00 art. 22 / 06003 / 95801
Toekenning van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2022 voor 1.000.000,00 art. 22 / 06003 / 95801

(56) Utilisation de provision pour subside Projet européen Response pour 94.855,66 art. 22 / 13903 / 99801
Aanwending van een voorziening voor europese project Response voor 94.855,66 art. 22 / 13903 / 99801

(53) Prévision budgétaire - Budget initial 2022 - Utilisation de provision pour dépenses énergie 2020 pour 50.000,00 art. 22 / 06003 / 95801
Begrotingsraming - Init. begroting 2022 - energiekosten voor 50.000,00 art. 22 / 06003 / 95801

(54) Compte 2022 - Constitution de provision pour subside Lighthouses pour 20.000,00 art. 22 / 87903 / 95801
Rekening 2022 - Toekenning van een voorziening voor subsidie Lighthouses voor 20.000,00 art. 22 / 87903 / 95801

(54) Prévision budgétaire - Budget initial 2023 - Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 32.500,00 art. 23 / 87903 / 99801
Begrotingsraming - Init. Begroting 2023 - Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 32.500,00 art. 23 / 87903 / 99801

(55) Prévision budgétaire - Budget initial 2023 - Utilisation de provision pour subside LIGHTHOUSES pour 20.000,00 art. 23 / 87903 / 99801
Begrotingsraming - Init. Begroting 2023 - Aanwending van een voorziening voor subsidie LIGHTHOUSES voor 20.000,00 art. 23 / 87903 / 99801

(56) Prévision budgétaire - Budget initial 2024 - Reprise de provision pour créances douteuses pour 471.549,10 art. 24 / 04003 / 99802
Begrotingsraming - Init. Begroting 2024 - Terugneming een voorziening voor risico dubieuze vorderingen voor 471.549,10 art. 24 / 04003 / 99802

(57) Prévision budgétaire - Budget initial 2024 - Utilisation de provision pour litige comité interscolaire écoles libres pour 672.200,00 art. 24 / 70008 / 95801
Begrotingsraming - Init. begroting 2024 - Aanwending van een voorziening geschillen comite interscolaire vrije scholen voor 672.200,00 art. 24 / 70008 / 95801

(58) Prévision budgétaire - Budget initial 2024 - Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 30.000,00 art. 24 / 87903 / 99801
Begrotingsraming - Init. Begroting 2024 - Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 30.000,00 art. 24 / 87903 / 99801

(59) Prévision budgétaire - Budget initial 2024 - Reprise de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2018 pour 2.000.000,00 art. 24 / 04003 / 99802
Begrotingsraming - Init. Begroting 2024 - Terugneming een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2018 voor 2.000.000,00 art. 24 / 04003 / 99802

(60) Prévision budgétaire - Budget initial 2024 - Reprise de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2019 pour 2.000.000,00 art. 24 / 04003 / 99802
Begrotingsraming - Init. Begroting 2024 - Terugneming een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2019 voor 2.000.000,00 art. 24 / 04003 / 99802

(61) Prévision budgétaire - Budget initial 2024 - Reprise de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2020 pour 2.000.000,00 art. 24 / 04003 / 99802
Begrotingsraming - Init. Begroting 2024 - Terugneming een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2020 voor 2.000.000,00 art. 24 / 04003 / 99802

(62) Prévision budgétaire - Budget initial 2024 - Reprise de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2021 pour 1.528.450,00 art. 24 / 04003 / 99802
Begrotingsraming - Init. Begroting 2024 - Terugneming een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingsdienstjaar 2021 voor 1.528.450,00 art. 24 / 04003 / 99802

(63) Prévision budgétaire - Budget initial 2024 - Utilisation de provision pour projet européen Response pour 12.750,00 art. 24 / 13903 / 99801
Begrotingsraming - Init. Begroting 2024 - Aanwending van een voorziening voor europese project Response voor 12.750,00 art. 24 / 13903 / 99801

(64) Prévision budgétaire - Budget initial 2024 - Utilisation de provision pour subside LIGHTHOUSES pour 25.000,00 art. 24 / 87903 / 99801
Begrotingsraming - Init. Begroting 2024 - Aanwending van een voorziening voor subsidie LIGHTHOUSES voor 25.000,00 art. 24 / 87903 / 99801

Fonds de réserve ordinaire / Gewone reservefonds

Objet - Doel	Cpte général - Alg. Rekeng.	Date de constitution - Datum toekenning	Opérations - Operaties 2018	Montant au - Bedrag op 31/12/2018	Opérations - Operaties 2019	Montant au - Bedrag op 31/12/2019	Opérations - Operaties 2020	Montant au - Bedrag op 31/12/2020	Opérations - Operaties 2021	Montant au - Bedrag op 31/12/2021	Opérations - Operaties 2022	Montant au - Bedrag op 31/12/2022	Opérations - Operaties 2023	Montant au - Bedrag op 31/12/2023	Opérations - Operaties 2024	Montant au - Bedrag op 31/12/2024
Financement dépenses du service ordinaire - Financiering van uitgaven van de gewone begroting	14104	31/12/2018	20.000.000,00 (1)	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	-5.940.000,00 (3)	14.060.000,00	-7.000.000,00 (4)	7.060.000,00	-7.060.000,00 (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Impact COVID	14104	31/12/2019	0,00	0,00	10.000.000,00 (2)	10.000.000,00	0,00	10.000.000,00	-9.228.000,00 (5) (6)	772.000,00	-772.000,00 (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement dépenses du service ordinaire - Financiering van uitgaven van de gewone begroting	14104	31/12/2022	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7.600.000,00	7.600.000,00	-7.600.000,00 (9)	0,00	0,00	0,00
TOTAL - TOTAAL RESERVES			**20.000.000,00**	**20.000.000,00**	**10.000.000,00**	**30.000.000,00**	**-5.940.000,00**	**24.060.000,00**	**-16.228.000,00**	**7.832.000,00**	**-232.000,00**	**7.600.000,00**	**-7.600.000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Légende / Legenda

(1) Constitution de la réserve / Toekenning van de reserve art. 18 / 06003 / 99401
(2) Constitution de la réserve / Toekenning van de reserve art. 19 / 06003 / 99401
(3) Prélèvement du fonds de réserve pour 5.940.000, 00 - art. 20 / 06003 / 99401
Overboeking op de reservefonds voor 5.940.000,00 - art. 20 / 06003 / 99401
(4) Prélèvement du fonds de réserve pour 7.000.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
Overboeking op de reservefonds voor 7.000.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
(5) Prélèvement du fonds de réserve pour 2.228.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
Overboeking op de reservefonds voor 2.228.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
(6) Prélèvement du fonds de réserve pour 7.000.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
Overboeking op de reservefonds voor 7.000.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
(7) Prélèvement du fonds de réserve pour 7.060.000, 00 - art. 22 / 06003 / 99401
Overboeking op de reservefonds voor 7.060.000,00 - art. 22 / 06003 / 99401
(8) Prélèvement du fonds de réserve pour 772.000,00 - art. 22 / 06003 / 99401
Overboeking op de reservefonds voor 772.000,00 - art. 22 / 06003 / 99401
(9) Prévisions budgétaires - Modifications budgétaires 2023 : Prélèvement du fonds de réserve pour 7.600.000,00 - art. 23 / 06003 / 99401
Begrotingsramingen - Begrotingswijzigingen 2023 : Overboeking op de reservefonds voor 7.600.000,00 - art. 23 / 06003 / 99401

Fonds de réserve extraordinaire / Buitengewone reservefonds

Objet - Doel	Cpte général - Alg. Rekeng.	Date de constitution - Datum toekenning	Opérations - Operaties 2016	Montant au - Bedrag op 31/12/2016	Opérations - Operaties 2017	Montant au - Bedrag op 31/12/2017	Opérations - Operaties 2018	Montant au - Bedrag op 31/12/2018	Opérations - Operaties 2019	Montant au - Bedrag op 31/12/2019	Opérations - Operaties 2020	Montant au - Bedrag op 31/12/2020	Opérations - Operaties 2021	Montant au - Bedrag op 31/12/2021	Opérations - Operaties 2022	Montant au - Bedrag op 31/12/2022	Opérations - Operaties 2023	Montant au - Bedrag op 31/12/2023	Opérations - Operaties 2024	Montant au - Bedrag op 31/12/2024
Financement travaux Logements sociaux - Financiering werken Sociale huisvestingen	14105	2003	0,00	15.000.000,00	0,00	15.000.000,00	-15.000.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement achat terrain nouveau bâtiment administratif BRUCITY - Financiering aankoop terrein nieuw administratief gebouw BRUCITY	14105	2016	30.000.000,00 (1)	30.000.000,00	-16.231.250,15 (2)	13.768.749,85	0,00	13.768.749,85	0,00	13.768.749,85	0,00	13.768.749,85	0,00	13.768.749,85	-13.768.749,85 (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement aménagements spécifiques nouveau bâtiment administratif BRUCITY - Financiering specifieke aanleg nieuw administratief gebouw BRUCITY	14105	2017	0,00	0,00	20.000.000,00 (3)	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	-20.000.000,00 (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds de réserve extraordinaire - Buitengewone reservefonds	14105	2018	0,00	0,00	0,00 (7)	0,00	10.000.000,00 (4)	10.000.000,00	0,00	10.000.000,00	0,00	10.000.000,00	0,00	10.000.000,00	-4.500.000,00 (7)	5.500.000,00	0,00	5.500.000,00	0,00	5.500.000,00
TOTAL - TOTAAL RESERVES			**30.000.000,00**	**45.000.000,00**	**3.768.749,85**	**48.768.749,85**	**-5.000.000,00**	**43.768.749,85**	**0,00**	**43.768.749,85**	**0,00**	**43.768.749,85**	**0,00**	**43.768.749,85**	**-38.268.749,85**	**5.500.000,00**	**0,00**	**5.500.000,00**	**0,00**	**5.500.000,00**

Légende / Legenda

(1) Constitution d'un fonds de réserve extrordinaire à partir d'excédent du service ordinaire (art. 16/10403/95501) pour financement de l'achat du terrain du nouveau bâtiment administratif BRUCITY
Toekenning van een buitengewone reservefonds via batig resultaat van de gewone dienst (art. 16/10403/95501) voor de financiering van de aankoop van het nieuw administratief gebouw BRUCITY
(2) Prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire pour le financement de l'achat du terrain du nouveau bâtiment administratif BRUCITY
Overboeking op de buitengewone reservefonds voor de financiering van de aankoop van het terrein van het nieuw administratief gebouw BRUCITY (art. 17/10403/99551)
(3) Constitution d'un fonds de réserve extraordinaire à partir d'excédent du service ordinaire (art.17/10403/95501) pour financement des aménagements spécifiques du nouveau bâtiment administratif BRUCITY
Toekenning van een buitengewone reservefonds via batig resultaat van de gewone dienst (art. 17/10403/95501) voor de financiering van de specifieke aanleg van het nieuw administratief gebouw BRUCITY
(4) Constitution d'un fonds de réserve extraordinaire à partir d'excédent du service ordinaire (art.18/06003/95501) en prévision du financement de diverses dépenses extraordinaires
Toekenning van een buitengewone reservefonds via batig resultaat van de gewone dienst (art. 18/06003/95501) in het vooruitzicht van de financiering van de verscheidene buitengewone uitgaven
(5) Prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire pour le financement de l'achat du terrain du nouveau bâtiment administratif BRUCITY
Overboeking op de buitengewone reservefonds voor de financiering van de aankoop van het terrein van het nieuw administratief gebouw BRUCITY (art. 22/10433/99551)
(6) Prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire pour le financement des aménagements spécifiques du nouveau bâtiment administratif BRUCITY
Overboeking op de buitengewone reservefonds voor de financiering van de aankoop van de specifieke inrichtingen van het nieuw administratief gebouw BRUCITY (art. 22/10433/99551)
(7) Prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire
Overboeking op de buitengewone reservefonds (art. 22/13703/99551)

4.1 KARAKTERISTIEKEN VAN DE STAD

4.2 TABEL VAN HET PERSONEEL

4.3 ANALYSE VAN DE BUDGETTAIRE REALISATIEGRAAD OP DE REKENINGEN 2020-2021-2022

4.4 TABEL MET RAMINGEN INZAKE BUITENGEWONE INVESTERINGSUITGAVEN-ESR 2010

4.5 BEGROTING 2024 IN ESR-VORM

4.1 KARAKTERISTIEKEN VAN DE STAD

De financiële slagvaardigheid van een gemeente wordt sterk beïnvloed door gegevens van allerlei aard. Sommige vertegenwoordigen het inkomstenpotentieel van de gemeente, andere daarentegen hebben belangrijke gevolgen voor de uitgave.

Bevolking en demografische structuur

Jaar	Aantal inwoners	Aangroei t.o.v. vorig jaar	< 19 jaar	> =19 jaar en < =65 jaar	> 65 jaar
2001	134.348		22,70%	58,60%	18,70%
2002	136.730	1,74%	22,70%	58,60%	18,70%
2003	139.501	1,99%	24,70%	58,50%	16,80%
2004	141.235	1,23%	24,42%	62,08%	13,49%
2005	142.887	1,16%	22,36%	64,93%	12,71%
2006	145.880	2,05%	25,05%	62,14%	12,81%
31/12/2007	148.734	1,92%	23,87%	64,31%	11,82%
31/12/2008	152.849	2,69%	23,85%	63,96%	12,19%
31/12/2009	157.394	2,89%	23,93%	64,89%	11,18%
31/12/2010	161.771	2,71%	23,97%	64,38%	11,65%
08/12/2011	166.418	2,79%	23,95%	64,49%	11,56%
31/12/2012	166.466	0,03%	24,25%	65,09%	10,65%
04/12/2013	168.218	1,04%	24,47%	64,92%	10,62%
21/11/2014	174.276	3,48%	24,45%	65,23%	10,32%
16/11/2015	176.336	1,17%	24,72%	64,22%	11,05%
27/10/2016	175.077	-0,72%	24,92%	63,92%	11,16%
2017	174.117	-0,55%	24,96%	64,15%	10,90%
31/12/2018	182.484	4,59%	24,53%	65,19%	10,28%
2019	185.142	1,44%	24,29%	64,69%	11,02%
31/12/2020	184.835	-0,17%	24,08%	64,84%	11,08%
31/12/2021	187.820	1,59%	24,67%	64,39%	10,94%
04/12/2022	192.112	2,23%	23,29%	66,56%	10,15%
28/11/2023	198.596	3,26%	22,75%	67,03%	10,22%

Gemeentelijk onderwijs - aantal leerlingen

Schooljaar	Totaal aantal leerlingen	Groei in vgl met het vorig schooljaar	Kleuteronderwijs	Lager onderwijs	Bijzonder onderwijs	Secundair onderwijs	Sociale promotie + kunstonderwijs	Hoger onderwijs	Volwassenenonderwijs
2001-2002	32.073	-1,47%	4.796	8.464	855	8.814	6.146	2.947	51
2002-2003	32.634	1,72%	4.805	8.486	893	8.838	6.300	3.272	40
2003-2004	33.667	3,07%	4.824	8.736	899	9.089	6.697	3.344	40
2004-2005	34.175	1,49%	4.881	8.786	907	9.298	7.014	3.249	40
2005-2006	35.146	2,76%	4.903	8.858	939	9.429	7.605	3.412	0
2006-2007	35.388	0,68%	5.005	8.886	946	9.312	8.009	3.230	0
2007-2008	35.029	-1,02%	5.047	8.903	964	9.139	8.234	2.742	0
2008-2009	37.285	6,05%	4.971	9.003	841	9.310	10.418	2.742	0
2009-2010	38.206	2,41%	5.096	8.900	951	9.070	11.486	2.703	0
2010-2011	41.426	7,77%	5.085	9.016	962	9.138	14.159	3.066	0
2011-2012	41.892	1,11%	5.076	9.117	977	9.315	14.208	3.199	0
2012-2013	43.881	4,53%	5.098	9.206	961	9.396	15.859	3.361	0
2013-2014	47.378	7,38%	5.101	9.231	965	9.677	18.788	3.616	0
2014-2015	48.541	2,40%	5.216	9.424	1.002	9.589	19.668	3.642	0
2015-2016	47.099	-3,06%	5.115	9.227	966	9.361	19.092	3.338	0
2016-2017	49.769	5,36%	5.051	9.440	707	9.495	21.323	3.753	0
2017-2018	50.876	2,18%	4.949	9.382	692	9.649	23.212	2.992	0
2018-2019	52.817	3,67%	4.832	9.181	713	9.773	23.419	3.911	0
2019-2020	52.305	-0,98%	4.942	9.290	677	9.729	23.752	3.915	0
2020-2021	49.758	-5,12%	4.882	8.834	607	9.888	21.584	3.963	0
2021-2022	50.659	1,78%	4.759	8.681	595	10.079	22.659	3.886	0
2022-2023	48.651	-4,13%	4.650	8.581	662	10.080	20.616	4.062	0
2023-2024	48.151	-1,04%	4.505	8.473	583	10.166	20.279	4.145	0

Fiscaliteit - opcentiemen

Datum	Aantal opcentiemen onroerende voorheffing	% personen-belasting
01/01/2016	2950	6
01/01/2017	2950	6
01/01/2018	2950	6
01/01/2019	2950	6
01/01/2020	2950	6
01/01/2021	2950	6
01/01/2022	2950	6
01/01/2023	2950	6
01/01/2024	2950	6

Karakteristieken van de wegen van de gemeente

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
totale oppervlakte (HA)	3260	3260	3260	3260	3260	3260	3260	3260	3260
gewestwegen (KM)	55	55	55	55	55	55	55	55	55
gemeentewegen (KM)	5	5	5	5	5	5	5	5	5
andere (KM)	236	236	236	236	236	236	236	236	236

COMMUNE / GEMEENTE : Ville de Bruxelles / Stad Brussel

PERSONNEL STATUTAIRE
STATUTAIR PERSONEEL

Situation au / Toestand op : 30/06/2023

Fonction Functie	Cadre Kader	Effectif Effectief		Dont en disponibilité (inclus dans "Effectif") In disponibiliteit (zijn in "Effectief" inbegrepen)		Genre Geslacht				Domicile Woonplaats			
						F/V		M/M		Région BXL Brussels Gewest		Hors Région BXL Buiten Brussels Gewest	
	Unités Aantal personen	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE
NIVEAU A	**563**	**345**	**325,87**	**0**	**0**	**195**	**181,65**	**150**	**144,22**	**176**	**165,67**	**169**	**160,2**
A11	2	1	1			0	0	1	1	1	1	0	0
A10	1	0	0			0	0	0	0	0	0	0	0
A9	11	8	8			3	3	5	5	5	5	3	3
AM8	1	0	0			0	0	0	0	0	0	0	0
A8	5	5	5			3	3	2	2	2	2	3	3
A7	37	28	27,7			11	10,9	17	16,8	11	10,8	17	16,9
A6	46	26	25,52			11	10,8	15	14,72	10	9,52	16	16
AM1	9	7	4,5			6	4	1	0,5	3	1,8	4	2,7
A5	8	5	3,8			1	0,8	4	3	0	0	5	3,8
A4	104	73	68,57			35	32,77	38	35,8	26	23,3	47	45,27
A3	0	0	0			0	0	0	0	0	0	0	0
A2	17	12	12			5	5	7	7	9	9	3	3
A1	322	180	169,78			120	111,38	60	58,4	109	103,25	71	66,53
NIVEAU B	**436**	**244**	**229,84**	**0**	**0**	**174**	**162,64**	**70**	**67,2**	**127**	**122**	**117**	**107,84**
B4-5	53	35	33,87			22	20,87	13	13	15	14,8	20	19,07
B1-3	383	209	195,97			152	141,77	57	54,2	112	107,2	97	88,77
NIVEAU C	**1197,5**	**782**	**731,93**	**0**	**0**	**613**	**567,25**	**169**	**164,69**	**431**	**402,04**	**351**	**329,91**
C4-5	106	71	65,97			57	51,97	14	14	29	27,8	42	38,17
C1-3	871,5	549	505,35			420	380,67	129	124,69	301	273,8	248	231,56
C431	0	1	1			1	1	0	0	0	0	1	1
C131-331	220	161	159,61			135	133,61	26	26	101	100,44	60	59,18
NIVEAU D	**846**	**538**	**525,04**	**0**	**0**	**63**	**60,9**	**475**	**464,14**	**325**	**318,94**	**213**	**206,1**
D4-5	102	78	75,37			4	3,8	74	71,57	34	33,27	44	42,1
D1-3	744	444	433,67			44	42,1	400	391,57	281	275,67	163	158
D131-331	0	16	16			15	15	1	1	10	10	6	6
NIVEAU E	**317**	**332**	**328,4**	**0**	**0**	**45**	**43,4**	**287**	**285**	**283**	**280,6**	**49**	**47,8**
E4-5	32	13	12,4			9	8,4	4	4	9	8,6	4	3,8
E1-3	285	319	316			36	35	283	281	274	272	45	44
TOTAL GENERAL ALGEMEEN TOTAAL	**3359,5**	**2241**	**2141,08**	**0**	**0**	**1090**	**1015,84**	**1151**	**1125,25**	**1342**	**1289,25**	**899**	**851,85**

Veuillez svp respecter scrupuleusement le format de l'annexe.

Gelieve het format van deze bijlage precies te volgen aub.

COMMUNE / GEMEENTE : Ville de Bruxelles / Stad Brussel

PERSONNEL CONTRACTUEL
CONTRACTUEEL PERSONEEL

Situation au / Toestand op : 30/06/2023

Fonction Functie	Effectif Effectief						Genre Geslacht				Domicile Woonplaats			
	ACS GESCO's		Autres contractuels subventionnés Andere gesubsidieerde contractuelen		Contractuels à charge de la commune Contractuelen ten laste gemeente		F/V		M/M		Région BXL Brussels Gewest		Hors Région BXL Buiten Brussels Gewest	
	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE
NIVEAU A	**0**	**0**	**25**	**23,5**	**270**	**249,7**	**184**	**168,55**	**111**	**104,65**	**231**	**214,9**	**64**	**58,3**
A11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A9	0	0	0	0	4	3,5	2	2	2	1,5	3	3	1	0,5
A8	0	0	0	0	1	1	0	0	1	1	1	1	0	0
A7	0	0	0	0	5	5	3	3	2	2	4	4	1	1
A6	0	0	0	0	17	17	12	12	5	5	15	15	2	2
AM1	0	0	0		8	2,9	6	2,2	2	0,7	6	2,1	2	0,8
A5	0	0	0	0	1	1	0	0	1	1	0	0	1	1
A4	0	0	0	0	5	5	5	5	0	0	4	4	1	1
A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A2	0	0	0	0	3	3	2	2	1	1	3	3	0	0
A1	0	0	25	23,5	226	211,3	154	142,35	97	92,45	195	182,8	56	52
NIVEAU B	**0**	**0**	**17**	**17**	**207**	**194,6**	**147**	**136,4**	**77**	**75,2**	**170**	**161,8**	**54**	**49,8**
B4-5	0	0	0	0	3	3	1	1	2	2	2	2	1	1
B1-3	0	0	17	17	204	191,6	146	135,4	75	73,2	168	159,8	53	48,8
NIVEAU C	**34**	**33,6**	**30**	**28,8**	**659**	**608,77**	**530**	**487,84**	**193**	**183,32**	**543**	**504,07**	**180**	**167,09**
C4-5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
C1-3	34	33,6	30	28,8	499	470,43	415	391,74	148	141,09	396	376,47	167	156,36
C131-331	0	0	0	0	160	138,34	115	96,1	45	42,23	147	127,6	13	10,73
NIVEAU D	**41**	**39,2**	**16**	**16**	**313**	**242,62**	**236**	**176,36**	**134**	**121,46**	**301**	**239,62**	**69**	**58,2**
D4-5	0	0	0	0	1	1	0	0	1	1	1	1	0	0
D1-3	41	39,2	16	16	224	209,7	161	149,1	120	115,8	221	210,9	60	54
D131-331	0	0	0	0	88	31,92	75	27,26	13	4,66	79	27,72	9	4,2
NIVEAU E	**0**	**0**	**73**	**66,9**	**872**	**840,04**	**595**	**564,14**	**350**	**342,8**	**759**	**730,7**	**186**	**176,24**
E4-5	0	0	1	1	32	31	26	25	7	7	19	18,8	14	13,2
E1-3	0	0	72	65,9	840	809,04	569	539,14	343	335,8	740	711,9	172	163,04
TOTAL GENERAL ALGEMEEN TOTAAL	**75**	**72,8**	**161**	**152,2**	**2321**	**2135,73**	**1692**	**1533,29**	**865**	**827,43**	**2004**	**1851,09**	**553**	**509,63**

Veuillez svp respecter scrupuleusement le format de l'annexe.

Gelieve het format van deze bijlage precies te volgen aub.

	2020					2021					2022				
	Begrotingskrediet	Vastleggingen	Aanrekeningen	Verhouding aanrekeningen / begrotingskrediet	Verhouding aanrekeningen / vastleggingen	Begrotingskrediet	Vastleggingen	Aanrekeningen	Verhouding aanrekeningen / begrotingskrediet	Verhouding aanrekeningen / vastleggingen	Begrotingskrediet	Vastleggingen	Aanrekeningen	Verhouding aanrekeningen / begrotingskrediet	Verhouding aanrekeningen / vastleggingen
Gewone	**852.640.229,70**	**862.216.147,30**	**838.461.959,66**	**98,34%**	**97,24%**	**865.753.100,61**	**888.454.350,33**	**885.261.596,18**	**102,25%**	**99,64%**	**912.023.727,33**	**937.114.865,06**	**911.308.455,58**	**99,92%**	**97,25%**
Gewone uitgaven personeel	418.850.752,99	413.495.160,32	409.604.000,91	97,79%	99,06%	424.178.291,82	431.563.263,82	428.224.844,35	100,95%	99,23%	451.517.738,81	462.703.983,84	457.321.680,37	101,29%	98,84%
Gewone uitgaven werkingskosten	103.564.994,04	96.705.617,25	90.637.176,71	87,52%	93,72%	105.311.582,95	101.592.221,17	95.025.741,49	90,23%	93,54%	111.210.552,49	107.480.387,86	98.093.226,58	88,20%	91,27%
Gewone uitgaven overdrachten	266.117.743,89	289.379.074,94	275.591.649,79	103,56%	95,24%	270.211.804,34	291.553.368,03	298.276.972,89	110,39%	102,31%	280.491.150,28	300.580.195,63	289.612.146,28	103,25%	96,35%
Gewone uitgaven schuld	64.106.738,78	62.636.294,79	62.629.132,25	97,70%	99,99%	66.051.421,50	63.745.497,31	63.734.037,45	96,49%	99,98%	68.804.285,75	66.350.297,73	66.281.402,35	96,33%	99,90%
Buitengewone	**200.614.118,85**	**180.711.066,93**	**116.983.884,53**	**58,31%**	**64,74%**	**168.220.309,35**	**147.402.270,97**	**126.645.692,43**	**75,29%**	**85,92%**	**400.245.448,01**	**317.755.467,32**	**286.633.186,08**	**71,61%**	**90,21%**
Buitengewone investeringen	185.157.906,90	161.244.020,58	98.052.063,50	52,96%	60,81%	149.635.798,00	122.375.164,62	105.779.767,01	70,69%	86,44%	371.564.954,09	291.508.468,42	262.629.247,09	70,68%	90,09%
Buitengewone overdrachten	15.456.211,95	14.083.356,35	13.548.131,03	87,65%	96,20%	14.584.511,35	17.791.756,35	16.865.925,42	115,64%	94,80%	13.944.993,92	11.861.498,90	10.618.588,99	76,15%	89,52%
Buitengewone schuld	0,00	5.383.690,00	5.383.690,00	-	100,00%	4.000.000,00	7.235.350,00	4.000.000,00	100,00%	55,28%	14.735.500,00	14.385.500,00	13.385.350,00	90,84%	93,05%

	2020			2021			2022		
	Begrotingskrediet	Netto vastgestelde rechten	Verhouding netto vastgestelde rechten / begrotingskrediet	Begrotingskrediet	Netto vastgestelde rechten	Verhouding netto vastgestelde rechten / begrotingskrediet	Begrotingskrediet	Netto vastgestelde rechten	Verhouding netto vastgestelde rechten / begrotingskrediet
Gewone	**847.265.896,83**	**844.375.613,32**	**99,66%**	**844.235.946,02**	**858.520.610,99**	**101,69%**	**896.700.722,10**	**937.160.298,71**	**104,51%**
Gewone ontvangsten prestaties	58.141.021,64	51.333.991,24	88,29%	51.609.944,25	43.893.731,70	85,05%	56.063.447,10	56.379.298,92	100,56%
Gewone ontvangsten overdrachten	772.741.629,30	773.871.262,56	100,15%	776.543.655,88	798.863.573,18	102,87%	825.025.643,87	865.410.269,93	104,89%
Gewone ontvangsten schuld	16.383.245,89	19.170.359,52	117,01%	16.082.345,89	15.763.306,11	98,02%	15.611.631,13	15.370.729,86	98,46%
Buitengewone	**200.614.118,85**	**43.184.503,52**	**21,53%**	**168.220.309,35**	**79.806.570,75**	**47,44%**	**361.976.698,16**	**128.390.013,30**	**35,47%**
Buitengewone ontvangsten overdrachten	51.397.165,00	35.812.412,75	69,68%	38.788.716,55	13.462.709,19	34,71%	37.029.525,05	31.739.176,29	85,71%
Buitengewone ontvangsten schuld	149.124.953,85	7.204.698,96	4,83%	129.413.842,80	66.042.970,56	51,03%	314.888.611,01	96.601.821,00	30,68%
Buitengewone ontvangsten investeringen	92.000,00	167.391,81	181,95%	17.750,00	300.891,00	1695,16%	10.058.562,10	49.016,01	0,49%

ESR 2010 : Tabel met ramingen inzake buitengewone investeringsuitgaven

		A	B	C	D	E	F	G
	Econ. code	Voorgaande dienstjaren		Lopend dienstjaar		Begrotingsraming		Totaal aanrek.
		N-1 (saldo vastleggingen)	N-1 (geraamde aanrekeningen)	N (geraamde vastleggingen)	N (geraamde aanrekeningen)	Begroting = E.G. 91	N+1 (aanrekeningen)	B+D+F
Onwaarden		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	70-	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Terreinen en gebouwen		**51.874.371,90**	**24.364.189,94**	**9.461.552,91**	**3.967.851,85**	**127.226.775,90**	**7.973.105,71**	**36.305.147,50**
Aankopen	71-	1.222.686,58	122.268,66	253.150,00	151.890,00	2.087.825,00	2.087.825,00	2.361.983,66
Aanpassingswerken terreinen	721	889.061,36	133.359,20	48.611,12	46.180,57	1.313.000,00	91.910,00	271.449,77
Oprichtingen	722	26.540.350,33	13.270.175,17	422.922,35	42.292,23	39.832.095,68	318.656,77	13.631.124,17
Aanpassingswerken gebouwen	723	13.031.147,00	7.167.130,85	411.563,30	123.468,99	37.651.500,00	705.965,63	7.996.565,47
Onderhoud gebouwen	724	9.495.381,76	3.323.383,62	6.499.322,12	2.599.728,85	42.709.738,70	4.441.812,82	10.364.925,29
Onderhoud terreinen	725	695.744,87	347.872,44	1.825.984,02	1.004.291,21	3.632.616,52	326.935,49	1.679.099,14
Wegennet		**16.566.007,82**	**7.826.526,87**	**188.457,34**	**91.978,67**	**19.071.227,15**	**4.077.192,70**	**11.995.698,24**
Wegennet	731	14.521.041,13	7.260.520,57	165.957,34	82.978,67	11.417.227,15	2.397.617,70	9.741.116,94
Infrastructuur	732	107.967,66	32.390,30	22.500,00	9.000,00	474.000,00	23.700,00	65.090,30
Plannen	733	709.363,55	42.561,81	0,00	0,00	1.615.000,00	403.750,00	446.311,81
Beplantingen	734	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Onderhoud	735	1.227.635,48	491.054,19	0,00	0,00	5.565.000,00	1.252.125,00	1.743.179,19
Andere		**8.433.119,84**	**3.794.903,93**	**12.850.070,84**	**8.995.049,58**	**47.854.750,00**	**10.767.318,75**	**23.557.272,26**
Andere investeringen	74-	8.433.119,84	3.794.903,93	12.850.070,84	8.995.049,58	47.854.750,00	10.767.318,75	23.557.272,26
TOTAAL		**76.873.499,56**	**35.985.620,74**	**22.500.081,09**	**13.054.880,10**	**194.152.753,05**	**22.817.617,16**	**71.858.118,00**

Kolom A : **geraamd** bedrag op 31.12.23 van de overgedragen kredieten van de rekening 2022 (alle dienstjaren samen) en die niet worden aangerekend in 2023.
Kolom B : bedrag van de aanrekeningen voorzien in het begrotingsjaar 2023 met betrekking tot het geraamd bedrag van vastleggingen van de voorgaande dienstjaren die openstaan op 31.12.23.
Kolom C : geraamd bedrag op 31.12.23 van vastleggingen 2023 die niet worden aangerekend bij het afsluiten van het dienstjaar.
Kolom D : bedrag van de aanrekeningen voorzien in het begrotingsjaar 2024 met betrekking tot het geraamd bedrag van vastgelegde kredieten in het lopend dienstjaar en die niet afgesloten zijn op 31.12.23.
Kolom E : begrotingsraming voor het dienstjaar 2024.
Kolom F : vooruitzichten van **aanrekening** van begrotingsartikels 2024 die tijdens datzelfde dienstjaar vastgelegd worden.
Kolom G : het betreft het totale bedrag van de aanrekeningen voorzien in 2024 wat ook het oorspronkelijk dienstjaar van de vastleggingen is of, met andere woorden, het totaal van de kolommen B, D en F.

Gemeente: Stad Brussel

Présentatie ESR van begroting 2024

Gewone dienst	2024	in €
Ontvangsten		**1.073.657.301,13**
60	Prestatie	70.346.808,00
61	Overdracht	987.043.117,19
62	Schuld	16.267.375,94
Uitgaven		**1.122.583.374,75**
70	Personneel	540.509.817,70
71	Werking	143.167.001,24
72	Overdracht	347.782.375,92
7X	Schuld	91.124.179,89
Saldo gewone	**A**	**-48.926.073,62**
Buitengewone dienst	**2024**	in €
Ontvangsten		23.118.254,09
80	Overdracht	23.108.154,09
81	Investeringen	10.100,00
Uitgaven		120.204.697,77
90	Overdracht	48.346.579,79
91 (cfr tabel aanrekeningen)	**Investeringen**	71.858.117,98
Saldo buitengewone	**B**	**-97.086.443,68**
Aflossingen schuld		61.710.183,61
911-01		59.868.490,03
911-03		1.841.693,58
911-06		0,00
Totaal aflossingen	**C**	**61.710.183,61**
Saldo ESR	**(A+B)+C**	**-84.302.333,69**

Gewone dienst
Ontvangsten - Netto vastgestelde rechten
Uitgaven - Voorziene aanrekeningen van de uitgaven met inbegrip van de overgedragen bedragen volgens de analyse uitgevoerd in bijlage 4

Buitengewone dienst
Subsidieontvangsten - Totalisatiecode 80
Dit bedrag zal worden aangepast in functie van de eventuele uitvoering van het investeringsprogramma 2024 en van de verschillende projecten
Het bedrag hernomen onder de totalisatiecode 91 is het eindresultaat van de kolom G van de tabel van de aanrekeningen

5. EVOLUTIE VAN DE SCHULD PER FINANCIEEL ORGANISME

5. Evolution de la dette par organisme financier - Evolutie van de schuld per financieel organisme

5.1. TOTAUX A CHARGE DE LA COMMUNE - TOTALEN TEN LASTE VAN DE STAD

	solde restant dû au 01/01/2024 - nog terug te betalen op 01/01/2024	amortissements 2024 - aflossingen 2024	intérêts 2024 - interesten 2024	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
Les emprunts existants - bestaande leningen	367.529.198,48 €	51.596.811,04 €	7.271.893,84 €	58.868.704,88 €
Argenta	7.467.050,12 €	1.344.493,72 €	11.020,92 €	1.355.514,64 €
Belfius	279.985.407,83 €	37.581.473,50 €	5.583.783,41 €	43.165.256,91 €
BNP Paribas Fortis	1.333.215,22 €	1.333.215,22 €	12.226,32 €	1.345.441,54 €
ING	63.882.760,45 €	8.564.802,36 €	1.172.089,83 €	9.736.892,19 €
KBC	14.860.764,86 €	2.772.826,24 €	492.773,36 €	3.265.599,60 €
La durée moyenne - de gemiddelde looptijd	**15,86**	**ans / jaar**		
Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet	**2,01**	**%**		

+

	avant le 31/12/2023 - voor 31/12/2023	amortissements 2024 - aflossingen 2024	intérêts 2024 - interesten 2024	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
Les emprunts à contracter avant 31/12/2023 - Te contracteren leningen voor 31/12/2023	99.941.457,98 €	6.930.547,94 €	5.506.523,07 €	12.437.071,01 €
INV2017 - 5 ans / INV2017 5 jaar - ING	10.195.514,23 €	2.039.102,86 €	527.611,98 €	2.566.714,84 €
INV2017 - 10 ans / INV2017 10 jaar - KBC	11.342.672,99 €	1.134.267,30 €	592.087,53 €	1.726.354,83 €
INV2017 - 15 ans / INV2017 15 jaar - ING	8.546.194,86 €	569.746,31 €	452.264,62 €	1.022.010,93 €
INV2017 - 20 ans / INV2017 20 jaar - BELFIUS	39.314.842,20 €	1.965.742,11 €	2.094.694,79 €	4.060.436,90 €
INV2017 - 25 ans / INV2017 25 jaar - BELFIUS	30.542.233,70 €	1.221.689,36 €	1.839.864,15 €	3.061.553,51 €
La durée moyenne - de gemiddelde looptijd	**18,44**	**ans / jaar**		
Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet	**4,59**	**%**		

+

	dans le courant de 2024 - in de loop van 2024	amortissements 2024 - aflossingen 2024	intérêts 2024 - interesten 2024	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
Les emprunts à contracter en 2024 - Te contracteren leningen in 2024	66.548.073,33 €	- €	1.778.674,72 €	1.778.674,72 €
INV2018 - 5 ans / INV2018 5 jaar	21.227.804,71 €	- €	548.951,02 €	548.951,02 €
INV2018 - 10 ans / INV2018 10 jaar	12.886.633,07 €	- €	336.341,12 €	336.341,12 €
INV2018 - 15 ans / INV2018 15 jaar	8.222.595,40 €	- €	217.569,86 €	217.569,86 €
INV2018 - 20 ans / INV2018 20 jaar	15.351.668,52 €	- €	408.968,45 €	408.968,45 €
INV2018 - 25 ans / INV2018 25 jaar	8.859.371,63 €	- €	266.844,27 €	266.844,27 €
La durée moyenne - de gemiddelde looptijd	**13,33**	**ans / jaar**		
Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet	**4,45**	**%**		

=

Total emprunts contractés et à contracter ***(hors FRBRTC)*** ***- Totaal van de opgenomen en van de op te nemen leningen*** ***(zonder FRRTC)***	**534.018.729,79 €**	**58.527.358,98 €**	**14.557.091,63 €**	**73.084.450,61 €**

5.1.b TOTAUX DES EMPRUNTS FRBRTC - TOTALEN VAN DE LENINGEN BGHGT

	solde restant dû au 01/01/2024 - nog terug te betalen op 01/01/2024	amortissements 2024 - aflossingen 2024	intérêts 2024 - interesten 2024	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
Les emprunts FRBRTC	25.099.572,74 €	1.341.131,05 €	1.253.687,02 €	2.594.818,07 €
La durée moyenne - de gemiddelde looptijd	**20,00**	**ans / jaar**		
Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet	**5,00**	**%**		

5.2. TOTAUX A CHARGE DE L'ETAT - TOTALEN TEN LASTE VAN DE STAAT

	solde restant dû au 01/01/2024 - nog terug te betalen op 01/01/2024	amortissements 2024 - aflossingen 2024	intérêts 2024 interesten 2424	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
Les emprunts existants - bestaande leningen	- €	- €	- €	- €
Belfius	- €	- €	- €	- €

La durée moyenne - de gemiddelde looptijd . **ans / jaar**

Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet **0,00** **%**

5.3 TOTAUX DES EMPRUNTS IRIS - TOTALEN VAN DE IRIS-LENINGEN

	solde restant dû au 01/01/2024 - nog terug te betalen op 01/01/2024	amortissements 2024 - aflossingen 2024	intérêts 2024 interesten 2424	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
Les emprunts IRIS - IRIS leningen	7.467.359,43 €	2.578.854,62 €	373.367,96 €	2.952.222,58 €

La durée moyenne - de gemiddelde looptijd **20,00 ans / jaar**

Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet **5,00 %**

5.4 TOTAUX DE TOUS LES EMPRUNTS - TOTALEN VAN ALLE LENINGEN

	Durée moyenne - Gemiddelde looptijd	Taux moyen - Gemiddelde rentevoet	solde restant dû au 01/01/2024 - nog terug te betalen op 01/01/2024	amortissements 2024 - aflossingen 2024	intérêts 2024 - interesten 2024	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
Tous les emprunts existants à charge de la Ville ***Alle bestaande leningen ten laste van de Stad***	***15,86***	***2,01%***	367.529.198,48 €	51.596.811,04 €	7.271.893,84 €	58.868.704,88 €
Les emprunts à contracter avant 31/12/2023 ***Te contracteren leningen voor 31/12/2023***	***18,44***	***4,59%***	99.941.457,98 €	6.930.547,94 €	5.506.523,07 €	12.437.071,01 €
Les emprunts à contracter en 2024 à charge de la Ville ***De te contracteren leningen in 2024 ten laste van de Stad***	***13,33***	***4,45%***	- €	- €	1.778.674,72 €	1.778.674,72 €
Les emprunts FRBRTC ***De BGHGT leningen***	***20,00***	***5,00%***	25.099.572,74 €	1.341.131,05 €	1.253.687,02 €	2.594.818,07 €
Les emprunts à charge de l'état ***De leningen ten laste van de staat***	***0,00***	***0,00%***	- €	- €	- €	- €
Les emprunts IRIS ***de IRIS-leningen***	***20,00***	***5,00%***	7.467.359,43 €	2.578.854,62 €	373.367,96 €	2.952.222,58 €
			=			
Tous les emprunts ***Alle leningen***	***16,20***	***2,25%***	500.037.588,63 €	62.447.344,65 €	16.184.146,61 €	78.631.491,26 €

6. ANDERE BIJLAGEN :

6.1 JAARLIJKSE DOELSTELLINGEN TOEGELICHT INZAKE EVOLUTIE VAN BEZOLDIGINGSREGELING, STATUTARISERING, TOEKENNING VAN PREMIES, OPLEIDING, INTERNE MOBILITEIT VAN HET PERSONEEL, DIVERSITEIT

6.2 NOTA VAN HET OCMW "ARTIKEL 60"

6.3 RAMING VAN DE BEHOEFTEN VAN BETREKKINGEN ART. 60 § 7 ORGANIEKE WET – BIJLAGE B6 OCMW

6.4 VERSLAG ZOALS BEDOELD IN ART. 26BIS §5 WORDT OPGESTELD MET BETREKKING TOT DE SCHAAL-VOORDELEN EN HET OPHEFFEN VAN OVERLAPPINGEN OF HET DOOREENLOPEN VAN ACTIVITEITEN VAN OCMW EN VAN STAD BRUSSEL

6.1. Jaarlijkse doelstellingen toegelicht inzake evolutie van bezoldigingsregeling, statutarisering, toekenning van premies, opleiding, interne mobiliteit van het personeel, diversiteit.

6.1.1 Departement Human Resources (zonder Openbaar Onderwijs)

Inleiding

Sinds de wijziging van het administratief en geldelijk statuut van het statutair en contractueel personeel van de Stad Brussel op 1 januari 2017, zal het protocolakkoord 2021/1 dat op het einde van 2021 werd gesloten de begrotingsjaren 2021 tot en met 2025 markeren wat de bestreken aspecten betreft. Dit akkoord omvat namelijk een reeks maatregelen om de loonvoorwaarden van het gemeentepersoneel in het hele Brussels Hoofdstedelijk Gewest te verbeteren.

De verhuizing naar het nieuwe administratieve centrum in het najaar van 2022 betreft meer dan 1 500 personeelsleden. Dit ambitieuze project behelst niet alleen een verandering van werkplek, maar zal ook een andere manier van werken (cf. NWOW) versterken waarmee de stad al is begonnen, met name door de invoering van telewerken en meer digitalisering.

Statutarisering

Eén van de fundamentele doelstellingen van het nieuwe statuut, namelijk de verhoging van het aantal statutaire personeelsleden op basis van een aangepast aanwervings- en statuutbeleid, is bereikt:
2020: 130 benoemingen
2021: 113 benoemingen
2022: 130 benoemingen
2023 (per 31/07): 49 aanstellingen en 140 stagiairs voor definitieve aanstelling.

Op basis van de nieuwe organieke kaders en rekening houdend met de contractuele en gesubsidieerde posten die niet door statutair personeel kunnen worden bezet, bedraagt het percentage van de statutarisering 80%.

In 2022 betrof het aantal personeelsbewegingen door interdepartementale interne mobiliteit 46 personeelsleden. Het aantal externe aanwervingen bedroeg 308 werknemers in 2022 (laatste volledige jaar).

Loonontwikkeling

o Herwaardering van de bezoldiging van het personeel – sectoraal akkoord 2021/1

Het protocol van sectoraal akkoord 2021/1 voorziet in baremaverhogingen en andere verhogingen over de periode 2021 tot en met 2025. Het toepassingsgebied van de overeenkomst omvat het personeel van de gemeenten (met uitzondering van het onderwijzend personeel of het personeel dat wordt bezoldigd op basis van de onderwijsbarema's), de OCMW's (met inbegrip van art. 60, met uitzondering van de tak voor pensioenbijstand), de niet-ziekenhuis-verenigingen "hoofdstuk XII" en de Berg van Barmhartigheid.

De inhoud van de overeenkomst bestaat uit 4 luiken:
- verhoging van de wedden
- uitbreiding van de weddeschalen
- een verhoging van het bedrag van de maaltijdcheques
- aanvullende pensioensteun voor alle contractuele personeelsleden

Ter herinnering: het protocol voorziet reeds vanaf 2021 in de volgende wijzigingen:
- verhoging van de weddeschalen van de niveaus D en E
- uitbreiding van het aanvullend pensioen tot alle contractuele personeelsleden

In 2022 werden de volgende maatregelen toegevoegd:
- verhoging van de weddeschalen van niveau C
- verhoging van maaltijdcheques van 6 tot 8 EUR

In 2023 worden de loonschalen van de niveaus A en B opgewaardeerd en worden de loonschalen van alle niveaus met twee jaar verlengd.

De overeenkomst voorziet in een bijdrage van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in de vorm van een jaarlijkse dotatie, waarvan het bedrag en de verdeelsleutel zijn vastgelegd in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 oktober 2021.

Voor de Stad (exclusief Openbaar Onderwijs en Vastgoedregie) wordt de dotatie van het Gewest voor 2024 geraamd op 8.300.000 EUR.

o Begroting personeelsuitgaven

De begroting voor personeelsuitgaven evolueert met ongeveer 2,84% om rekening te houden met de evolutie van de salarissen en hun indexering.

Regionale subsidies

o MIVB-abonnementen

Sinds 01/01/2018 wordt het MIVB-abonnement dat aan personeelsleden wordt afgeleverd, voor 100% terugbetaald, rekening houdend met de gewestelijke subsidie. De desbetreffende ontvangsten die in de begroting zijn opgenomen, bedragen 1,1 miljoen euro.

o Diversiteitsplan

De stad heeft een nieuw plan voor diversiteit en inclusie geïmplementeerd voor de periode 2023-2025 (cf. BHG-besluit van 04/09/2008).

De in de begroting opgenomen ontvangsten voor de toepassing van de ordonnantie "Madrane" bedragen 100.000 EUR.

o Tweetaligheidstoelage

De verwachte ontvangsten op de begroting voor de begunstigden van een tweetaligheidstoelage in 2024 zouden 2,1 miljoen euro bedragen.

o Statutarisering

De begrote ontvangsten voor statutair geworden personeel bedragen 0,4 miljoen euro.

Verminderde prestaties voor zware beroepen

Vanaf 01/01/2022 kunnen voltijdse personeelsleden ouder dan 60 jaar van wie het werk als zwaar wordt beschouwd, verzoeken om vermindering van hun arbeidstijd met één vijfde, zonder dat dit gevolgen heeft voor hun loon.

Vormingen

Wat de vorming van het personeel betreft, heeft de stad sinds 2014 tweejaarlijkse vormingsplannen. In overleg met de sociale partners is een vierde opleidingsplan voor 2022-2023 opgesteld. De stad krijgt de beschikking over meer vormingsruimten in het nieuwe administratief centrum, een compleet team om deze opleidingen te organiseren. Gezien de huidige economische situatie is de begroting voor 2024 vastgesteld op 400.000 EUR.

Sinds 01/10/2018 wordt een nieuw type opleiding aangeboden, met een hybride leerproces. Dit is een pedagogische formule die verschillende onlinesessies combineert met opleidingen waarbij een trainer fysiek aanwezig is.

Sinds 2021 is een e-learningplatform ingevoerd om e-learning te ontwikkelen. Werknemers zullen hun vaardigheden in hun eigen tempo en op de door hen gekozen tijdstippen kunnen ontwikkelen. Dit e-learning instrument zal vooral gericht zijn op vakinhoudelijke kennis.

Evaluatie van het personeel

In de loop van 2022 is een nieuwe evaluatiecampagne van start gegaan en zal ook in 2024 lopen.

Bij verenigingen zonder winstoogmerk gedetacheerd gemeentepersoneel	
Graad	VZW
Secretaris	Dienst voor Hulp aan Brusselse Senioren
Werknemer	Werkcentrale
Technisch hulppersoneel	Les Brigittines
Werknemer	Werkcentrale
Bestuursecretaris	Maison de la création
Secretaris	Rizome-Bxl
Secretaris	Werkcentrale
Bestuursecretaris	Werkcentrale
Bestuursecretaris	Dienst voor Hulp aan Brusselse Senioren
Secretaris	Dienst voor Hulp aan Brusselse Senioren
Assistent	Dienst voor Hulp aan Brusselse Senioren

6.1.2 Openbaar Onderwijs

Jaarlijkse doelstellingen toegelicht inzake evolutie van bezoldigingsregeling, statutarisering, toekenning van premies, opleiding, interne mobiliteit van het personeel, diversiteit.

Evolutie van de geldelijke staat

De begroting voor personeelsuitgaven voor 2024 bedraagt 47.285.100 EUR, een stijging met 6,4% in vergelijking met 2023 (exclusief de salarissen van leerkrachten). Wat neerkomt op 72,1% van ons totale budget.

De stijging wordt verklaard door een indexatie (3,26% op de begroting 2023). De verhoging van de schalen van niveaus B en A (2 tot 6%) heeft ook gevolgen.

Gezien het succes gaat het Departement Openbaar onderwijs door met het opzetten van vliegende teams van leerkrachten, hulpopvoeders op basisscholen en begeleiders op middelbare scholen. Sinds kort is ook de functie van vliegend secretaris in het leven geroepen. Deze uitzonderlijke aanwervingen worden gefinancierd uit eigen middelen, aangezien deze banen de subsidienormen van de Franse Gemeenschap of de Vlaamse Gemeenschap overstijgen.

Evolutie van de benoeming

Het Departement Openbaar onderwijs wil het principe van de benoeming handhaven en ervoor zorgen dat de kaderopleiding zo snel mogelijk wordt afgerond.

De toekenning van premies

De totale vergoeding is begroot op 933.600 EUR. Het grootste deel van dit bedrag gaat naar de vergoeding voor de directies (basis- en gespecialiseerd onderwijs) en taaltoelagen (alleen voor het lager onderwijs).

De opleiding van de agenten

Het opleidingsbudget bedraagt 238.000 EUR. Het is bedoeld voor alle personeelscategorieën, afhankelijk van de behoeften (onderwijsassistenten, schooldirecteuren, bibliothecarissen, enz.)

Onze politiek van interne mobiliteit

Het interne mobiliteitsbeleid binnen het Departement Openbaar onderwijs wordt beperkt door de specificiteit in termen van kwalificatie en status van de meeste aangeboden banen (arts, verpleegkundige, bibliothecaris, hulpopvoeder, enz.). Desalniettemin bestaat de wens om de mobiliteit voor administratieve functies zonder specifieke kwalificaties te bevorderen.

Het plan diversiteit

De meerderheid van de agenten die door het Departement Openbaar onderwijs worden aangeworven, komt uit zones van diversiteit.

6.2 De nota van het OCMW waarin er uitgebreid wordt ingegaan op de budgetten die toegewezen worden aan de werkingsuitgaven, aan de beheerkosten en aan de invoering van de inschakelingsbetrekkingen (artikel 60§7)

In de begroting 2024 plannen we 730 arbeidsplaatsenonder integratiearbeidsovereenkomsten (art. 60§7). De overeenkomstige uitgaven bedragen 33.772.000 €, waarvan 14.954.400 € gefinancierd kan worden via de gewestsubsidie aan het tarief van de "afhankelijke familie" RI/ERI, 1.442.400 € voor de subsidie sociale economie.

Het OCMW geniet ook een vrijstelling van de RSZ ten bedrage van 6.492.500 €.

Deze uitgaven omvatten een bedrag van 1.247.300 € voor maaltijdcheques en vervoer toegekend aan werknemers in integratiearbeid (art. 60§7).

Om de missie van het ondersteunen van begunstigden van het OCMW te verzekeren in het kader van hun zoektocht naar werk en in het kader van de integratiearbeidsovereenkomst (via selecties georganiseerd door onze afdeling in samenwerking met onze partners) die op de reguliere arbeidsmarkt en werknemers in de integratiearbeid beschikt onze afdeling over 126,75 fte (integratieagenten, jobcoaches, trainers, prospectors).

De afdeling Opleiding en Werkgelegenheid van Sociale Actie wordt geleid door een algemeen management en een staf van 14 managers en wordt ondersteund door een administratief en onthaalteam van 12 personen.

In 2024 zullen de activiteiten van de afdeling Opleiding en Werkgelegenheid gedeeltelijk gefinancierd worden via subsidies, waaronder een subsidie van 630.900 € toegekend door Actiris, medegefinancierd door het Europees Sociaal Fonds, in het kader van een partnerschapsovereenkomst. We plannen ook een regionale subsidie van 75.000 €- als onderdeel van Maatregel 500 (workshops actief zoeken naar werk).

Wat de werkingskosten gekoppeld aan artikel 60§7 betreft, voorziet de begroting 2024 in 250.000 €, inclusief 200.000 € voor opleidingskosten.

CPAS/OCMW : Bruxelles / Brussel

		Compte 2022 Rekening 2022	Budget modifié Feuilletons 1 et 2 2023 - Gewijzigde begroting Feuilletons 1 en 2 2023	Budget 2024 Begroting 2024
Nombre annuel articles 60§7 par an (ETP) **Jaarlijks aantal art.6067 (VTE's)**		**603,83**	**1.000,00**	**730,00**
dont art. 60§7 "économie sociale" waaronder art. 60 § 7 "sociale economie" (VTE's)		89,45	135,00	144,00
Art. 60§7 mis à disposition de la commune (ETP) Art. 60§7 ter beschikking van de gemeente (VTE)		76,61	117,00	63,00
Art. 60§7 mis à disposition du CPAS (ETP) Art. 60§7 ter beschikking van het OCMW (VTE)		295,15	398,10	376,00
Rémunération du personnel art. 60§7 **Bezoldiging van het personeel art. 60§7**		**25.053.863,44**	**42.472.400,00**	**33.772.000,00**
Traitements (y compris pécule de vacances et allocation de fin d'année)	33350/05, 33490/21,11100/17, 11200/17	18.879.140,59	31.721.600,00	25.410.600,00
Cotisations patronales versées à l'ONSSAPL Werkgeversbijdragen gestort aan de RSZPPO	11300/17	4.177,16	2.950,00	1.400,00
Cotisations patronales non-versées à l'ONSSAPL Werkgeversbijdragen niet gestort aan de RSZPPO	concerne l'exonération : calcul 28,86% sur les salaires comme pour les contractuels. Il reste 0,01% à charge du CPAS - betreft vrijstelling : berekening 28,86% over lonen zoals bij de contractuelen. Er blijft 0,01% ten laste van het OCMW.	4.695.179,95	8.278.100,00	6.492.500,00
Primes syndicales - Vakbondspremies	11300/17	34.493,55	46.550,00	34.900,00
Autres cotisations (assurances, service social collectif, médecine du travail, ...) - Andere bijdragen (verzekeringen, collectieve sociale dienst, arbeidsgeneeskunde, ...)	11700/17, 11800/17, 11900/17	443.991,23	714.600,00	585.300,00
Autres interventions dans la rémunération (chèques repas, transport, ...	11500/17	996.880,96	1.708.600,00	1.247.300,00
Frais de fonctionnement liés aux art.60§7 **Frais de fonctionnement liés aux art.60§7**		**171.070,28**	**245.000,00**	**250.000,00**
Indemnités et coûts divers Vergoedingen en diverse kosten	84492X/12100/01 Frais de déplacement, de séjour et de services - Verplaatsings-, verblijfs- en dienstkosten	37.267,52	45.000,00	50.000,00
Frais de formation Opleidingskosten	84492X/12300/09	133.802,76	200.000,00	200.000,00
Interventions dans le coût de la rémunération des art. 60§7 **Tussenkomsten in de kostprijs van de bezoldiging van de art. 60§7**		**14.267.758,49**	**27.382.600,00**	**19.607.700,00**
Subside régional (taux ménage RI ou ERI) Gewestelijke subsidie (taux ménage LL en ELL)	46550/05 et 46590/03 de la fonction/van de functie 8320	10.388.559,12	19.716.500,00	14.954.400,00
Subside régional Economie sociale Gewestelijke subsidie Sociale	84492X/46560/05, 84492X/46590/03	983.523,81	1.067.900,00	1.442.400,00
Subsides régionaux spécifiques (formation et soutien financier) Specifieke gewestelijke subsidies (opleiding en financiële steun)	84492x/46500/13	285.719,96	491.600,00	412.800,00
Intervention des utilisateurs Tussenkomst van de gebruikers	84492X/16100/01	2.609.955,60	6.106.600,00	2.798.100,00
Total à charge des pouvoirs locaux **Totaal ten laste van de plaatselijke besturen**		**6.261.995,28**	**7.056.700,00**	**7.921.800,00**
Montant moyen par art. 60§7 **Gemiddeld bedrag per art.60§7**		**10.370,46**	**7.056,70**	**10.851,78**
Personnel du service ISP (admin - TS – ligne hiérarchique / ETP) **Personeel opgenomen in de dienst SPI(admin - maatschappelijk werkers - hiërarchische lijn/VTE)**		**82,86**	**108,18**	**109,15**
Rémunération du personnel ISP - Bezoldiging van het SPI personeel		5.613.413,79	7.268.146,90	7.895.170,07
Coûts indirects (PC, salle, chauffage, etc.) Indirecte kosten (computer, zaal, verwarming, e.d.)				

		Compte 2022 Rekening 2022	Budget modifié Feuilletons 1 et 2 2023 - Gewijzigde begroting Feuilletons 1 en 2 2023	Budget 2024 Begroting 2024
Accompagnateurs art. 60§7 (ETP) **Begeleiders art.60§7 (VTE)**		**20,99**	**18,42**	**17,60**
Rémunération des accompagnateurs Bezoldiging van de begeleiders		1.267.431,31	1.187.635,05	1.276.472,61
Coûts indirects (PC, salle, chauffage, etc.) Indirecte kosten (computer, zaal, verwarming, e.d.)				
Personnel en charge des RH des art. 60§7 (gestion et payroll / ETP) **Personeel belast met de HR van de art. 60§7 (beheer en payroll/VTE)**		**5,13**	**5,10**	**6,10**
Rémunération Bezoldiging		333.014,85	364.900,15	429.021,49
Coûts indirects (PC, salle, chauffage, etc.) Indirecte kosten (computer, zaal, verwarming, e.d.)				
Autres charges (à préciser) **Andere lasten (te verduidelijken)**		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Frais de déplacement Verplaatsingskosten				
Cotisations service médical du travail Bijdragen arbeidsgeneeskundige dienst				
Assurances Verzekeringen				
Frais de chauffage Verwarmingskosten				
Formation professionnelle Beroepsopleidingen				
Loyer Huur				
ETP en charge des art. 60§7 **VTE's belast met art.60§7**		**108,98**	**131,70**	**132,85**
Charges totales (hors rémunération des art. 60§7) **Totale lasten (buiten bezoldiging van art.60§7)**		**7.213.859,95**	**8.820.682,10**	**9.600.664,17**

6.4 Verslag zoals bedoeld in art. 26 bis § 5 wordt opgesteld met betrekking tot de schaal-voordelen en het opheffen van overlappingen op het dooreenlopen van activiteiten van OCMW en van Stad Brussel

Artikel 26bis, §5 van de organieke wet van 08 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn bepaalt dat het overlegcomité erop toeziet dat er een verslag wordt opgesteld over schaalvoordelen en het wegwerken van het doorheenlopen of overlapping van activiteiten tussen het openbare centrum voor maatschappelijk welzijn en de gemeente.

Er moet nota worden genomen van de beslissing van de Raad voor maatschappelijk welzijn, die de secretaris-generaal van de Stad en de secretaris-generaal van het OCMW de opdracht gaf om samen te onderzoeken of het mogelijk was om bepaalde departementen en diensten van de Stad en het OCMW samen te brengen of zelfs te mutualiseren. Deze opdracht begon in het tweede kwartaal van 2023 en zal in 2024 worden voortgezet.

Hieronder volgt een overzicht van de acties die al zijn ondernomen:

Februari 2023: implementatie van het beleid in verband met de mutualisatie. De twee secretarissen-generaal zijn aangesteld als sponsors, terwijl er een Coreteam is opgericht om het beleid te coördineren. Al deze spelers zullen regelmatig bijeenkomen in een stuurgroep.

Vanaf februari 2023 en tijdens de hele duur van het project: compilatie van lezingen en benchmarking om inspiratie te halen uit goede praktijken in verband met mutualisaties die al zijn uitgevoerd in Vlaanderen, Wallonië en Brussel.

Maart 2023: een conceptnota met de intentieovereenkomst tussen de twee instellingen werd opgesteld en goedgekeurd door zowel het College van de Stad als de Raad voor maatschappelijk welzijn van het OCMW.

April 2023: een startbijeenkomst met alle verantwoordelijken van de ondersteunende diensten van de Stad en het OCMW werd gelanceerd.

Juni 2023: een vervolg kick-off gaf de verschillende verantwoordelijken de gelegenheid om hun ideeën door te nemen en de synergieën die konden worden bereikt en het tijdschema dat daarbij hoorde toe te lichten.

September 2023: validatie door de stuurgroep en de politieke autoriteiten van de prioriteitsgebieden volgens een algemeen tijdschema.

Sinds november 2023: lancering van de eerste werkgroepen volgens een door het Coreteam opgestelde methodologie. In 2023 zijn op de volgende gebieden al werkgroepen gestart: Drukkerij, Aankoopcentrale, Financiën en inkomsten, HR, Openbaar Patrimonium.
De werkzaamheden gaan door in 2024.

Sinds 2022 hebben de Buurthuizen in het kader van het ouderenplan van de Stad Brussel een aantal actieplannen voor senioren overgenomen en ontwikkeld.

In 2024 zal verder worden nagedacht over de overname van de Dienst Gezinshulp van de Stad en die van het OCMW binnen de Buurthuizen.

7. BUDGETTAIRE OMZENDBRIEF VAN HET MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST MET BETREKKING OP DE BEGROTING 2024 EN ZIJN BIJLAGEN

BRUSSEL PLAATSELIJKE BESTUREN
GEWESTELIJKE OVERHEIDSDIENST BRUSSEL

CONTACT Directie Lokale Financiën
Anne Willocx
Directrice
T + 32 (0)2 800 33 25
awillocx@sprb.brussels

ONZE REF. OB2023/12

UW REF. -

Aan de dames en heren Burgemeesters en Schepenen van de Stad en gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Ter informatie:
Aan de dames en heren Gemeenteontvangers
Aan de dames en heren Gewestelijke inspecteurs

BETREFT **Opmaak van de gemeentelijke begrotingen (dienstjaar 2024)**

BIJLAGEN **Contactgegevens**
Checklist "Bijlagen"

BRUSSEL

24 JUIL. 2023

Geachte dames en heren Burgemeesters,
Geachte dames en heren Schepenen,

Deze omzendbrief heeft betrekking op het opmaken van de gemeentelijke begrotingen voor het dienstjaar 2024.

INHOUDSTAFEL

1. De gemeentelijke begrotingen 3
1.1 Algemeen 3
1.2 Begrotingswijzigingen en interne aanpassingen 4
1.3 Respect van het rekeningenstelsel 5
1.4 De begroting 5
1.4.1 Functionele begroting 5
1.4.2 Economische begroting 5
1.4.3 Buitengewone dienst 5
1.4.4 Samenvattende tabel 6
1.4.5 Personeelstabellen 6
1.4.6 Wettelijke en andere bijlagen 7
1.5 ESR 2010 normen 7
1.6 Genderbudgeting 9
2. Groeiparameters en -percentages 10
2.1 Gewone dienst – Ontvangsten 10
2.1.1 Ontvangsten uit prestaties 10
2.1.2 Ontvangsten uit overdrachten 10
2.1.3 Schuldontvangsten 11
2.2 Gewone dienst – Uitgaven 12
2.2.1 Personeelsuitgaven: bezoldigingen, sociale vergoedingen 12
2.2.2 Personeelsuitgaven: patronale bijdragen, pensioenen 12
2.2.3 Werkingsuitgaven 14
2.2.4 Overdrachtsuitgaven 15
2.2.5 Schulduitgaven 16
3. Toezending 16
Bijlage 1 Contactpersonen 18
Bijlage 2 Lijst van de verplichte documenten en bijlagen 20

1. De gemeentelijke begrotingen

1.1 Algemeen

Krachtens artikel 252 van de nieuwe gemeentewet moet de begroting in evenwicht zijn, zowel op de gewone als op de buitengewone dienst. Bovendien mag dit evenwicht in geen geval fictief zijn.

Volgens artikel 241§1 van de nieuwe gemeentewet , stelt de gemeenteraad, elk jaar, vóór 31 december, de begroting van de uitgaven en inkomsten van de gemeente voor het volgende dienstjaar vast. [De begroting bevat op straffe van nietigheid bijlagen die door de [Regering worden bepaald (Ord. 17.07.2020, B.S. 30.07.2020)].

Volgens het 2de lid van het voormeld artikel , en om een zo realistisch mogelijke begroting te kunnen voorleggen is het absoluut noodzakelijk dat de laatste rekeningen goedgekeurd zijn op het ogenblik dat de begroting aangenomen wordt. Bijgevolg kan de begroting 2024 pas worden vastgesteld door de gemeenteraad indien de jaarrekening 2022 definitief aangenomen werd door de toezichthoudende overheid.

De begroting 2024 baseert zich op de financiële projecties van het derde jaar van het plan 2022-2023-2024. Het is dus een meer in detail uitgewerkte versie van het derde jaarplan, op economisch en functioneel vlak die rekening houdt met nieuwe intussen ontvangen elementen.

Voor de gewone dienst slaat het bedoelde evenwicht zowel op het resultaat van het eigen dienstjaar na functionele overboekingen als op het gecumuleerd resultaat. Deze overboekingen betreffen overboekingen ten laste van daadwerkelijk aangelegde voorzieningen of reserves voor specifieke doeleinden . Ter herinnering: de functionele overboekingen moeten het mogelijk maken boekingen te neutraliseren die het resultaat van het eigen begrotingsjaar kunstmatig uit evenwicht brengen. Deze overboekingen vormen een volwaardige economische groep en mogen in geen geval gelijkgeschakeld mogen worden met ontvangsten of uitgaven van overdrachten[1]. Bovendien moeten alle functionele overboekingen die bedoeld zijn om eenmalige uitgaven te financieren, worden gedekt door overboekingen die in voorgaande jaren zijn geboekt. Functionele overboekingen worden enkel aanvaard in het kader van voorzieningen voor dubieuze vorderingen en opneming in de reserves van de meerjarige subsidies, tegemoetkomingen in ziekenhuiskosten en uitzonderlijke dividenden. *Functionele reservefondsen worden uitsluitend aangelegd voor à rato van 100% vastgestelde rechten met betrekking tot uitgaven die over meerdere dienstjaren worden vastgelegd.* In de omzendbrief van 17 mei 2013 vroeg ik u voorzieningen voor risico's en kosten aan te leggen voor niet-aangezuiverde schuldvorderingen, *onder andere* met betrekking tot bepaalde belastingen. Om uw begroting niet uit evenwicht te brengen, *is het van essentieel belang* deze voorzieningen geleidelijk aan te leggen.

Er kan evenwel getolereerd worden dat er geen evenwicht wordt bereikt voor het eigen dienstjaar stricto sensu, indien uitzonderlijke en dus niet-terugkerende uitgaven zouden plaatsvinden die gedekt worden door middel van een overboeking van de reserves. Deze overboeking dient te gebeuren op beschikbare algemene reservefondsen en mag in geen geval beschouwd worden als "functioneel". Die omstandigheden moeten verduidelijkt worden in het verslag dat bij de beslissing gevoegd is waarmee de begroting aangenomen wordt.

Ik nodig u tevens uit realistische ramingen te voorzien voor het oninvorderbaar stellen van vorderingen die niet meer kunnen worden geïnd.

Voor de buitengewone dienst moet het structureel evenwicht gerespecteerd worden, waarbij de financiering uiteraard kan gebeuren door benutting van de reserves en/of het gecumuleerd boni.

[1] Ik verwijs u in dit verband naar de omzendbrieven van 1 februari 2006 en 17 mei 2013 betreffende de kwestie van de overboekingen.

Conform het artikel 5 van het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit (ARGC), omvat de begroting alle ontvangsten en uitgaven die in de loop van het dienstjaar kunnen worden gedaan en moeten ze op precieze wijze worden geraamd. Bij gebrek aan reglementaire evaluatiegegevens of administratieve instructies, wordt verwezen naar de werkelijk gerealiseerde uitgaven en ontvangsten op de rekening van het voorlaatste dienstjaar.

Conform artikel 14 van het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit worden de voorlopige kredieten vastgesteld door de gemeenteraad wanneer de begroting nog niet is aangenomen. De voorlopige kredieten hebben betrekking op alle uitgaven van de gewone dienst. Ter herinnering: er wordt geen enkel onderscheid meer gemaakt tussen facultatieve en verplichte kredieten.

De voorstelling en inhoud van de gewone begroting dienen in overeenstemming te zijn met het besluit van 20 oktober 2005 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering waarbij de voorstelling van de begroting van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt vastgelegd[2].

Artikel 96 van de Nieuwe Gemeentewet schrijft voor dat het ontwerp van begroting vergezeld is van een verslag dat het algemeen en financieel beleid van de gemeente aangeeft en een overzicht van de toestand van het bestuur en van de gemeentezaken, alsook alle nuttige informatiegegevens, Het verslag bevat bovendien informatie over de mate waarin rekening wordt gehouden met de sociale, ethische en milieuaspecten in het financieel beleid van de gemeente.

1.2 Begrotingswijzigingen en interne aanpassingen

In toepassing van artikel 15 van het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit zijn de begrotingswijzigingen onderworpen aan dezelfde procedures als deze die toepasbaar zijn op de begroting en zijn alle principiële regels die van toepassing zijn op de oorspronkelijke begroting van het begrotingsjaar uiteraard ook van toepassing op de begrotingswijzigingen, met inbegrip van de regels inzake het toezicht. Ze worden voor elk krediet behoorlijk gerechtvaardigd.

Overeenkomstig artikel 16 van het voormeld reglement , moeten op de begrotingswijzigingen zonder verwijl, de begrotingskredieten worden uitgetrokken die nodig zijn om de uitgaven die verricht zijn krachtens artikel 249 van de nieuwe gemeentewet en de ambtshalve opgenomen uitgaven te dekken, alsmede de begrotingskredieten die betrekking hebben op niet-geraamde ontvangsten.

In toepassing van artikel 240 van de Nieuwe Gemeentewet kan na 1 juni 2024 geen enkele begrotingswijziging worden aangenomen door de gemeenteraad indien de rekeningen 2023 nog niet door de gemeenteraad zijn gestemd.

De laatste begrotingswijzigingen die in de loop van het dienstjaar worden goedgekeurd, dienen de toezichthoudende overheid uiterlijk op 1 november 2024 te bereiken, opdat laatstgenoemde zich zou kunnen uitspreken vóór de boekhoudkundige afsluitingsdatum, zijnde 31 december 2024. Deze wijzigingen dienen voorgesteld te worden volgens hetzelfde model als de oorspronkelijke begroting (verantwoording van de kredietaanpassingen, samenvattende tabellen, ...).

Kredietaanpassingen binnen de grenzen van artikel 10 van het ARGC vormen geen begrotingswijzigingen die aan de toezichthoudende overheid moeten worden voorgelegd. Deze aanpassingen worden enkel geregistreerd in de gemeentelijke boekhouding. De aanpassingen dienen uitgevoerd te worden vóór het gebruik van de kredieten.

In het kader van de oplading van de financiële gegevens via COMBUD, wil ik u ook vragen om als volgt te werk te gaan :

[2] Besluit van 20 oktober 2005 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering waarbij de voorstelling van de begroting van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Begrotingswijzigingen met betrekking tot de gewone en buitengewone dienst moeten in één document worden geconsolideerd. Het betreft effectief één enkele wijziging van de oorspronkelijke begroting. Tot nu toe hebben sommige lokale besturen twee begrotingswijzigingen tegelijk overgemaakt (de ene voor de gewone en de andere voor de buitengewone dienst), Echter leidt dit tot problemen daar bepaalde "nummers van de begrotingswijziging" dan ontbraken. Het is bijgevolg niet wenselijk om de bestanden te dupliceren.

1.3 Respect van het rekeningenstelsel

Het belang van een goede naleving van het rekeningenstelsel werd meermaals benadrukt, opdat de databank van de gemeentelijke financiën goed zou functioneren. Het is bijgevolg van primordiaal belang dat u het rekeningstelsel respecteert. Ik verzoek u daarom rekening te houden met de opmerkingen die u werden bezorgd over het gebruik van foutieve functionele of economische codes en de nodige verbeteringen aan te brengen.
Bij niet-naleving van bovenstaande voorschriften worden de begrotingen in voorkomend geval ofwel herzien, ofwel niet goedgekeurd.

1.4 De begroting

1.4.1 Functionele begroting

De functionele begroting geeft de begrotingskredieten weer per functie volgens de functionele codes beperkt tot de drie eerste cijfers en volgens de economische codes van vijf cijfers.

1.4.2 Economische begroting

De economische begroting geeft de begrotingskredieten weer per economische groep volgens de economische codes van 5 cijfers.

1.4.3 Buitengewone dienst

Ter herinnering: de functionele en economische voorstelling is beperkt tot de gewone dienst omdat het begrip kredietbeperking als bedoeld in artikel 10 van het ARGC uitsluitend betrekking heeft op de gewone dienst.

Zoals voorheen krijgen de gemeenten de aanbeveling om bijzonder waakzaam te zijn bij het opstellen van de budgettaire vooruitzichten met het oog op maximale geloofwaardigheid en verwezenlijking. De gemeenten dienen er bovendien op toe te zien dat de kosten verbonden aan leningen ter volledige of gedeeltelijke financiering van het investeringsprogramma geen begrotingstekort veroorzaken of leiden tot een toename van het tekort. De kosten van nieuwe leningen moeten worden beperkt tot het volume van de kapitaalaflossingen in de loop van het dienstjaar, ten einde het totale gewicht van de gemeentelijke schuld te stabiliseren.

Ik vestig er uw aandacht op dat het saldo berekend volgens de ESR 2010-normen geen rekening houdt met ontvangsten uit leningen. Om een ESR 2010-evenwicht na te streven, dienen de voorziene investeringen derhalve realistisch te zijn door zich te beperken tot diegene die in de loop van het dienstjaar kunnen worden gerealiseerd.

Artikel 252 van de nieuwe gemeentewet bepaalt:

> De begroting van de uitgaven en de ontvangsten van de gemeenten mag, in geen enkel geval, een deficitair saldo op de gewone of de buitengewone dienst, noch een fictief evenwicht of een fictief batig saldo, vertonen.

Met de inachtneming van dat principe moet de buitengewone begroting elk jaar in evenwicht zijn aangezien de gemeenten verplicht zijn elk jaar op de begroting, alle inkomsten in te schrijven die bestemd zijn voor het financieren van de jaarlijkse investeringen opgenomen in de begroting.

Bij de afsluiting van het dienstjaar gebeurt het echter vaak dat uitgaven vastgelegd zijn, maar dat de leningen bestemd om deze te bekostigen nog niet aangevraagd zijn en dat bijgevolg geen recht vastgesteld werd.

Deze leningen worden opnieuw ingeschreven door middel van een begrotingswijziging bij de overname van het resultaat van de rekening, en dit conform de bepalingen van artikel 9 van het ARGC. In dat verband wordt verwezen naar de omzendbrief van 4 mei 1999[3] met betrekking tot de budgettering en boeking in de buitengewone dienst. Het opnieuw inschrijven van deze leningen beantwoordt aldus aan de bepalingen van artikel 5 van het ARGC dat voorschrijft dat de begroting alle ontvangsten en uitgaven omvat die in de loop van het financieel dienstjaar kunnen worden gedaan.

Elke investeringstoelage moet het voorwerp uitmaken van een vastgesteld recht in de buitengewone dienst vanaf de kennisgeving van de toezegging (en niet vanaf de betaling van deze toelage door de subsidiërende overheid).

Op 1 januari 2023 trad de ordonnantie van 10 december 2021 betreffende het beheer van de materiële belangen van de erkende plaatselijke levensbeschouwelijke gemeenschappen in werking (zie Belgisch Staatsblad van 23 december 2021). De gemeenten dienden bijgevolg vanaf het begrotingsjaar 2023 niet langer eventueel te voorzien in een buitengewone financiële tegemoetkoming voor de investeringen voorkomend op de begrotingen 2023 en volgende van de katholieke, protestantse, anglicaanse en israëlitische eredienstinstellingen. Vanaf het begrotingsjaar 2023 voorzag het Gewest eventueel in deze tegemoetkoming. Op het investeringsprogramma en de gemeentebegroting 2024 dienen de gemeenten enkel nog de buitengewone toelagen voor in 2022 reeds lopende investeringsdossiers in te schrijven (functie 799: erediensten). De instructies vanwege de Minister-voorzitter en mezelf als Minister belast met de Plaatselijke Besturen over de afhandeling en financiering door de gemeenten van lopende investeringsdossiers in verband met de eredienstinstellingen vindt U terug in een omzendbrief 2023/11 van 23 juni 2023. Indien de gemeenten toestemming hebben gegeven voor werken die door eredienstinstellingen zijn gepland en zich verbonden hebben tot de financiering ervan vóór 2023, betreft dit lopende investeringsdossiers en blijven de gemeenten verantwoordelijk voor de financiering ervan en dit totdat de werkzaamheden zijn voltooid, zelfs na 2023.[4]

1.4.4 Samenvattende tabel

Het betreft de samenvattende tabel per economische groep en per functie.

Er wordt nog steeds een onderscheid gemaakt tussen functionele overboekingen en algemene overboekingen van functie 060. *De samenvattende tabel van zowel de gewone als de buitengewone dienst zoals bedoeld in artikel 1,3 °van het voormeld besluit van 20 oktober 2005 dient opgesteld te worden overeenkomstig de bijlage toegevoegd aan voormeld besluit en waarbij er een duidelijk onderscheid wordt gemaakt tussen de functionele overboekingen en de algemene overboekingen van de functie 060.*

1.4.5 Personeelstabellen

De tabellen in bijlage B1A en B1B dienen ingevuld te worden in elektronische vorm met de gegevens per 30 juni 2023. Er dient geteld te worden in voltijdse equivalenten en in aantal personen. Op deze wijze wordt vermeden dat er nog enige verwarring kan bestaan over de wijze waarop de kolommen moeten worden ingevuld. Ik verzoek u de grootst mogelijke zorgvuldigheid in acht te nemen bij het opstellen van deze tabellen. In disponibiliteit gestelde personen, hetzij op vrijwillige basis voorafgaand

[3] Omzendbrief dd. 4 mei 1999 met betrekking tot de praktische modaliteiten voor de budgettering en boeking in de buitengewone dienst

[4] Omzendbrief dd. 23 juni 2023 over de afhandeling en financiering van lopende en nieuwe investeringsdossiers van de eredienstinstellingen bij de inwerkingtreding van de ordonnantie van 10 december 2021

aan het pensioen, hetzij wegens langdurige ziekte, dienen meegeteld te worden. Hun totaal aantal moet evenwel in de tabellen meegedeeld worden, als aanvullende informatie.

1.4.6 Wettelijke en andere bijlagen

Volgende documenten maken integraal deel uit van de begroting en dienen bijgevolg verplicht bezorgd te worden:

- het verslag bedoeld in artikel 96 van de nieuwe gemeentewet. Dit verslag mag eventueel geïntegreerd worden in de verklarende nota van het driejaarlijkse plan zoals bedoeld in punt 2.3;
- het verslag bedoeld in artikel 12 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 van het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;
- de notulen van de vergadering van het overlegcomité gemeente/OCMW waarin onder andere de gemeentelijke tegemoetkoming vastgesteld wordt en waarin het bedrag van de bijdrage in het tekort van het OCMW vermeld wordt zonder de geristorneerde gewestelijke bijdrage in de weddenverhoging van het OCMW;
- *het verslag zoals bedoeld in artikel 26bis§5 van de organieke wet dat voorschrijft dat "Het overlegcomité waakt erover dat elk jaar een verslag wordt opgesteld met betrekking tot de schaalvoordelen en het opheffen van overlappingen of het dooreenlopen van activiteiten van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en van de gemeente. Dit verslag wordt aan de begroting van het centrum en aan die van de gemeenten gehecht."*
- de beschrijving van het buitengewoon programma en de financieringswijze ervan;
- het verloop van de gemeentelijke investeringsschuld, per financiële instelling;
- het verloop van de (gewone of buitengewone) reservefondsen; dit verloop moet gebaseerd zijn op de resultaten van de rekening 2022, aangepast volgens de begrote resultaten voor 2023 en 2024. Er moet voor gezorgd worden dat het gecumuleerde resultaat na overboekingen en de omvang van de reservefondsen onderling afgestemd zijn. Het is mogelijk dat bepaalde overboekingen van 2023 niet plaatsvonden; deze dragen evenwel bij tot het resultaat van het dienstjaar 2023, vermeld als resultaat van vroegere dienstjaren in de begroting 2024. Met het oog op de samenhang tussen het gecumuleerd resultaat en het bedrag van de reservefondsen is het dus van primordiaal belang om de reservefondsen te berekenen met inachtneming van alle geplande overboekingen;
- de bestemming van de eventuele voorzieningen voor risico's en kosten; hun beschikbaarheid moet op dezelfde wijze worden gedefinieerd als voor de reservefondsen;
- de nota waarin het OCMW op nauwkeurige wijze aangeeft welke begrotingsmiddelen bestemd zijn voor werkingsuitgaven, begeleiding en uitvoering in het kader van de nieuwe gewestelijke maatregelen "artikel 60§7". Tevens dient u de hierbij gevoegde tabel (bijlage B6) waarvoor we u vragen te onderhandelen tijdens het overlegcomité, door uw OCMW te laten invullen en samen met uw begroting aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Ik benadruk de noodzaak van een perfecte overeenstemming tussen de gegevens vervat in alle documenten.

1.5 ESR 2010 normen

Binnen de rijkscomptabiliteit en het Europees Systeem van Rekeningen – ESR 2010 worden de plaatselijke besturen ondergebracht in de sector van de Lagere overheid (sectoren 1313).

In het kader van de samenwerkingsakkoorden over de begrotingstrajecten hebben de gewesten, als respectieve toezichthoudende overheden van de plaatselijke besturen, zich ertoe verbonden om toe te zien op een strikte naleving van de ESR-normen voor de rekeningen van de plaatselijke besturen.

De integratie van de gemeenten in het ESR 2010-systeem vergt geen enkele aanpassing van de gemeentelijke boekhouding, die een krachtige tool is waarmee de boekhoudkundige en begrotings-gegevens vlot omgerekend kunnen worden naar een ESR 2010-saldo.
Ter herinnering: de ESR-boekhouding (Europees Stelsel van Rekeningen) registreert stromen op basis van de netto vastgestelde rechten van het jaar aan de ontvangstenzijde en op basis van de aanrekeningen voor de uitgaven, ongeacht het dienstjaar waarin de uitgaven tot stand kwamen en zonder onderscheid tussen gewone of buitengewone dienst.

Financiering via leningen en de kapitaalaflossingen van die leningen worden niet in aanmerking genomen voor de berekening van het ESR-saldo. Hetzelfde geldt voor overboekingsverrichtingen.

Als ramingsinstrument moet de begroting ook het ESR 2010-saldo kunnen ramen dat de rekening te zien zal geven. Gelet op het grote belang van deze integratie voor het gewest en de gemeenten mogen we immers het overleggen van de jaarrekeningen niet afwachten om het financieringssaldo van de 19 gemeenten te beoordelen. Het Gewest moet beschikken over een raming van dit saldo in het begin van het begrotingsjaar.

Daarom wordt u gevraagd een omzetting van uw begroting 2024 volgens de ESR-boekhouding in te dienen. Deze omzetting dient te worden voorgesteld volgens het in bijlage B4 bijgevoegd model dat een aanpassing is van de omzettingstabel van het Instituut voor de Nationale Rekeningen.

Hiervoor nodig ik u uit om in eerste instantie bijlage B2 in te vullen, die u zal toelaten de realisatie-graad te kennen voor de 3 laatste beschikbare dienstjaren (2020-2021-2022).

De kolom met de begrotingskredieten moet deze van de initiële begroting hernemen. Daarenboven registreert de ESR-boekhouding stromen en dienen alle aanrekeningen van het dienstjaar in **aanmerking** worden genomen ongeacht het dienstjaar waarin de uitgaven tot stand kwamen. Wat de ontvangsten betreft, dienen enkel de netto vastgestelde rechten van het dienstjaar in aanmerking te worden genomen.

Vervolgens nodig ik u uit om bijlage B3 in te vullen die u zal toelaten om de aanrekeningen inzake de investeringsuitgaven te ramen, aanrekeningen met betrekking tot enerzijds overgedragen vastleggingen van de vorige dienstjaren en anderzijds nieuwe uitgaven voorzien in 2024.

De bijlagen B2 en B3 zullen u toelaten om bijlage B4 in te vullen die de omgezette begroting 2024 weergeeft.

De omzetting van het geheel van de gewone ontvangsten, de gewone uitgaven zonder de **aflossingen** van de schuld en de buitengewone overdrachtsuitgaven moet worden gerealiseerd op basis van het gemiddelde van de realisatiegraad van de begrotingskredieten voor de laatst gekende **rekeningen**. Telkens een realisatiegraad in aanmerking wordt genomen die verschilt van de gemiddelde graad, hoort dit verantwoord te worden.

Voor wat de omzetting van de buitengewone investeringsontvangsten, de buitengewone **ontvangsten** en de aflossingen van de leningen betreft, is het aangewezen om de begrotingskredieten 2024 te hernemen.

Tenslotte dient de omzetting van de investeringsuitgaven te worden gerealiseerd op basis van het resultaat van de ramingstabel van de investeringen in bijlage B3 en wordt dit geïntegreerd onder totaalpost 91 van de omgezette begroting.

Het saldo van de gewone dienst in ESR-vorm zou normaal gezien niet substantieel moeten verschillen van het begrotingssaldo. Voor het saldo van de buitengewone dienst liggen de zaken anders en wij vragen u daarom hier bijzondere aandacht aan te besteden.

Deze oefening zal aantonen dat het nodig is om een realistisch investeringsprogramma op de stellen en er de weerslag van na te gaan voor de toekomstige begrotingsjaren.

Er wordt aan herinnerd dat de medewerking van alle gemeentelijke diensten vereist is voor het **opstellen** van dit document en dat dit vereffeningsplan een gemeentelijke beheerstool moet worden.

1.6 Genderbudgeting

Genderbudgeting of gendergevoelige begroting ligt in het verlengde van wat "gendermainstreaming" genoemd wordt. Het concept "gendermainstreaming" is gebaseerd op het begrip "gender", dat de maatschappelijk geconstrueerde verschillen tussen mannen en vrouwen aanduidt, in tegenstelling tot de biologische verschillen die bestaan tussen beide geslachten. Wat als mannelijk of vrouwelijk beschouwd wordt, is immers bepaald door de maatschappij waarin we leven. Genderstudies focussen dus op deze maatschappelijk geconstrueerde verschillen, maar bevestigen ook dat de maatschappelijke verhoudingen waarvan ze de basis vormen niet egalitair zijn. De impliciete norm is meestal mannelijk, wat in de praktijk vrouwen kan benadelen. Het is dus om die genderongelijkheid weg te werken dat het concept "gendermainstreaming" tot stand kwam.

"Gendermainstreaming" of de geïntegreerde benadering van het genderaspect is een benadering die tijdens het volledige beleidsvoeringsproces (analyse van de situatie, definiëring van het beleid, uitvoering, evaluatie) rekening houdt met de genderdimensie en dus de gelijkheid van mannen en vrouwen en die toegepast moet worden door alle actoren die betrokken zijn bij de definiëring, de uitvoering en de evaluatie van het beleid, ... Het komt erop neer voor elke beoogde beleidsmaatregel na te gaan of er mogelijk een verschillende impact op vrouwen en mannen kan ontstaan. Gendermainstreaming zou een reflex, een vanzelfsprekendheid moeten worden voor alle betrokkenen in de verschillende fasen van de beleidsvoeringscyclus.

Het betreft een transversale benadering, want ze moet in alle beleidsdomeinen (bv. tewerkstelling, volksgezondheid, mobiliteit, ...) worden toegepast. Het is ook een preventieve benadering, want ze heeft tot doel te vermijden dat overheden een beleid voeren dat ongelijkheden tussen mannen en vrouwen doet ontstaan of in de hand werkt.

Rekening houden met de genderdimensie in het beleid impliceert dat men ze ook in acht moet nemen in de begroting. Dat heet "genderbudgeting" of "gendergevoelige begroting".

Het Gewest is van mening dat er een genderbudgeting-initiatief tot stand gebracht moet worden:
om een overzicht te krijgen van de economische middelen die vanuit genderstandpunt op al dan niet evenredige wijze toegekend worden;

- om de uitvoering van het gendermainstreamingsbeleid te vergemakkelijken, dat met name berust op een genderanalyse van de begroting;
- om de financiële transparantie van de gemeentebegroting te vergroten;
- voor een efficiëntere verdeling van de middelen in vergelijking tot de nagestreefde beleidsdoelstellingen.

In dat verband nodigen wij uit om, op vrijwillige basis, een gendergevoelige begroting in te dienen. Daartoe kan u zich in een eerste fase toespitsen op de uitgaven en de begroting van één enkele dienst of één enkele functie. Als bijlage B5 vindt u algemene richtlijnen om gendergevoelig te begroten.

2. Groeiparameters en -percentages

2.1 Gewone dienst – Ontvangsten

2.1.1 Ontvangsten uit prestaties

In de huidige context is het meer dan ooit nodig de tarieven regelmatig aan te passen. Voor administratieve prestaties naar aanleiding van een individuele aanvraag moet de gevraagde prijs ten minste de kostprijs van de door de gemeentelijke diensten geleverde prestaties dekken. Evenzo moeten huurgelden geïndexeerd worden en moet alles in het werk gesteld worden om ze te innen.
Bij gelijke diensten, moeten de ontvangsten uit prestaties minstens stijgen ten belope van de inflatie, tenzij anders is aangegeven (zie hieronder).

Specifieke berekeningen:

— Doorgangsrechten gas en elektriciteit: vooruitzichten moeten meegedeeld worden door Sibelga;

— Crèches, peutertuinen, onderwijsprestaties: eigen raming op basis van de geldende regelgeving, de bezettingsgraden en eventuele wijzigingen in het aantal plaatsen;

— Parkeren:

De ontvangsten voor de gemeente van Parking Brussels worden berekend op basis van de netto vastgestelde rechten min de exploitatiekosten in de gestandaardiseerde opvolgtabel van het Agentschap *0.85 *0.80.

De 80 % wegingscoëfficiënt is bedoeld als een voorzichtige raming van de inkomsten, rekening houdend met eventuele afwijkingen en onwaarden.

Voor de evaluatie van de openstaande vastgestelde rechten per dienstjaar in haar boekhouding, baseert de gemeente zich op een vergelijking van de trimestriële opvolgtabel van het Agentschap met het vastgesteld recht per dienstjaar in haar boekhouding. Nieuwe onwaarden voorgesteld door het Agentschap beïnvloeden het nettoresultaat van de kostenplaats in het Agentschap. Deze onwaarden moeten dan worden afgetrokken van de vastgestelde rechten die nog openstaan voor de gemeente, door toepassing van dezelfde wegingscoëfficiënt als bij de vaststelling van de vastgestelde rechten voor het betrokken dienstjaar.

— Andere ontvangsten uit prestaties: zelfde bedrag als vermeld in de rekening 2022, eventueel geïndexeerd.

2.1.2 Ontvangsten uit overdrachten

— Algemene Dotatie aan de Gemeenten van de wet van 12 januari 1989: de ramingen werden door BPB per email dd. 11 oktober 2021 meegedeeld.

— Dotatie in uitvoering van artikel 46bis van de wet van 12 januari 1989 en de dotatie "water" : de voorlopige ramingen zullen u later door BPB worden meegedeeld.

— Subsidie in het kader van de ordonnantie van 19 juli 2007 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest: er dient rekening te worden gehouden met een indexatie van 2% voor 2024.

— Gemeentelijke belastingen

De resultaten van de rekening van het dienstjaar 2022 worden overgenomen, eventueel aangepast aan de besliste of voorziene wijzigingen van de aanslagvoeten. Bij het vervallen van de belastingverordeningen moet nagedacht moet worden over een verhoging van de tarieven, zoals die voor administratieve prestaties of inname van het openbaar domein. Eventuele verhogingen moeten toegelicht worden. Voor de belastingen bedoeld in de ordonnantie van 19 juli 2007 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn geen verhogingen toegestaan.

Uit voorzichtigheidsoverwegingen, beveel ik u sterk aan rekening te houden met het aanleggen van voorzieningen voor risico's en kosten inzake gemeentelijke belastingen, meer bepaald voor nieuwe of herziene belastingen waarvan het inningsniveau kan tegenvallen. Door te anticiperen op het aanleggen van voorzieningen kan vermeden worden dat laatstgenoemde leiden tot een gecumuleerd tekort op de gewone dienst.

Verder dienen de gemeenten er in het bijzonder op toe te zien de kohieren betreffende de specifieke gemeentebelastingen zo vroeg mogelijk uitvoerbaar te verklaren gedurende het begrotingsjaar. Het gebeurt immers maar al te vaak dat er kohieren niet uitvoerbaar verklaard worden tijdens het begrotingsjaar, wat negatieve gevolgen heeft voor het reeds kwetsbare financiële evenwicht van de gemeenten.

— Opcentiemen op de onroerende voorheffing (OV)

Hetzij belastbaar kadastraal inkomen per 1 januari 2023 buiten materieel en outillage x 0.0125 x opcentiemen/100 x (100-Z)/100 x 2,174 voor 2024.

Z: wegingscoëfficiënt, gelijk aan het rekenkundig gemiddelde van de afwijkingspercentages tussen de begrotingsramingen en het vastgestelde recht over de voorbije 5 jaar.

Ik herinner u eraan dat de informatie aangaande de objectieve gegevens van de afrekeningen van de voorgaande jaren alsook elk objectief gegeven beschikbaar bij Brussel Fiscaliteit (via de ontmoetingen van de gemeenteontvanger met de Rekenplichtige van de ontvangsten belast met fiscale zaken en/of via een aanvraag om een afspraak te bekomen via het emailadres mycontact@fisc.brussels) elementen zijn die eventueel aanleiding zullen kunnen geven tot aanpassingen in toenemende of afnemende mate van de raming opgesteld volgens de voorgestelde formule via begrotingswijzigingen.

In de begrotingsvooruitzichten *is het tevens sterk aanbevolen om* te anticiperen op de aanleg van provisies voor de te innen bedragen met betrekking tot de opcentiemen op de onroerende voorheffing.

— Opcentiemen op de personenbelasting (PB)

Voor 2024: raming van de FOD Financiën x (100-Z)/100

Z: wegingscoëfficiënt, gelijk aan het rekenkundig gemiddelde van de afwijkingspercentages tussen de ramingen van de FOD Financiën en het vastgestelde recht over de voorbije 5 jaar.

De berekeningen van die OV- en PB-ramingen moeten als bijlage toegevoegd worden.

De raming van de Federale Overheidsdienst Financiën wordt in principe in de loop van de maand oktober 2023 aan de gemeenten meegedeeld. Indien nodig kan een regularisatie van voornoemde raming toegestaan worden bij de eerstvolgende begrotingswijziging voor 2024, op basis van de laatste provisionele staat overgemaakt door de Federale Overheidsdienst Financiën in de loop van het tweede kwartaal van het dienstjaar 2024.

De berekeningen van die OV- en PB-ramingen moeten als bijlage toegevoegd worden.

— Opcentiemen op de verkeersbelasting: voor 2024 : gebaseerd op 2022.

— Europese, federale, communautaire en gewestelijke subsidies: de projecties worden bepaald op basis van de ondertekende overeenkomsten en de toezeggingen bevestigd door de subsidiërende overheid (voorbeeld: neerwaarts herziene werkingssubsidies aan het onderwijs door de Franse Gemeenschap).

2.1.3 Schuldontvangsten

Schuldontvangsten dienen geboekt te worden conform de bedragen meegedeeld door de schuldenaars van de inkomens voor zover deze bedragen verenigbaar zijn met de werkelijk geïnde bedragen in de loop van de vorige dienstjaren. De creditintresten worden geraamd op basis van een thesauriekalender.

2.2 Gewone dienst – Uitgaven

2.2.1 Personeelsuitgaven: bezoldigingen, sociale vergoedingen

Bij ongewijzigd personeelsbestand moet per economische code uitgegaan worden van volgende vooruitzichten:

- Code 111: Voor 2024, wedde van juli 2023 x 12,42 (jaarwedde + sociale programmering) x 1,013 (weerslag van de weddenschaalverhogingen) x Y (indexatie) . Overeenkomstig de maandvooruitzichten voor de gezondheidsindex zou de volgende overschrijding van de spilindex in november 2023 plaatsvinden. Als gevolg daarvan zouden de wedden van het overheidspersoneel in januari 2023 met 2% aangepast worden aan de gestegen levensduurte. Volgens de huidige prognoses van de "gezondheidsindex" zouden de volgende overschrijdingen van de spilindex in maart en december 2024 (Federaal Planbureau op datum van 04 juli 2023). Ik nodig u tevens uit om regelmatig de website van het Federaal Planbureau te consulteren (www.plan.be) en uw voorzieningen desgevallend aan te passen.
- Code 112: zoals voor code 111

Ik wil hier wijzen op het grote aandeel van de personeelsuitgaven in de gemeentelijke begrotingen. Gelet op de moeilijkheid om tot een sluitende begroting te komen, bestaat de ideale oplossing erin binnen de grenzen van de kredieten voor 2023 te blijven voor de wedden van het niet-gesubsidieerde personeel. Bijkomend worden bijgevolg enkel uitgaven aanvaard die ten belope van 100% gesubsidieerd worden.

2.2.2 Personeelsuitgaven: patronale bijdragen, pensioenen

Voor de gemeenten die zijn aangesloten bij het Gesolidariseerd Pensioenfonds, moeten de RSZ-bijdragen vermeld worden onder de economische code 113-21. Het tarief van de pensioenbijdrage is bepaald op 45% het dienstjaar 2023[5] (waarvan 7,5% overeenstemt met de bijdragen van het personeel in actieve dienst) voor alle gemeenten, met uitzondering en in principe volgens de laatste ramingen van de FPD van de gemeenten Watermaal-Bosvoorde, Sint-Lambrechts-Woluwe en Ganshoren waarvoor de pensioenbijdrage is bepaald op 42%, echter werd deze vermindering nog niet bij besluit vastgesteld.

Het Koninklijk Besluit inzake de responsabiliseringsbijdragen 2024 werd op het moment van de opmaak van de huidige omzendbrief nog niet gepubliceerd in het Belgisch Staatblad. De gemeenten moeten aldus onder artikel 000/113-21 de verwachte verschuldigde responsabiliseringsbijdrage vermelden, te betalen in 2024, die hen meegedeeld zal worden door de Federale Pensioendienst. Indien de gemeente bij de opstelling van de begroting geen mededeling in die zin heeft ontvangen, wordt voorgesteld dezelfde berekeningsmethode toe te passen als die welke in het laatste besluit inzake de responsabiliseringsbijdragen is vastgesteld[6] : tien maandelijkse betalingen die elk een twaalfde vertegenwoordigen van 24% van het responsabiliteitsbedrag van 2021, nog te verhogen met een bijkomend bedrag als voorschot voor het dienstjaar 2024, overeenkomstig het principe van de "aanvullende maandelijkse termijn"[7]. Deze laatste is vastgesteld op 12 maandelijkse betalingen en vertegenwoordigen een twaalfde

[5] KB van 17 juni 2022 tot uitvoering voor het jaar 2024 van artikel 16, eerste lid, 1), van de wet van 24 oktober 2011 tot vrijwaring van een duurzame financiering van de pensioenen van de vastbenoemde personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten en van de lokale politiezones, tot wijziging van de wet van 6 mei 2002 tot oprichting van het fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid en houdende diverse wijzigingsbepalingen

[6] KB van 4 mei 2023 tot uitvoering van artikel 21, § 3, eerste lid, en § 4, van de wet van 24 oktober 2011 tot vrijwaring van een duurzame financiering van de pensioenen van de vastbenoemde personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten en van de lokale politiezones, tot wijziging van de wet van 6 mei 2002 tot oprichting van het fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid en houdende diverse wijzigingsbepalingen.

[7] Artikel 25 §4 van de wet van 30/03/2018 tot wijziging van artikel 21 van de wet van 24/11/2011 voert in §4 de betaling in van een bijkomende maandelijkse schijf bij de maandelijkse termijnen van de verantwoordingsbijdrage. Het zal gaan om een percentage boven op de al verschuldigde responsabiliseringsbijdrage. De datum van inwerkingtreding van deze "aanvullende termijn" en het percentage op basis waarvan die berekend wordt, zullen vastgelegd worden bij koninklijk besluit.

van 197% van het responsabiliseringsbedrag van 2021. De responsabiliseringsbijdrage en de "aanvullende maandelijkse termijn" vertegenwoordigen samen 221% van het responsabiliseringsbedrag 2021. Gemeenten die niet aangesloten zijn bij de RSZPPO moeten de ramingen opgeven die hen meegedeeld werden door hun voorzorginstelling en de verantwoordingsstukken bezorgen.

De gemeenten die zelf de niet-gesolidariseerde pensioenen uitbetalen via hun rekening "voorzieningen voor uitbetaling van niet-gesolidariseerde pensioenen", moeten de desbetreffende budgettaire raming bijvoegen, zoals aangegeven in punt 2.3 van de ministeriële richtlijn van 9 december 2011.

De code 113-22 mag enkel gebruikt worden voor het begroten van niet-gesolidariseerde pensioenen. De gemeenten die het beheer van hun pensioenen toevertrouwd hebben aan een voorzorg instelling of die aangesloten zijn bij de RSZ in pool 2 ter, moeten de economische code 113-48 gebruiken.

Verder voorziet de wet van 30 maart 2018 in een financiële tegemoetkoming voor het opzetten van de tweede pensioenpijler voor contractuele personeelsleden vanaf 2020.

Ingeval uw gemeente beslist deze tweede pijler op te zetten, dient u hiertoe de nieuwe code 113-23 te gebruiken die door de firma die de boekhoudkundige software beheerd, dient te worden gecreëerd :

Code	Omschrijving	U/O	G/B	Alg.rek.	E.G.
113-23	Patronale bijdragen voor de tweede pijler ten voordele van het contractueel personeel	U	G	62423	70

En met betrekking tot de algemene rekeningen:

Algemene rekening	Omschrijving	Rubriek resultaten-rekening	Prefixe individuele rekening	Refer. econ. code
62423	Patronale bijdragen voor de tweede pijler ten voordele van het contractueel personeel	I.C.		O

De volgende parameters – opgelegd door de wet van 30 maart 2018 – moeten in acht genomen worden om recht te kunnen hebben op een vermindering van de responsabiliseringsbijdrage met minstens 50%[8]:

Stelsels en bijdragetarieven van het aanvullend pensioen voor contractuele personeelsleden die recht geven op een vermindering met minstens 50% van de responsabiliseringsbijdragen (art. 20 van de wet van 24 oktober 2011, als gewijzigd door artikel 12 van de wet van 30 maart 2018)

[8] De wet van 30 maart 2018 voorziet in een vermindering met 50% van de responsabiliseringsbijdragen en de mogelijkheid om in de toekomst bij besluit een hoger – maar geen lager - percentage te bepalen.

Stelsel	Onder- en bovengrens voor het recht op de vermindering	Datum van inwerkingtreding vanaf 01/01/2021
Vaste bijdragen	**Minimumpercentage**	**3%**
	Maximumpercentage	6%
Cash Balance*	**Minimumpercentage**	**3%**
	Maximumpercentage	6%
Vaste prestaties	**Minimumpercentage**	**6%**
	Maximumpercentage	12%

*Cash balance: gemengde pensioentoezegging met vaste prestaties en vaste bijdragen. De vaste prestaties betreffen de kapitalisatie volgens een vastgestelde rentevoet van de bijdragen die voor een welbepaalde aangeslotene gestort worden (art. 21 van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen).

Deze percentages zijn van toepassing om de loonmassa van alle contractuele personeelsleden van de gemeente.

De inschrijving van de bijzondere bijdrage aan de RSZ van 8,86% op de bijkomende bedragen van de pensioenen dient bij voorkeur te gebeuren op hetzelfde begrotingsartikel 113/23 dan dit voor de bijkomende bijdragen aan de verzekeraar. Het gaat inderdaad over een patronale bijdrage , maar deze betreft een voordeel voor de werknemers die desgevallend zal toelaten om een vermindering van de responsabiliseringsbijdrage te bekomen.
Dit bedrag wordt effectief door de Wet beschouwd als een kost voor het bijkomend pensioen zoals het geval voor de gestorte bijdragen aan de verzekeraars en zodoende 50% aftrekbaar van de responsabiliseringsbijdrage : artikel 12 van de Wet van 30 maart 2018.
Deze werkwijze behoudt al zijn betekenis zelfs ingeval de responsabiliseringsbijdrage niet meer verschuldigd zou zijn, aangezien zij zowel aan de gemeente als aan het Toezicht toelaat om de werkelijke bijkomende kost te evalueren die toe te schrijven is aan de 2de pijler voor de contractuelen.

2.2.3 Werkingsuitgaven

Voor de werkingsuitgaven, afgezien van te rechtvaardigen nieuwe initiatieven of inrichtingen (bijvoorbeeld, nieuwe crèche of school), verkiezingsuitgaven en wijzigingen opgelegd door de Europese, federale, communautaire of gewestelijke overheden, geldt het principe van een groeibeperking ten opzichte van de uitgaven vastgelegd in de rekening 2022 rekening houdend met de inflatie. *Het Federaal Planbureau verwacht immers een inflatie van 3,9% in 2023 en van 3,4 % in 2024, hetzij **7,4%** ten aanzien van 2022.*
Bij eventuele begrotingswijzigingen moet elke toename van een post noodzakelijkerwijze gecompenseerd worden met een overeenstemmende vermindering van een of meer andere posten of door een verhoging van de corresponderende ontvangsten (subsidies, ...).

Elke geraamde stijging die hoger uitvalt, moet nauwkeurig verantwoord worden.

De energiekosten moeten zo nauwkeurig mogelijk worden geraamd, rekening houden met de recente prijsontwikkelingen, de voorwaarden van de leveringscontracten en de eventuele investeringen of andere maatregelen om het verbruik te beperken.

2.2.4 Overdrachtsuitgaven

— Dekking van het OCMW-tekort : de vooruitzichten voor 2024 dienen in overeenstemming te zijn met het bedrag vastgesteld door het overlegcomité Gemeente/OCMW. De notulen van voornoemde vergadering dienen bij de begroting 2024 gevoegd te worden. De vertegenwoordigers van de gemeente zullen er binnen het overlegcomité op toezien dat de uitgaven van het OCMW die geen verband houden met opdrachten die wettelijk aan de OCMW's zijn toegewezen, maar die leiden tot een hogere gemeentelijke tegemoetkoming, beheerst worden. De gemeenten dienen tevens de gepaste maatregelen te nemen om overlappingen uit te sluiten op het vlak van de sociale prestaties die geleverd worden door de gemeentelijke diensten en de OCMW's en de mogelijke maatregelen uit te voeren die het OCMW heeft aangegeven in het verslag met betrekking tot de schaalvoordelen en het opheffen van overlappingen of het dooreenlopen van activiteiten van het OCMW en de gemeente als bedoeld in artikel 26bis,§5 van de organieke wet. Ingeval het OCMW een batig saldo vertoont voor het vorig dienstjaar, dient het bedrag van de gemeentelijke bijdrage overeenkomstig verminderd te worden (en mag men geen ontvangst inschrijven). De gemeenten moeten de OCMW's verzoeken hun rekeningen zo spoedig mogelijk aan te nemen.

— Dotatie aan de politiezone : voor 2024 dient deze in overeenstemming te zijn met de beslissing van de Politieraad en de normen bepaald door de bevoegde overheid. Als de informatie over de begroting 2024 van de politiezone ontbreekt, schrijft de gemeente in haar begroting 2024 het bedrag in dat was ingeschreven in 2023, zij het geïndexeerd. Elk verschil tussen beide begrotingen met betrekking tot de gemeentelijke tegemoetkoming, dient rechtgezet te worden via een latere begrotingswijziging zodat beide bedragen opnieuw overeenstemmen. Evenals voor de OCMW's is het zo dat indien de politiezone een batig saldo laat optekenen, de jaarlijkse bijdrage overeenkomstig verminderd dient te worden. Indien de rekeningen van het dienstjaar 2022 van de zone niet vastgesteld zijn, wordt de dotatie voor 2024 beperkt tot het bedrag dat was ingeschreven op de begroting 2023.

— Subsidies aan verenigingen en gezinnen : de gemeenten dienen erop toe te zien dat door hogere overheden toegekende subsidies herverdeeld worden onder begunstigde verenigingen met strikte naleving van de bestemmingen bepaald door voornoemde overheden. De gemeenten moeten ervoor zorgen dat ze de bepalingen toepassen die zijn vervat in de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen. Zij dienen overigens de subsidie aan te passen volgens de resultatenrekening en de thesaurietoestand van de vereniging, om te vermijden dat deze een batig saldo zou boeken of een reserve aanleggen dankzij de gemeentelijke toelage.

— Premie BEHOME : met het oog op harmonisatie moet deze premie worden geboekt op het begrotingsartikel 040/331-01 "Rechtstreekse premies en subsidies aan gezinnen".

— Subsidies aan het autonome gemeentebedrijf : ingeval de gemeente het tekort van het gemeentebedrijf financiert, moet de laatste rekening van het gemeentebedrijf bij de begroting gevoegd worden, evenals een toelichting wat betreft de reden van die financiële tegemoetkoming.

— Parkeeragentschap : overeenkomstig de bepalingen die vervat zijn in de artikelen 40 en 41 van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap moeten de gemeenten, wanneer zij zelf instaan voor de inning van de parkeerinkomsten en de controle op de parkeerregels, 15% van de winst doorstorten aan het Agentschap (na aftrek van de kosten). De gemeenten moeten deze overdracht integreren in de opmaak van hun begrotingen. De berekeningen van die ramingen van de ontvangsten en uitgaven (ontvangsten – uitgaven) moeten als bijlage toegevoegd worden.

— Onwaarden : met het oog op de overeenstemming van het thesaurieresultaat met het boekhoudkundig resultaat is het absoluut noodzakelijk om regelmatig de vorderingen die niet meer geïnd kunnen worden, over te boeken naar de oninvorderbare posten. Dit geldt zowel voor de gewone als voor de buitengewone dienst. Er dienen bijgevolg realistische bedragen te worden

begroot *en systematisch aangepast in de loop van het jaar wanneer begrotingswijzigingen worden doorgevoerd.*

2.2.5 Schulduitgaven

Debiteurintresten: volgens de raming van de vermoedelijke vervaldagen van de gemeentethesaurie en de evolutie van de rentevoeten

Kosten van leningen voor investeringen: volgens de vooruitzichten van de kredietverstrekkers, zowel voor de lopende als voor de nog aan te gane schuld, rekening houdend met het feit dat de intrest- en kapitaallast voor een geplande investering in werkelijkheid pas het volgende dienstjaar ingaat en zoveel mogelijk rekening houdend met de verwachte evolutie van de rentevoeten.

Ik vraag u met aandrang om contact op te nemen met het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën waarvan één van hun opdrachten er in bestaat om de gemeenten te adviseren inzake hun thesaurie- en schuldbeheer.

3. Toezending

Het besluit van 20 maart 2008 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot bepaling van het informaticaformaat van de begrotingen en rekeningen van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is van toepassing op de begrotingen 2024

Daarom verwijs ik u naar de omzendbrief van 4 december 2008 met betrekking tot de Gegevensbank van de gemeentelijke financiën - Gegevensoverdracht.

Deze overdracht van gegevens, via « combud », dient absoluut vooraf te gaan aan de indiening van de begroting en de driejaarlijkse plannen en hun bijlagen via het platform BOS-xchange. Ingeval van moeilijkheden bij het opladen, nodigen wij u uit contact op te nemen met de helpdesk van GOB hetzij telefonisch op 02/204.10.00 hetzij per mail helpdesk@gob.brussels met vermelding van "Combud" in het onderwerp.

De bijlagen bij de begrotingen, B1 tot B6 dienen elektronisch én in Excel-formaat, via het generiek emailadres lokalefinancien@gob.brussels te worden overgezonden en dit voorafgaand aan de indiening van de documenten via het platform BOS-xchange.

Omwille van administratieve vereenvoudiging werd er beslist om de begrotingen niet meer systematisch in papieren versie op te vragen.

De toezending van de begrotingen in papieren vorm, wordt voortaan aan de appreciatie van de gemeente overgelaten.

Ik vestig er uw aandacht op het feit dat de toezichtstermijn slechts aanvang neemt vanaf het moment dat het dossier compleet is, dwz op het ogenblik van de ontvangst van zowel de financiële gegevens via Combud als van de ontvangst van de Excelbijlagen B1 tot B6 via het generiek emailadres lokalefinancien@gob.brussels én de ontvangst van de complete documenten (getekende beraadslaging, begroting, en de verplichte bijlagen) via BOS-xchange.

Tenslotte herinner ik u nog aan de bepalingen van artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet dat voorschrijft dat vanaf hun goedkeuring door de gemeenteraad, volgende documenten worden bekendgemaakt op de website van de gemeente : de gemeentelijke ontwikkelingsplannen, de gemeentelijke bestemmingsplannen, de jaarlijkse begroting, het driejaarlijks plan en de rekeningen.

Ik deel u tevens mee dat de huidige omzendbrief alsook de bijlagen steeds kunnen gedownload worden via het Portaal van Plaatselijke Besturen.

Met de meeste hoogachting,

De Minister belast met de Plaatselijke Besturen



Bernard CLERFAYT

Bijlage 1
Contactpersonen

Directie Lokale Financiën: Anne Willocx, Directrice		
Entiteiten		**Verantwoordelijke agenten**
Gemeenten OCMW's Gemeentebedrijven	Anderlecht	Laurent Demarque Wouter Marcoen Rosalie Reyskens
	Brussel	Leopoldina Caccia Dominioni Olivier Claeys Quentin de Launois Caroline Oblin
	Elsene	Angéline Biarent Smaël Ikken Caroline Polizzi
	Etterbeek	Angéline Biarent Smaël Ikken Caroline Polizzi
	Evere	Leopoldina Caccia Dominioni Olivier Claeys Quentin de Launois Caroline Oblin
	Ganshoren	Leopoldina Caccia Dominioni Olivier Claeys Quentin de Launois Caroline Oblin
	Jette	Laurent Demarque Wouter Marcoen Rosalie Reyskens
	Koekelberg	Angéline Biarent Smaël Ikken Caroline Polizzi
	Oudergem	Laurent Demarque Wouter Marcoen Rosalie Reyskens
	Schaarbeek	Laurent Demarque Wouter Marcoen Rosalie Reyskens
	Sint-Agatha-Berchem	Angéline Biarent Smaël Ikken Caroline Polizzi
	Sint-Gillis	Angéline Biarent Smaël Ikken Caroline Polizzi
	Sint-Jans-Molenbeek	Leopoldina Caccia Dominioni Olivier Claeys Quentin de Launois Caroline Oblin
	Sint-Joost-ten-Noode	Leopoldina Caccia Dominioni Olivier Claeys Quentin de Launois Caroline Oblin

	Sint-Lambrechts-Woluwe	Laurent Demarque Wouter Marcoen Rosalie Reyskens
	Sint-Pieters-Woluwe	Laurent Demarque Wouter Marcoen Rosalie Reyskens
	Ukkel	Leopoldina Caccia Dominioni Olivier Claeys Quentin de Launois Caroline Oblin
	Vorst	Leopoldina Caccia Dominioni Olivier Claeys Quentin de Launois Caroline Oblin
	Watermaal-Bosvoorde	Angéline Biarent Smaël Ikken Caroline Polizzi
Contactgegevens		
Biarent Angéline	02 800 33 52	abiarent@sprb.brussels
Bours Mathieu	02 800 35 51	mbours@sprb.brussels
Caccia Dominioni Leopoldina	02 800 34 96	lcacciadominioni@sprb.brussels
Claeys Olivier	02 800 32 70	oclaeys@sprb.brussels
De Launois Quentin	02 800 30 32	qdelaunois@sprb.brussels
Demarque Laurent	02 800 38 73	ldemarque@sprb.brussels
Ikken Smaël	02 800 32 73	sikken@sprb.brussels
Marcoen Wouter	02 800 32 82	wmarcoen@gob.brussels
Oblin Caroline	02 800 33 62	coblin@sprb.brussels
Polizzi Caroline	02 800 34 79	cpolizzi@sprb.brussels
Reyskens Rosalie	02 800 34 75	rreyskens@gob.brussels
Willems Anne	02 800 33 01	awillems@gob.brussels
Willocx Anne	02 800 33 25	awillocx@sprb.brussels
Directie Lokale Financiën		lokalefinancien@gob.brussels

Bijlage 2
Lijst van de verplichte documenten en bijlagen

	Elektronische versie
Begroting 2023	☑ (Combud)
Functionele begroting	☑
Economische begroting	☑
Samenvattende tabellen	☑
Verslag bedoeld in artikel 96 van de NGW	☑
Verslag bedoeld in artikel 12 van het KB van 2 augustus 1990	☑
Notulen van de vergadering van het overlegcomité gemeente - OCMW	☑
het verslag zoals bedoeld in artikel 26bis§5 van de organieke wet	☑
Beschrijving van het buitengewoon programma en de financieringswijze ervan	☑
Verloop van de gemeentelijke investeringsschuld (per financiële instelling)	☑
Verloop van de reservefondsen (en voorzieningen voor risico's en kosten)	☑
Cijferbijlagen te verzenden via het generiek emailadres lokalefinancien@gob.brussels	
B1A en B1B – Personeelstabellen	☑ (Excel)
B2 – Realisatiegraad	☑ (Excel)
B3 – Tabel met ramingen	☑ (Excel)
B4 – ESR saldo	☑ (Excel)
B5A – Gender budgeting (vrijwillig)	☑ (Excel)
B6 – Artikel 60, § 7	☑ (Excel)